



John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

★ ★
ADAMS
214.8



Digitized by the Internet Archive
in 2009

1

Histoire de l'ad-
ministration des
finances de la Répu-
blique Française, pen-
dant l'année 1796.

Par. H. d'Ivernois.

London. 1796.

ment, ils continuent à prolonger la guerre pour défendre les conquêtes, l'impossibilité de solder les troupes nécessaires à leur défense, en amènerait la restitution.

Je n'ignore pas que beaucoup de gens ne veulent plus entendre parler des Finances Françaises, & trouvent plus commode d'alléguer que c'est une *matière inexplicable*. A les en croire, rien ne peut moins se calculer que la force



1942
71-02

HISTOIRE

De l'Administration des Finances de la République Française, pendant l'Année 1796.

DANS les trois Ecrits que j'ai publiés sur les Finances Françaises depuis le commencement de l'année 1795, j'ai posé & cherché à développer les propositions suivantes :

Que la force extraordinaire de la Révolution Française, celle de la République & de ses armées, consistaient dans son papier-monnaie ;—que la dépréciation des assignats ferait dorénavant progressive & rapide, & que le temps approchait où, d'émissions en émissions, il ne serait plus possible d'en faire de nouvelles ;—que tous les efforts des Français pour remplacer les assignats par quelque autre papier-monnaie, seraient sans succès ;—que si leur Gouvernement était une fois privé de cette ressource, il ne lui en resterait bientôt d'autres que les faibles contributions qu'il pourrait lever sur un Peuple ruiné, mécontent, & auquel il avait laissé contracter l'habitude de ne plus payer de tributs ;—qu'enfin si, arrivé à un pareil état de dénue-ment, il s'obstinait à prolonger la guerre pour défendre ses conquêtes, l'impossibilité de soudoyer les troupes nécessaires à leur défense, en amènerait la restitution.

Je n'ignore pas que beaucoup de gens ne veulent plus entendre parler des Finances Françaises, & trouvent plus commode d'alléguer que c'est une *matière inexplicable*. A les en croire, rien ne peut moins se calculer que la force

d'un Peuple en accès de fièvre, & rien de plus illusoire que de prétendre assujettir aux règles ordinaires de l'expérience, une crise révolutionnaire, qui est une violation perpétuelle de toutes ces règles. Je ne le fais que trop, on s'est accoutumé, par paresse d'esprit, à séparer les opérations financières du Directoire Français, de ses moyens de force & d'existence. On l'a vu survivre à une banqueroute inouïe de 45 milliards d'assignats; & ses armées, toujours recrutées & toujours approvisionnées, n'en ont pas moins envahi l'Italie & entamé l'Allemagne. Aux yeux des personnes dont je parle, c'est donc un travail inutile, & même dangereux, que de fonder encore des espérances d'épuisement sur les dilapidations intérieures de cette République militaire. Au discrédit successif de ses divers papiers-monnaies, on ne cesse d'opposer ce grand argument, que la marche de ses Chefs n'en a jamais été arrêtée, qu'ils ont trouvé constamment de nouveaux moyens, & qu'ils se montreront encore *au-dessus des événemens*. Telles sont les vagues assertions que je me propose d'examiner, & que je me flatte de détruire. Lorsque la République Française vivait sur le produit de ses assignats, j'ai fixé le terme où ils cesseraient d'avoir une valeur; & ce que j'ai vu s'accomplir de mes pronostics à ce sujet, m'a convaincu qu'il était possible de juger méthodiquement les mesures financières d'un Etat en révolution. Lorsqu'ensuite le Directoire s'est vanté de substituer aux assignats de nouveaux signes également fictifs, j'ai pris sur moi de garantir qu'il n'y réussirait point, & que, dès la fin de cette année, on appercevrait la catastrophe de ses finances. Eh bien ! j'annonce aujourd'hui que cette catastrophe est arrivée; & depuis que les Législateurs Français avouent eux-mêmes que le *règne du papier-monnaie est passé* pour eux; depuis que le produit très-circonscriit des contributions est devenu leur unique ressource; quiconque me citera encore vaguement les ressources *inconnues* de la France, m'en imposera moins que jamais, puisque ce sont ces ressources mêmes que j'analyse, & dont je vais montrer les résultats, afin d'aider à en découvrir le terme.

J'aspire, par-dessus tout, à être clair; & cependant je serai long peut-être; car la plupart des nouvelles mesures

de la République Française lui ayant été arrachées par la détresse de ses finances, il n'en est pour ainsi dire aucune que je ne me trouve appelé à embrasser dans l'exposé des faits de cette année. Comme ils sont jusqu'ici trop peu connus, j'espère qu'ils paraîtront nouveaux, ne fût-ce que parce que le développement des principes iniques à l'aide desquels les derniers vols ont été sanctionnés, présentera la prolongation du régime révolutionnaire, sous le prétendu régime constitutionnel. Ces vols dévoileront comment la doctrine de Robespierre a continué à être mise en action sous le règne que certains écrivains appellent celui *de la modération & de la justice*. Sans doute il diffère du précédent ; mais je prouverai que ce n'est que pour avoir remplacé la férocité de son origine par l'astuce & l'hypocrisie. J'ai cru d'ailleurs que ce ne serait peut-être pas une leçon perdue pour l'Histoire, que de placer le tableau de la détresse & des perplexités des usurpateurs Français, à côté du magnifique catalogue de leurs conquêtes. C'est dans leurs débats même que je vais suivre jour par jour ces usurpateurs. A toutes les vaines tentatives qu'ils essaient encore pour suppléer au vol par le vol, j'opposerai leurs cris d'alarme sur l'avenir, les aveux ingénus qu'ils laissent déjà échapper sur le présent, & les remords que leur arrachent enfin sur le passé, les besoins urgens qui les tourmentent.

En conduisant l'histoire des assignats jusqu'au premier Janvier de cette année, j'avais annoncé qu'ils en étaient à leur agonie. Ils y touchaient en effet, & elle n'a pas laissé que d'être violente. On en peut juger par les discours de ceux des Révolutionnaires Français qui n'avaient pas perdu de vue que c'était dans ce papier-monnaie que consistait toute leur force. Si je m'arrête un moment sur ces discours, ce n'est point que je veuille ressusciter ici le procès déjà jugé des assignats ; c'est parce que les aveux, dont ces pièces sont le dépôt, outrepassent de beaucoup toutes les conjectures qu'on avait taxées d'exagération ; mais c'est sur-tout parce que, si l'on veut connaître ce qui se dit aujourd'hui dans les *Comités secrets* des Législateurs Français, depuis qu'ils ont reconnu qu'ils étaient sortis sans retour du régime du PAPIER-MONNAIE, il n'y a

qu'à lire les discours suivans, en y substituant ce dernier mot à celui d'*assignat*.

Ramel, le 1^{er} Février 1796 : “ Les assignats ont fait la
 “ *Révolution* ; ils ont amené la destruction des Ordres &
 “ des privilèges ; ils ont renversé le Trône, & fondé la
 “ *République* ; ils ont poussé le vaisseau de l'État ; ils
 “ doivent lui servir encore d'ancre & de cable..... Fran-
 “ çais ! UNE GRANDE ÉPOQUE APPROCHE, PUISQU'IL
 “ EST VRAI QUE LE SORT DES EMPIRES EST LIÉ A
 “ LA SITUATION DE LEURS FINANCES.... La fortune
 “ de l'Etat est sous votre sauve-garde ; soutenez-la, pre-
 “ nez-y garde ; la vôtre y est intimement liée.... Les
 “ assignats vous ont fait conquérir les biens dont vous
 “ allez jouir ; ils sont encore votre principale ressource,
 “ craignez de le reconnaître lorsqu'il ne sera plus temps :
 “ réunissons-nous tous de fait & d'intention pour soutenir
 “ la République, les assignats qui l'ont fondée, les assignats
 “ qui vont encore la défendre..... IL N'APPARTIENT QU'A
 “ LA FRANCE DE TROUVER DES RESSOURCES DANS CE
 “ QUI PARAÎT DEVOIR AGGRAVER SA SITUATION,”
 “ &c. &c.

Isnard, le même jour : “ Il n'est que trop vrai que nous
 “ ne pouvons pas nous passer de l'assignat ; que si nous le
 “ laissons tout-à-fait avilir, des millions de citoyens ne
 “ sauront plus comment subsister ; & il ne restera plus au
 “ Gouvernement aucun moyen d'effectuer le service, & de
 “ terminer glorieusement la Révolution en conquérant la Paix.
 “ Le sort de la liberté est lié au sort de l'assignat ; il faut
 “ donc le relever, à quelque prix que ce soit : ainsi le veut le
 “ salut public ; il est la suprême loi,” &c. &c.

Bailleul : “ L'assignat est nécessaire au Gouvernement
 “ & aux particuliers ; sans lui toutes les transactions
 “ sociales sont anéanties ; le sang ne circule plus dans les
 “ veines du corps politique, & sa dissolution est inévitable,”
 “ &c. &c.

Peu de jours auparavant, Montmayou avait déjà prononcé, sur cette grande question, un discours qui mérite de faire époque..... “ Jusqu'ici, dit-il, j'avais cru que
 “ nous devions notre liberté à l'assignat, & que, sans ce
 “ papier-monnaie, nous ne pourrions terminer la Révo-

lution. J'ai vu, à mon grand étonnement, se manifester une opinion contraire ; j'ai entendu dire à des hommes qui, sans doute, sont patriotes, que *l'assignat ne pouvait plus faire le service*. On a proposé une échelle proportionnelle ; mais c'était pour nous précipiter du haut de l'échelle en bas. Quel était l'objet de ces demandes de *cédules hypothécaires*, dont on vous a harcelé si long-temps ? Celui de servir le projet d'une *banque de finances*, fruit du calcul le plus perfide, dont le but était d'anéantir l'assignat, de lui substituer un autre papier-monnaie, & de mettre la République sous la tutèle d'une banque.... *Républicains ! ralliez-vous, relevez le crédit des assignats : pour cela faites tout le contraire de ce qui a été fait jusqu'ici ; dites à votre Commission des Finances que le but unique de toutes vos loix est de rendre à l'assignat sa valeur primitive. Relevez le crédit de l'assignat, & vous vous sauverez de la honte & de l'opprobre qui vous menacent....* Je me résume : si vos délibérations ne tendent à relever le crédit de l'assignat, *vous terminerez à votre honte la plus belle Révolution.*"

Tandis que ce chaud patriote s'efforçait ainsi dans l'enceinte du Corps Législatif, de *rallier les Républicains* pour relever le crédit des assignats, l'opinion publique se *ralliait* de plus en plus au dehors, pour condamner ce papier à un discrédit toujours croissant. Ce fut pour en arrêter les progrès que, dans les débats du 22 Février, Dubois-Crancé, s'indignant des tergiversations de quelques orateurs, termina la séance par cette sentence mémorable :—

" Le Gouvernement a annoncé qu'il avait besoin, pour la campagne prochaine, de 1500 millions valeur métallique : cette somme est énorme sans doute, & l'impossibilité de la trouver en numéraire doit faire sentir la nécessité de la trouver en assignats.... Une grande partie du numéraire a disparu ; & quand tous les six mois vous repomperiez la totalité de celui qui est en France, vous ne trouveriez pas vos 1500 millions. *Une valeur qui en tienne lieu est donc indispensablement nécessaire.* C'est une FOLIE que de vouloir faire le service en numéraire : *il faut que les Français sachent bien qu'il leur FAUT L'ASSIGNAT, OU LA MORT.*"

L'affociation de ces deux mots pourra paraître bizarre à quelques lecteurs ; aussi dois-je les informer que, depuis l'affassinat judiciaire de la Famille Royale, depuis le Conseil de guerre où Dubois-Crancé insistait pour que le Général Montesquiou *jetât Genève dans le lac*, mais sur-tout depuis son expédition à Lyon, cet illustre fondateur de la République Française n'a plus eu sur les lèvres que cet arrêt sommaire, *la mort*, & que ce mot, dont il réussit à faire la devise des Jacobins, est devenu peu à peu le *maximum* de son éloquence.

Au reste, les assignats étaient déjà frappés de mort lorsque Dubois-Crancé essayait encore de les ranimer par ses cris : je ne fais si les frais de leur fabrication étaient déjà supérieurs à leur valeur réelle ; mais cette valeur était si faible, & par cela même, les émissions si immodérées, que le Gouvernement avait en vain multiplié ses papeteries & ses presses, il s'était vu réduit, vers la fin de l'année 1795, à ne pouvoir plus frapper de monnaie républicaine que pour le tiers de ses besoins journaliers. Dans un pareil état de choses, il eût été par trop insensé de fouiller plus avant cette mine épuisée ; & ce fut la Commission des Finances qui donna elle-même le coup de grace aux assignats en déclarant, dans cette même séance, qu'on en avait émis en totalité pour 45 milliards 581 millions & quelques livres (1). C'était fort au-delà de ce qu'on avait fait croire au Peuple, & de ce qu'avaient autorisé les décrets : mais on doit se rappeler que cette même Commission avait déjà amené cet aveu par un Rapport préparatoire, où elle reconnut, " Qu'au milieu d'une anarchie ruineuse, la
" *crainte d'avilir un signe qu'on était forcé, pour satisfaire*
" *aux dépenses, d'émettre fréquemment & en abondance,*
" *la crainte de détruire le crédit & d'alarmer le Peuple,*

(1) Camus, chargé de ce Rapport, ajouta que *plus de 6 milliards étaient déjà éteints par le brûlement & la démonétisation, de manière qu'au premier Ventose il n'en restait en circulation que 39 milliards 286 millions 762,780 liv.* Admirez l'exactitude scrupuleuse de ce Rapporteur !

“ *avait fait jeter QUELQUE VOILE sur les émissions ordonnées*
 “ *par Décrets.*”

Je me flatte d'avoir expliqué comment cette prétendue *crainte de détruire le crédit*, l'avait efficacement détruit ; & l'on n'a pas oublié, que pour se faire pardonner un si pénible aveu, la Commission l'accompagna de la promesse de briser incessamment la planche des assignats, promesse dont les Parisiens pressaient de plus en plus l'exécution, malgré les menaces de Dubois-Crancé. Ses Collègues comprirent qu'il était inutile de différer davantage ce sacrifice tant désiré : d'ailleurs, en l'offrant en expiation au Public le 20 Février, ils se flattèrent que, d'un côté, la certitude de ne plus voir émettre de nouveaux assignats, de l'autre l'attente d'en voir anéantir la moitié par les rentrées de l'emprunt forcé, rehausserait immédiatement la valeur de 12 à 15 milliards qui restaient encore en réserve entre les mains du Gouvernement (1). On fut encore trompé dans cette dernière espérance : telle était l'invincible fatalité attachée à ce papier-monnaie, que le jour même où la planche en fut brisée, il perdit près de la moitié de la faible valeur qui lui restait encore ; en sorte que les 15 milliards que possédait le Directoire, lui représentaient à peine 50 millions, ce qui suffisait tout au plus à quinze jours de dépense ; aussi Gay Vernon n'hésita-t-il plus à déclarer, “ Que la France allait être livrée à toutes les factions, & que SES BRAVES ARMÉES SERAIENT DISSOUTES. *Je vois le Peuple*, ajouta-t-il, *plongé dans la plus affreuse misère, racheter une vie languissante en se chargeant des chaînes du plus honteux esclavage.*”

Le péril devenait pressant ; mais ce fut de ce péril même qu'on essaya de profiter pour jeter en avant l'idée d'un nouveau papier-monnaie ; & telle fut l'adresse de ceux qui la conçurent, qu'ils ne la recommandèrent que

(1) Il paraît que, dans les dernières semaines, le Gouvernement ne frappa plus que des assignats de 10,000 liv., à l'aide desquels il dut lui être enfin possible de pourvoir à ses besoins, & même de mettre en réserve environ le quart ou le tiers des 45 milliards émis.

comme une mesure destinée à relever le crédit de l'assignat. Chacun d'eux débutait par poser en principe que les nouveaux assignats seraient sur-tout destinés à retirer les anciens, & à échanger par cela même un mauvais papier contre un bon.

Ici cependant, & avant d'entrer en matière, il fallut effluer de vives forties du petit nombre des Législateurs qui eurent le courage de reprocher au Gouvernement ses profusions. *Ce n'est point le nombre des assignats qui en déprécie la valeur*, dit Bourdon le 13 Février, *c'est le désespoir des Citoyens, qui, voyant les dilapidations qui se commettent, ne croient point au retour de l'ordre, ni de l'économie, ni par conséquent à la restauration de nos finances.* Hier, dans le COMITÉ SECRET, ces dilapidations ont été prouvées jusqu'à l'évidence (1).

Bentabolle ne s'en tint pas à des déclamations sans objet; il demanda expressément, le 25 Février, " Que l'assignat fût retiré de la circulation *par la voie des restitutions*, & que le trésor vuide par les *sang-sues publiques* " fût

(1) On en cita en effet de toute espèce, même dans les *Comités publics*. Fabre dit, " qu'on profitait du déplacement des Etablissmens publics pour enlever les effets les plus précieux, & que, lorsqu'après les déplacements ils se trouvaient *escroqués*, on ne manquait pas de dire qu'ils *avaient été perdus dans le déménagement.*" Ce Député fut vivement appuyé par d'autres, qui offrirent de prouver que le nombre de rations payées pour les armées, était double du nombre des soldats.

Le Directoire a apaisé, pendant quelques mois, ces Députés, en leur promettant les économies & les retranchemens les plus sévères; mais si l'on est curieux de savoir comment il a tenu sa promesse, il n'y a qu'à lire ce que vient de révéler Desmoulins, le 26 Septembre, en dénonçant de nouveau les Administrateurs des vivres, fourrages, & charrois pour l'armée des Côtes de l'Océan, qui est, s'il faut l'en croire, *dans une pénurie épouvantable.* Leur nombre, dans cette armée, est si excessif, dit-il, qu'il y en aurait assez pour dix armées comme celle-là. A Niort, où il n'y a en garnison qu'une Compagnie de Canonniers, il existe cependant de 13 à 1400 parties prenantes. Il en est de même par-tout à proportion.

“ fût rempli par elles des trésors qu’elles en avaient aspiré.
 “ Je dénonce, dit-il, ces brigands enrichis des dépouilles
 “ du peuple, qui affichent un luxe insolent, étalent des
 “ tables somptueuses, & qui ont assez peu de pudeur pour
 “ ne pas cacher le scandaleux accroissement de leurs
 “ fortunes. Je sonne le tocsin sur ces êtres avilis & dé-
 “ hontés. *Je demande qu’ils soient tenus à la restitution,*”
 &c. &c.

Il fut vivement secondé par Gay Vernon : “ La pre-
 “ mière cause du discrédit des assignats, dit celui-ci, ce
 “ sont les *dilapidations énormes* qui ont eu lieu dans toutes
 “ les parties de l’Administration, & qui ont nécessité de si
 “ fortes émissions. Une armée de *sang-sues* s’est attachée,
 “ depuis le commencement de la Révolution, au Corps
 “ Politique ; mais, DEPUIS UN AN, leur voracité s’est
 “ accrue d’une manière qui n’a pas d’exemple dans l’His-
 “ toire.”

Depuis un an !..... Cette époque, ainsi précisée, me paraît une date précieuse pour les historiens de la Révolution Française, puisque ce Député, que personne n’osa contredire, a fixé le commencement des *dilapidations énormes* après la chute de Robespierre. Quel aveu !...
 “ C’est ainsi, poursuivit Gay Vernon, que les élans
 “ généreux de la Nation, & son caractère, dégénèrent en
 “ un égoïsme honteux : ce torrent d’immoralité, ne trou-
 “ vant aucune barrière, a été grossissant jusqu’à ce jour ;
 “ & il va anéantir la fortune publique, & engloutir la
 “ Liberté, si, d’une main puissante, vous n’en arrêtez le
 “ cours désastreux,” &c.

Le Gouvernement n’eut pas à entendre des vérités moins dures de la part du Conseil des Anciens lorsqu’il demanda des fonds. *Des fonds !* s’était écrié Dupont de Nemours, le 17 Février, *il y en a dans la répression de mille vices, d’un million de délits, d’un milliard d’abus. On offre de prouver que la République paie pour ses armées deux fois plus de rations qu’elle n’a de défenseurs.*

Loin de se laisser déconcerter par des imputations si graves, le Directoire eut l’adresse de détourner les reproches qui tombaient sur son administration, en dénonçant lui-même, avec plus de force que personne, les abus

de tout genre, & jusqu'aux dilapidateurs à ses gages. Pour faire oublier qu'il était l'objet de la censure, il se mit à la tête des censeurs, & se donna le mérite de révéler des turpitudes qu'il avait eu la honte ou de partager, ou de souffrir. *Des abus de tous les genres se sont introduits dans tous les services de l'armée, publia le Ministre de la Guerre; les dilapidations les plus scandaleuses y ont été multipliées au détriment de la fortune publique, sacrifiée à la cupidité de ceux à qui la République avait confié le soin de pourvoir aux besoins de ses défenseurs. Il existe des hôpitaux en assez grand nombre, où les officiers de santé, employés & sous-employés, sont plus nombreux que les malades. Ce Ministre ne manqua pas de couronner ce Rapport, en annonçant avec solennité les économies les plus étendues & les plus sévères; il s'engagea même à en donner l'exemple, & à réduire des deux tiers le nombre de ses commis, qui s'élevait à 1700. On verra bientôt le résultat de ces promesses (1): mais la Comédie n'en fut pas moins jouée avec beaucoup d'art; car dès ce premier acte, c'est-à-dire dès le 14 Février, quelqu'un ayant proposé l'établissement d'une Bibliothèque utile & choisie, pour le Corps Législatif, L'ajournement jusqu'à la Paix! s'écria Boudin, l'un des satellites du Directoire; nous ne savons pas où nous serons logés: la Bibliothèque fut ajournée.*

Après avoir ainsi calmé les esprits relativement aux dépenses futures, on remit sur le tapis la grande question du papier-monnaie. Quelques orateurs proposèrent une démonétisation pour réduire les assignats à la quantité de

(1) Dès qu'il eut commencé ses retranchemens, le Député Talot vint à son secours le 3 Mars, pour le dégager de ses promesses. “ Je suis aussi partisan de l'économie que qui que ce soit,” dit celui-ci, “ mais elle doit avoir de justes limites. “ En effet, il est beau de verser son sang pour la Patrie; mais “ pour en réparer il faut en avoir, & pour cela je ne connais “ qu'un moyen, c'est de manger... Il s'agit ici de ne pas réduire “ au désespoir une foule immense de Citoyens. Pourriez-vous “ balancer entre la vie des hommes & une poignée d'assignats ?” &c. &c.

signes monétaires qu'avait la France avant la Révolution : mais on n'eut point de peine à leur faire comprendre que la véritable difficulté ne consistait pas à se défaire des assignats existans ; & que ce dont il s'agissait avant tout, était de découvrir quelque autre papier-monnaie pour faire face aux besoins urgens du Gouvernement.

Il est bon de savoir que cette découverte était déjà faite ; & ce fut sans doute pour y préparer les Législateurs & le peuple, qu'Isnard préluda, le 25 Février, en annonçant que "le Corps Politique était réduit au dernier état de détresse ;—que sa situation actuelle était celle d'un homme malade qui avait besoin d'un remède difficile à supporter." &c. &c.

Quelle ne dût pas être la joie de ses Collègues ainsi préparés à une opération douloureuse, lorsqu'ils apprirent que ce *remède difficile* ne coûterait des sacrifices à personne, & qu'il en sauverait à tout le monde en relevant infailliblement le crédit des assignats ! Ce fut Echassériaux qui se chargea, comme Rapporteur des Finances, de disposer les esprits au développement de cette heureuse idée ; & il s'en acquitta avec beaucoup de dextérité, le 5 Mars. "Déjà, dit-il, le brisement solennel des planches a rassuré le public contre de nouvelles émissions d'assignats. Représentans d'une grande Nation, auriez-vous moins de pouvoir que ce Législateur antique qui conserva & fit respecter intacte, pendant tant d'années, sa monnaie de fer ?.... Je n'ai plus qu'un mot à vous dire, & ce mot est une vérité effrayante & un consolant espoir. Ici est l'assignat discrédité, la détresse & des déchiremens au-dedans, des revers au dehors, une paix forcée, & la honte de la Nation.... Là est le crédit des assignats, le salut de la République, la victoire, une paix honorable, & la gloire du Peuple Français.... Législateurs ! délibérez ; Républicains ! choisissez."

Les esprits ainsi placés entre cette *vérité effrayante* & un si *consolant espoir*, on crut dangereux de les laisser plus long-tems en suspens, & l'on étala enfin le projet du nouveau papier *rédempteur*, auquel on assurerait une *valeur fixe & indépréciable* : termes qui furent consacrés en faveur de

celui-ci, qu'on baptisa du nom de MANDATS TERRITORIAUX. Quoique le sens de ces deux mots ne fut pas très-différent de celui d'ASSIGNATS HYPOTHÉQUELS SUR LES DOMAINES, on se flatta que le vulgaire n'y trouverait aucune ressemblance, & qu'ainsi la première difficulté était surmontée.

Celle qui se présentait ensuite, consistait à trouver pour ces *Mandats* une nouvelle hypothèque. On n'hésita point à leur transporter en entier celle des assignats ; & cette mesure fut hardiment préconisée, comme devant relever le crédit de ces mêmes assignats.

Ici se présenta une troisième difficulté, que des hommes ordinaires auraient pu supposer insurmontable. En effet, si l'ancienne & vaste hypothèque des assignats, dans le temps même où elle était encore intacte, n'avait point suffi pour les garantir d'une dépréciation continue, & s'ils avaient été réduits peu à peu à la 300^e partie de leur valeur nominale ; comment se flatter que cette même hypothèque, toute épuisée qu'elle était, assurerait à l'avenir une valeur fixe & indépréciable à un immense surcroît de nouveaux assignats, déguisés sous le nom de *Mandats* ?

Voici la chaîne de raisonnemens à l'aide desquels les principaux Financiers Français dissipèrent cette objection.—
 “ Si nos assignats ont été dépréciés, dirent-ils, c'est que bien qu'ils eussent une hypothèque générale sur les Domaines, cette hypothèque avait été en quelque manière frappée de nullité, par cela seul que les assignations n'avaient pu être considérées par le porteur que comme des lettres-de-change sans échéance, ou du moins à terme inconnu. D'ailleurs elles étaient payables sur des Domaines dont le prix était également inconnu, & risquait de s'élever à mesure que baisserait celui des assignats. Cette incertitude a fait tout le mal : heureusement nous avons un moyen facile & sûr d'y remédier : instruits par l'expérience, faisons du *Mandat* une lettre-de-change, non à terme inconnu, mais à vue ; payable, non au gré du Gouvernement, mais au gré du porteur lui-même, qui n'aura qu'à la présenter, afin de se saisir, sans discussions & sans formalités, de tel domaine invendu qu'il lui plaira de choisir dans toute l'étendue de la République. Pour spécifier ainsi d'avance le prix

capital de chacun de ces domaines, nous n'aurons qu'à le fixer invariablement à 20 ou à 22 fois le revenu qu'ils rapportaient en espèces avant la Révolution: dès-lors chaque porteur d'un mandat de 1000 liv. aura réellement entre ses mains, non plus un chiffon de papier, mais un arpent de terre de 50 liv. de rente, puisqu'il lui suffira de présenter son mandat pour *exproprier la Nation* de cet arpent, & que ce seront ainsi *les domaines eux-mêmes qui appartiendront au mandat*. Il est évident qu'un *pareil papier rendu réalisable à volonté, d'après une évaluation fixe & constante, n'aura pas même besoin de crédit, puisqu'on ne pourra pas plus le discréditer qu'on ne discrédite un champ, une maison, une vigne*. Nous nous croyons même en droit d'affirmer qu'une monnaie de cette espèce sera *bien plus précieuse aux yeux de l'homme qui réfléchit, qu'un métal non productif, & qui n'a de valeur que sa rareté & les travaux qu'il exige pour le retirer du sein de la terre*. Pour tout dire en un mot, un semblable papier sera une véritable *réquisition sur tel ou tel domaine*, au choix du porteur, & sans enchères. Cependant, & sur toutes choses, évitons la faute qui, plus que toutes les autres, a précipité nos assignats dans l'abyme; celle des émissions défordonnées & indéfinies: prévenons-en jusqu'à la possibilité, en fixant *invariablement & religieusement* la masse de mandats à une somme quelconque: & comme, malgré de si sages mesures, nous ne devons point nous dissimuler que les hommes qui se sont introduits en France, *pour y distribuer l'or & les instructions de l'ennemi du genre humain*, ne s'acharnent encore à calomnier ce nouveau papier *régénérateur*, il sera convenable de les contenir par des loix pénales vigoureuses, & propres à atteindre tous ceux qui auraient l'audace de le déprécier, ou seulement de l'échanger contre espèces, au-dessous de sa valeur nominale. Afin de déjouer toutes les intrigues, il importe même de lui donner cours forcé de monnaie, & de décréter qu'il sera livré & reçu comme paiement légal pour tous les rembourss passés & présens, ainsi que pour toutes les transactions futures. Il est difficile d'imaginer que tant de sages précautions ne lui assurent pas une valeur vraiment *fixe*; encore moins pouvons-nous douter que les porteurs d'assignats ne soient

reconnaissans envers nous, si nous leur réservons en échange une partie considérable de ce papier, si nous leur donnons, par exemple, 1 liv. en mandats, *valeur fixe*, pour 30 liv. en assignats, qui ne leur valent aujourd'hui que 2 sols. Voyez qu'à la faveur d'un pareil échange, & avec 6 ou 700 millions de mandats, nous *balayerons les vingt milliards d'assignats que l'emprunt forcé pourra y laisser*. A l'aide de cette grande & salutaire institution, nous pourrions nous vanter d'avoir acquis une *banque territoriale, dont le fonds est notoire, dont les billets sont échangeables à bureau ouvert, & dont la garantie est fortifiée par l'autorité de la loi, qui leur donne cours forcé de monnaie,*" &c. &c. (1)

Je viens de rassembler dans ces trois pages la substance de plusieurs discours, en indiquant les traits principaux des Orateurs, & en conservant sur-tout la marche logique de leurs idées. Le Conseil des Cinq Cents les trouva si lumineuses, qu'il adopta les mandats avec transport; & dès ce moment, il ne s'occupa plus qu'à déterminer la quantité précise qu'on pourrait en émettre sans outre-passer leur hypothèque.

Comme on s'accordait à fixer le prix des maisons à 18 fois leur revenu, & celui des domaines ruraux à 22 fois leur rente, d'après les baux existans en 1790; il ne s'agissait plus que de se faire présenter le cadastre du revenu de tous les biens nationaux invendus & disponibles, afin de porter à environ 20 fois cette somme le *nec plus ultra* de l'émission des mandats. C'est ici que l'accord devenait plus difficile; car les opinions variaient à tel point sur le montant de ce revenu, que dans le cours des derniers débats, Thibaut avait avancé que ce revenu s'élevait à 573 millions, tandis que Bergier avait affirmé de son côté qu'on n'avait pas pu en percevoir plus de huit millions & trois quarts pendant l'année précédente. Afin de s'entendre sur un point aussi important, Bentabolle, en observant que cet état *n'était pas exactement connu*, insinua qu'il conviendrait de commencer par le constater, & par

(1) Phrase du Directoire, dans sa Proclamation du 19 Mars.

se procurer un état de l'actif & du passif des biens nationaux qui devaient servir de gage aux mandats : mais ici Bourdon s'apercevant qu'on allait insister pour obtenir l'impossible, s'écria que *trois mois peut-être s'écouleraient avant que ce bilan fût établi, & que les quatre cinquièmes de la Nation noyés dans leurs larmes, ne pourraient attendre trois mois.*

Après un pareil avertissement, il ne restait qu'à brusquer l'opération : dès-lors chacun affecta d'oublier que peu de semaines auparavant le Ministre des Finances avait évalué à 52 millions le revenu des domaines invendus ; encore moins s'avisa-t-on d'en déduire les sommes énormes due par la Nation aux créanciers hypothécaires & privilégiés sur ces biens.

Je vais chercher à réparer cet oubli, en achevant ici une digression entamée dans mon dernier écrit. Cette question de l'hypothèque à purger est l'une des plus importantes que présente l'examen des ressources de la République Française, puisque l'unique manière d'estimer la valeur des terres confisquées, est de commencer par apprécier le montant des dettes hypothéquées sur ces terres, dettes que la Nation prit solennellement à *sa charge*, lorsqu'elle s'appropriâ les domaines des Emigrés.

On ne saurait croire à quel mystère ont eu recours successivement les diverses Législatures Françaises, pour écarter l'idée de cette dette, & en faire perdre jusqu'à la trace. On peut se rappeler cependant qu'à force de fouiller dans les débats de la Convention précédente, j'avais recueilli deux aveux importans échappés à Johannot. Dans l'un il convenait qu'il y avait *environ un million* de créanciers privilégiés sur la totalité des biens saisis ; dans l'autre il donnait l'assurance que ces créances *n'excédaient pas 1500 millions de capital*. Je présume qu'on peut en déduire le tiers pour les nombreuses restitutions qui ont eu lieu depuis Robespierre, ce qui réduirait à un milliard le capital que doit la République sur les propriétés foncières confisquées aux particuliers. Je calculai que si toutes ces propriétés produisaient un revenu annuel de cent millions, l'Etat ne pourrait rien s'approprier du capital auquel elles se vendraient, à moins qu'on ne réussît à les vendre

mieux qu'au denier 10. Or comme, dès l'origine, il fut impossible d'en obtenir un pareil prix, ni même la moitié de ce prix, j'en avais conclu qu'en se saisissant des terres des Emigrés, la République Française avait contracté une dette beaucoup plus forte que la somme capitale qu'elle en pourrait jamais tirer en les aliénant, & qu'ainsi l'immense & riche succession dont elle s'était emparée à ses périls & risques, était une *succession ruineuse, dont le passif surpassait de beaucoup l'actif* (1).

Malgré le silence que les deux Conseils Législatifs se sont imposé sur ce sujet pendant les huit premiers mois de cette année, certains traits de leurs débats n'ont pas laissé que de me fournir la preuve que cette dette existe encore, & qu'elle commence à les inquiéter; car, par exemple, lorsqu'on mit en vente le 22 Février, les forêts des Emigrés, Camus laissa échapper l'observation suivante: *Il est nécessaire de calculer une réserve sur ces forêts, parce que la liquidation des créanciers n'est pas achevée, & qu'elle peut emporter un quart, ou un tiers.* On voit déjà que, pour satisfaire à cette liquidation, il faudrait pouvoir vendre les forêts tout au moins au tiers de leur ancienne valeur; or cela est moralement impossible pour des terres confisquées, puisque plusieurs Députés ont avoué, depuis cette époque, que le prix des biens non confisqués est tombé au quart de leur ancienne valeur. (2)

Deux jours après, D'Aubermenil jeta un nouveau rayon de lumière sur cette grande question. " On vous l'a ob-
servé, dit-il à ses Collègues, une *hypothèque plus sacrée*
que

(1) Voyez pages 15 & 16 de l'*Etat des Finances & des Ressources de la République Française au 1^{er} Janvier 1796*, édition in-8°.

(2) J'avais déjà annoncé ce fait dans mon dernier écrit, & je n'ai pas tardé à en avoir de nouvelles preuves; car, dès le commencement de cette année, Beffroi a affirmé que *les biens patrimoniaux ne se vendent, PAR-TOUT, qu'au quart de leur valeur vénale en 1790.* On peut bien croire que cette valeur ne s'est pas élevée depuis que tous les biens des Emigrés ont été mis en vente, & qu'ils s'achètent, comme on le verra ci-après, pour la 30^e partie de leur valeur vénale en 1790.

“ que l'assignat pèse sur ces biens : il faut la liquider, la
 “ purger, parce que tant que le Citoyen pourra craindre
 “ que son acquisition en sera grevée, il s'éloignera.....
 “ C'est donc à faire disparaître cette hypothèque que nous
 “ devons nous appliquer en faisant en même temps un GRAND
 “ ACTE DE JUSTICE.”

Il paraît que le projet des mandats fit ajourner ce *grand acte de justice* ; car je ne trouve plus aucune réclamation à cet égard jusqu'au décret qui a statué que le paiement du dernier quart des biens nationaux serait fait en valeur métallique. C'est de ce décret qu'a profité Duprat le 3 Septembre, pour demander que *les porteurs de créances sur les émigrés pussent les donner jusqu'à due concurrence, en paiement du dernier quart de leurs soumissions.*— Cette idée était heureuse sous un double point de vue : non-seulement elle aidait la République à se décharger du poids de ces créances ; mais elle pouvait singulièrement ranimer l'agriculture en remplaçant les domaines confisqués dans les mains des familles dépossédées, & qui, après en avoir payé le prix, auraient pu les soigner comme une propriété non contestée. Ainsi, par exemple, la femme d'un émigré, dont le douaire se trouve constitué sur tel domaine mis en vente, aurait pu rentrer en possession pour le montant de douaire dont la Nation s'est déclarée débitrice. Engerrand écarta cette heureuse idée par un allégué bien singulier. *Personne n'ignore, dit-il, qu'on a soumissionné de préférence les biens sur lesquels il n'y avait aucune réclamation à craindre.*— Je le conçois, & cet aveu est remarquable : mais c'était précisément parce que personne ne s'est présenté pour acquérir ces biens chargés de dettes, qu'il y avait un grand avantage à les livrer en liquidation de ces mêmes dettes dont la République s'est si imprudemment chargée dans sa fureur de confiscations. (1)

(1) On peut juger de la fidélité avec laquelle les administrateurs des provinces ont secondé les décrets de confiscation, par un fait cité dans le Corps Législatif. Le croirait-on ! le pré sur lequel se tient la foire de Beaucaire a été mis en vente comme *pré national* ! Un autre fait non moins curieux est

Quoi qu'il en soit, cette dette existe encore, puisque Engerrand lui-même fut forcé de convenir qu'il *était juste de faciliter aux créanciers des émigrés l'acquittement de leurs créances.* (1) S'il en faut croire Johannot, le nombre de ces créanciers s'élevait à *environ un million*, dans l'origine des confiscations. Voilà une seconde masse de spoliés bien considérable ! & je suis fort trompé si ce n'est pas ce *million de créanciers* qui jettera les premiers cris pour la restitution des domaines confisqués ; car au défaut des familles vraiment propriétaires, ce seraient eux qui se trou-

celui qu'a attesté Dubreuil, le 24 Août. Voici ses expressions : " Le département de l'Aveyron est celui dans lequel on " a le moins d'émigrés. Eh bien, la liste supplémentaire porte " 1004 ou 1005 noms inscrits ; & cependant sur cette énorme " liste de proscriptions, je vous atteste qu'on ne peut point trou- " ver plus de 6 noms justement inscrits comme de véritables émi- " grés," &c. &c.

Cette attestation est précieuse, parce que si l'on prend cette mesure pour juger ce qui se passe dans toute l'étendue de la France, & si l'on suppose qu'il y ait 200 mille domaines mis en vente, il en résulterait qu'il y en a environ 199 mille qui ne sont point confisqués conformément aux loix de la République, & qu'on ne vend que d'une manière provisoire.

(1) Je vois, par les *Moniteurs* du commencement d'Octobre, que la Commission des Finances est revenue enfin à cet avis, & qu'elle a déclaré *unanimentement qu'il ne pouvait être qu'utile de l'adopter*, & de recevoir non-seulement les *titres hypothécaires*, mais aussi les *Bons*, & même les *Ordonnances* des Ministres, en paiement du dernier quart des Domaines adjugés. Elle a même annoncé " qu'en refusant ces facilités aux acquéreurs il n'en ré- " sulterait que des DE'CHE'ANCES, du mécontentement, des mur- " mures, & que ces acquéreurs auraient à répondre que leurs " acquisitions sont payées par les CRÉANCES LES PLUS LÉGI- " TIMES. Il existe des domaines nationaux à vendre, a-t-elle " ajouté : le succès des opérations à faire dans cette partie, " exige qu'il y ait un grand nombre de créanciers qui soient " invités à y prendre part. Ce serait contrarier déjà cette " mesure que de le réduire."

Cependant le Directoire, apprenant qu'on agitait cette proposition, s'est hâté de protester contr'elle, & d'annoncer " qu'elle

véraient les propriétaires légitimes. De quelque manière qu'on s'y prenne, il faudra que cette dette immense s'acquitte, & c'est alors qu'on reconnaîtra cette grande vérité qu'a proclamée Lanjuinais, le 24 Janvier : *Tout Gouvernement qui croit s'enrichir par des confiscations arbitraires, marche à grands pas vers sa ruine.*

Dans une époque très-moderne, la Grande-Bretagne venait de donner aux Français une leçon qu'ils ont dédaignée. Lors de la rébellion de 1745 en Ecosse, la Couronne s'empara, suivant les loix, des terres des con-

“ *serait funeste au service public ; que tout en applaudissant aux vues d'équité qui avaient déterminé la Commission, il ne pouvait se dispenser de faire connaître le danger d'un pareil projet, qui achèverait nécessairement d'atténuer les ressources qui restent pour continuer un service déjà si difficile.* ”

Il faut en effet que les *difficultés du service* soient déjà bien grandes pour lui avoir arraché le 27 Septembre une pareille opposition, à lui, qui six semaines auparavant avait adressé un message pour recommander avec chaleur cette même mesure : “ Votre intention, Citoyens Législateurs, leur avait-il mandé, le 11 Août, n'a pu être de rendre *nuls* les titres des créanciers légitimes dans leurs mains. . . . Cette compensation, *juste en elle-même*, ne peut qu'être avantageuse à la République, puisqu'elle procurera l'extinction de cette partie de la dette nationale.”

Le Conseil des Cinq Cents ne fut pas médiocrement embarrassé en se voyant appelé à prononcer entre sa Commission des Finances & ces deux messages contradictoires du Gouvernement. Néanmoins l'impossibilité qu'annonçait ce dernier de *continuer un service déjà si difficile*, l'emporta sur toutes les autres considérations. L'avis de la Commission a été rejeté le 2 Octobre ; & jusqu'à nouvel ordre, les titres hypothécaires ne seront point admis en paiement de biens nationaux.

Défermont n'avait rien négligé cependant pour démontrer la justice de cette admission. “ Qu'on se représente, avait-il dit, un citoyen, qui en 1788, ou auparavant, a vendu une terre 100,000 liv., & n'avait reçu que la moitié du prix lorsque son acquéreur a émigré. Cette terre se trouve comprise dans les domaines nationaux par l'effet de l'émigration. Elle est son gage ; il l'a soumissionnée dans l'espoir qu'on re-

damnés, & leur produit fut cependant laissé aux provinces pour subvenir à divers travaux publics. Quoique la somme des obligations hypothécaires dont ces terres se trouvaient grevées, s'élevât à plus de 21 années de leurs revenus nets; non-seulement les Législateurs Anglais n'hésitèrent point à se reconnaître pour débiteurs de cette créance, & à rembourser le capital, ils ont mieux fait encore; il y a environ huit ans qu'ils ont restitué sans exception toutes les terres confisquées en 1745 (1); car l'Ecosse avait reconnu, à ses dépens, & long-tems avant les

“cevrait en paiement, tout, ou du moins partie de sa créance
 “privilegiée; & si on lui refuse cette justice, il est réduit à la
 “nécessité d'abandonner sa soumission, & à la nécessité de perdre
 “une partie des valeurs qu'il a déposées.”

A cet exemple, Craffous en a ajouté un autre non moins frappant; le voici. “Plusieurs tuteurs sont venus à la Commission des Finances, & ont dit : *Cet enfant que je vous présente est le fils du premier lit de tel Emigré; le douaire de sa mère est hypothéqué sur une terre qui est échue à la République par l'émigration de son propriétaire, & ce douaire absorbe les deux tiers de la valeur du bien. J'ai soumissionné cette terre pour mon pupille, & les trois premiers quarts sont acquittés. Vous avez exigé du numéraire pour le paiement du dernier quart; mais il m'est impossible de satisfaire à ce que vous exigez, si vous ne recevez en paiement l'hypothèque que j'ai sur mon acquisition.* COMPENSEZ DONC CE QUE JE VOUS DOIS AVEC CE QUI M'EST DÙ.—“La Commission des Finances,” ajouta Craffous, “a trouvé cette réclamation juste. Vous ferez de son avis; car votre intention ne peut être de ruiner l'orphelin.—Admettez la créance entière pour la totalité de l'acquisition, vous aurez fait un acte de justice sans avoir lezé le trésor public.”

Cet acte de justice a été refusé de nouveau à l'orphelin, qu'on veut ruiner; mais la force des choses ne tardera pas à amener quelque nouveau décret en sa faveur, en attendant la restitution complete aux vrais propriétaires.

(1) Bien entendu que les propriétaires réintégrés ont tenu compte à l'Etat des créances qu'il avait remboursées pour eux. On peut voir les détails de cette transaction, dans Sir John Sinclair, *History of the Public Revenue of the British Empire*, vol. ii, p. 63.

Français, cette vérité que leur Commission des Finances vient de leur annoncer le 26 Août, comme une espèce de découverte. *Il est utile que les biens nationaux soient entre les mains des particuliers : ils sont mieux cultivés ; le Gouvernement est débarrassé des frais de régie ; il perçoit des contributions directes, des droits de mutation, &c.*

Mais continuons de rechercher le montant des obligations hypothéquées sur les domaines confisqués en France. Dans le compte qu'a présenté Barbé Marbois, le 20 Août, sur les intérêts de la dette perpétuelle, j'avais bien lu que *cette dette serait augmentée par le résultat de plusieurs opérations qui n'étaient pas encore faites* ; augmentation qu'il évaluait à 51 millions d'intérêts. Cependant, à la manière vague & rapide dont il avait glissé sur cette nouvelle dette de 51 millions d'intérêts perpétuels, je ne me serais fait aucune idée de l'objet auquel elle était relative, si Camus n'avait pas donné, peu de jours après, la clef de cette énigme, en convenant enfin qu'il s'agissait de *la liquidation des créances des émigrés*. Il est vrai qu'il appela *excessive* l'évaluation de Barbé Marbois, qui portait ces créances à 51 millions d'intérêts : mais comme celui-ci avait été *vérifier ses calculs à la trésorerie nationale*, & qu'il en *certifiait l'exactitude scrupuleuse*, il me semble qu'on peut s'y arrêter, & d'autant mieux que ces 51 millions d'intérêts calculés à 5 pour cent, représentent assez exactement le capital d'un milliard dont il a été question ci-devant. A l'aide de ce rapprochement, je crois pouvoir poser en fait, qu'en confisquant des propriétés individuelles d'un revenu d'environ 100 millions, le Gouvernement Français s'est trouvé chargé d'une dette perpétuelle de 50 millions d'intérêts annuels. Or comme je prouverai également, par ses aveux, & par une longue suite de faits, qu'il ne retirera jamais 200 millions de capitaux effectifs par la vente de ces confiscations, elles n'auront abouti en dernier résultat, qu'à lui faire emprunter cette somme, à raison de 25 pour cent en rentes perpétuelles. Encore, pour se procurer un pareil emprunt, lui a-t-il fallu commettre un vol affreux, pervertir la Nation pour la rendre tout entière son complice, couvrir le royaume de séquestres, de larmes & de crimes, condamner à une dila-

pidation sans exemple, & à une longue stérilité, les terres les plus riches des provinces, & finalement se priver pendant de longues années d'un revenu considérable que lui auraient payés en tributs réguliers ces terres confisquées & les heureux propriétaires qui les fertilisaient. Non, jamais, jamais ce Gouvernement, appauvri par le vol, ne sortira du labyrinthe de misères de toute espèce où il s'est enfermé par ses injustices & ses confiscations. Il a perdu réellement tout ce dont il avait paru s'enrichir, &, en se réveillant du rêve de cette fausse opulence, il se trouve doublement écrasé sous le poids de ce qu'il doit & de ce qu'il possède.

Quel court espace de tems a suffi aux Législateurs Français pour décréter & faire commettre tant & de si ruineux brigandages ! A peine y a-t-il sept ans que le trop confiant Louis XVI convoqua ses Etats-Généraux ; & qu'en s'abandonnant sans réserve au zèle qu'ils témoignaient pour le bonheur de son peuple, & en leur présentant l'appercu de tout le bien qu'ils étaient appelés à faire à la France, il leur annonça, par l'organe de son Ministre, que *s'ils ne l'opéraient pas*, la postérité leur dirait : *Que vous fallait-il de plus que les circonstances où vous vous êtes trouvés ?* Quel rapprochement ! & quel instructif tableau que celui des dévastations & des rapines qui se sont étendues sur toute la surface de ce beau royaume, depuis que ses peuples, dans leur délire, ont cru pouvoir secouer le joug salutaire d'un Chef suprême !

*Rege incolumi, mens omnibus una est ;
Amisso, rupere fidem : constructaque mella
Diripuerè ipsæ, et crates solvere favorum.
Ile operum custos. (1)*

(1) Virg. Georg. Lib. IV.

*Tant que leur Roi vécut, leurs cœurs furent d'accord.
Le nœud qui les liait fut brisé par sa mort.
On les vit désormais, en brigandage émules,
Piller leur propre miel, démolir leurs cellules.*

Je quitte maintenant cette digression, pour revenir à la proposition de créer des mandats. Il suffit de dire que lorsqu'on y ajouta celle de les hypothéquer sur les biens invendus des émigrés, il ne vint dans l'esprit de personne de se rappeler que ces biens étaient déjà hypothéqués fort au-delà de leur valeur dégradée. A plus forte raison, évita-t-on de dévoiler alors, ce qui ne l'a été que quelque tems après, savoir, qu'il y a 60 à 70 mille *demandes en radiation*, c'est-à-dire, en *réclamation* de biens confisqués à des Français qui sont sur les lieux, & qui offrent de prouver qu'ils n'ont jamais émigré. (1)

(1) Il n'est pas inutile d'ajouter, que parmi les réclamans se trouvent une foule de Militaires dont on sequestrait tranquillement le patrimoine dans leurs cantons, tandis qu'ils versaient leur sang au-dehors avec tant de zèle pour aggrandir le domaine de la République : plusieurs d'entr'eux n'ont connu le sort qu'on leur préparait, qu'en apprenant que leurs chaumières étaient déjà vendues par la Nation ; & il n'est pas étonnant que toutes les armées aient envoyé des plaintes à ce sujet, car elles ne devaient guères s'attendre qu'on essayerait de s'acquitter ainsi envers elles, du milliard si pompeusement promis aux défenseurs de la patrie.

Il a été question dernièrement de donner à ceux-ci des *Curateurs spéciaux* dans chaque municipalité, afin d'avoir l'œil sur leur patrimoine, & d'empêcher que la République ou les Républicains ne le dévassent & ne s'en emparent. Ce sont sur-tout les veuves & les orphelins de tout guerrier mort dans les champs de la victoire qui courent les plus grands risques de se voir enlever son héritage, parce qu'il leur est, comme on peut le croire, fort difficile de se procurer un extrait mortuaire en règle. Cependant on en exigeait, & c'était vraiment exiger l'impossible ; car on n'a pas même tenu de registre du nom des soldats qui se sont rangés sous les étendards républicains, & l'on a avoué dans le Corps législatif qu'on ne trouvait point de notices semblables dans les bureaux de la guerre. Il est un peu singulier, qu'à la suite d'un pareil aven, personne n'ait imaginé de demander au Ministre de ce département, à quoi il occupait donc les 1700 commis qu'il avait eus à ses gages.

Et l'on ne s'est pas contenté seulement de s'emparer de l'hé-

On évita donc avec le plus grand soin d'élever aucune de ces objections, & l'on se détermina sans difficulté à frapper 2 milliards 400 millions de *mandats*. Une pareille

ritage des soldats obscurs morts à la guerre : pour se saisir du patrimoine des officiers, on a trouvé le moyen d'inscrire leurs pères sur la liste des émigrés. Ecoutez ce qu'en a dit Merlin de Thionville, le 24 Septembre : “ Je viens réclamer votre
 “ justice en faveur d'un *Républicain*, père de douze enfans.
 “ L'un d'eux est *Chef de l'Etat-Major* de l'armée de Sambre
 “ & Meuse : trois autres combattent dans diverses armées
 “ de la République, & leurs blessures attestent leur courage.
 “ Eh bien ! ce père généreux est inscrit sur la liste des émi-
 “ grés. Je demande le renvoi de ses réclamations à une Com-
 “ mission spéciale.”

Le cas était trop grave pour y jeter un voile : les Législateurs nommèrent à l'instant une Commission spéciale, & accueillirent favorablement l'observation suivante de Tronchet : *Si les défenseurs de la patrie veillent pour nous dans les camps, nous devons être leurs tuteurs au-dedans*. Pour leur en donner des preuves, le Conseil des Anciens a proposé de décréter en principe, qu'il n'y aurait point de prescription contre les Citoyens attachés aux armées de la République. Cet expédient, si l'on l'adopte, concilierait tous les intérêts ; car il laissera au Directoire la faculté de continuer à vendre les domaines des Militaires, tout en laissant à ceux-ci la faculté de les réclamer à leur retour.

Mais si l'on se flatte de tranquilliser ainsi les guerriers sur la conservation de leurs patrimoines paternels, on n'ose plus aborder la question du *milliard* qui leur avait été si pompeusement promis, à leur retour. Aussi le Conseil des Cinq Cents ne s'est-il pas trouvé médiocrement embarrassé, lorsque l'un des siens s'est avisé le 20 Septembre de lui en rafraîchir la mémoire. “ Vous avez promis un milliard aux défenseurs de la
 “ patrie,” a dit Madier ; “ *il est tems* que cette promesse sorte
 “ de la région des vaines paroles.” Le Moniteur ajoute qu'on rit, & je ne fais trop ce que les armées informées de ce rire en auront pensé. Il est vrai que pour les calmer, Gossuin ajouta, “ que jamais le Corps Législatif n'avait perdu de vue l'en-
 “ gagement sacré qu'il avait contracté, & qu'une Commission
 “ préparait en ce moment son travail.”

On espère à Paris que le travail que prépare cette Commis-

reille émission supposait 110 ou 120 millions de revenus parfaitement libres ; mais on se trouvait forcé de la porter à cette somme, par cela seul que le Gouvernement dé-

sion fera le projet d'une descente en Angleterre, qu'on indique déjà comme la *terre promise* à ceux des héros de la liberté qui auront réussi à repasser le Rhin. Reste à savoir seulement sur qui se refermera la Mer Rouge, si on les détermine à en traverser le détroit. On dit beaucoup en France, qu'une pareille entreprise serait la dernière de la guerre, & je suis assez de cet avis. Pour en assurer d'autant mieux le succès, je conseillerais même au Général qui s'en chargera, de se faire précéder par une traduction Anglaise de la fameuse Adresse de Buonaparte aux habitans du Tyrol. *S'il en était parmi vous qui connussent assez peu leurs véritables intérêts pour prendre les armes, & nous traiter en ENNEMIS, nous serons terribles comme le feu du Ciel ; nous brûlerons vos maisons, & dévasterons les territoires des villages qui prendront part à une guerre qui leur est ÉTRANGÈRE.*

Sans prétendre trancher ici du prophète, je crois pouvoir assurer le Directoire, que quelque pièce de ce genre, préparée & publiée d'avance, produirait ici un effet merveilleux sur les milices Anglaises.

Je ne serais point étonné s'il se proposait de ressusciter à cette occasion le Décret, à jamais mémorable, par lequel Robespierre avait ordonné aux armées Françaises, de massacrer sans pitié tout prisonnier fait les armes à la main. On fait à quel point Pichegru s'est honoré, & comme homme, & comme guerrier, pour avoir osé y soustraire ses prisonniers. Eh bien, lorsqu'on croyait que tout Français rougissait de cette loi féroce, Buonaparte a pris sur lui de la renouveler de sa seule autorité. Lisez les derniers ordres de ce Général en chef, en entrant dans le Tyrol le 30 Août. *Les Communes, dont les compagnies de Tyroliens ne seront pas rentrées à notre arrivée, seront incendiées : les habitans seront pris en otage & envoyés en France.*

TOUT TYROLIEN, FAISANT PARTIE DES COMPAGNIES FRANCHES, PRIS LES ARMES À LA MAIN, SERA SUR-LE-CHAMP FUSILLÉ.

Voilà l'un des exploits de ce grand Capitaine, que les Législateurs actuels ne citent jamais sans l'appeler le *jeune héros* !

clarait qu'il avait besoin de 1500 millions pour les frais de la campagne & de plusieurs centaines de millions pour repomper tous les assignats, par la voie de l'échange. Cependant, comme on donnait aux mandats une valeur 30 fois plus forte, on frappait réellement & dans une seule séance pour 72 milliards d'*assignats mandats*. Aucun des Députés ne songea à faire ce calcul, & le peuple bien moins qu'eux, quoiqu'il vînt d'applaudir avec tant de transports au brisement de la planche des assignats, dans l'espérance que cette cérémonie avait mis fin à toute espèce de nouvelles émissions.

Bentabolle commençait néanmoins à ouvrir les yeux sur la difficulté de *faire le service avec ces mandats*; & tout en avouant modestement qu'il *n'avait que fort peu de connaissances en finances*, il se permit l'observation suivante. " J'entends dire perpétuellement qu'il *faut relever le*
 " *crédit de l'assignat*. Mettre en concurrence avec l'assignat un nouveau papier-monnaie, est-ce relever le
 " crédit de l'assignat? N'est-ce pas, au contraire, en
 " achever la dépréciation?... Je conçois, ajouta-t-il, à
 " quel point il doit être difficile de présenter un bon
 " projet...."

Pour lui imposer silence, il n'en coûta à Dubois Crancé qu'un épisode étranger. Le voici. "*Pitt a dit : La*
 " *République Française sera anéantie lorsque ses assignats*
 " *seront détruits*. Nous prouverons à Pitt que les assignats
 " peuvent se relever. Il ne s'agissait que d'assurer le
 " service pendant quelques mois. Tel était le problème;
 " & la Commission en a trouvé la *solution*."

Cette solution ne laissa pas cependant que d'inspirer quelques doutes à Bailleul, qui se hasarda à lui répliquer ainsi : " De quelque manière que vous considériez les
 " mandats; ce n'est qu'une nouvelle espèce d'assignats,
 " des *assignats avec privilège*.... Déjà l'on a créé des *Res-*
 " *criptions* (1). Elles sont remboursables sur le produit

(1) Ces *Rescriptions* étaient une seconde espèce de papier-monnaie que le Directoire avait créé & émis de sa propre autorité vers le commencement de cette année, c'est-à-dire,

« de l'emprunt forcé. Ce produit présente quelque chose
 « de plus disponible, de plus prompt que l'achat des
 « domaines nationaux. Néanmoins ces rescptions per-

pendant l'intervalle qui s'écoula entre la mort des assignats, & la naissance des mandats. Ce n'était autre chose qu'une anticipation de l'emprunt forcé, sur les produits éventuels duquel, le Gouvernement Français imagina d'émettre des promesses au porteur, à l'instar du Gouvernement Anglais, qui émet chaque année des *billets de l'échiquier* sur le produit certain de la taxe des terres.

Ces nouveaux assignats manuscrits furent appelés *Rescriptions Métalliques* ; & pour en assurer le crédit, non-seulement le Directoire s'engagea à les rembourser *dans trois mois en espèces sonnantes*, mais encore à les recevoir en paiement de cette partie de l'emprunt forcé qui devait s'acquitter en numéraire. Il alla même plus loin ; il se lia solennellement à n'en pas émettre *pour plus de 30 millions*. Puis il se fit adresser par le Ministre des Finances une lettre, dans laquelle celui-ci, afin de mettre *le comble à la sécurité du Directoire* sur la confiance due aux rescptions, lui présentait un tableau pompeux & très-détaillé des recettes qu'il attendait avant le 20 Avril : non content de les faire monter par apperçu à 216 millions *en numéraire*, il ne balançait pas à affirmer que *la rentrée en était certaine*. Cette pièce, où il étalait les plus beaux projets d'économie, se terminait par ces mots : *Ainsi, Citoyens Directeurs, les Rescriptions seront exactement remboursées.*

Il paraît que le public n'en jugea pas de même ; car à peine eurent-elles été mises en circulation à Paris, qu'elles éprouvèrent un escompte de 50 pour cent ; & je ne dis point par an, mais *par jour*. Si l'on doutait d'un fait si remarquable dans l'histoire des finances, il n'y a qu'à lire l'aveu qu'en a fait Thibaut le 24 Février, dans le Conseil des 500. *Ici, dit-il, j'observe en passant, que la première Rescription a été vendue à 50 pour cent de perte, & que le soir même la trésorerie, fidelle aux engagements de la nation, l'a reçue au pair.*

Il est de toute évidence que si la trésorerie vendait le matin une rescption de 100 liv. contre 50 liv. en espèces, & *la recevait le soir même au pair* en paiement de l'emprunt forcé ; elle empruntait pour quelques heures à raison de 50 pour cent. Il est également évident que si la moitié des 251 millions, qui, vers la fin d'Août, étaient rentrés à compte des 600 millions de

“ dent considérablement. Est-ce là un présage favorable
 “ pour vos mandats ? Dira-t-on que ces mandats auront
 “ plus de crédit ? Mais qui peut vous le garantir ? Vous
 “ devez en douter au contraire, si vous jugez par *induc-*
 “ *tion.*”

l'emprunt forcé, a été fournie de cette manière, & que l'autre moitié l'ait été en assignats qu'on devait brûler en les recevant, cette fameuse ressource n'aura guères rapporté plus de 60 millions valeur réelle. Je ne m'étais donc pas fort compromis, dans mon dernier écrit, lorsque j'*avais osé avancer avec une espèce de certitude, que jamais le Gouvernement Républicain ne retirerait de cet emprunt désastreux au-delà de 200 millions effectifs.*

Cependant, dans le tems même où je hasardais ce pronostic, le Directoire proclamait que l'emprunt forcé *obtiendrait le succès qu'on devait en attendre ; qu'il serait heureux & efficace ; quoique, à l'en croire, les ennemis de la République avaient affecté d'en douter.* Bientôt les amis même de la République ayant partagé ces doutes, Dubois-Crancé ranima leur ferveur en leur communiquant un secret d'Etat.—“ On s'épuise l'imagination pour trouver un problème que Pitt a résolu il y a
 “ long-tems, lorsqu'il a dit, *Si les Français acquittent l'emprunt forcé, la République est sauvée.*”—Je doute fort que Mr. Pitt ait jamais prononcé cette sentence : mais n'importe, la République n'y a point encore échappé, & elle n'est pas même à moitié sauvée, puisque, depuis une année, les Français n'ont acquitté qu'un peu plus du tiers de cet emprunt forcé, qui aurait dû l'être en totalité dans six semaines.

Pour en revenir aux Rescriptions, j'observerai, en passant, au Citoyen Thibaut, comment la trésorerie nationale s'est montrée *fidelle aux engagements de la nation* : ç'a été en se dispensant de rembourser aucune de ces rescriptions, & en échangeant finalement celles que l'emprunt forcé n'avait pas balayées, non contre des *espèces sonnantes*, ainsi qu'on s'y était engagé ; mais contre une autre espèce de rescriptions, nommée *mandats*, qui ont perdu sur la place jusqu'à 98 pour cent. Quant à l'engagement si solennel de ne pas émettre des rescriptions pour *plus de 30 millions* ; quiconque fera curieux de savoir à quel point on y a été *fidelle*, n'a qu'à lire le rapport fait le 24 Mai par la Commission des Finances, où elle reconnut qu'il y avait pour 60 millions de rescriptions, & où elle ajou-

Cette *induction* était en effet d'autant plus naturelle, qu'il devait suffire des premiers élémens d'arithmétique pour calculer d'avance que les mandats perdraient inévitablement 85 à 90 pour cent, dès leur naissance. Il n'était pas même permis d'en douter, puisqu'on les assimilait aux *rescriptions*, qui perdaient alors 75 pour cent ; or, comment

tait ces mots : *La Commission ne peut se dispenser de dire, qu'il est à désirer que cette espèce d'effets d'une nature mixte, &c, pour ainsi dire, hétérogène, disparaisse de la circulation, par les mêmes voies que le mandat.*

En attendant que ces effets disparaissent ainsi que les Mandats, on voit figurer sur le tableau de la dette flottante une quatrième espèce de papier, sous le nom de *Bons*, délivrés par la Trésorerie, soit aux héritiers des Fédéralistes condamnés, & auxquels il a fallu restituer le prix de leurs immeubles déjà vendus, soit aux autres Citoyens qu'on a définitivement rayés de la liste des Emigrés, après avoir disposé provisoirement de leurs biens. Ces *Bons* n'ont jamais eu cours forcé de monnaie ; on les a seulement laissés jouir de l'avantage de pouvoir acheter des biens des Emigrés, & cette espèce de biens seulement. Encore paraît-il qu'on les a souvent refusés ; car Pérès vient de se plaindre, le 15 Septembre, de ce que les héritiers des condamnés ont été par-tout éconduits, lorsqu'ils ont offert en paiement leurs créances sur la République.—Ces *Bons si solennellement garantis ne sont plus*, a-t-il ajouté, *que des VALEURS MORTES entre les mains des malheureux héritiers.*

Je ne fais si, pour compléter le catalogue de toutes les monnaies actuelles de la France, je ne devrais point y ajouter les gros sous de cuivre que la fonte des cloches a mis à portée d'émettre, presque avec autant de profusion que la fameuse monnaie Républicaine. Du moins dois-je citer ce qu'en a dit Bourdon, le 6 Septembre : *Si vous n'arrêtez promptement cette inondation de monnaie de cuivre, vous n'aurez bientôt plus en circulation que des gros sous, qui finiront par être de VÉRITABLES ASSIGNATS MÉTALLIQUES.* On verra ci-après qu'on va les démonétiser, comme on avait démonétisé les assignats.

Enfin, à ces *Assignats métalliques* on a ajouté, depuis le mois de Septembre, une nouvelle espèce de *Mandats manuscrits*

se dissimuler que celles-ci se déprécieraient bien davantage encore, en raison de la nouvelle masse de *rescriptions mandats* qu'on allait jeter sur le marché? Il était également clair que puisqu'on ne donnait au mandat que 30 fois plus de valeur qu'aux assignats, c'était seulement décréter en d'autres termes que le mandat ne perdrait que 30 fois moins que les assignats; & que puisque ceux-ci perdaient $99\frac{2}{3}$ pour cent, les mandats perdraient 90. Enfin, pour calculer leur inévitable dépréciation, il y avait encore une autre règle non moins sûre, & que j'ai eu occasion de développer, en expliquant que le *taux du change* d'un

appelés *Ordonnances*, délivrées par le Gouvernement à ses fournisseurs, qui sont autorisés à les échanger contre les terres du Clergé de la Belgique, qu'ils pourront se faire adjuger sans enchères au denier 15, ce qui est un peu moins du quart de l'ancien prix des terres des Pays-Bas.

Aucun Journal ne fait connaître encore le cours de ces *Mandats Belges*; je doute que les porteurs de pareilles *Ordonnances* se hasardent à les placer sur les biens des Pays-Bas, avant que l'Empereur ait jugé à propos de signer le Traité qui en ferait la cession à la République. Aussi ne paraît-il pas que ces ventes aient encore reçu une impulsion fort rapide; car, bien que le décret qui les a ordonnées, soit de la fin d'Août, je vois, par les papiers de Bruxelles, que les Religieux & Religieuses *continuent de refuser les Bons* qu'on leur présente en compensation des asyles dont on cherche à les expulser. Il paraît d'ailleurs que, même avant cette tentative, on désespérait en France de son succès, puisque les premiers porteurs d'*Ordonnances Belges* avaient cherché à s'en défaire en les offrant à *bas prix* dans le commerce: c'est là du moins ce dont Desmolin s'est plaint, dès le 26 Septembre, en ces termes: " Ces hommes avides
" (les fournisseurs) n'en exigent pas moins du Gouvernement
" les avances les plus fortes; ils le tourmentent & se font
" délivrer enfin des *Ordonnances* qui deviennent encore pour
" eux un nouvel instrument d'agiotage. Ils mettent ces *Or-*
" *donnances* dans le commerce, & les délivrent à *plus bas prix*
" *que leur valeur nominale*, pour se ménager la ressource d'en
" arracher d'autres au Gouvernement, en lui faisant voir
" combien ils ont perdu."

papier territorial n'est autre chose que le rapport dans lequel il se trouve avec la valeur de son gage, c'est-à-dire, avec celle des domaines affectés à ce papier. Or dès que ces domaines, seule hypothèque qu'on eût pu trouver au mandat, ne se vendaient en numéraire qu'au denier 2, décréter qu'on les payerait en mandats au denier 22, c'était décréter d'une manière détournée que les mandats perdraient contre le numéraire les $\frac{10}{11}$ de leur valeur nominale ; c'était donc, en les créant, les frapper d'une dépréciation d'environ 91 pour cent. Le Corps Législatif craignit sans doute de se perdre dans de périlleux calculs : le projet fut définitivement sanctionné le 28 *Ventose* (18 Mars).

Il faut rendre, néanmoins, à un petit nombre de Députés cette justice, que quoiqu'ils se fussent laissés entraîner par le torrent, ils essayèrent de réparer leur erreur dès qu'ils l'eurent démêlée ; ce qui n'arriva que lorsqu'on eut déployé devant eux toutes les dispositions pénales qui devaient indispensablement servir d'accompagnement à ce nouveau papier. Le Directoire ne perdit pas un moment pour solliciter des loix semblables ; & dans un message des plus pressans qu'il publia le 23 Mars, il ne demanda rien moins que d'appliquer à ceux qui *décristeraient* ou *refuseraient* les mandats, les peines prononcées contre ceux qui *falsifient les monnaies républicaines*. Il insista même sur la nécessité d'étendre ces peines à quiconque échangerait les mandats contre l'espèce ; ce qui impliquait une contradiction d'autant plus palpable, qu'il s'était fait expressément autoriser à de pareils échanges. Aussi Pelet releva très-bien cette contradiction : *Si le Gouvernement achète en France de l'or & de l'argent, dit-il, il faudra donc que quelqu'un lui en vende, & il faudra dès-lors que quelqu'un viole la loi.*

Quoiqu'on ne lui tint aucun compte d'une observation si simple, Pelet força du moins ses collègues à l'écouter, lorsqu'on proposa d'autoriser les débiteurs à acquitter en mandats jusqu'aux dettes contractées sous l'engagement de les rembourser en espèces, & même en lingots d'or ou d'argent. "C'est sur la foi publique, leur dit-il, que dans presque tous les départemens, les transactions en valeur métallique ont remplacé les transactions en assignats..."

“ Le père de famille a vendu son champ, le manufacturier
 “ ses marchandises, en valeur fixe. Et on propose que
 “ tout cela soit nul!.... Je vous le demande à vous,
 “ Législateurs, si vous aviez emprunté hier une somme
 “ d’argent, croiriez-vous pouvoir avec honneur la rendre
 “ aujourd’hui en papier-monnaie? Puisse l’expérience
 “ convaincre le peuple que les promesses de ses Représen-
 “ tans méritent sa confiance! Mais s’il en est ainsi, pour-
 “ quoi ne pas tout attendre de la liberté? Pourquoi des
 “ mesures coercitives, comme si l’on doutait du succès?
 “ *L’urgence, toujours l’urgence*; jamais le temps de mé-
 “ diter les loix d’où dépendent les bonnes ou mauvaises
 “ mesures en finance. L’on vous a dit, adoptez *l’em-*
 “ *prunt forcé*, & la patrie est sauvée.... Vous l’adoptâtes,
 “ & votre position n’a pas changé.... Vous avez toléré les
 “ *rescriptions*; on vous assurait qu’elles feraient au pair....
 “ Erreur funeste! Bientôt elles ont perdu la moitié de
 “ leur valeur.... On vous a dit: Faites des *mandats territo-*
 “ *riaux*; ils reposeront sur la confiance, auront un cours
 “ libre, & la patrie sera sauvée.... Le lendemain on vous
 “ demande qu’ils aient un cours forcé de monnaie, & la
 “ cendre des assignats fumait encore qu’on vous entraîne
 “ à en créer de nouveaux sous un autre nom.... La con-
 “ fiance dans le papier-monnaie diminue à proportion des
 “ moyens violens qu’on emploie pour l’accréditer. Une
 “ fois qu’il a atteint le *maximum* de la confiance, il finit
 “ par perdre la magie de sa transmutation. L’Amérique
 “ & l’Europe en sont des exemples.”

Quoique étouffées par des cris d’*urgence* dans le Conseil
 des 500, ces réclamations se firent entendre de nouveau
 dans celui des Anciens. “ Vous frémiriez, dit Lafond
 “ Ladebat le 27 Mars, si je vous développais toutes les
 “ conséquences de cette violation des obligations anté-
 “ rieures (1), tout le désordre qu’elle porterait dans les
 relations

(1) Cette violation était d’ailleurs un attentat manifeste à
 la Déclaration des Droits, qui porte, Art. XIV, “ Qu’au-
 cune loi criminelle, ou *civile*, ne peut avoir d’effet rétroactif.”

“ relations civiles & commerciales, toutes les injustices
 “ qui en résulteraient ; & combien dans l'étranger elles
 “ imprimeraient au Gouvernement & à la Nation un
 “ caractère de déloyauté & de mauvaise foi, qui ache-
 “ verait de perdre notre crédit, nos ressources, & sur-tout
 “ notre influence politique... Est-ce donc le génie de nos
 “ ennemis qui dicte de pareilles mesures ? La Convention
 “ a successivement rendu & rapporté de pareilles loix.
 “ La défense a toujours été vaine ; la loi a été impuissante,
 “ & d'autant plus impuissante qu'elle a été plus rigou-
 “ reuse,” &c. &c.

Soit qu'on se fût déjà trop avancé pour revenir en
 arrière, soit aussi qu'on soupçonnât Lafond Ladebat de ne
 se déchaîner contre les mandats que par dépit de ce que ce
 nouveau papier venait de faire échouer celui d'une *Banque
 Nationale*, dont ce Député était déjà nommé le principal

Barbé Marbois se permit à cette occasion une sortie éloquente
 contre les loix rétroactives. “ Il n'est plus de Citoyens qui
 “ oseraient signer sur la foi d'un contrat, s'écria-t-il : vaine-
 “ ment ferions-nous ensuite des loix pour les rassurer ; ils nous
 “ répondraient toujours : C'est sur la foi de vos loix que
 “ j'avais contracté ; vous avez déclaré mon contrat sans va-
 “ leur ; celui que je signerais aujourd'hui, n'aurait pas plus
 “ de force. Ainsi tout serait arrêté dès ce jour... & le corps
 “ social ne serait plus qu'une masse inerte & sans action. On
 “ fait trop que, dans l'attente de la loi proposée, plusieurs
 “ particuliers n'ont pas rougi de laisser protester les traites
 “ faites sur eux, dans l'espérance de les payer dans une autre
 “ valeur que celle qui est exprimée dans la traite.” Bessroy
 hasarda à ce sujet l'observation suivante : “ Des négocians
 “ de Gènes, d'Hambourg, & de Basle, ont fait passer des
 “ marchandises en France avec l'intention d'être payés en
 “ argent, & d'après votre article ils ne seront payés qu'en
 “ mandats.” Si cette observation ne fit pas fortune, c'est
 précisément parce que le Directoire l'avait faite long-temps
 avant Bessroy ; & qu'il caressait d'avance cette expectative de
 conserver son numéraire en payant en papier ceux auxquels il
 était dû des espèces. Reste à savoir si les Puissances Neutres
 ne réclameront pas en faveur de ceux de leurs sujets qui
 auront été ainsi lésés par cette violation du droit des Nations.

administrateur (1) ; Régnier le fit taire, en l'accusant sans détour de *miner l'existence des mandats* ; & le rapporteur Crespierres avait suffisamment interdit la parole à tout le reste de l'Assemblée, en débutant par lui déclarer, *que ceux qui voulaient les mandats territoriaux voulaient la possibilité de faire marcher la révolution ; & que ceux qui s'y refusaient voulaient l'impossibilité de cette Révolution.*

De pareils argumens eurent bientôt mis fin aux débats. Non-seulement les loix pénales qu'on proposait furent décrétées, mais on autorisa le Directoire à échanger contre ses mandats toutes les sommes déposées dans les différens tribunaux de la ville de Paris, à l'occasion de procès civils ou criminels. On mit à sa disposition jusqu'aux effets mobiliers qu'il y trouverait, & qu'il jugerait *susceptibles d'être employés en nature, au service de la République.*

Quelque violente que paraîsse cette nouvelle spoliation, elle n'était que le prélude de deux autres plus odieuses

(1) Une Compagnie d'actionnaires qui l'avaient placé à leur tête, offrait de venir au secours du Gouvernement, en émettant des *billets de banque*. Ramel, le Ministre des Finances, avait été tellement émerveillé de cette offre, qu'il conduisit Lafond Ladebat à la manufacture des assignats, pour lui prouver qu'on *pourrait avoir des billets de banque dans 15 jours, ou dans deux décades*. Ce Ministre s'était même avancé bien davantage ; car il lui avait adressé le 2 Janvier une lettre ostensible, dans laquelle il offrait aux actionnaires de leur livrer, non-seulement *différentes parties des revenus publics*, mais encore *une grande partie des propriétés nationales*, qu'il évaluait à 883 millions. Il est vrai qu'il ajoutait à cette offre une clause un peu onéreuse pour une Compagnie dont chaque action ne montait qu'à 25 louis de capital. *Il serait à désirer*, lui écrivit-il, *que la Banque pût faire régulièrement chaque mois pour le Gouvernement, un service de 25 millions, valeur métallique, ou CIRCULANTE AU PAIR DU MÉTAL.*

Loin qu'une pareille condition effrayât Lafond Ladebat, il ne s'attacha plus qu'à presser l'adoption de son projet, en développant qu'il serait formé sur le modèle de ceux qui avaient *fondé la richesse de la Hollande, de Gènes, de Venise, & des Etats-Unis de l'Amérique*. Cependant il eut beau insister sur ce que c'étaient de *pareilles associations qui avaient sauvé les finances*

encore ; & toutes deux calculées, disait-on, pour *assurer le crédit* du nouveau papier ; l'une en empêchant qu'on ne le prodiguât, l'autre en augmentant son hypothèque.

Croirait-on que ce fût sur les rentiers, & sur les rentiers exclusivement, qu'on fit porter le poids de la grande économie qu'on avait en contemplation ? Ces malheureux, plongés depuis deux ans dans la dernière indigence, touchaient à l'échéance d'un semestre ; déjà ils se consolent de leur détresse passée & présente, par la perspective inattendue du nouveau papier-monnaie à *valeur fixe* ; & sans doute, qu'en préconisant cette mesure, ils n'avaient pas peu contribué à la faire goûter au peuple. Ils furent bientôt tirés de leur consolante illusion : à peine le Corps Législatif eut-il décrété que les mandats seraient dorénavant la seule monnaie de la République, qu'il affecta de la trouver trop précieuse pour s'en servir à acquitter les intérêts de la dette garantie par la *loyauté Française* ; & il

du Danemark & de la Prusse ; il se trouva dans les deux Conseils quelques membres qui témoignèrent une grande répugnance à se mettre sous la tutelle de cette banque ; & Bentabolle annonça d'avance qu'il *s'élèverait avec force* contre ce plan à l'aide duquel on voulait, suivant lui, *mettre une bride au Corps Législatif*.

Dans cet état des choses Lafond Ladebat trouva prudent de battre en retraite : mais il chercha du moins à honorer sa défaite, en se récriant sur ce qu'on avait cherché à *faire croire que les administrateurs de cette banque n'étaient conduits que par la cupidité*. — “ Des motifs plus grands les ont animés, ajouta-t-il ; “ ils ont voulu associer dans toute l'étendue de la République, “ les intérêts particuliers à l'intérêt public ; ils ont voulu que “ la réunion des intérêts, & des crédits particuliers, donnassent “ au crédit public *une base inébranlable*.”

Il paraît que l'idée des mandats contribua beaucoup à faire éconduire celle d'un projet si magnifique ; car, en les adoptant, on déclara dans le Conseil des 500 que *c'était un très-grand bien* que ce plan d'une banque ne se fût pas réalisé. S'il n'en a plus été question depuis la chute des mandats, je soupçonne fort, que c'est parce qu'il ne serait plus possible d'offrir à aucune compagnie financière un dépôt de 883 millions de *propriétés nationales*.

prononça que le semestre qui allait écheoir au 21 Mars, serait payé ou en assignats, valeur nominale, ou en mandats, à raison de 1 livre pour 30 liv. dues. Voilà comment le Gouvernement, après s'être fait décerner le privilège de payer en mandats les fournisseurs auxquels il devait à cette époque 200 millions, qu'il s'était solennellement engagé à acquitter en espèces, se fit encore autoriser à ne délivrer que des assignats aux rentiers, qui s'étaient flattés de toucher des mandats. Pour connaître toute l'étendue de cette nouvelle injustice, il est essentiel de nous transporter à la fin de ce même semestre, à l'époque où les mandats ayant perdu jusqu'à 97 pour cent, il a été décrété, que *toutes les contributions se payeraient en espèces ou en mandats au cours*. Qu'on se figure ce que doit avoir été à cette dernière époque le fort d'un rentier dont toute l'existence reposait sur une rente de mille écus que la trésorerie venait de lui acquitter avec 3000 liv. en assignats, ou ce qui revient au même, avec 100 liv. en mandats. Eh bien ! s'il habite un chétif réduit de 30 liv. de loyer, sa contribution mobilière s'élèvera au dixième de cette somme, & les percepteurs, en venant l'exiger, lui apprendront qu'ils ne peuvent la recevoir qu'en *mandats au cours*, c'est-à-dire, à raison de 100 liv. pour 3 liv. en sorte qu'il se voit forcé de leur livrer à raison d'un écu tout ce qu'il venait de recevoir de la trésorerie pour 3000 liv. ! Que fera-ce encore si cet infortuné, ayant sauvé des ruines de la Révolution un millier d'écus en espèces, s'est hasardé, à l'abri des loix qui avaient garanti les transactions métalliques, de faire pour le Gouvernement quelque'un de ces approvisionnements que le Ministre des Finances s'engageait spécialement à payer en espèces ? Dès le lendemain de la loi du 28 *Ventose*, ce Ministre n'aura pas manqué de la lui signifier, en lui envoyant 3000 liv. en mandats, qui auront ainsi réduit à 3 ou 4 louis toute la fortune de ce malheureux.

Je voudrais détourner mes regards de cette scène d'iniquités : mais il en est une autre bien plus scandaleuse encore, dont je dois rendre compte.

On a vu que l'hypothèque des mandats n'avait aucune espèce de proportion avec la masse immense qu'on avait

émise de ce papier. Comment accroître cette hypothèque ? Il fallut, pour y réussir, déployer tout le génie de la fiscalité. Ce n'était point assez d'avoir dépouillé les émigrés, des biens qui leur avaient appartenu ; on imagina de les dépouiller des biens même qui ne leur appartenaient pas, & de s'emparer d'avance de tout ce qui pourrait fortuitement leur revenir un jour à titre d'héritage. Pour cet effet, on conçut l'idée d'ouvrir immédiatement les successions qui n'étaient point échues, & de réclamer l'héritage des ascendants encore en vie, sans s'embarraffer de ce que cet héritage ne pouvait être vacant qu'à leur mort ; sans s'arrêter à ce que les enfans ne sont héritiers qu'autant qu'ils survivent à leurs pères ; & sans égard à ce que ces derniers pouvaient engendrer d'autres enfans qui auraient un droit incontestable à une portion de ce patrimoine qu'on prétendait saisir avant leur naissance. On proposa donc de léguer au fisc, sur le domaine de chaque famille, un nombre de portions égal à celui des enfans émigrés dans cette famille ; en un mot, on proposa d'ouvrir l'héritage des vivans par anticipation. Cette mesure atroce fut attaquée, il est vrai, par des orateurs éloquens ; mais aucun d'eux ne songea à désarmer la rapacité du Directoire par une considération bien simple ; savoir, que plus il saisissait de domaines dans son aveugle cupidité, plus il diminuait la valeur vénale de ceux qu'il avait déjà saisis ; que plus on en mettrait en vente, moins ces ventes produiraient ; qu'enfin, le moyen le plus sûr d'en tirer des sommes trois fois plus fortes, aurait été d'en restituer la moitié, & même les trois quarts. Le Couteux hasarda cependant cette observation, mais sans oser la presser. " Il serait possible, dit-il, que le partage auquel on appelle la République, ne lui procurât pas l'indemnité qu'elle attend. " — Corren Fustier dédaigna de si lâches ménagemens. *Pourrions-nous méconnaître,* s'écria-t-il, *l'exécration qui nous attend, si nous consacrons une mesure aussi injuste ?* Les dénonciations perpétuent un genre d'immoralité qui a notablement entaché notre Révolution, & dont les atrocités seront époque dans les siècles les plus reculés ; car nous avons vu la nature outragée dans ses liens les plus sacrés, l'hospitalité violée

“ dans ses rapports les plus intimes, la confiance trompée
 “ dans les devoirs les plus précieux. *N'avons-nous pas vu*
 “ *le fils dénoncer son père, l'hôte son dépôt, l'affidé son*
 “ *maître ?*” &c. Merlino se hâta de l'interrompre. “ Plus
 “ j'examine, dit-il, la loi dont il est question, plus je la
 “ regarde *comme indulgente*, & comme un *acte de la muni-*
 “ *ficence nationale* (1). Il ne suffit pas de s'arrêter à une
 “ exposition scientifique & pompeuse des principes. Il
 “ faut *tout faire* pour empêcher le Royalisme de renaître ;
 “ & le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de *prendre les*
 “ *biens des émigrés.*”

C'était vers le commencement de cette année qu'on avait mis en avant cette proposition ; & cela sans doute afin de fonder une nouvelle hypothèque pour les mandats, dont on avait déjà conçu l'idée : cependant, comme le Conseil des Anciens n'était point encore dans le secret, il rejeta à une immense pluralité cette résolution que lui avaient adressé les Cinq Cents. Ceux-ci sentirent aisément tout ce qu'un pareil refus faisait rejaillir de honte sur eux ; & je ne fais à quel prétexte ils eurent recours afin de revenir à la charge auprès du Conseil des Anciens, pour la même loi qu'il venait de repousser avec tant d'horreur. Ce Corps ne fut point résister à cette seconde épreuve (2) ;

(1) Pour prouver cette *munificence nationale*, on arguait d'une loi du règne de Robespierre, par laquelle étaient sequestrés tous les biens des pères ou mères de famille qui avaient des fils émigrés. Comme cette loi n'était pas révoquée ; on prouvait assez logiquement qu'en ne s'emparant que d'une partie de leurs domaines seulement, on leur faisait présent de tout le reste par la seule levée du sequestre ; & voilà ce que Merlino appelait un *acte de munificence nationale*.

(2) Je dois convenir que la situation était fort embarrassante ; car les Cinq Cents, qui voulaient à tout prix cette nouvelle spoliation, lui firent connaître sans détour qu'ils avaient un moyen sûr de le forcer à y adhérer, & que s'il s'obstinait dans son refus, ils s'obstineraient de leur côté à ne point proposer la révocation de la loi du sequestre ; en sorte que les parens d'émigrés resteraient privés de la totalité de leurs revenus, & de la gestion qu'on avait la générosité de leur rendre.

La loi fut sanctionnée dès le 9 Mai, à une majorité de 108 voix contre 94; & l'héritage des Républicains vivans en France fut ainsi ouvert par anticipation, afin que le fisc s'emparât sans délai de tout ce qui pouvait revenir un jour à ceux de leurs enfans émigrés qu'on avait déclarés *morts civilement*. Cette loi existe encore, & elle était vraiment digne de figurer dans le code des successeurs de Robespierre. A l'aide de cette invention infernale, ils peuvent se vanter du moins de lui avoir disputé la conception d'un crime inconnu dans les annales de la tyrannie. Je n'y ajouterai aucune réflexion; car, pour le peindre, il faudrait la main de Tacite (1), & l'un des législateurs Français n'hésita point à l'invoquer pour le châtimement de ses collègues. Au premier moment où l'on développa dans le Conseil des Cinq Cents tous les calculs de cette immense spoliation,

(1) On peut concevoir ce qu'il aurait dit de cette mesure fiscale, par l'indignation avec laquelle il s'exprime sur les fameuses loix *Julia*, & *Papia-Poppæa*, destinées à augmenter les revenus du fisc, & qu'il dénonce comme " n'ayant servi " qu'à grossir le nombre des victimes, dans un temps où les " dénonciateurs, par leurs délations arbitraires, bouleversaient toutes les fortunes, & où l'on souffrait autant de la loi, " qu'autrefois du crime." *Cum omnis domus delatorum interpretationibus subverteretur, utque ante hac flagitiis, ita tunc legibus laborabatur.* Tac. Ann. Lib. III.

Quelle comparaison établir cependant entre les deux loix dont il est question? La loi Romaine accordait, au préjudice du célibataire, des immunités excessives aux pères de famille. Le Décret Français leur reproche d'avoir été pères, & fait tourner contre eux leur paternité même, pour les dépouiller d'une partie de leur fortune. La loi Romaine punissait les célibataires de ce qu'ils n'avaient pas cherché à avoir des enfans légitimes; & par un trait de fiscalité, odieux sans doute, elle confisquait, au profit du fisc, tous les lègs qu'on leur faisait par testament, excepté ceux des plus proches parens; ce qui fit dire à Plutarque, *qu'on ne se mariait plus pour avoir des héritiers, mais pour l'être*. C'est de peur d'en avoir qu'on n'osera plus se marier en France, si le règne de la République actuelle pouvait s'y prolonger.

l'honnête Dumolard ne put s'empêcher de s'écrier : “ A
 “ la lecture de ces *atroces calculs*, failli, révolté, je dois le
 “ dire, je me suis cru par miracle *dans le Conseil de*
 “ *Néron.* ” — De violens murmures étouffèrent sa voix.

Voyons maintenant l'espèce de crédit qu'assurèrent au Mandat cette nouvelle confiscation, & tant de loix pénales qu'on lui avait données pour cortège.

Dès le lendemain de la loi du 28 *Ventose*, le Directoire ne négligea point de féliciter la nation de ce *qu'elle se trouvait tout-à-coup reportée, par la création des mandats territoriaux, au même état de fortune & de moyens qu'elle eut dans les premiers temps de la Révolution....* Pour faire fructifier ces moyens, ajoutait-il dans sa proclamation, *pour recouvrer le même degré d'opulence & de splendeur, il ne faut que la même latitude de confiance envers les Représentans de la Nation.* Il s'y étendait sur ce que les maux ne pouvaient plus être guéris que par le maintien rigoureux de la valeur intégrale, & sans la moindre altération des signes monétaires établis par le législateur. Il invitait les Français à former une *SAINTE LIGUE* pour défendre l'édifice constitutionnel, qui repose aujourd'hui, disait-il, sur le succès des mandats. Il terminait par les exhortations suivantes. *Français, pénétrez-vous bien de cette grande vérité : c'est que le salut de tous, le salut de chacun de vous, dépend de la rigide exécution de la loi sur les mandats territoriaux.... Qu'aucune infraction ne soit donc faite à cette loi, & bientôt une rosée bienfaisante vivifiera le sol heureux que vous adjugea la nature. La France sortira de sa déplorable langueur.*

Quatre jours suffirent pour faire connaître l'effet de ces patriotiques exhortations. Dès le 23 Mars, Perrin des Vosges vint jeter l'alarme dans le Corps législatif par l'avis suivant : “ Il n'est pas un républicain, pas un honnête
 “ homme qui n'ait le cœur navré de tout ce qui se passe
 “ dans cette Commune, & des maux qui se préparent.
 “ Déjà on décrie vos mandats : le papier qui en porte la
 “ promesse perd l'impossible. Il est temps de réprimer ce
 “ délit : attendez à demain, il ne fera plus temps.”

Le lendemain arriva, & Lafond Ladebat confirma cet avis, en y ajoutant les détails les plus circonstanciés. Il annonça qu'avec 24,000 liv. en numéraire, on pouvait ache-

ier une rente sur l'Etat de 60,000 liv. en mandats, ou de 1,800,000 liv. en assignats.

Il est bon d'observer, qu'à cette époque les *promesses de Mandats* n'avaient point encore paru : à peine furent-elles émises, qu'elles firent naître un incident qui ne justifia que trop les pronostics de ces deux Députés. Les Gardes Prétoriennes du Directoire, les soldats de la capitale, n'avaient point osé refuser les promesses de mandats avec lesquels il payait leur solde ; ils s'y prirent d'une manière plus légale ; ils se mirent à vider les boutiques & les marchés, en forçant tout vendeur à accepter le nouveau papier, *valeur intégrale*, ainsi qu'eux-mêmes ils l'avaient reçu. Dès le jour suivant les payfans de la campagne, pillés dans les marchés de la veille, essayèrent de venir piller à leur tour les boutiques des boulangers, en présentant toujours scrupuleusement le même papier qu'il ne leur avait pas été permis de refuser. La position du Gouvernement était difficile ; car il fallait, ou qu'il protégât à main armée ce nouveau brigandage légalisé par les décrets, ou qu'il fermât les yeux sur la violation manifeste de toutes les loix pénales qu'il avait mis tant d'ardeur à solliciter. Tout honteux que fût ce dernier parti, la nécessité l'y força. Dès ce moment, le cours général du mandat s'établit publiquement à environ 90 pour cent de perte contre le numéraire ; & bientôt les membres des deux Conseils législatifs donnèrent eux-mêmes le signal de la violation de la loi du 28 *Ventose*, en négociant avec la Trésorerie, pour qu'elle ajoutât à leurs traitemens une compensation proportionnelle à la perte qu'éprouvait la nouvelle monnaie (1).

(1) On suppose bien que ce n'est pas de leurs registres que je tire cet attentat à leurs décrets ; ils avaient trop d'intérêt à le couvrir d'un voile : mais il me suffit qu'ils n'aient pas même essayé de s'en disculper, lorsque le public en a cité avec indignation tous les détails, lorsqu'on s'est plaint de ce que les Députés avaient donné le branle au discrédit du nouveau papier, en recevant 2845 liv. en mandats pour 625 liv. qui leur étaient dues en numéraire. On voit que s'ils n'avaient pas su prévoir la dépréciation de ce nouveau papier-monnaie, ils furent du moins se préserver de ses effets.

A peine cette seconde mine aurait-elle suffi pour quelques semaines, si l'on avait accordé une faveur semblable à tous les autres fonctionnaires publics, & sur-tout aux armées. Cependant celle des Alpes Maritimes se trouvait depuis cinq mois dans un état de détresse qui exigeait des secours prompts, & plus efficaces qu'un approvisionnement de mandats. La fortune de la guerre tira soudainement le Directoire de ses vives angoisses à ce sujet. Dès le commencement de Mai, cette armée lui annonça qu'elle venait de pénétrer dans le Piémont, que toutes les forteresses lui en avaient été ouvertes sans résistance, & qu'on pouvait désormais se reposer sur elle du soin de pourvoir à tous ses besoins.

Comment s'arrêter sur cette époque, sans déplorer ici la pusillanimité des Ministres Piémontais, qui, au premier échec, pressèrent leur Souverain de *mettre bas les armes*, & d'ouvrir ses Etats & l'Italie entière à des troupes Françaises *dénuées de tout* ! (1) Qui aurait pu s'attendre, que malgré la certitude que ces troupes étaient absolument dépourvues d'artillerie de siège, on leur livrerait, pour être démantelées, tant d'excellentes forteresses, qui sont la clef des Alpes & des Apennins, & dont la plupart auraient pu opposer aux vainqueurs la même résistance qui a honoré Mantoue ? Comment se peut-il, sur-tout, que les peuples d'Italie, éclairés sur le péril de l'invasion qui les menaçait, ne le fussent pas également sur la grandeur des sacrifices indispensables pour le prévenir ? Certes, s'ils eussent fait volontairement en hommes, & en subsides, la moitié des

(1) Le dénuement de ces troupes ne peut plus être révoqué en doute, puisque le Directoire lui-même est convenu qu'elles étaient *en dissolution complète*. Doulcet a ajouté que " c'est au milieu des privations de tout genre, & des besoins de toute espèce, que cette armée a aggrandi le territoire de la République." Et, dès le 26 Avril, Buonaparte s'est adressé en ces termes à ses soldats : *Vous étiez DÉNUÉS DE TOUT au commencement de la campagne ; vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus*. Il atteste même que ses troupes n'avaient point de canons. C'est à ces troupes *dénuées de tout*, qu'on a livré des forteresses formidables !

sacrifices que leur arrache l'armée qui les dépouille, s'ils eussent déployé pour leur propre conservation, la moitié seulement de l'énergie que le peuple Français a mise à leur destruction ; jamais, non, jamais cette belle contrée n'eût été livrée à l'incendie & au pillage auxquels elle est en proie. Puissé du moins son exemple ne point être perdu pour ceux des autres peuples que la France ose menacer encore d'un sort semblable !

La joie que causa au Directoire un événement si inespéré, ne tarda guères à être troublée par les nouvelles de l'intérieur ; car dans chaque province, & pendant tout le cours du mois d'Avril, on n'entendit que des plaintes sur la dépréciation croissante des mandats ; & ces plaintes ne firent que l'accroître, quoique Bessroy essaya de tranquilliser à ce sujet le Conseil des Cinq Cents, en l'assurant, le 25 Avril, " Qu'il fallait bien se garder de conclure du discrédit momentané des mandats, que ce discrédit serait continué, & dans une progression défavorable aux intérêts de la République." Le Cointe, qui ne partageait déjà plus cet espoir, lui observa, que " le législateur qui ne veut que des chances heureuses, & qui brave la rage de ses ennemis sans avoir rien à leur opposer, est un insensé.... Songez, poursuivit-il, qu'il s'agit du salut de la patrie. Les mandats une fois décriés, les domaines nationaux échappés de vos mains, que vous resterait-il ? Pour nous, l'opprobre, la honte & la mort ; & pour tous les Français, les horreurs de l'anarchie, ou celles du despotisme assis au milieu des échafauds, sur des monceaux de cadavres," &c. &c.

Cet affreux tableau de l'avenir dissipa enfin toutes les chimères dont on se berçait sur le présent ; & Audouin s'avança jusqu'à dire que *le règne des illusions devait s'évanouir, & qu'il serait bien temps de ne plus déployer les enseignes du charlatanisme.* C'est alors qu'on tint Conseils sur Conseils, pour aviser aux moyens de sauver les mandats d'une annihilation complète, quoique deux mois auparavant on eût passé inutilement tous ces moyens en revue lorsqu'il s'était agi de sauver les assignats.

On avait déjà proposé pour ces derniers un timbre qui eût emporté un droit de 90 pour cent, payable par ceux

qui auraient été tentés de conserver leurs assignats en payant ce droit ; mais l'absurdité de cette idée avait frappé tous les Législateurs, quoique l'un d'entr'eux eût essayé de l'appuyer en recommandant de graver sur ce timbre ces mots solennels—*Garantie individuelle de tous les citoyens* ; idée sur laquelle un autre orateur avait encore renchéri, le 24 Février, par la motion expresse de *faire punir comme TRAÎTRE A LA PATRIE*, celui qui ne recevrait pas au pair les assignats hypothéqués & *timbrés* de cette manière. Je suppose que si lon rejeta cette motion, ce fut parce qu'en l'adoptant il aurait fallu lancer un décret de *lèze-nation* sur la Nation toute entière : & Lakanal se permit le même écart, lorsqu'il proposoit de *déporter* tous ceux qui avaient volé la République, & qu'il les appela des *contre-révolutionnaires*, quel que fût le masque dont ils se paraient. Peut-être aussi ces propositions n'avaient-elles été mises en avant qu'afin de préparer une tentative pour se refaire de quelques biens déjà vendus, & entr'autres de certains monastères adjugés tout récemment au plus vil prix. En effet, le Conseil des Cinq Cents, qui en convoitait la reprise, arrêta, le 26 Février, que toutes les ventes des ci-devant monastères qui *auraient pu être consenties comme comprise dans la disposition de la loi du 30 Août 1795* seraient considérées comme nulles & de nul effet.

Le prétexte était trop grossier ; car la loi se trouvait si claire que Le Couteux, après l'avoir lue aux Anciens, leur dit, *Ne nions pas l'évidence*. D'ailleurs, pour les déterminer à y rendre hommage, il leur adressa cette question : *Ne serait-ce pas ajouter aux inquiétudes produites par la cupidité & la malveillance toutes celles que produiraient avec raison la vacillation des loix & la violation de la foi publique ?* Ainsi posée, cette question signifiait évidemment, que, comme une grande partie des biens des émigrés était encore invendue, & qu'il s'agissait par-dessus tout de se procurer des acheteurs, le Corps Législatif risquerait de se trouver pris dans le piège qu'il voulait tendre aux précédens acquéreurs. Voilà pourquoi le Conseil des Sages écarta ce remède avec une espèce d'indignation.

Boudin, qui s'y était attendu, hasarda, pour y suppléer, d'en indiquer un autre, celui d'*activer* les rentrées de l'em-

prunt forcé. *Je fais cette question*, avait-il dit brusquement à ses Collègues, *Voulez-vous qu'il rentre 600 millions en numéraire ; oui ou non ?* On eût beau lui crier de toutes parts que c'était une *absurdité*, que c'était *impossible*. Comme il *insistait* encore au nom du salut public, le Président fut obligé de rappeler cet énergumène à l'ordre ; & c'est d'une manière à-peu-près semblable qu'on accueillit ensuite Raffron, lorsqu'il s'avisa d'indiquer un nouveau *maximum*, en proposant de *fixer le prix des denrées & des salaires d'après la quantité du signe réduit*.

Chacun de ces moyens ayant été successivement proposé & rejeté lorsqu'il s'était agi des assignats, il fallait bien en découvrir quelque autre pour venir au secours des mandats. Le fameux Jacobin Drouet crut avoir fait cette découverte, & prouva du moins qu'on s'était trompé jusqu'alors sur le siège du mal. “ L'esprit public est éteint, dit-il : ce noble
“ enthousiasme qui naguères élevait le Français au-dessus
“ des autres peuples a fait place à une *lâche insouciance* (1)

(1) Il n'est que trop vrai que cette *lâche insouciance* du peuple Français est, depuis deux ans, le trait le plus marqué de son caractère ; aussi a-t-elle excité plus d'une fois la censure de ses chefs. Dès le 24 Décembre 1795, le Ministre de la Police avait pressé les Administrations Centrales d'*arracher les gardes nationales à cette INSOUCIANCE DANGEREUSE, qui semble avoir pris la place du généreux dévouement qui signala les beaux jours de la Révolution*. S'étant convaincu, après quatre mois d'efforts inutiles, que ce *généreux dévouement* était éteint, il a sollicité ensuite une *loi coercitive contre ceux qui PAR INSOUCIANCE ou mauvaise volonté refuseraient de s'organiser en gardes nationales*. Cette tentative, ainsi que ses exhortations, ayant encore été sans fruit ; le législateur Pères est revenu à la charge le 18 Août. Pour faire honte aux Français de leur *égoïsme*, il leur a montré les peuples des Pays-Bas, où suivant lui *le patriotisme est à son comble* ; & il cita en preuve que la *dixme n'y était payée nulle part*. Il ajouta même qu'il n'était aucun Belge arrivant à Paris qui ne se plaignût de la *TIEDEUR* des Français.

Je ne fais si ceux-ci paient encore en secret la *dixme* à leur clergé, comme Pères semble l'insinuer : mais ce que je sais, c'est que leur *tièdeur* patriotique se manifeste très-énergique-

“ sur les vrais intérêts de la patrie.” Après avoir médité sur cette affligeante vérité, Daubermenil ne douta plus d’avoir trouvé le remède souverain. *Vous désirez fortement que la chaleur politique se conserve*, s’écria-t-il ; *eh bien ! il faut que l’enthousiasme entre par tous les pores, pénétre par tous les sens, embrase toutes les ames.*

C’étaient, je crois, de pareils écarts qu’avait cherché à éviter Pelet, en observant à ses Collègues, “ que tous leurs “ malheurs provenaient de la légèreté & de l’irréflexion “ avec laquelle on avait délibéré sur les projets de finance.” Le Cointe avait même essayé de l’appuyer en déclarant à son tour, “ qu’on n’avait commis tant de fautes en finance “ que parce qu’on en avait fait un art ridiculement *nécro-*

ment par le refus de contribuer aux dépenses du Gouvernement Républicain. Ce que je fais encore, c’est que la plupart des voyageurs qui reviennent de France ne s’accordent, pour ainsi dire, que sur un seul point, savoir, qu’on n’y rencontre ni *Républicains*, ni *Royalistes* ; & que la masse du peuple y est devenue profondément indifférente à tout, excepté à l’enlèvement de ses propriétés ; seul germe de résistance qui existe encore dans ce malheureux pays. Ceci explique assez bien, pourquoi l’on y découvre encore un reste d’énergie contre les Jacobins, & pourquoi le gros de la nation a forcé le Corps Législatif à sévir contr’eux : mais, qu’on ne s’y trompe point ; c’est bien moins leurs théories démocratiques, que leur doctrine sur la communauté des biens, qui a rallié contre les Jacobins. Si jamais le Directoire est appelé à exécuter le nouveau pillage dont ces derniers menacent encore, il aura comme eux à combattre tous ceux qui ont encore quelque chose à conserver. Je suis bien trompé cependant, si l’anéantissement de son papier-monnaie ne le condamne pas à hasarder bientôt cette tentative ; & je serais encore bien plus trompé, si elle ne lui devenait pas fatale. D’ailleurs il faudrait qu’il découvrit avant tout quelque moyen de folder, comme autrefois, les ministres de la terreur. C’est l’impossibilité d’une pareille découverte qui m’a fait croire, comme je l’ai dit dans mon dernier écrit, que le règne de la terreur était passé, & que *son sceptre serait brisé lorsqu’on briserait la planche des assignats.*

mantique, & parce qu'on s'était écarté des notions ordinaires." Il insista sur ce qu'il fallait y revenir.

Cet avertissement n'avait point empêché l'un de ses Collègues d'indiquer un remède très-sommaire & souverainement efficace. TUEZ L'ARGENT, OUI, TUEZ L'ARGENT, s'écria ce financier nécromantique. Je ne fais si j'ai besoin d'ajouter que ce tueur était encore Dubois-Grancé.

Cependant, au lieu de *tuer l'argent* pour ressusciter les mandats, on s'était résolu à *tuer* les assignats, & cela d'après l'observation suivante qu'avait faite Camus le 1^{er} Mai, & qui enleva tous les suffrages. "IL EST IMPOSSIBLE DE SUPPOSER (1), qu'à moins de cabale & d'un agiotage infernal, ce papier (les mandats) soit estimé à peine la valeur d'une année le revenu du sol dont le porteur doit être saisi à sa seule présentation. On a embrouillé les idées du peuple, en lui parlant confusément de la concurrence de ses papiers divers. Nous nous occupons des moyens de retirer promptement les assignats, de manière qu'il ne reste en circulation qu'un papier unique, les MANDATS, seul & véritable papier national."

Ces moyens de retirer promptement les assignats de la circulation consistaient simplement à en démonétiser pour dix ou douze milliards, c'est-à-dire, la moitié de tout ce qu'on

(1) Pour entendre le nouvel *ergot* de ces financiers nécromantiques, il faut savoir, que presque toujours, lorsqu'ils disent, *Il est impossible de supposer*, ces mots signifient, *Il est impossible de nier*. Et c'était évidemment le sens que leur donnait Camus, puisque les mandats perdaient déjà alors environ 95 à 96 pour cent contre le numéraire. Or comme, avec 1000 liv. en espèces, on pouvait acheter 22,000 liv. en mandats, & avec ceux-ci se procurer un domaine de 1000 liv. de rentes ; il me paraît IMPOSSIBLE DE SUPPOSER que ce papier fût estimé au-delà de la valeur du revenu dont le porteur devait être saisi à sa seule présentation. Ce n'est ici sans doute qu'une remarque grammaticale : mais elle ne sera peut-être pas inutile à ceux qui seraient tentés d'étudier les finances dans les débats du Sénat Français.

supposait qui pouvait rester encore dans la circulation (1). Enchanté de cette idée ingénieuse, le Conseil des Cinq Cents la rédigea à l'instant en forme de loi, & l'envoya aux Anciens, motivée sur ce qu'il s'établissait entre l'assignat & la promesse du mandat, un cours frauduleux qui dépréciait la promesse du mandat, sans relever la valeur de l'assignat. Mais cette considération ne parut point suffisante aux Anciens pour sanctionner une pareille violation des engagemens encore récents qu'ils venaient de prendre. Je suppose d'ailleurs qu'ils se rappelèrent que les assignats appartenaient au mandat à raison de 30 pour 1, & qu'ainsi, démonétiser dix milliards d'assignats n'aurait été faire autre chose que démonétiser le tiers d'un milliard de mandats. A peine y en avait-il encore une pareille quantité d'émis ; or les frapper de nullité dès leur naissance, eût été une voie par trop équivoque d'assurer le crédit de ceux qui restaient encore à mettre au jour. Cette proposition des Cinq Cents fut rejetée à l'unanimité, le 7 Mai (2).

(1) La proposition était que quiconque en possédait de 2000 liv. & de 10,000 liv. eût à les configner dans la décade entre les mains du Gouvernement, lequel en aurait donné un récipissé, avec promesse d'en tenir compte pour achats de biens nationaux. Cet expédient présentait encore ce double avantage de forcer la vente des biens invendus ; car il y a en France une foule d'individus qui ont eu l'obstination d'employer leur papier-monnaie à tous autres objets qu'à l'achat de terres confisquées. Sans doute qu'ils se seront rappelé ce que nous apprend Tacite de certaines profusions de l'insensé Vitellius, que les plus dupes payèrent de leurs trésors. “ *Les sages seuls,* ” ajoute l'historien Romain, envisagèrent comme nul, ce qui “ ne pouvait être donné ni reçu sans ruiner la République.” *Vulgus ad magnitudinem beneficiorum aderat : stultissimus quisque pecuniis mercabatur : apud sapientes CASSA habebantur, quæ neque dari, neque accipi, salva Republica poterant.* Tacit. Hist. lib. III.

(2) Tandis que le Corps Législatif était à la recherche des remèdes, le Directoire affecta d'avoir découvert le plus efficace de tous. Il feignit d'attribuer la baisse des mandats à une calomnie qui circulait contre lui ; car on lui imputait déjà

Mais ce qui étonnera le plus tout lecteur judicieux, dans le cours de ces vains débats, c'est bien moins l'extravagance des divers moyens qu'on y proposa, que le silence obstiné qu'on s'imposa sur le seul moyen de sauver les finances de la République. Ce moyen, je n'ai pas besoin de l'indiquer sans doute, c'était la paix. Eh bien ! le croirait-on ? le petit nombre des Législateurs qui se hasardèrent à prononcer ce mot, eurent le plus grand soin d'ajouter qu'ils ne voulaient point d'autre *paix* que celle que la France *dicterait* à ses ennemis. Doulcet, en exprimant quelques vœux pour elle, ne négligea pas de répéter ce qu'avait dit Tallien, que *le peuple Français s'était acquis par la force des armes le droit d'en dicter les conditions ; & chacun de ceux qui se hasardèrent après lui à présenter cette douce expectative de la paix, ajoutait toujours, qu'il fallait la conquérir par la guerre ; ou si quelque Député se sentait pressé d'en déplorer les calamités, ce n'était jamais pour en proposer la cessation. Puisse, s'écria Thibaut le 22 Juillet, puisse la leçon terrible que la France victorieuse donne à l'Europe épouvantée, être la dernière à inscrire dans les annales du monde !* Trois semaines aupara-

d'en avoir émis beaucoup plus que les décrets ne l'y autorisaient, & d'avoir inondé les marchés d'une masse de 600 millions. Dès qu'il en eut vent, il se hâta de dénoncer lui-même ces bruits répandus sur l'énormité de la masse du nouveau signe circulant. On a osé dire, écrivit-il au Conseil des Cinq Cents, le 4 Mai, qu'elle s'élevait déjà à 600 millions. Le Directoire assure sur sa responsabilité, sur celle du Ministre des Finances, sur celle des Commissaires de la Trésorerie Nationale, que les sorties n'excèdent pas 152 millions, & que les rentrées les ont réduits à 100 millions.

Voilà, je le crains, bien des responsabilités compromises ; car dès le 8 Août, c'est-à-dire seulement trois mois après, il a fallu avouer au peuple qu'on émettait le dernier mandat qui restait sur les 2 milliards 400 millions. Si l'on n'en avait émis que 100 millions pendant les deux premiers mois ; est-il à présumer, je le demande, qu'on eût été forcé d'en émettre 2 milliards 300 millions pendant le cours des trois mois suivants ?

vant, Défermont paraissait avoir adopté un langage plus modéré. “ Nous devons croire, avait-il dit, que nos ennemis partageront bientôt notre desir de mettre un terme au fléau de la guerre, & de vivre en paix avec un Peuple qui n’est pas moins jaloux de prouver sa *modération* que de faire respecter ses droits.”—Ce Député *devait le croire* en effet, puisque Sa Majesté Britannique venait d’ordonner à Son Ministre en Suisse de s’adresser directement à l’Ambassadeur Français, afin de savoir si ses commettans seraient disposés à ouvrir un *Congrès* pour convenir des bases d’une pacification générale. On se rappelle l’arrogance avec laquelle le Directoire fit répondre que *si la Cour de Londres cherchait la Paix de bonne foi, elle n’aurait point proposé un CONGRÈS, dont le résultat nécessaire, disait-il, serait de rendre toute négociation interminable.*

Il ne s’éleva pas une seule voix pour demander compte d’une réponse aussi hostile, ni même d’une note officielle bien plus hostile encore, qui l’avait précédée, & qui dévoilait l’intention de perpétuer la guerre (1). Echassériaux lui-même garda le silence, quoiqu’il eût pris en quelque manière l’engagement d’accuser le Directoire, s’il se refusait

(1) Cette pièce, publiée originairement en Anglais, fut envoyée à Londres avec affectation, & dans le dessein évident de croiser la démarche pacifique que venait d’annoncer le Roi d’Angleterre. Non-seulement on y déclarait qu’il y avait été forcé ; mais joignant l’ironie à l’imposture, on ajoutait, que “ s’il était sincère, il lui serait d’autant plus aisé de conclure la paix, que la Nation Française n’infiltrerait sur *aucune autre indemnité* que la restitution de toutes les conquêtes Britanniques, & sur l’engagement de ne prendre à l’avenir aucune part, soit aux affaires de France, soit à la guerre du Continent.”

Quoique cette déclaration fut anonyme, les agens du Directoire dans les Cours étrangères s’empresèrent de lui donner un caractère officiel. Puisque le Ministère Britannique s’est abstenu de toutes récriminations sur cette pièce hostile, je ne m’y étendrai point. Mais comment se peut-il, qu’aucun des Représentans Français qui ont exprimé des vœux de paix,

à des ouvertures pacifiques. Voici les expressions dont il s'était servi. " Que faudrait-il en ce moment pour opérer
 " la fin des malheurs de la guerre ? Un de ces *Congrès*
 " d'hommes sages, qui, après tant d'hostilités & de com-
 " bats sanglans, peuvent concilier par la raison & la justice,
 " ce que la passion & le sort des armes n'ont pu décider
 " encore." (1)

Enfin, l'un des Législateurs les plus modérés, Tronçon de Coudray, a abordé cette grande question le 29 Juillet. Il est convenu que *la paix était le seul terme probable des embarras* dans les finances : mais il a ajouté en même temps que *la valeur des troupes Françaises était le premier fond du trésor public* ; & tout en assurant que *l'éclat des victoires ne l'éblouissait point*, il a garanti à ses Collègues, que *leurs armées étaient invincibles*.

Cependant, tandis que les deux Conseils Législatifs consumaient ainsi leurs séances en lamentations mêlées de jactances & en propositions financières, toutes plus inadmissibles les unes que les autres, le mal avait fait de tels progrès, que divers Corps de troupes dédaignaient & refusaient même le nouveau papier-mandat avec lequel on prétendait acquitter leur solde, & la réduire ainsi au vingtième de ce qui leur fut promis dans l'origine de

n'ait osé demander compte au Directoire d'une démarche qui l'avait éloignée ? Comment se peut-il qu'aucun d'eux n'ait exigé du pouvoir exécutif quelques explications à ce sujet, lorsqu'il est venu leur protester *qu'il avait offert la paix aux Puissances Coalisées à des conditions aussi MODÉRÉES que pouvait le comporter la dignité nationale*.

Quelle MODÉRATION en effet, que celle qui n'exigeait, de la Grande-Bretagne, d'autre indemnité que la restitution de toutes ses conquêtes & l'abandon de tous ses Alliés !

(1) Il ajoutait les observations suivantes, qui n'ont fait jusqu'ici aucune impression sur les Français : *Les grandes Dominations finissent toujours par être détruites, ou par se détruire elles-mêmes.... Louis XIV vaincu, & forcé d'abandonner ses projets, pleura sur ses triomphes. LES REVERS VIENNENT APRÈS LES CONQUÊTES. Voyez le Moniteur du 20 Avril.*

la Révolution. Les troupes des Pays-Bas avaient été les premières à se livrer à des espèces de soulèvemens pareils, & l'exemple en était passé jusqu'à Brest, où les ouvriers des chantiers avaient interrompu leurs travaux. Il est vrai que le Directoire avait réussi jusques-là à étouffer ces révoltes partielles, soit à l'aide de supplémens secrets qu'il accordait aux uns, soit en employant les menaces avec les autres, & jusqu'au déploiement de la force contre les plus mutins : mais il dut être vraiment consterné lorsqu'il apprit que les innombrables armées placées sur le Rhin commençaient à imiter de pareils exemples, ou tout au moins à lui adresser les plus fortes remontrances sur l'impossibilité de subsister avec une solde en mandats. En vain avait-il essayé de leur assurer le 4 Mai que ces *Mandats devaient ÉTONNER les ennemis qui restaient à combattre* ; les Autrichiens, loin de s'en étonner, venaient d'ouvrir la campagne ; & les cohortes Républicaines qui étaient déjà en leur présence, réclamaient impérieusement une solde, en annonçant que, si leur patriotisme n'avait point de bornes, il fallait du moins en mettre à leur misère. Et ce n'était pas seulement la difficulté de subvenir à cette solde qui embarrassait l'Administration ; car depuis que le refus des mandats gagnait dans toutes les provinces, il était impossible de ne pas entrevoir, dans un avenir très-prochain, l'impossibilité absolue d'approvisionner ces nombreuses armées, & par conséquent de les retenir sous leurs drapeaux. En un mot, la République semblait toucher à la dissolution de ses armées par l'épuisement de ses finances : cette catastrophe arrivait à grands pas ; & l'on ne peut point douter que les Chefs les plus éclairés des Français n'en jugeassent ainsi, puisque, dès la séance du 24 Mai, la Commission des Finances crut devoir y préparer les esprits en annonçant qu'on *touchait au moment des plus grands embarras*.

Sans doute ils *y touchaient* ; & j'ai même lieu de croire qu'ils y auraient déjà succombé si un événement, jusqu'ici inexplicable, n'était venu différer la crise de leur épuisement.

Pour quiconque voyait approcher cette crise il était aisé de prévoir que le besoin de vivre aux dépens de leurs

adversaires pousserait les armées Françaises aux entreprises les plus hasardeuses ; & lorsque la prise de Kehl leur eut ouvert les riches contrées de l'Allemagne, dont elles convoitaient les dépouilles, les partisans de la France ne manquèrent pas de s'écrier que cette République touchait au triomphe, que le sort de la guerre était décidé, & que l'Empereur recevrait à Vienne des conditions aussi humiliantes que celles que le Roi de Sardaigne avait signées à Turin. (1)

On n'a pas oublié les jubilations du Directoire, en annonçant le grand événement de ce nouveau passage du Rhin. A l'en croire, ses nombreuses armées ne devaient plus lui coûter ni approvisionnemens, ni solde, pour tout le reste de la guerre ; elles étaient sûres d'enchaîner partout la victoire ; il suffirait de les animer de la voix au combat & au pillage ; il ne restait plus à la République qu'à subvenir aux dépenses modiques de son établissement de paix.

Cette épreuve ne semblait pas difficile : c'est là cependant ce qui acheva de déchirer le voile ; car si ce Gou-

(1) Loin de partager de pareilles craintes, j'avais cru que si les Français tentaient sérieusement de pénétrer en Allemagne, on pouvait tout à la fois leur annoncer d'avance, & leurs premiers succès, & les derniers revers d'une excursion si imprudente. Leur défaite plus ou moins prochaine sur les bords du Danube, me semblait presque aussi inévitable que la chute de leurs assignats m'avait paru facile à calculer. Aussi, quand le Ministre Merlin eut annoncé à la France, le 18 Février dernier, que *la masse imposante de ses armées allait présenter aux Puissances Coalisées un million d'hommes nouveaux à combattre ;* quand je vis qu'il demandait encore un DERNIER EFFORT, aux citoyens de la première réquisition ; je compris qu'on ne leur représentait cet effort comme le dernier, qu'afin de le rendre plus sanglant & plus terrible que les précédens. C'est dans cette conviction qu'en publiant, le 1^{er} Mars de cette année, l'édition Anglaise de ma réponse à M. de Calonne, j'y ajoutai un *postscriptum* qui se terminait par les lignes suivantes :—
 “ Tout annonce que le Directoire, sourd aux cris de la France,
 “ se dispose à faire un effort désespéré, & à tenter quelque

vernement guerrier ne recevait du dehors que des récits de victoires & des dépêches triomphantes, il était obsédé au-dedans par les sollicitations importunes de tous les fonctionnaires civils, qui lui déclaraient qu'ils ne pouvaient plus subsister avec le salaire qu'ils recevaient en mandats.

Pour se faire une idée de leur nombre & de leur misère, il faut reprendre leur histoire de plus loin, & remonter d'abord à la fondation de la République, à l'époque où, pour lui recruter des sectateurs, on avait imaginé de donner une paie journalière à la majorité de la Nation. Il faut passer de-là au temps où Dubois-Crancé s'était vanté de ce que la France salariait la 5^e partie de sa population active ; arriver ensuite à l'aveu de Johannot, qui s'était plaint le 14 Avril 1795, de ce que le mouvement révolutionnaire avait conduit la République à salarier un plus grand nombre d'individus qu'il n'en faudrait, & qu'on n'en emploie pour administrer tous les États de l'Europe. Après s'être arrêté à l'aveu non moins remarquable de Défermont, qui reconnut, le 7 Juillet 1795, que les frais des administrations de Districts étaient plus considérables que les productions du territoire qu'elles avaient à administrer,

“ grand coup militaire, à l'aide du nombre infini d'hommes
 “ & de chevaux qu'il vient de réussir encore à mettre en ré-
 “ quisition pour les traîner sur les champs de bataille. Vû les
 “ moyens qu'il y emploie, il n'est pas permis de douter que
 “ le choc d'une pareille irruption ne soit terrible : mais si
 “ les peuples qui composent le Corps Germanique veulent
 “ opposer leur constance accoutumée à ce torrent dévastateur,
 “ ils ne tarderont guères à le forcer de rentrer dans son lit ;
 “ & bientôt leur récompense sera la perspective assurée de la
 “ seule paix qu'ils doivent désirer, parce qu'elle est la seule
 “ qui puisse être sincère & durable ; j'entends la paix qui se
 “ signera sur l'extrême frontière de l'ancienne France.”

Bien peu de mois ont suffi pour justifier la première partie de ce pronostic ; & je doute moins que jamais de l'accomplissement de la dernière, si, pour recueillir le fruit de tant de sacrifices qu'il a déjà faits, l'Empire Germanique les continue avec persévérance, jusqu'à ce que la République Française lui restitue, par épuissement, toutes les Provinces qu'elle a envahies.

on arrivera enfin aux fameux débats sur la Constitution actuelle, dont les rédacteurs crurent faire l'éloge en certifiant qu'elle réduirait de 450 mille à 50 mille, le nombre des fonctionnaires constitutionnels. (1)

Quelque méritoire que paraisse cette réduction, il est facile de calculer les sommes immenses qu'ont dû absorber les appointemens de cette armée de juges & d'administrateurs. Aussi la trésorerie avait-elle été appelée à des efforts surnaturels pour assurer le traitement régulier de ces auxiliaires; & à mesure que l'assignat s'était déprécié, elle leur avait procuré un supplément de paie en pain, en viande, en chandelles, & même en bois. Cependant, comme un pareil supplément ne coûtait pas moins de cent millions par an, valeur métallique; le Directoire avait été bientôt obligé d'en annoncer le terme, & de déclarer, dès le commencement de cette année, que *les embarras allaient toujours en croissant, que les achats & les transports devenaient de plus en plus pénibles & dispendieux*. Ici commença par degrés la réduction des subsistances gratuites; & si les fonctionnaires parurent s'y soumettre, ce ne fut qu'en contemplation du nouveau papier-monnaie dont on s'occupait, & à la faveur duquel on leur annonçait une paie en *valeur fixe, invariable, indépréciable*.

Néanmoins, comme les *promesses d'assignats-mandats* se trouvèrent déjà dépréciées, avant même qu'on les eut émises, il ne fut pas difficile de prévoir, que, loin de soulager la misère des employés de l'Etat, le nouveau papier allait y mettre le comble. Craissières fut le premier à

(1) Bien entendu qu'il n'est question que des grands fonctionnaires politiques, tels que les membres des administrations centrales & municipales, les Juges, les deux Conseils Législatifs, le Directoire, & ses Ministres; car tous leurs commis, les agens de la police, les 14 mille préposés aux douanes, les percepteurs des impôts, les membres des Comités de Surveillance, & toute la foule innombrable d'harpies révolutionnaires, connues sous le nom d'*agens du Gouvernement*, ne figurent pas plus que l'armée, dans ce nombre de 50 mille fonctionnaires publics institués par la nouvelle Constitution.

en prédire les conséquences inévitables. “ Les Juges
 “ qui ne seront pas payés, ne jugeront pas, dit-il le 27
 “ Mars; les Administrateurs qui ne seront pas payés,
 “ n’administreront pas.” Cet avenir, déjà si alarmant,
 le devint bien davantage encore, d’après l’avis suivant
 que donna ensuite Durand Maillane. *Déjà la corruption
 des mœurs, augmentée par les abus de la Révolution, a
 inondé la République de vols & de meurtres. On ne peut les
 faire cesser que par la punition, & pour cela il faut des
 Juges.* Il fallait que le danger qu’on signalait fût bien
 pressant, puisque Thibaut lui-même ne chercha point à le
 dissimuler. “ Il est indispensable, avait-il dit, de venir au
 “ secours de ceux qui sont en activité de service. *La ma-
 “ chine politique ne peut se soutenir sans cette mesure.* Il est
 “ un terme à tout, même à la patience des Républicains.” (1)
 Les mandats avaient contribué sans doute à reculer ce
 terme de quelques semaines; mais il ne tarda pas à ar-
 river, puisque le Directoire déclara dès le 2 Juillet, que
beaucoup d’employés & d’administrateurs demandaient LEUR
DÉMISSION, *faute d’un paiement suffisant.* Il paraît à la
 vérité, qu’il ne manquait pas de gens qui s’offraient pour
 les remplacer; & peut-être aurait-on embrassé aveuglément
 ce nouveau remède, si Dumolard n’avait pas fait compren-
 dre qu’il serait encore pire que le mal. Il avoua, “ qu’il
 “ craignait bien moins ces démissions, que les remplace-
 “ mens auxquels elles pouvaient donner lieu; *car vous*
 “ **LE SAVEZ**, dit-il à ses Collègues, *le fripon qui usurpe*

(1) On avait cependant essayé d’appaîser leurs cris en tri-
 plant leur paie en mandats : mais ce papier s’étant encore
 déprécié d’environ les deux tiers pendant l’intervalle de quel-
 ques semaines, ils se retrouvèrent dans la même condition dont
 on avait espéré les tirer. C’est alors que pour venir effica-
 cement à leur secours, le Conseil des 500 proposa en leur fa-
 veur un nouvel arrangement, trop compliqué pour le déve-
 lopper ici. Il suffit de savoir que Johannot prouva, par de
 simples calculs arithmétiques, que cet expédient leur *serait*
nuisible plutôt qu’avantageux; en sorte qu’il fallut bien en cher-
 cher quelqu’autre.

“ *une fonction quelconque, n'est jamais embarrassé d'y trouver des moyens d'existence.*”

Dès le commencement de l'année on avait aperçu les symptômes les plus multipliés de cette désorganisation, & Pons l'avait suffisamment indiquée lorsqu'il annonça le 4 Avril, “ que dans beaucoup de Communes, les percepteurs pour le recouvrement des rôles s'y refusaient absolument, & que personne ne se présentait pour les remplacer, attendu l'insuffisance de leurs rétributions en assignats, qui ne suffisaient pas aux fraix de voyage.” Ce Député avait terminé ce triste exposé en proposant D'AIGUILLONNER le zèle du percepteur par une rétribution un peu plus forte. Tandis qu'on en délibérait, les importunités des autres classes d'employés devinrent si universelles & si inquiétantes, que Camus s'en plaignit en ces termes le 28 Avril: “ Votre Commission des dépenses est accablée d'une foule de demandes adressées par des fonctionnaires publics: tous demandent des indemnités, des augmentations, des rappels. Leurs demandes paraissent fondées sur la justice, & le prix considérable des denrées semble motiver leurs plaintes & leurs réclamations: mais votre Commission ne peut perdre de vue les besoins & la situation du trésor public. Ce trésor ne suffirait pas au QUART des réclamations, si nous écoutions les PRÉTENTIONS qui s'élèvent de toutes parts.

Pendant que Camus qualifiait ainsi ces plaintes de *prétentions*, on apprit que l'un des Juges les plus intègres du Tribunal de Paris venait d'expirer dans les agonies de la faim, après avoir lutté contr'elle avec courage, & avoir prolongé quelque tems sa déplorable existence, en s'alimentant des herbes de rebut délaissées sur le pavé des marchés de Paris. Et ce qui n'est pas moins horrible, si l'on doit ajouter foi aux journaux qui rendirent compte de cet événement, plusieurs autres magistrats n'évitèrent un sort semblable que par le suicide. Le croira-t-on? les Législateurs Français, comme pour consoler ceux qu'ils laissaient mourir de faim, s'occupaient froidement du respect qui était dû aux tombeaux! Le Directoire ordonnait des Jeux Olympiques; il présidait à une fête nationale, &

à des banquets civiques pour lesquels le poëte, Le Brun avait composé une ode, dont chaque strophe ramenait les vers suivans.

*Buvons, buvons à la Victoire,
Fidelle amante des Français ;
Buvons, buvons à la Victoire ;
Bientôt nous boirons à la Paix.*

Toutes ces orgies révolutionnaires semblaient distraire la masse du peuple ; mais elles n'apportaient aucun soulagement à la détresse des Magistrats, & en particulier à celle des Juges, dont le traitement annuel ne s'élevait qu'à 8000 liv. en mandats, c'est-à-dire à 8 ou 10 louis en espèces. J'ignore quel est le Membre des Cinq Cents qui, le 30 Avril, se disposait à faire une motion spéciale en leur faveur, lorsque Camus la prévint en s'écriant avec emportement : " J'entends dire autour de moi qu'avec
" 8000 francs il n'y a pas de quoi avoir du pain. Je ne
" fais pas ce qu'on peut avoir avec 8000 francs ; mais je
" fais bien ce qu'il y a dans la Trésorerie Nationale ; & si
" vous écoutez toutes les *prétentions* qui s'élèvent, je dé-
" clare qu'il n'y a qu'à ouvrir les portes de la Trésorerie,
" & dire, *Prenez ce qui y est, ou plutôt CE QUI N'Y*
" *EST PAS.*"

Quoiqu'il réussit encore à faire écarter ce grand acte de justice, Riou essaya, quelque tems après, d'y ramener ses Collègues en leur exposant l'horrible dénuement des Officiers civils & militaires de la Marine : " Ils sont Ré-
" publicains, leur dit-il le 14 Juillet, mais ils sont hommes,
" & la voix de la nature est aussi forte que celle de la pa-
" trie. Ils sont Républicains ; mais avec quelque zèle
" qu'on remplisse des fonctions pénibles, on y obtient
" toujours plus de succès quand on y trouve le pain de
" ses enfans, son existence présente, & l'espoir de son
" avenir."

Les deux Conseils n'écoutaient jamais de semblables récits, sans donner les marques de la plus vive douleur ;

mais comme c'était toujours à des expressions de sensibilité qu'ils s'en tenaient, la foule des Fonctionnaires se persuada qu'elle n'avait aucun secours à en attendre. Dès-lors leur désertion fit des progrès si rapides, qu'elle gagna jusques dans le Corps Législatif, à qui le Député Moreau osa envoyer sa démission, en alléguant *le besoin de rétablir l'ordre dans ses affaires, qu'il avait abandonnées depuis cinq ans, pour remplir les fonctions de Représentant du Peuple.*

On passa à l'ordre du jour sur cette demande ; mais il devenait de plus en plus difficile d'ajourner de même les gémissemens des fonctionnaires subalternes, que la dépréciation toujours croissante des mandats réduisait à la plus affreuse indigence. On tenta cependant d'imposer silence à Oudot, lorsqu'il en rendit compte en ces termes le 2 Juin : “ C'est une chose inutile à dissimuler, les mandats vont suivre le cours que l'opinion publique leur donnera, & les fonctionnaires publics seront payés en mandats valeur nominale. *Il est évident qu'ils n'auront pas de quoi vivre.* Je demande que le Gouvernement, qui recevra une partie de la contribution en nature, soit autorisé à *faire les distributions qui, l'année passée, ont secouru....* ” — Ici, dit le Moniteur, *des murmures l'interrompirent.*

Cependant le Directoire, vivement pressé par la détresse de tous ses agens, prit sur lui d'annoncer, ce qu'on n'avait pas voulu écouter dans la bouche d'Oudot ; & , deux jours après, il adressa au Conseil des Cinq Cents un message qui débutait par ces mots : *Les bases d'après lesquelles le traitement des fonctionnaires publics est établi, sont devenues tellement insuffisantes, qu'IL N'EST PLUS POSSIBLE....* Ici, dit encore le Moniteur, *la lecture du message fut interrompue.*

Doulcet osa revenir à la charge ; & surmontant tous les obstacles qui repoussaient sans cesse le tableau de la misère prolongée des fonctionnaires publics, il rappela que *quelques-uns d'entr'eux avaient trouvé la mort au milieu des horreurs d'une indigence honorable pour eux, & déshonorante pour l'Etat.*

A ce déchirant ressouvenir, Camus lui-même parut s'attendrir (1) : il proposa une indemnité, mais quelle indemnité ! *Elle est trop forte pour mourir*, lui répondit Hermann ; *elle ne l'est pas assez pour se faire enterrer*. La Combe-Saint-Michel ne sollicita pas cette indemnité avec moins de chaleur auprès des Anciens. “ L'année dernière, leur dit-il, nous avons vu nos armées désorganisées parce qu'elles éprouvaient tous les besoins ; eh bien ! nous sommes au moment de voir les Administrateurs & les Tribunaux éprouver la même désorganisation ; & si ces sentinelles affidus quittent leur poste, croyez-vous ? ” &c. &c.

Grace à ces avertissemens, & à tant d'importunités redoublées, on régla finalement l'indemnité des Fonctionnaires publics ; & , revenant à l'idée d'Oudot, qui avait été écartée par de si violens murmures, on arrêta le premier Août, que *la moitié de leur traitement leur serait payée en bled, évalué à 10 francs, ou en valeur représentative*.

Après avoir ainsi pourvu aux besoins de l'armée en l'expédiant au-delà des frontières, & au fort des employés civils, en leur livrant le bled destiné aux armées ; il ne restait plus qu'à faire prendre patience aux malheureux rentiers & aux pensionnaires, qui ne laissaient pas que de présenter par leur nombre une masse imposante, puisque, s'il en faut croire Camus, ce nombre s'élève à 386 mille Citoyens, dont plusieurs sont pères de famille. On fit mieux que de leur donner du pain ; on leur promit sans hésiter, que le prochain semestre leur serait payé en espèces son-

(1) Six jours auparavant, indigné de la *compassion perfide* à laquelle ses Collègues paraissaient prêts à se livrer, il leur en avait fait honte en ces termes : “ Parce qu'on a dit que les Mandats périraient, on a voulu les faire périr... Après avoir ainsi préparé les esprits, on leur présente la situation malheureuse des indigens, des orphelins & des rentiers. *Compassion perfide !* & qui ne peut, dans ce moment, avoir d'autre but que d'augmenter le mécontentement & de l'activer. Les Mandats ont été utiles à la République, & ils la serviront long-tems encore, parce qu'ils ne sont pas encore épuisés,” &c. &c.

nantes. (1). Nous verrons bientôt à quoi aboutit cette cruelle comédie, qui se prolonge encore ; ce qui importe uniquement ici, c'est d'en faire connaître le motif ; c'est

(1) Dans le cours de ces débats, Brostaret proposa en leur faveur un secours tout semblable à celui qu'indiqua certaine Princesse à ceux de ses Ministres qui lui annonçaient que le Peuple manquait de pain. *Eh bien ! qu'on lui donne des brioches*, répondit-elle. Non moins généreux, Brostaret s'est écrié, le 20 Août : *Les rentiers meurent de faim ! qu'on leur donne du bled*.

Vû la difficulté d'en trouver, on jugea plus commode de leur promettre du numéraire ; & afin de mieux se jouer de leur intarissable crédulité, le Conseil des Cinq Cents avait adressé, en forme de loi, à celui des Anciens, un ordre pour la Trésorerie, de payer, en espèces sonnantes, les rentiers & les pensionnaires jusqu'à la concurrence de 600 liv. Il est vrai qu'il proposait d'adopter pour les rentes plus considérables, une échelle diminutive, dont il serait trop long de donner ici les graduations : il suffit de savoir que la Commission des Anciens s'aperçut que *la diminution qu'on obtiendrait par cette échelle, ne serait pas de 1 pour cent, sur la totalité des sommes qu'il s'agirait de payer* : or, comme ces sommes s'élevaient à près de 300 millions par année, le Conseil des Anciens reconnut, le 20 Août, qu'il fallait rejeter la résolution, ou du moins l'ajourner à un très-grand délai. Ce ne fut pas, il est vrai, sans exprimer combien ce refus leur était pénible. *J'entends*, dit La Cuée, *j'entends les gémissemens, les plaintes des rentiers & des pensionnaires. Je sais qu'ils sont dans la plus grande misère : mais à quoi servirait-il de leur faire des PROMESSES MENSONGERES ?*

C'est cependant à ces *promesses mensongères* qu'on a eu encore recours, un mois après, en promettant à tous les rentiers & pensionnaires, *une quote-part égale de leurs créances, quel qu'en soit le montant*. Cette quote-part a été fixée au quart des intérêts qui leur sont dus ; ce qui aurait réduit cette partie des débours annuels de la Trésorerie à 68½ millions, puisque les intérêts de la dette, tant viagère que perpétuelle, s'élèvent à 274 millions, en y comprenant les pensions, mais non les créances hypothécaires sur les biens confisqués.

Et afin que personne ne pût douter cette fois de l'exécution d'une promesse si inespérée, on a mis en avant l'austère Camus, lequel, en s'appuyant sur ce qu'on était dans l'impossibilité d'en

de montrer qu'on n'avait promis des espèces aux rentiers, qu'afin de se ménager un prétexte précieux pour arracher ces espèces à une autre classe du Peuple, & pour familiariser celui-ci avec une nouvelle iniquité, que ses Législateurs méditaient dans le silence.

On a déjà dû comprendre que ce qu'il y avait de plus inquiétant dans la dépréciation des mandats, c'est que ce papier était *une lettre-de-change à vue*, un titre exécutoire avec lequel on expropriait la Nation de ses domaines, sans

faire davantage pour le présent, a persuadé d'autant mieux aux rentiers, qu'on était du moins certain de pouvoir acquitter le faible dividende qu'on leur promettait. Voyez avec quel art il s'est adressé à eux le 8 Septembre. “Après avoir long-temps balancé les droits des créanciers de l'Etat, & d'un autre côté, la pénurie du Trésor public, nous avons été conduits à un triste résultat, l'impossibilité de donner en numéraire aux rentiers & pensionnaires, un à compte plus fort que le quart de ce qui leur est dû. *Le quart !* quelle faible portion pour des créanciers légitimes, à qui vous ne délivrez, depuis deux ans, que des papiers sans valeur ! Et, peut-être encorc, DEMANDERA-T-ON, s'il est bien assuré que ces fonds puissent être exactement fournis par le Trésor public.”

Assurément je n'aurai point l'indiscrétion de faire une pareille demande, quoique j'en eusse le droit, puisque je suis du nombre des étrangers qui avaient eu l'étourderie de confier une partie de leur fortune à la *Loyauté Française*. Il est vrai, que dès la fondation de la République, j'ai fait, comme on dit, *mon deuil* de ce dépôt. Plus humain que Camus, je crois rendre ici un vrai service aux malheureux rentiers, en les prévenant que jamais ils ne retireront de cette puissante République le quart du *quart* qu'elle leur promet.

Déjà je trouve dans le Moniteur du 11 Octobre, un Décret qui, tout déguisé qu'il est, me donne lieu de croire qu'ils sont encore frustrés de la *faible portion* que leur avait promis Camus. Le jour même où leur premier paiement devait s'ouvrir, les Commissaires de la Trésorerie Nationale ont publié qu'il existait *une disproportion entre les recouvrements journaliers du Trésor public & les dépenses urgentes du service* ; & à la réception de cet avis, il a été résolu que la Trésorerie payerait, *exclusivement à tout autre service*, la solde des troupes de terre & de mer.

autre formalité que celle de présenter en mandats une somme égale à 22 fois l'ancien revenu de ces domaines en espèces. Or, il est évident que, dès que cette lettre-de-change ne s'escompta plus que pour la 22^e partie de sa valeur nominale, on pouvait, avec 1000 liv. en espèces, se procurer 22,000 en mandats; & avec ceux-ci, se faire adjudger un domaine de 1000 liv. de rente: c'est-à-dire que la Nation en était réduite à vendre ses domaines au denier 1, ou, ce qui revient au même, qu'elle les aliénait à perpétuité pour un capital égal à la rente qu'elle aurait dû en retirer annuellement en les mettant à bail. Le public se lamentait sur l'énorme lésion de ces ventes; mais les Financiers Français, loin d'étouffer ces lamentations, se les permettaient eux-mêmes; car c'était précisément ces lamentations sur lesquelles ils comptaient pour colorer la perfidie qu'ils préparaient; & sans doute que tout le plan en était déjà arrêté lorsque, peu de tems après la loi du 28 Ventose, ils décrétèrent que les nouveaux acquéreurs seraient tenus, *sous peine de déchéance*, à acquitter leurs premiers paiemens dans un délai beaucoup plus court que n'avait fixé cette loi. Il est vrai qu'ils ne manquèrent pas de justifier encore ce nouveau Décret rétroactif par l'espoir de relever le crédit des mandats, & qu'ils alléguèrent la nécessité d'en dégorger la circulation: voilà le prétexte; le vrai motif va se dévoiler.

Cette mesure eut un effet tout contraire à celui qu'on avait en vue; car si d'un côté on réussit à presser les paiemens de quelques biens déjà soumissionnés, de l'autre on donna l'éveil à une foule d'individus qui se disposaient à s'inscrire comme soumissionnaires. Ils se tinrent à l'écart, dans la crainte qu'on ne presât ainsi les 2^e & 3^e paiemens, qu'afin d'enlacer les acquéreurs, & d'exiger leur dernier paiement en espèces, ou du moins en *mandats au cours*. Pour les rassurer, le Conseil des Cinq Cents ne vit d'autre moyen que de déclarer, le 1^{er} Juillet, qu'il passait à l'ordre du jour *sur toutes propositions tendantes à admettre les mandats à un cours au-dessous de leur valeur nominale*.

Une protestation si solennelle eut, sur la crédulité des soumissionnaires, tout l'effet qu'on en espérait; ils se jetèrent en foule sur des biens qu'on pouvait se procurer

pour moins d'une année du revenu, & ils n'hésitèrent plus à délivrer la quotité de mandats qu'ils étaient astreints à déposer en s'inscrivant. A peine le Conseil des Cinq Cents fut-il informé de cette affluëce, & que les dépôts s'élevaient déjà à plusieurs centaines de millions, qu'il arrêta, le 25 juillet, qu'on ne tiendrait les engagemens contractés qu'avec ceux des acquéreurs de domaines qui consentiraient à en acquitter le dernier quart *en mandats au cours*, ce qui, d'après la perte de ce papier, était exiger des soumissionnaires, pour ce 4^e quart, environ 50 fois plus qu'ils ne devaient (1).

Deux jours suffirent aux Anciens pour mettre leur sceau à ce Décret violateur de tous les engagemens précédens ; & rien ne leur fut même plus aisé que de le justifier, en éclatant à l'envi sur la grandeur de la *lésion* qu'allait éprouver la patrie, si elle laissait consommer des marchés aussi scandaleusement ruineux (2). Le Brun se distingua dans

(1) Les Mandats se vendaient alors *au cours* de 98 pour cent de perte. Ainsi, tel soumissionnaire qui s'était fait adjuger un domaine de 1000 liv. de revenu pour 22000 en Mandats, dont il avait avancé les trois quarts, valeur nominale, était astreint à les reprendre, ou à payer les 5,500 liv. restantes en Mandats *au cours*, c'est-à-dire que le nouveau Décret exigeait pour ce dernier quart, 275,000 liv. Mandats valeur nominale.

(2) Durand Maillane ne dissimula point cette lésion, mais il observa que celle de la plupart des autres aliénations n'avait pas été moins scandaleuse, & il insista pour que les précédens acquéreurs fussent traités tout aussi rigoureusement que les nouveaux soumissionnaires. “Pensez-vous, Citoyens-Col-
 “lègues, dit-il aux Anciens, que lorsqu'un honnête soumis-
 “sionnaire se verra frappé d'une charge nouvelle de paiement
 “en argent pour son dernier quart, & verra tous les précé-
 “dens acquéreurs de biens nationaux, tranquilles dans leurs
 “possessions que les uns se sont procurées presque pour rien,
 “les autres *par des moyens violens & criminels*—pensez-vous
 “qu'il obéisse à votre loi sans murmures, sans dire que les
 “tems des ménagemens étant passé, le Législateur ne doit
 “faire acception de personne en cette matière ?”—Ici ce Dé-
 puté

dans cette occasion épineuse : il convint avec candeur,
 “ Que c’était un autre mode de paiement que celui fixé
 “ par la loi du 28 *Ventose* : mais tel est le malheur des
 “ tems, que nous ne pouvons mettre dans les opérations
 “ de finance, ni justice absolue, ni précision rigoureuse.
 “ *Nous marchons entre la censure de l’homme de bien, & les*
 “ *clameurs de la CUPIDITÉ TROMPÉE : mais nous marchons*
 “ *au salut de la Patrie.*”

Pour apprécier jusqu’à quel point on était en effet parvenu à *tromper* ce qu’on appelait la *cupidité* des soumissionnaires, il faut savoir que, tandis qu’on affectait de les laisser parfaitement libres de retirer leur soucription, & de se faire restituer leurs avances sans *frais ni retenue*, on avait décrété en même tems que ces avances leur seraient restituées en mandats, c’est-à-dire en mandats dépréciés, & dépréciés, qui plus est, par le fait du Gouvernement ; car c’était lui-même qui, à force d’agioter sur les mandats, avait contribué à leur faire perdre, dans l’intervalle, plus des trois quarts de leur première valeur, d’environ 10 pour cent (1),

puté sonna le tocsin contre ceux que le monopole & le terrorisme ont rendu frauduleusement adjudicataires. Je m’assure, ajoutait-il, que tous s’attendent à un supplément de juste prix.

Ce Député n’est point le seul qui ait parlé de la *légitimité d’un retour* contre les détenteurs actuels des biens nationaux. On verra dans la suite, combien sont fondées les alarmes qu’ils commencent à manifester.

(1) Si je dois en croire des voyageurs intelligens qui ont séjourné à Paris, voici l’expédient, à l’aide duquel le Directoire a réalisé d’assez fortes sommes en numéraire. Pour tel bien national, estimé par exemple un million, quatre différens soumissionnaires se présentaient ; & en attendant qu’il fût décidé lequel des quatre obtiendrait la préférence, chacun d’eux déposait à forme des décrets un quart de la valeur. Voilà donc un million en mandats à la disposition du Ministre des Finances, auquel le Corps Législatif n’en livrait qu’avec une espèce de circonspection & à mesure des besoins. Que faisait ce Ministre ? Il vendait sur la place le million de mandats déposés ; & si ce papier était alors, par exemple, à 90 pour cent de perte, il en réalisait 100,000 liv. en espèces,

& qui se trouvait maintenant réduite à 2 pour cent. Ainsi tel soumissionnaire qui, pour 10,000 liv. en espèces, avait acheté à 10 pour cent, & déposé 100,000 liv. de mandats, s'il a voulu résilier son contrat & réclamer les sommes qu'il avait consignées, n'a pu obtenir que 100,000 liv. de mandats, lesquels, à l'époque dont je parle, n'auront valu que 2000 liv. : en sorte que, pour *tromper sa cupidité*, on l'a réduit à l'alternative, ou de résilier son contrat en sacrifiant les quatre cinquièmes de ce qu'il avait réellement livré, ou de livrer, pour le dernier paiement, une somme nominale douze fois plus forte que celle que la loi du

Pendant l'intervalle on traînait l'adjudication, & l'on n'accordait le domaine à l'un des 4 soumissionnaires que lorsque les mandats étaient dépréciés de moitié ; puis, afin de rendre aux trois autres leur dépôt, on rachetait alors à 5 pour cent, les mêmes mandats qui avaient été vendus sur la place à raison de 10 pour cent. On voit qu'à la faveur de cette opération de banque, le Ministre avait ainsi réalisé 75,000 liv. en espèces ; conquête d'autant plus précieuse, qu'il n'en devait même aucun compte aux Législateurs. Après de semblables escroqueries, est-il surprenant que l'un de ceux-ci ait pris sur lui de demander à ses Collègues, *Qu'est-ce qu'un système de finances qui dévore ainsi les propriétés ?*

Je tiens ce fait de témoins oculaires, & quoiqu'il ne soit pas de nature à avoir laissé des preuves matérielles, j'en trouve un indice suffisant dans un propos très-naïf qu'a laissé échapper Thibaudeau le 26 Août. “ Il est bien tems de le “ dire ; l'espèce de négoce fait sur les mandats, est le seul “ moyen de crédit qui leur reste. *On a beaucoup crié contre “ l'agiotage ; mais sans lui les mandats n'auraient aucune “ espèce de valeur.*” Quoique le Moniteur nous apprenne ici qu'on murmura, ces murmures n'interdirent point Thibaudeau. “ *Pourquoi dissimuler ?* poursuivit-il ; *N'est-ce pas là le “ SECRET DE LA COMÉDIE qui appartient à tout le monde ? “ Ce sont des faits que j'avance.*”

En indiquant ici ce qu'on m'a assuré être le *secret de cette dernière comédie*, je crois devoir ajouter que la toile paraît baissée pour long-tems, & que le sujet du papier-monnaie, si abondant en riches intrigues, est envisagé aujourd'hui par tous les financiers Français, comme définitivement épuisé. Ils commencent à descendre humblement de leurs tréteaux, & ne s'écrient plus comme autrefois, *L'Europe est-elle à vendre ?*

28 *Ventose* avait exigé de lui pour la totalité. C'est ce double sacrifice qu'on désigna sous le titre modeste de *supplément de prix*. Comme cette tournure ne réduisit point au silence ceux qui étaient menacés d'être ainsi remboursés en valeurs dégradées ; Le Brun leur répondit froidement, que *c'était un malheur attaché à la mobilité du signe, qu'il dépérissait dans les mains qui le possédaient ; & Ferrand l'avait devancé dans le Conseil des Cinq Cents en observant qu'en révolution, la position du lendemain dérangeait toutes les combinaisons que la nécessité avait fait prendre la veille*. Mais de pareils argumens n'empêchèrent point Thibaudéau de persister jusqu'au bout à soutenir qu'il ne voyait dans ce Décret qu'une manière ADROITE (1) *peut-être, mais peu loyale, de faire payer le 4^e quart en numéraire*.

(1) Je doute qu'elle soit fort *adroite* ; car il est difficile de supposer que le soumissionnaire ainsi trompé, ne préfère pas reprendre ses mandats, tout dégradés qu'ils sont, à l'alternative de livrer pour le paiement du dernier quart d'un domaine confisqué, une somme qui lui suffirait aujourd'hui pour acquérir & payer la totalité du prix de quelqu'autre domaine non-confisqué, & d'un revenu égal à celui qu'il convoitait. Reste donc à savoir si Bland n'a pas mieux entrevu que ses collègues les résultats inévitables de cette nouvelle spoliation, lorsqu'il leur prophétisa qu'elle *exclurait plus de 300 mille soumissionnaires, qu'elle en ruinerait 300 mille autres, & qu'elle en ferait autant de mécontents* ?

Déjà son pronostic commence à se justifier, puisque Crassous est venu annoncer le 4 Septembre avec indignation, “ que des soumissionnaires se font restituer leurs mandats, & que “ soumissionnant de nouveau les mêmes biens ou d'autres domaines, ils obtiennent au terme de la loi du 27 Juillet, de “ nouveaux délais de trois mois pour le paiement.”

On voit, par ce fait, qu'il y a une lutte d'adresse, jusqu'ici assez égale, entre le Gouvernement & les gouvernés ; & que ces derniers à force de contre-mines réussissent, de manière ou d'autre, à éventer les mines du Corps Législatif. Sa dernière manœuvre a même été complètement déjouée. On en peut juger par les aveux suivans de la Commission des Finances. “ En ordonnant que le dernier quart serait payé en numé- “ raire, a-t-elle dit le 26 Septembre, par l'organe de Dé-

C'était précisément de ce *tour d'adresse* dont s'applaudissaient les conducteurs des finances, & ils l'avaient préparé avec *adresse*, comme la justification la plus complète qu'ils pussent alléguer à celui de leurs Collègues qui leur avait reproché d'*avoir discrédité le papier-monnaie, en gardant en finances de perpétuelles ARRIÈRES PENSEES*. Du moins est-il certain, qu'à l'aide de cette *arrière pensée*, ils crurent avoir amplement corrigé toutes leurs mesures précédentes, & qu'ils se vantèrent cette fois d'avoir été plus fins que les spéculateurs. Quant à ces derniers, puisqu'ils avaient été assez immoraux pour chercher à s'approprier les dépouilles de ceux de leurs malheureux compatriotes qu'on avait forcé à émigrer, sans doute il serait difficile de les plaindre d'être tombés dans une pareille embuscade : mais ce qui ne serait pas moins difficile, ce serait, je crois, de trouver, dans les registres des Gouvernemens civilisés, un stratagème aussi révoltant que celui que je viens d'exposer (1). Tel est néanmoins, dans

“ fermont, vous avez eu pour objet de donner au Gouverne-
 “ ment le moyen d'assurer son service. Mais vous n'avez
 “ pas voulu arrêter les aliénations, décourager les acqué-
 “ reurs, multiplier les déchéances. Dans l'état actuel des
 “ choses, les soumissionnaires, ou du moins une grande partie
 “ d'entr'eux, éprouvent des difficultés telles que les déchéances
 “ se multiplient. Comment espérer en effet, que ce 4^e quart
 “ soit payé, lorsque le soumissionnaire est forcé d'acheter le
 “ papier nécessaire, plus cher que ce 4^e quart ne vaut ? ”

Il n'est peut-être pas indifférent d'observer ici, que ce même Défermont, qui vient de tenir ce langage, avait annoncé avec pompe un mois auparavant, & au nom de la même Commission des Finances, que le *reste de paiement sur les soumissions évaluées à 800 millions*, s'élèverait à 200 millions effectifs avant la fin de Décembre. Que dis-je ! il avait terminé ce tableau magique d'*espérances* par ces mots : *On ne peut plus vous dire que vous n'avez pas de système de contributions, & que vos dépenses toujours sans bornes ne peuvent être balancées par vos ressources.*

(1) Je ne fais si le lecteur en jugera comme moi ; mais ce qui me paraît non moins révoltant que l'iniquité de cette me-

cette malheureuse République, le bouleversement des idées de morale & de justice, que tous ceux qui ne se trouvèrent pas les victimes de ce piège, y applaudirent

sure, c'est l'hypocrisie avec laquelle on osa la présenter comme avantageuse aux soumissionnaires qu'on dépouillait. Voici le *Considérant* de cette loi spoliatrice. “ *Considérant* que la dé-
 “ préciation des Mandats depuis les premières soumissions
 “ pour l’acquisition des domaines nationaux, présente une
 “ lésion dans le prix qui alarme les soumissionnaires eux-mêmes,
 “ & écarte de nouvelles soumissions; qu’il est instant de
 “ fixer le paiement définitif d’une manière qui écarte toutes
 “ les inquiétudes, en conciliant l’intérêt public avec l’intérêt
 “ particulier; déclare qu’il y a urgence.” &c. &c.

On voit que c’était pour calmer les alarmes des soumissionnaires eux-mêmes, & pour écarter toutes leurs inquiétudes, qu’on les condamnait, ou à perdre ce qu’ils avaient livré, ou à livrer infiniment plus qu’ils n’y étaient engagés! La sentence qui les y condamnait leur a été même bien plus funeste qu’ils ne l’imaginèrent d’abord; car aucun d’eux n’avait soupçonné le but de la disposition qui les forçait à acquitter leur dernier quart en *mandats au cours*, & qui leur interdisait d’offrir du numéraire. Quelque habitué que je sois à me défier de tous les nouveaux décrets, j’avoue que je n’aurais point su découvrir la double perfidie que cachait celui-ci, si Défermont ne m’avait mis sur la voie en expliquant le 29 Septembre, que si l’administration ne voulait recevoir des soumissionnaires que des *mandats au cours*, c’est que c’était elle qui fixait ce *cours*, & qu’en refusant des espèces, elle était ainsi maîtresse d’exiger le double de ce qu’elle réclamait. “ Par le résultat de ce
 “ refus, dit Défermont, on a réduit les soumissionnaires à
 “ renoncer à leurs acquisitions, ou à acheter des mandats
 “ à 4 liv. & 4 liv. 10 sols, pour les verser au trésor public,
 “ qui ne les recevait que pour 2 liv. 15 sols... Si l’on persiste
 “ à refuser de leur part les paiemens en numéraire, il en
 “ résultera une double opération ruineuse tout à la fois pour
 “ eux & pour le trésor public, &c. &c.” Depuis cette réclamation on a consenti à recevoir leurs paiemens en numéraire; mais les Commissaires de la Trésorerie n’en ont pas moins publié dernièrement, que les rentrées ne répondaient ni à l’attente du Corps Législatif, ni aux besoins du service.

ouvertement, & répétèrent avec Boudin, que *la mesure qu'on venait d'adopter, ne pouvait manquer de produire d'heureux effets dans les finances en relevant considérablement la valeur du mandat.* Ils se rappelèrent alors avec admiration le brillant horoscope qu'avait tiré au commencement de l'année le Ministre des Contributions, en assurant *qu'il n'appartenait qu'à la France de trouver des ressources dans ce qui paraissait devoir aggraver sa situation.* Le peuple de la Capitale ne put s'empêcher d'applaudir au talent avec lequel ses Législateurs venaient de traverser tant & de si grandes difficultés. Peu s'en fallut qu'il ne crût avoir atteint l'époque *heureuse* à laquelle ils *étaient* impatiens d'arriver ; l'époque où, suivant Le Couteux, ils pourraient appliquer au Peuple Français ces mots touchans de Cyrus, *Mes sujets me gardent mes richesses.* Chacun calculait avec étonnement les sommes énormes que le nouveau Décret allait pomper pour la Trésorerie Nationale ; & les rentiers, ainsi que les pensionnaires, s'indiquaient déjà mutuellement, & avec confiance, le terme prochain où ils n'auraient qu'à s'y présenter pour réclamer & toucher leurs arrérages. Le récit des triomphes multipliés des armées républicaines, & la liste des immenses contributions qu'elles levaient par-tout où elles pénétraient, vint encore embellir cet avenir. On va voir comment, dans le court espace de quatre mois, les espérances les plus brillantes & les plus magnifiques promesses furent tout-à-coup suivies de l'aveu solennel d'une détresse horrible, & de la nullité de toutes les ressources si emphatiquement proclamées. Ce tableau de forfanteries n'appartient pas moins, ce me semble, à l'Histoire des Finances de la République Française, qu'à celle du caractère de ses habitans.

Je ne le reprendrai qu'au 27 Mars, lorsque Mailhe, après avoir attesté à l'univers que la *conception* de la Constitution Française *aurait flatté le génie & l'ame des Législateurs les plus populaires de la Grèce,* consulta, modestement, ses Collègues, pour savoir s'il pouvait lui être *permis de donner le nom de Constitution* aux loix de la Monarchie Anglaise.....aux loix d'un *Gouvernement, qui, par sa nature, est l'ennemi de ses sujets, de toutes les nations, & des Rois*

même, assez imprudens pour s'allier à lui, (1) &c. &c. Cette question embarrassante eût, peut-être, occupé long-tems le Sénat Français, si Gossuin n'avait senti la convenance d'écarter ces controverses ; & pour ramener tous les regards de ses Collègues sur leur République impassible, il les invita à rendre hommage au génie protecteur de l'égalité, qui planait sur la France convalescente ; il promit à ses habitans la paix & l'abondance. Bientôt après, pour montrer à ceux-ci avec quelle impatience le Corps Législatif allait presser l'exécution de ces deux promesses, D'Aubermenil s'étendit avec douleur, le 26 Avril, sur les victoires que l'entêtement des ennemis de la France l'obligeait de remporter. Ce généreux accès de commisération gagna tellement les législateurs, que l'un d'entr'eux ne put s'empêcher d'adresser aux Anglais cet avis salutaire :—*Si vous vous obstinez à la guerre, voyez, imprudens que vous êtes ! voyez que la guerre même nous fournit les moyens de guérir nos plaies* (2). Doulcet ne s'en tint point à de simples avis. Admirez

(1) On agita même si l'on pouvait accorder aux Anglais le nom de *nation*. Chesnier résolut la question, en les appelant un *peuple aujourd'hui façonné à l'esclavage*. Mais David, l'historien des campagnes de Pichegru, a trouvé une solution encore plus heureuse : il a appelé les Anglais une *demi-nation*.

A la suite de cette sentence, il a été question d'en prononcer une semblable contre la langue de cette *demi-nation, aujourd'hui façonnée à l'esclavage*. L'un des Membres du Conseil des Cinq Cents est monté à la Tribune, pour annoncer à ses confrères qu'il n'y a plus qu'une langue en Europe, celle des *Républicains Français* ; que c'est désormais aux vaincus à apprendre celle des vainqueurs ; & que si la Révolution avait fait le tour du monde, la langue Française devait le faire aussi, &c. &c.

Je ne fais vraiment quel eût été le sort de la langue Anglaise, si elle n'eût pas trouvé dans Lamarque un défenseur qui eut l'adresse de la sauver en paraissant l'attaquer. “ Je ne dis rien de cette langue, s'écria-t-il, c'est celle de Pitt ; mais elle fut aussi celle du Républicain Milton.”

(2) Tout en adressant aux Anglais un avis si salutaire, cet Orateur eut l'imprudence d'en détruire presque tout l'effet par un avis un peu différent, qu'il adressa à ses Collègues. “ La

comme il va s'élever au vrai *crescendo* de l'éloquence. *Pitt ne peut dissimuler que cette campagne sera la dernière.....C'est au centre de la République, c'est à Paris qu'il dirige tous ses efforts. Fidèle aux leçons que lui donne Calonne, il sait bien que la chute des assignats n'entraînera point celle de la République ; que la France, abondante en ressources, se relèvera plus fière que jamais, & qu'elle trouvera dans son sein de quoi faire VINGT CAMPAGNES.*

Afin que le Cabinet de Saint James ne pût point essayer de nier ce double secret d'état qu'on venait de lui arracher, Thomas Paine se chargea de tracer un parallèle entre les finances de la France & celles de la Grande Bretagne ; & cet écrivain, pour démontrer aux Français que

“ Commission, ajouta-t-il, regarde comme une partie non
 “ moins essentielle de ses devoirs envers le Corps Législatif,
 “ de l'avertir que jamais notre situation n'a commandé une
 “ plus sévère économie. L'habitude de parler de milliards a
 “ pour ainsi dire fait perdre la connaissance des véritables va-
 “ leurs. Des milliards d'assignats on passe à des milliards de
 “ mandats, & bientôt quelques-uns se persuaderont qu'il existe
 “ aussi beaucoup de milliards d'espèces métalliques !... On de-
 “ mande des sommes immenses, & elles sont presque aussi-tôt dé-
 “ pensées qu'accordées. Chaque administration tire le plus
 “ qu'elle peut vers elle, & veut satisfaire tout ce qui l'entoure.
 “ La facilité d'accorder conduit à l'impuissance d'accorder davan-
 “ tage. C'est à nous, mes Collègues, à nous, placés en pre-
 “ mière ligne, à ne pas craindre la défaveur d'une résistance
 “ courageuse... à ne pas souffrir, quand nous fermons quelque
 “ brèche, qu'il s'ouvre près de nous, un qui finirait par en-
 “ gloutir sans retour les débris de la fortune publique.”

Observez que le 22 Août, après que la dilapidation des mandats eût conduit à l'impuissance d'en accorder davantage ; tout en reconnaissant que la fortune publique se perdait dans le gouffre qu'il avait annoncé trois mois auparavant au Conseil des Anciens, ce même Orateur y a puisé un nouvel argument pour épouvanter les Anglais. *Le désordre de nos finances est peut-être plus funeste pour nos ennemis que pour nous-mêmes, s'est-il écrié : ILS DOIVENT S'EPOUVANTER TOUTES LES FOIS QU'ILS APPRENNENT LES OBSTACLES QUI NOUS ARRESENT.*

que le tems était venu où ils doivent s'estimer ce qu'ils valent, les félicita, de ce que leurs finances ne reposaient pas sur cette base imaginaire, qu'on appelle CRÉDIT. Il leur garantit que l'Angleterre était sur le bord, bien plus, dans le gouffre même de la banqueroute. Pénétré de ces grandes vérités, le Directoire Français ne perdit pas de tems pour les annoncer au peuple le 4 Mai, en ces termes :—“ Il faut que la République triomphe par les finances ; celles des Puissances rivales sont ébranlées ; les fictions sur lesquelles elles portent sont connues. Leur échafaudage chancelle. Dès qu'on le considère avec attention, & qu'on place dans son vrai jour la situation de celles de la France, il n'est pas permis de douter de l'immensité de ses ressources.”—Peu après, en parcourant l'immensité de ces ressources, Echaffériaux ne peut retenir son admiration. Possesseurs trop fortunés, s'écrie-t-il, nous dormons sur une prospérité que nous ne connaissons pas encore ! La jubilation que causèrent tant de brillantes découvertes, ne tarda pas à s'étendre. Ce n'était point seulement les deux Sénats, & le Directoire, qui s'exaltaient ainsi sur leur prospérité prochaine, on entendit répéter ces magnifiques augures jusques dans le fallon de la nouvelle Académie des Sciences. (1)

(1) En ouvrant les Ecoles Centrales du Département de Paris, le Citoyen Fontanes leur annonça que les nouvelles destinées de la France l'appelaient à tous les genres de gloire, de puissance & de prospérité. Il promit en dot, à la République naissante, les vertus guerrières de Rome, les lumières d'Athènes, & le commerce de Caribage. A la suite de cette inauguration, on prononça l'oraison funèbre du Chanoine Pingré ; & comment se ferait-on refusé à jeter des fleurs sur sa tombe ? Son panégyriste assura que ce grand astronome avait calculé toutes les éclipses qui doivent arriver d'ici à l'an 208 de la République Française !

Mais ce qui enchantait, par-dessus tout, les amateurs des beaux-arts, c'était le riche catalogue des chefs-d'œuvres & des monumens qui doivent orner la rentrée triomphale de Buonaparte & de Salicetti dans la nouvelle Rome. Les savans, écrivait ce dernier le 20 Juin, s'occupent eux-mêmes à recueillir

Mais ce qui alimentait sur-tout les espérances des financiers & des généraux de cette République triomphante, c'étaient les énormes contributions des peuples vaincus.

les tableaux & les statues qui peuvent être dignes du goût Français. A la première annonce de ces superbes Collections, quelques Journalistes de Paris les décorèrent du nom de *dépouilles opimes* de la Coalition. Les uns prouvaient à leurs lecteurs qu'elles leur appartenaient par le droit de la guerre & celui de toutes les convenances. " Comment craindrait-on, de-
" mandaient les autres, de prendre LA DIXME seulement des
" antiquités découvertes, *quand il en reste tant à découvrir ?*" Les Rédacteurs de la Décade Littéraire & Philosophique se distinguèrent sur-tout dans cette controverse délicate. " PHI-
" LOSOPHIQUEMENT PARLANT, dirent-ils, n'est-ce pas
" dans le pays où il y a de *meilleures loix & le plus de lumières,*
" chez le peuple le plus puissant & le *plus industrieux,* chez la
" *seule Nation qui ait une école,* que feront mieux placés les
" plus beaux ouvrages de la Grèce & de Rome?" &c. &c.

Tandis qu'on discutait si *philosophiquement* les convenances de dépouiller l'Italie savante, les artistes de Paris se réunissaient en corps pour enlever l'honneur de cette discussion à la tourbe des hommes de lettres. Bientôt l'enthousiasme de ces artistes pour les monumens de l'antiquité, l'emportant sur l'enthousiasme que leur avait inspiré jusqu'alors l'arbre de la liberté, qui orne les places publiques de Paris, ils préparèrent cette fameuse pétition qui a répandu tant de consternation dans Rome. *Que les obélisques Egyptiens viennent orner nos places, & y attester nos triomphes sur l'Europe entière lâchement conjurée contre un seul peuple,* dirent-ils au Directoire. Afin de le déterminer à se rendre à leurs vœux, ils lui rappelèrent que le peuple qui lui parlait par leur voix, *est naturellement doué d'un sens exquis.*

D'un autre côté, afin de réconcilier le peuple Romain avec le sacrifice qu'on lui demandait, les artistes de Paris s'appliquèrent à lui prouver que tout ce dont on allait le dépouiller n'était que pour son bien. " L'idée de faire de Rome le Mu-
" seum de l'Univers, dirent-ils, est plus séduisante que pra-
" ticable dans les circonstances actuelles; elle est même
" désavantageuse, car cette prétendue philanthropie ne tend à
" rien moins qu'à entretenir la nullité & l'orgueil de cette
" ville indolente & superstitieuse, & à l'entretenir à jamais
" dans la dépendance d'un Gouvernement corrompu & cor-

Tronçon du Coudray les étala le 29 Juillet, finon comme le garant d'une paix prochaine, du moins comme l'instrument assuré de nouvelles conquêtes. "Notre erreur, dit-il,

"rupteur..... Otez à Rome cette ressource servile & précaire ;
 "forcez-la à recourir à une *industrie plus active*, - à *cultiver des*
 "*campagnes désertes* & mal saines," &c. &c.

Tandis que le peuple Français développait un intérêt si généreux pour ramener l'*industrie* & la *culture* dans les Etats du Pape, ses chefs s'attachaient par dessus tout à l'enivrer à la coupe de la victoire ; & ils la lui présentèrent dans un banquet républicain, où il fut invité à répéter en chœur les strophes suivantes :

Le sud épouvante le nord :
Des balances de Pitt nous rompons l'équilibre.
La Gaïeté, fille du Courage,
Par un sourire belliqueux,
Déconcerte la sombre rage
De l'Anglais morne & ténébreux.
Le Français chante encore en volant au carnage.

Ces fêtes amusaient trop le peuple de la nouvelle Rome, pour que le Directoire ne se fît pas un mérite de les multiplier : il avait soin seulement d'en varier les décorations, ainsi que le discours que son Président récitait chaque fois aux spectateurs ; car on comprend qu'il s'agissait de l'assortir au caractère & aux circonstances de celui des cinq Directeurs qui était appelé à le prononcer. Voilà pourquoi la fête du 9 *Thermidor*, 27 Juillet, s'étant ouverte au moment où l'on redoutait les Jacobins, & le prologue appartenant de droit au Président Carnot qu'on envisageait comme leur protecteur, et qu'on a nommé l'HOMME DE SANG, il fut chargé d'annoncer aux assistans que *la liberté que voulaient les Français est fille de la nature, douce comme elle, & mère des tendres affections comme des sublimes vertus.* Quelques semaines après, Réveillère s'étant trouvé porté à la Présidence lors de l'anniversaire de la fondation de la République, événement dont le souvenir n'électrifiait plus les cœurs comme autrefois, il invita ceux qui l'écoutaient à se livrer au *délire patriotique* ; & s'y livrant lui-même au seul mot de République, LA RÉPUBLIQUE ! s'écria-t-il ; *Eh ! quel est celui qui possède un cœur assez froid, & un esprit assez rampant, pour ne pas sentir son être s'aggrandir, & son ame s'élever à la seule idée d'y vivre & d'en être membre !*

“ ferait de prendre pour *impuissance* l’embarras momentané
 “ du passage. Cessons de nous traîner sur des loix de détail.
 “ Laissons cette manière petite & mesquine qui semble
 “ révéler notre impuissance, & qui n’atteste que notre
 “ timidité. En un mot, ne paraissions plus vivre au jour
 “ le jour. Notre tort peut-être est *de ne pas abandonner*
 “ *assez courageusement les routes battues*. Au commence-
 “ ment de la Révolution on se défiait du papier, & il a
 “ conquis à lui seul la liberté. Il est étrange que tout
 “ ceci soit un *problème* (1). Voilà des biens & des con-

(1) En s’indignant sur ce que cela paraissait encore un *pro-
 blème* à quelques personnes, cet orateur profita de l’occasion
 pour s’ériger en arbitre entre Mr. de Calonne & moi sur un
 des points où nous avions différé, celui de la quantité de
 métaux précieux qui existe encore en France. “ *Tout consi-
 “ déré*, avait dit Mr. de Calonne, *on ne peut disconvenir, qu’en
 “ réduisant à deux milliards seulement, la masse d’or & d’argent
 “ monnayé ou non monnayé, qui autrefois était en France de plus
 “ que trois, c’est plutôt se tenir en dessous de la réalité que
 “ l’outrepasser, &c. &c.*”

En présentant un inventaire tout semblable, Tronçon Du
 Coudray a trouvé très-commode de l’appuyer sur ce que Mr.
 de Calonne avait publié à Londres; encore en se référant à cette
 citation, qu’il appelle avec raison une *phrase remarquable*,
 a-t-il eu la mal-adresse & l’injustice d’ajouter: *J’ignore
 jusqu’à quel point ses calculs sont exacts; mais l’aveu pénible qu’il
 fait de nos ressources garantit sa franchise, & les faits actuels
 conduisent à croire qu’il n’est pas loin de la vérité.*

Examinons jusqu’à quel point on est conduit à le croire par
 les nouveaux faits qui sont parvenus à notre connaissance depuis
 celui que certifia Dupont il y a une année, en s’appuyant sur
 des *pièces probantes qui constataient*, disait-il, *la sortie de 1800
 millions de numéraire, pendant les trois années précédentes*. On se
 rappelle, qu’en les mettant sur le bureau, il défia tout calcu-
 lateur politique d’oser penser ni dire qu’il y eut encore en France
 pour plus de 300 millions *ostensibles ou en circulation*.

Je n’ignore pas que dès-lors Dubois Crancé a présenté une
 évaluation plus considérable, & que le 10 Mars il a estimé la
 masse du numéraire à 600 millions: mais outre qu’il eut soin
 d’ajouter qu’il y restait à peine cette somme, il paraît qu’il y

“ tributions. Faisons que ces biens soient des capitaux,
 “ & ces contributions des revenus. Encore une fois, cal-
 “ culons *nos données nouvelles*, nous aurons des résultats
 “ nouveaux ; & notre recette sera bientôt ce qu'elle doit
 “ être, *une réalité*. Depuis quelques mois, nos armées
 “ extérieures ne nous coûtent rien ; l'ennemi qu'elles

comprenait les assignats pour le montant de leur valeur réelle : du moins est-ce ainsi que s'est expliqué Cresnières, lorsqu'il soutint, quelques jours après lui, la même hypothèse. Voici ses expressions : “ Tout le numéraire circulant, *y compris 28*
 “ milliards d'assignats à 300 capitaux pour 1, *ne forment cer-*
 “ *tainement pas* 600 millions, valeur de 1790, c'est-à-dire le
 “ quart, *tout au plus*, du numéraire & des billets de caisse qui
 “ faisaient fonction de numéraire à cette époque.”—Enfin, les autres Députés, qui ont hasardé des évaluations sur ce point, se sont tous bornés à parler d'*environ* 300 millions ; & telle paraissait être leur opinion unanime, lorsque Tronçon Du Coudray découvrit l'autorité de Mr. de Calonne pour parler de *deux milliards*.

Il est vrai que Mr. de Calonne avait inséré expressément dans cette évaluation la *vaisselle & les ornemens précieux des particuliers & des Eglises* : mais de tout tems on en avait beaucoup exagéré la masse, & l'on peut l'apprécier aujourd'hui d'après l'aveu suivant qu'a fait Le Brun le 16 Mars. “ Reste donc
 “ pour alimenter nos monnaies quelques lingots appartenant
 “ à la nation, *quelques DE'BRIS DE VAISSELLE appartenant à*
 “ *des particuliers, & échappés aux inquisitions décenvirales.*
 “ *Cette vaisselle ne croyait pas qu'on la porte aux ateliers mo-*
 “ *nétaires.*” Six mois ont suffi pour prouver combien ces craintes de Le Brun étaient fondées, car Villers s'est plaint le 6 Octobre, de ce que *la monnaie de Paris, qui frappe seule en ce moment, ne frappe qu'environ 80,000 liv. par jour.*

Je fais que presque tous les voyageurs qui arrivent de France, se réunissent à dire que le numéraire y reparaît depuis l'annihilation des mandats ; & de ce qu'il suffit pour les besoins journaliers de la vie, la plupart en concluent qu'il en reste beaucoup plus qu'on ne l'avait généralement pensé. Ces voyageurs ne font donc pas attention, qu'on ne peut juger l'abondance ou la rareté des métaux précieux que par l'étendue ou le resserrement des échanges auxquels ils servent. Adrien Lezay, l'esprit le plus juste de tous les écrivains actuels de la France, a très-bien développé ce principe. “ L'abondance

“ battent en fait les frais, & la valeur de nos troupes est
 “ sous ce rapport *le premier fonds du trésor public*. Ces
 “ armées belliqueuses chassent devant elles *le seul ennemi*
 “ qui nous reste, & vivent à ses frais. *Voilà des faits*
 “ NOTOIRES. *Par quelle étrange ILLUSION parle-t-on*
 “ d'EMBARRAS dans un état de choses si INESPÉRÉ ?”

“ ou la rareté des signes d'échange s'estime, dit-il, non
 “ d'après leur quantité absolue, mais d'après leur quantité
 “ comparée à celle des objets d'échange. Ainsi, lorsqu'on
 “ veut savoir s'il y a beaucoup d'argent dans un pays, on ne
 “ fait rien, si l'on se borne à le compter ; il faut encore savoir
 “ s'il y a beaucoup ou peu de marchandises.”

Cet habile écrivain aurait pu ajouter qu'il faut en outre s'informer du prix de l'intérêt, lequel est presque toujours en raison du nombre des prêteurs ; quoique leur nombre puisse diminuer par d'autres raisons que la rareté absolue de l'argent, telles que la facilité de faire de celui-ci un usage plus productif que le prêt à intérêt. C'est ainsi, par exemple, qu'en Angleterre l'extension des entreprises commerciales, & l'emploi lucratif qu'on peut faire de ses capitaux par l'achat des billets de la marine, a diminué depuis quelque tems le nombre des prêteurs, & a haussé par conséquent le taux de l'intérêt. Mais dans un pays comme la France, dont toutes les provinces se plaignent de la stagnation absolue du commerce, la diminution du nombre des prêteurs, & la hausse de l'intérêt qui en est résultée, ne peuvent évidemment tenir qu'à l'excessive rareté de l'argent. Lors donc que les mêmes papiers Français qui affirment cette stagnation, annoncent que l'intérêt de l'argent est aujourd'hui à Paris de 5 pour cent, *par mois*, & que même pour en obtenir à un taux si usuraire il faut donner des nantissements ; l'énormité de cet intérêt prouve combien le numéraire s'y trouve disproportionné aux besoins, quelque réduits qu'ils soient.

Et pour savoir à quel point ils se trouvent réduits, il n'y a qu'à lire le nouveau rapport qu'a fait Echassériaux le 6 Juin, sur la ruine universelle de tout commerce intérieur & extérieur. Je n'en citerai que les dernières phrases. “ La rareté des
 “ matières précieuses a laissé nos ateliers déserts ; une multi-
 “ tude ont été détruits... *Il ne faut point taire ici une grande vé-*
 “ *rité : elle est TRISTE ; mais il faut l'entendre.* Un des premiers
 “ élémens de votre richesse a disparu : C'EST L'ARGENT. ”

Ce mot lui était échappé parce qu'on recommençait en effet à parler d'*embarras*, depuis la chute des mandats, & l'excessive dépréciation des biens nationaux : mais dès qu'on y eut pourvu en lançant le décret qui devait forcer les acquéreurs à en payer cinq ou six fois plus qu'ils ne devaient, on découvrit dans *cet état de choses* si nouveau, & vraiment *inespéré*, la certitude d'avoir surmonté tous les *embarras* : aussi Villers fut-il chargé par la Commission des finances, d'annoncer que *les nouvelles mesures ne permettaient pas de douter que les finances ne commençassent enfin à s'améliorer*.

“ Les hommes, les choses, les services, la puissance des Etats,
 “ rien ne se meut plus chez les nations de l'Europe que par ce
 “ levier. Lyon qui versait seul autrefois 60 millions à la
 “ balance commerciale, languit aujourd'hui avec un peuple
 “ industrieux dans une inactivité déplorable.”

Qu'on ne me dise pas que c'est ici l'opinion d'un simple individu. Le Directoire lui-même la partage, & avait provoqué ces aveux par son message du 3 Avril, où, passant en revue tous les grands obstacles qui lui restent à vaincre, il déclare que *le principal de tous est la PÉNURIE des moyens pécuniaires, & qu'il ne faut pas se le dissimuler*.

Je dois convenir cependant que la *pénurie des moyens pécuniaires* du Gouvernement, ne prouve rien par rapport à la quantité de métaux précieux qui peuvent exister encore en France ; car s'ils y étaient cachés, toutes les doléances du Directoire prouveraient seulement qu'il n'a point eu le secret de les faire sortir de leurs retraites. Mais c'est précisément là, ce dont je le défie, parce que, pour une grande partie de ce qui est rentré dans les entrailles de la terre, le secret du lieu du dépôt est mort avec les Royalistes massacrés, avec les Fédéralistes guillotins, & même avec plusieurs Jacobins fusillés. Quant à la masse du numéraire qui reste dans la République, & qui n'y a pas été encore enfouie ; vû le prodigieux intérêt qu'on en trouve en ce moment, il est naturel de conjecturer que cette masse, quelque réduite qu'elle soit, se trouve aujourd'hui dans une circulation le double plus active qu'avant la Révolution, & ce peut fort bien être ce mouvement rapide & forcé qui fait illusion à certains voyageurs.

Quoique les Législateurs n'en doutassent plus, le public commençait néanmoins à avoir quelques inquiétudes sur la réalité & l'étendue des secours que les Généraux vainqueurs faisaient passer dans le trésor national ; inquiétudes d'autant plus vives, que Tronçon Du Coudray venait de révéler que le *premier fonds de ce trésor* était dans les contributions des vaincus. Le Directoire prit sur lui de dissiper ces fausses alarmes. “ L'armée d'Italie, qui coûtait
 “ excessivement & manquait presque de tout à l'ouverture de la campagne, est maintenant abondamment
 “ pourvue, & *vient encore au secours du trésor public,*” écrivit-il au Conseil des 500, le 24 Août.

C'est ici que cessent tout-à-coup les chants de triomphe de ce Gouvernement, & que vont recommencer les signaux de détresse. Admirez les revers & les vicissitudes subites des Révolutions ! Le lendemain même du jour où le Corps Législatif avait reçu ce consolant message, le Directoire lui en adresse un autre rempli de *détails affligeans*. Celui-ci est trop important pour l'extraire, & je puis d'autant moins me dispenser de le donner en entier, qu'il doit désillier tous les yeux, & mettre dans le plus grand jour les résultats inévitables de la longue accumulation d'iniquités que je viens de passer en revue.

“ Citoyens Législateurs,

“ Le Directoire ne peut vous laisser ignorer plus longtemps les *détails affligeans* qui lui parviennent de toutes
 “ parts sur la situation des troupes répandues dans l'intérieur de la République.

“ Depuis plusieurs mois, leur constance est éprouvée
 “ par les privations les plus pénibles ; & en gémissant de
 “ leur détresse, le Directoire a admiré plus d'une fois cette
 “ résignation avec laquelle les soldats Français savent
 “ oublier leurs besoins, lorsqu'on leur fait envisager ceux
 “ de la patrie.

“ Tant que le Directoire a pu se flatter de voir dans
 “ l'amélioration des finances le terme d'une position aussi
 “ critique, il a soutenu le courage des troupes par des
 “ espérances, & *il a renfermé dans son sein toutes ses in-*
 “ *quiétudes* ; mais ces maux sont trop *grands*, pour pou-
 “ voir être *dissimulés davantage* ; &, quelque douloureuse

“ que puisse être cette révélation, il n'est plus possible
 “ de la refuser aux circonstances alarmantes qui l'exi-
 “ gent.

“ La folde, cette dette sacrée de la République envers
 “ les citoyens qui se dévouent pour elle, *n'a pas été acquit-*
 “ *tée depuis plusieurs mois* : malgré les instances du Gou-
 “ vernement, la trésorerie n'a pu assurer cette partie si
 “ intéressante de son service, & il ne faut en accuser que
 “ la pénurie de ses moyens.

“ Tous les marchés sont suspendus par l'impossibilité où
 “ se trouve le trésor public de remplir les engagemens
 “ pris avec les entrepreneurs ; les approvisionnemens
 “ s'épuisent, & *il ne reste aucun espoir de les renouveler* :
 “ presque par-tout on a été forcé de recourir aux *Réquisi-*
 “ *tions* ; mais cette mesure, dont l'emploi est toujours
 “ *funeste*, n'a fourni que des ressources insuffisantes, &
 “ l'exécution est sur-tout dangereuse dans ces départe-
 “ mens où la guerre civile a laissé à l'agriculture de
 “ grands ravages à réparer.

“ Sur plusieurs points de la République, la subsistance
 “ des troupes a été compromise ; les distributions ont été
 “ rarement faites dans les proportions déterminées par la
 “ loi ; & souvent, elles ont été supprimées pendant plusieurs
 “ jours : le service des étapes, qui ne s'est soutenu jusqu'à
 “ ce moment que par les avances que les préposés eux-
 “ mêmes ont faites, est sur le point de manquer dans tous
 “ les départemens. Enfin, & c'est ici l'aveu qui coûte
 “ le plus au Directoire, *il est des hôpitaux où l'on a été*
 “ *forcé de refuser au soldat malade les alimens nécessaires*
 “ *au rétablissement de sa santé.*

“ Découragés par la *désorganisation de tous les services*,
 “ les employés abandonnent leur poste, pour se dérober
 “ aux plaintes qui les poursuivent, & auxquelles ils ne
 “ peuvent répondre. Dans plusieurs places, les fonds
 “ affectés à d'autres destinations ont été enlevés par force
 “ des caisses publiques, pour être employés aux besoins
 “ des troupes, & ces mesures illégales ont trouvé leur ex-
 “ cuse dans la loi impérieuse de la nécessité. Chaque jour
 “ des couriers qui se succèdent, apportent au Directoire

“ & au Ministre de la Guerre, l'annonce de quelque mal-
 “ heur, ou la crainte d'un danger nouveau.

“ Le Directoire vous conjure, Citoyens-Représentans,
 “ de fixer toute votre attention sur le tableau affligeant
 “ qu'il vous présente, & de vous occuper des moyens
 “ de fournir au trésor public les ressources nécessaires
 “ pour la subsistance des troupes de l'intérieur : la plus
 “ exacte économie dirigera l'emploi de ces fonds ; & des
 “ réformes que le Directoire prépare, vont diminuer
 “ bientôt les consommations & les besoins.

“ Les armées extérieures, alimentées par la victoire,
 “ n'occupent plus la pensée du Gouvernement que par le
 “ récit de leurs succès ; toute sa sollicitude doit donc se
 “ réunir sur les troupes de l'intérieur, qui n'ont pas moins
 “ de droits à la reconnaissance de la patrie, & qui ne peu-
 “ vent attendre que d'elle les secours qu'elle doit à ses
 “ défenseurs.

“ Signé REVEILLERE-LEPEAUX, *Président.*”

Tel est le message qui vint interrompre les délibérations du Conseil des Cinq Cents, au moment même où Défermont conjurait ses Collègues *de ne point se livrer à certains sentimens d'inquiétude qu'on cherchait à répandre dans les esprits.*

Tout-à-coup ces *sentimens d'inquiétude* firent place à des mouvemens de consternation, & même à des craintes personnelles ; car on était si peu préparé à entendre *révéler* ainsi la misère des troupes, qu'on soupçonna d'abord que le but secret de l'administration, en plaidant si publiquement leur cause, était de se les attacher exclusivement, & de les tourner contre le Corps Législatif, en leur faisant croire que c'était à lui, & à lui seul, qu'elles devaient attribuer toutes leurs privations. Quelques personnes imaginèrent que le Directoire n'avait visé qu'à se décharger de la responsabilité des événemens. Certes s'il s'en est flatté, je soupçonne fort qu'il se trouvera pris dans ses propres embûches ; puisqu'en avouant qu'il connaissait, *depuis plusieurs mois*, le tableau qu'il présentait, & qu'il *avait renfermé dans son sein toutes ses inquiétudes*, il a évidemment appesanti sur sa tête la respon-

tabilité à laquelle on l'appellera tôt ou tard, pour avoir repoussé, au mois de Mars, les ouvertures pacifiques de la Cour de Londres.

Ce qui me paraît beaucoup plus vraisemblable, c'est que ce message n'avait d'autre but que d'accélérer & de forcer l'exécution rigoureuse du Décret relatif au paiement du 4^e quart des biens soumissionnés ; paiement dont on a vu que le Directoire se promettait une rentrée infail-
 lible de 200 millions, valeur métallique. Or, comme ce Décret éprouvait de grandes contradictions de la part des soumissionnaires, & que plusieurs Députés proposaient de le révoquer ou de le modifier ; le Directoire n'imagina pas de meilleur moyen pour les réduire au silence, que de les sommer *de fournir au trésor les ressources nécessaires pour la subsistance des troupes* ; & , en effet, comment auroient-ils pu insister encore, lorsque le Directoire eut mis sous les yeux du public, ce qu'il appelait avec raison *la douloureuse révélation de la détresse des armées* ?

Au surplus, quel que puisse avoir été le but de cette révélation, elle n'en est pas moins digne de foi ; car ceux des Législateurs auxquels elle s'adressait, connaissaient fort bien ce qui se passait dans leurs Départemens ; & s'il eût été en leur pouvoir de démentir l'exposé du message, ils n'auraient pas manqué de le faire. Bien loin de là, ils en reconnurent l'extrême fidélité, & ce fut de cette fidélité même que profita Dupont de Némours pour s'expliquer avec la plus mâle franchise. *“ On laisse, dit-il, acculer les finances, jusqu'à ce que le dernier écu expire au fond de la caisse ; & puis, l'on vient, au nom du salut public, vous proposer des mesures inconstitutionnelles & con-
 “ traaires aux principes fondamentaux de toutes les socié-
 “ tés politiques ; l'on s'en prend au Corps Législatif ! on
 “ menace votre responsabilité, si en effet le service manquait
 “ ou pouvait manquer ! Et pourquoi y est-il exposé ?
 “ Est-ce que vous avez refusé au Gouvernement des
 “ fonds ? Vous en avez donné, depuis dix mois, pour UN
 “ MILLIARD, VALEUR RÉELLE ; & , suivant toutes les
 “ formes qu'il vous a proposées, vous avez tout adopté,
 “ conjurés au nom magique du salut public. Pourquoi ce
 “ milliard n'a-t-il pas suffi ? C'est parce que, depuis dix*

“ mois, on n’a réalisé aucune économie ; c’est parce que
 “ les fonds ont passé à ceux qui servent la République,
 “ & à ceux qui ne la servent pas ; & même à ceux qui n’exis-
 “ tent pas, & qui par conséquent ne peuvent la servir.”

Camus fut le seul qui tenta de justifier le Directoire, des maux dont on l’accusait d’être l’auteur ; & c’est sur le Corps Législatif qu’il les rejeta sans balancer. “ Qui a détruit le crédit ? Qui a fait disparaître la confiance ? dit-il nettement à ses Collègues : c’est votre incertitude, votre vacillation, vos changemens de direction perpétuels. L’agioteur, qui vous épie, se dit à lui-même.... “ Bon.... n’exécutons pas cette loi : il n’y a qu’à attendre.”

Loin de calmer certains Députés, ces imprudentes récriminations ne firent que les aigrir de plus en plus : incapables de se contenir, ils éclatèrent en reproches contre les énormes dissipations du Gouvernement. Ils revinrent sur l’abus horrible des *Inscriptions*. (1) Ils rap-

(1) Les *Inscriptions* dont il est ici question, sont des rentes perpétuelles, *inscrites* sur le Grand Livre National, en faveur de certains fournisseurs auxquels le Gouvernement avait ainsi compensé des sommes qu’il leur devait & qu’il se trouvait hors d’état de leur payer. J’ai avancé dans mon dernier écrit qu’à la faveur de cet expédient on avait pu se faire constituer une rente perpétuelle quatre fois plus considérable que les capitaux qu’on versait dans le trésor ou qu’on en réclamait. Plusieurs personnes ayant traité ce fait d’exagération, je crois devoir me borner à citer ici le Mémoire du Ministre des Finances, lu le 24 Octobre, dans le Conseil des Cinq Cents. Il va dévoiler le mystère d’une profusion dont il était réservé à la République Française de fournir le premier exemple au monde.

Je vais copier le Moniteur du 30 Octobre. “ Duchatel lit “ ce Mémoire, d’où il résulte que des fournisseurs de Gênes, “ du Havre, & d’autres places, étant créanciers d’une somme “ d’onze cents mille livres de numéraire, reçurent, par arrêtés “ des Comités du salut public & des finances, une quantité “ d’*Inscriptions* telle, que ces fournisseurs sont aujourd’hui “ portés sur le Grand Livre pour UNE RENTE ANNUELLE “ DE DIX MILLIONS. Les paiemens de la trésorerie se “ faisant en numéraire, c’était dix millions qu’ils réclamaient.

pelèrent les vastes économies qu'il avait si solennellement promises ; ils dévoilèrent les expédiens scandaleux auxquels il avait eu recours pour s'y soustraire, & l'accusè-

“ La trésorerie a cru devoir suspendre un tel paiement, & en
“ référer au gouvernement.”

Un mouvement d'indignation avait éclaté dans toute la salle pendant cette lecture.

Voici comment s'y est pris Thibaut pour calmer cette indignation. “ Un coup funeste sera porté au crédit public, si l'on
“ ne s'empresseait de répondre, & de détruire les impressions défavorables qu'on vient de répandre sur les opérations des
“ Comités. La loi autorisa les Comités à traiter de gré à gré
“ avec les créanciers de l'État. A cette époque, il fallait
“ fournir du pain à Paris, le fournir à 3 sous la livre en assignats, tandis qu'il en coûtait 3 & 4 en numéraire au Gouvernement. Il fallait de l'argent, & le Gouvernement n'en
“ avait point. Il fallait donc se féliciter de trouver des citoyens assez courageux pour compromettre leur fortune,
“ leur honneur, leur vie, en se chargeant du service dans ces
“ momens critiques. Ils firent d'énormes avances à ce Gouvernement, qui, embarrassé pour les payer, & ne voulant
“ pas augmenter par des émissions considérables, la masse déjà
“ énorme des assignats en circulation, offrit de s'acquitter avec
“ des *Inscriptions* sur le Grand Livre....

“ Dans le même moment il fallut restituer aux parens des
“ condamnés, ou à ceux qui étaient réintégrés dans leurs propriétés, ce qui leur avait été dérobé sous les scellés. On
“ n'avait point d'argent à donner : on ne pouvait prodiguer
“ les assignats ; on donna des *Inscriptions* sur le Grand Livre.”

Voilà la justification : on va connaître le remède.

Quelques Députés en proposaient un très-sommaire, celui de retrancher d'un trait de plume toute cette partie de la dette. Cambacérès s'y est opposé. “ On vous a beaucoup parlé,
“ dit-il, des *Inscriptions* accordées aux fournisseurs. Eh bien !
“ elles ne s'élèvent pas au-delà de 15 millions. Cette somme
“ est-elle assez considérable pour vous engager à diviser la dette
“ publique, & à n'en reconnaître comme légitime, qu'une
“ certaine partie ? ”

Comme on insistait encore pour une distinction entre cette classe de rentiers, & la classe de ceux qu'on appelle *légitimes*, le Directoire s'est hâté de venir au secours des porteurs d'*Inscrip-*

rent formellement de n'avoir *supprimé que les noms au lieu des choses*. Dubois Dubais cita entr'autres que les *Agences & Administrations* qu'on avait cru abolies, avaient pris le nom de *Conseils Manutentionnaires*, ou de *Bureaux Cen-*

tions menacées. Il a écrit au Corps Législatif, que *la presque totalité de ces dernières ne sont plus entre les mains des premiers porteurs* ; & Guyton-Morveaux a appuyé ce message, le 31 Octobre, par la considération suivante, qui peint mieux que toute autre l'état actuel de la France. “ *On dit que les porteurs les ont achetées à vil prix ; si une fois vous consacrez ce principe, TOUT EST PERDU, il n'y a rien de stable, rien d'in-* “ *variable.*” Cet avis signifiait évidemment que, si une fois le principe était consacré, on l'étendrait bientôt sur ceux qui ont acheté à vil prix des biens nationaux, & que, dès-lors, il ne se présenterait plus personne pour acheter, même au prix le plus vil, le peu de domaines invendus, sur le prix desquels on compte encore pour subvenir aux frais extraordinaires de la campagne prochaine.

On n'imaginerait guère l'expédient qu'a trouvé le Directoire, pour concilier les intérêts du trésor public, avec ceux des porteurs d'*Inscriptions*. Il a écrit au Conseil des Cinq Cents, qu'il était de la plus grande importance que les porteurs d'*Inscriptions* se portassent en foule aux enchères ; & que ceux-là seuls qui ne coopéreraient pas à la vente salutaire des biens nationaux, aient des révisions & des liquidations à redouter. Les deux Conseils ont à l'instant approuvé le remède & la menace ; ils viennent de décréter que la moitié du paiement des biens qu'on va vendre, pourra, jusqu'au 1^{er} Messidor prochain seulement, être acquittée avec des *Inscriptions* de rentes sur le Grand Livre, calculées sur le pied de 20 fois la rente.

En sorte que les fournisseurs de Gènes & du Havre, à qui il était dû onze cents mille livres en espèces, & auxquels on accorda dix millions de rentes, peuvent aujourd'hui se procurer, en compensation, pour DEUX CENTS MILLIONS DE BIENS NATIONAUX ! Encore, de peur qu'ils ne répugnent à un pareil marché, on les menace, s'ils ne coopèrent pas, avant 5 mois, à la vente salutaire des biens nationaux, de voir déclarer leurs *Inscriptions* nulles & sans valeur !

Il semble qu'il eût été moins coûteux de leur laisser le plaisir de figurer sur le Grand Livre National, parmi les autres créanciers de l'Etat.

trals ; & que c'était par ce moyen qu'elles s'étaient perpétuées avec tous leurs abus. " Il faut," s'écria-t-il le 27 Août, " il faut débarrasser la République de cette nuée d'insectes à face humaine, qui la dévorent & s'engraissent de sa substance la plus pure ; il faut balayer des Administrations civiles & militaires, ces armées d'employés qui y sont pour la plupart sans utilité réelle, & qui n'y sont que pour partager les brigandages qui s'y commettent." Cet Orateur demanda la réforme de tous les abus existans dans toutes les parties de l'Administration ; il insista sur ce qu'il ne pouvait pas dépendre des Ministres d'écraser la République sous le poids des déprédations les plus abusives ; & il conclut en conjurant ses collègues de se bien pénétrer d'un principe certain : C'EST QU'UN GOUVERNEMENT NE DOIT DÉPENSER QUE CE QU'IL PEUT PAYER.

Rien n'est plus certain sans doute qu'un pareil principe ; mais n'est-il pas étrange qu'on n'en eût découvert la certitude qu'en apprenant que les mandats étaient épuisés, & qu'il était au-dessus de tout pouvoir humain de leur substituer avec succès un autre papier monnaie ? Sur 2 milliards 400 millions, il n'en restait en effet que pour 200 millions dans le trésor public ; & De Torcy, en annonçant ce fait alarmant, y ajouta une observation qui ne l'était pas moins. *Au taux où ils sont*, dit-il le 29 Août, *ces 200 millions ne valent pas l'attention des Législateurs.* Cette observation était très-fondée ; car les mandats se trouvant alors à 97 $\frac{1}{2}$ pour cent d'escompte, ces 200 millions n'en représentaient que 5 ; & comme la Commission des finances venait d'avouer que les dépenses journalières s'élevaient à 3 millions valeur réelle, il était aisé de calculer que tout le trésor de la République ne pouvait plus suffire qu'à 40 heures de ses dépenses.

Ce qu'il y avait de critique dans cette situation, c'est que d'un côté, comme l'observa Thibaudeau, le *papier-monnaie était la seule ressource du Gouvernement*, & de l'autre, cette ressource se trouvant épuisée sans retour, on voyait approcher la catastrophe à laquelle Barbé Marbois avait cherché à préparer ses collègues lorsqu'il leur pronostiqua le 26 Juin qu'ils repasseraient malgré eux, pas à pas, & né-

cessairement, par toutes les crises des assignats. Quoiqu'il les eût prévenus en même tems que *les rechûtes étaient dangereuses*, on a vu que la crainte d'une *rechûte* ne les inquiéta nullement, & qu'ils ne balancèrent jamais à accorder au Directoire les fonds qu'il leur demandait. Ce ne fut que lorsqu'il n'en resta plus à lui livrer qu'ils s'indignèrent, de l'entendre dire qu'il était aux abois ; impudeur assez semblable à celle avec laquelle ils affectaient encore de s'en prendre aux agioteurs, pour avoir su échapper aux moyens de force qui auraient dû arrêter la dépréciation du papier-monnaie. Comme si, pour me servir d'une phrase employée par Le Brun le 9 Juillet, " le Despote le plus " impérieux pouvait lui-même donner à sa monnaie d'autre " titre que celui que l'opinion publique y met ! Comme si, " à cet égard, *tout les moyens de force ne se brisaient dans ses " mains !*"

Bientôt les Commissaires chargés de la surveillance de la Trésorerie furent contraints de reconnaître que tous les moyens de force étaient définitivement brisés ; & déjà lorsqu'ils avaient annoncé, le 31 Juillet, qu'il ne restait que 500 millions de mandats dans leurs caisses, personne n'avait osé répliquer à Barbé Marbois, qui s'était écrié : IL NE FAUT PLUS SE LE DISSIMULER, LE RÉGNE DU PAPIER-MONNAIE EST PASSÉ. Le Brun n'a pas tardé à confirmer cette grande & triste vérité. *Nous sommes sortis SANS RETOUR du régime du papier-monnaie*, a-t-il dit au Conseil des Anciens le 21 Septembre.

Certes si *le règne du papier-monnaie est passé*, & s'il est *passé sans retour* pour le Gouvernement Français ; voilà l'époque que je m'étais permis d'indiquer comme le terme inévitable de ses triomphes, c'est-à-dire comme le terme de ses efforts gigantesques. Oui, si le règne du papier-monnaie est enfin passé pour la République Française, je me crois plus en droit que jamais de répéter que la fin du règne de cette République s'approche, & qu'elle périra, *comme avait péri la Monarchie*, PAR LES FINANCES.

Il y a cependant à peine un an qu'un ancien Administrateur des Finances de cette Monarchie prit la plume pour tenir les Puissances Coalisées en garde, soit contre les *fausses informations* qu'on répandait sur l'épuisement prochain

chain de la nouvelle République, soit contre les *conséquences exagérées* que j'en tirais, en avançant qu'elle ne pourrait point prolonger la guerre sans papier-monnaie, & qu'elle échouerait dans tous les efforts pour substituer de nouveaux assignats aux anciens. On se rappelle peut-être comme il s'égayait sur le *merveilleux secret* que j'avais, disait-il, attribué à ses compatriotes, *celui de combattre toute l'Europe avec du papier, & de faire de superbes conquêtes avec des chiffons*. On se rappelle sur-tout, avec quelle sévérité il me tança, pour avoir prétendu calculer l'époque précise & de la chute des assignats, & de tout autre papier qu'on essayerait d'y substituer.... "Ceux qui, par quelques
" lignes de décret, me demandait-il, ont créé d'immenses
" richesses, qui les ont multipliées autant qu'ils ont voulu,
" & qui ont grossi leur masse sans bornes, sans obstacles,
" ne pourraient-ils pas aujourd'hui qu'ils ont encore en
" mains la même baguette enchantresse, terrifique & toute-
" puissante, soutenir leur ouvrage, ou le remplacer; en ré-
" parer la caducité, ou le remonter à neuf; préserver du
" néant ce que d'un mot ils en ont fait sortir, ou y substituer
" d'un mot d'autres créations semblables? N'est-ce pas un
" adage reçu, que qui peut plus, peut moins? N'est-ce
" pas une vérité éternelle, que le pouvoir conservateur est
" inhérent au pouvoir créateur?" (1)

(1) Quoique je n'aie aucune envie de ressusciter la controverse dans laquelle l'Auteur du *Tableau de l'Europe* a jugé à propos d'entrer avec moi, je ne saurais passer sous silence le trait suivant qu'il m'a lancé dans sa nouvelle édition: *Un Genevois qui semble parler au nom des Puissances, m'a répondu, JE ME TRANQUILLISE.*

Je laisse de côté le sarcasme pour m'attacher au fond de la question, qui, dans la crise actuelle de l'Europe, me paraît plus importante qu'on ne pense. Si je ne me trompe, c'est cet Ecrivain lui-même qui a très-heureusement qualifié la Révolution Française, en l'appelant quelque part *la Révolution de la peur*, par allusion sans doute à ce que tous les Ordres politiques de cette Monarchie se sont tenus pour défaits avant d'avoir combattu, & même avant de s'être ralliés pour combattre.— L'épithète me paraît juste, & je suis même fort tenté d'en croire

A toutes ces *vérités éternelles*, je n'en opposerai qu'une seule, le brisement de la planche des assignats, & l'existence si éphémère des mandats ; je dis *éphémère*, car une obser-

à Mr. de Ségur, qui vient d'imprimer à Paris, que c'est la *peur* qui soutient toujours cette révolution ; que les Jacobins osent par PEUR, & que c'est par PEUR qu'on n'ose les punir.

Si les Jacobins ont amené & prolongent encore leur révolution au-dedans par la *peur*, j'ose me flatter que ce n'est plus aujourd'hui à l'aide de ce talisman qu'ils réussiront à la propager au-dehors. Et c'est cependant à quoi travaillent, sans s'en douter, tous ceux qui ne cessent de répéter, depuis trois ans, que cette révolution *fera le tour du monde*. On est déjà à moitié vaincu lorsqu'on considère son ennemi comme invincible.

N'est-ce pas en se livrant à ces suggestions de la *peur* que des Ministres, dirai-je, pusillanimes ou perfides, ont engagé le Roi de Sardaigne à signer le plus humiliant des traités ? On fait qu'ils lui ont représenté les peuples, ainsi que ceux de la Lombardie, comme brûlans de s'armer pour la Nation Française & de s'ériger comme elle en République. Suivez le résultat de ces conseils de la peur : tandis que cet infortuné Monarque ouvre aux nouveaux Républicains, l'entrée de l'Italie, & qu'il réduit les troupes Autrichiennes à reculer devant eux ; qui est-ce qui se charge d'essayer la résistance ? Ce sont les payfans de la Lombardie, ce sont les bourgeois des villes, qui, pour défendre leurs loix & leurs autels, se précipitent aveuglément sur les bayonnettes Françaises. Arrêtez ensuite vos regards sur le sort des habitans de Pavie, de cette Université que les propagateurs de la peur désignaient comme l'école du Jacobinisme Italien : n'est-ce pas à force d'exécutions militaires, & de boucheries d'hommes, que Buonaparte a pu enchaîner momentanément le désespoir de cette faible cité, dont les principes & l'amour appelaient, disait-on, les Français à grands cris ?

Quel eût donc été le sort de la Cour de Vienne, si elle eût cédé à de semblables suggestions ? Quel eût été le sort de l'Allemagne, si le jeune héros qui l'a sauvée, s'était laissé effrayer par certains écrivains, qui, pour se donner le mérite de la *peur* d'une révolution, ont risqué de l'inoculer par la *peur* même qu'ils faisaient de ses progrès secrets ? C'est sur-tout aux Français émigrés en Allemagne que j'adresse ce reproche. Effrayés de ce que leur Révolution y conserve encore quelques sectateurs parmi les gens de lettres subalternes, ils ont publié que

vation qui ne saurait échapper, c'est qu'il n'a jamais paru en France que des *promesses de mandats*; & que, malgré la *baguette enchanteresse, terrifique & toute-puissante*, qui

l'Empire était *infecté de Jacobinisme*, que les Républicains n'auraient qu'à y élever l'arbre de la liberté pour se procurer de nombreuses recrues, & qu'ils y étaient attendus avec impatience comme des auxiliaires, des libérateurs.

J'ai cependant assez bonne opinion de la classe des écrivains Français dont je parle, pour espérer qu'elle se *tranquillise* enfin comme moi, depuis que les troupes républicaines ont pénétré en Allemagne, & qu'elles n'y ont trouvé que l'amour de l'ordre établi & l'horreur des principes subversifs. Il faut bien en effet, que cette horreur ait été profonde & universelle, puisque les Généraux Français se sont abstenus avec tant de soin d'élever nulle part ce drapeau de liberté qui jusqu'ici avait si puissamment secondé le progrès de leurs armes. Chose étrange ! Pour se concilier le peuple Allemand, ils ont été réduits à lui protester qu'il ne serait plus question de *fraternisation Républicaine*. Et jusqu'à Paris même, Doulcet, pour obtenir du Corps Législatif la ratification des traités conclus sur la rive droite du Rhin, s'est fait un mérite de ce qu'il était *aisé d'y remarquer que le Jacobinisme & le système délirant de municipaliser l'Europe n'y avaient eu aucune influence*.

Quoiqu'au système de *municipaliser l'Europe*, la France ait fait succéder aujourd'hui celui de la *piller*, je me *tranquillise* encore sur les derniers résultats de ce grand projet, à moins que la *peur* des Français ne vienne au secours de leurs armes. Mais ce ne sera pas en Allemagne sans doute, puisque les Germains, non moins judicieux que braves, se sont enfin levés *en masse*. Ils ont eu la sagesse de réserver pour la fin de la guerre une ressource que l'impétuosité ordinaire au Français lui a fait épuiser dès le commencement du choc. Nous ne tarderons pas à juger lequel des deux peuples aura le mieux choisi son moment pour embrasser une pareille mesure. En attendant, nous avons déjà la preuve que depuis le règne de Robespierre les principes Français sont en horreur parmi la Nation Germanique, qu'on nous citait comme *gangrenée* par ces principes; & Mr. Pitt n'a fait assurément que lui rendre l'hommage qui lui était dû, en proclamant qu'elle avait été *calomniée*.

Oui, je me *tranquillise* de plus en plus sur la prétendue propagation des principes révolutionnaires. Ce n'est pas cependant

devait *remonter* les assignats à *neuf*, ou les *remplacer* par un autre papier-monnaie : telle a été la fatalité des Magiciens Français, que leurs MANDATS sont morts avant d'être nés, c'est-à-dire, avant qu'on ait eu le tems de frap-

que je me fusse dissimulé tout ce que la nouvelle doctrine des *droits de l'homme*, présentée dans les livres, pouvait avoir de séduisant pour certaines classes du peuple. Mais si j'ai commencé à me *tranquilliser* sur ses progrès dès que les Français eurent entrepris d'aller eux-mêmes la prêcher au-dehors, c'est que j'étais bien convaincu que cette doctrine serait jugée dès qu'on aurait vu ses apôtres.

Ces observations sur le danger des exagérations de la peur, je me permets de les adresser à Mr. Burke lui-même, à l'occasion du dénombrement qu'il vient de publier des partis politiques dans la Grande Bretagne. Sur 400,000 personnes, qui, suivant lui, forment l'opinion publique, l'influencent ou la dominent dans cette île, il en range 80 mille dans la classe des *Jacobins incorrigibles*. Ah ! malheur aux peuples de la Grande Bretagne, s'il était possible qu'ils eussent mérité un semblable anathème ! Si Mr. Burke s'était borné à dire qu'il y a en Angleterre près d'un cinquième de la population qui a une espèce de tiédeur pour sa Constitution, & que cette classe est moins disposée à en admirer les beautés qu'à en exagérer certains abus ; si Mr. Burke s'était borné à dire que la jouissance de la liberté a rendu presque indifférens à ses bienfaits, grand nombre d'Anglais qui n'ont pas eu occasion de voyager & de comparer leur sort à celui des autres peuples ; je ne me serais point permis de relever une pareille assertion ; car quelque affligeant que soit ce fait, je n'ai eu que trop souvent l'occasion d'en déplorer la triste réalité : mais je n'en suis pas moins convaincu qu'on calomnierait cette classe, si l'on l'accusait d'être disposée à s'armer contre l'édifice social. Sur ce point, je me range sans balancer à l'opinion de Mr. Sheridan, qui, dans son discours du 10 Octobre, relatif à l'invasion dont certains membres du Directoire Français renouvellent sans cesse la menace, a déclaré qu'ils seraient indignes du poste qu'ils occupent, si en méditant une entreprise aussi désespérée, ils pouvaient se flatter sérieusement de trouver dans cette île des Anglais *assez dépravés* pour joindre les étendards des Républicains. “ Si une pareille coalition “ était possible, dit Mr. Sheridan, le nombre de ces Anglais “ *dégénérés* serait si petit, & le secours qu'en tirerait l'ennemi, “ si méprisable, que de pareils auxiliaires lui deviendraient

per & d'émettre le papier dont ces *promesses* n'étaient que le gage provisoire. Je dois observer en outre, que toutes ces *promesses*, en y comprenant les *assignats* non-balayés, les *Bons* au porteur, & même les *Rescriptions* qui circulent encore, ne représentent pas aujourd'hui 50 millions de numéraire. Enfin, une dernière observation non moins importante pour se tenir en garde contre les papiers Français où l'on voit encore publier le taux du mandat ; c'est que tout le papier-monnaie qui existe, appartient aux particuliers, & non à l'administration, puisqu'elle a complètement épuisé & abandonné cette riche mine. Je ne fais si l'on tentera d'en ouvrir quelqu'autre du même genre : mais si l'on s'y hasarde ; comme les mandats n'ont duré qu'autant de mois que les assignats avaient duré d'années, j'ose pronostiquer que les nouveaux mandats ne dureraient pas plus de semaines que les derniers n'ont duré de mois.

Dès que les Législateurs Français eurent reconnu que le règne du papier-monnaie était passé sans retour, on juge bien qu'il ne leur fut plus possible de dissimuler au peuple qu'il fallait se soumettre de nouveau au joug des contributions régulières. Et en effet, on les entendit tout-à-coup

“ bien plus nuisibles qu'utiles. Plus que personne, ajouta-t-il, je me *tranquillise* sur les résultats de toutes ces rodomontades d'invasion. Si les Français osent en hasarder la tentative, on peut être convaincu d'avance, qu'elle ne pourra tourner qu'à la gloire d'un peuple, qui, pour la repousser, saura déployer son patriotisme & son courage, &c. &c.”

En partageant cette opinion de Mr. Sheridan, je n'ai garde de dire qu'il ne faille surveiller les hommes *dépravés* auxquels il faisait allusion ; encore moins faudrait-il hésiter à les punir sévèrement dès leur première tentative d'insurrection. Si donc je prends la liberté de différer avec Mr. Burke, ce n'est que sur leur nombre, & sur ce qu'il les déclare *incorrigibles*. Je pense, au contraire, que soit ici, soit ailleurs, il faut s'attacher par-dessus tout à les éclairer ; & l'une des craintes les plus vives qui me restent à leur sujet, c'est qu'on ne prête à la Révolution Française une véritable force de propagande, en lui supposant encore les auxiliaires nombreux qu'elle a eus peut-être, mais quelle n'a assurément plus.

proclamer avec éclat cette triste vérité, & révéler à la Nation que ce n'était qu'en se soumettant à ce joug salutaire qu'elle réussirait à consolider & sa glorieuse Constitution Républicaine & ses indivisibles conquêtes. En un mot, ils répétèrent de toutes parts ce qu'avait dit Le Brun le 18 Avril, *que sans revenus publics il n'existait point de nation.*

Afin de traverser le passage si difficile des valeurs idéales aux valeurs réelles, on commença par décréter que désormais toutes les contributions seraient *payées en numéraire ou en mandats ou cours.* (1) On alla même plus

(1) On a même offert à quiconque s'acquitterait en mandats au cours, une *prime*, c'est-à-dire une déduction de 5 pour cent. Je n'ai point pu découvrir les motifs secrets qui déterminèrent à leur accorder entre les mains des particuliers une faveur qui doit prolonger le fléau de l'existence de ce papier : mais je vois qu'il n'a pas dépendu d'Himbert d'empêcher ses collègues de recourir à *ces inutiles mesures.* Le discours qu'il a prononcé à cet effet, le 27 Août, mérite d'être recueilli.—

“ On dirait que l'existence de la République tient à l'existence
 “ du crédit des mandats.....Devez-vous plus long-tems en
 “ user, vous qui ne cherchez pas l'éclat d'un moment, mais
 “ une gloire solide ; vous qui ne voulez pas une prospérité passagère, mais un bonheur durable?.....Cessez, pour rendre
 “ la vie à un papier discrédité, de recourir à *d'inutiles mesures*,
 “ dont le résultat est toujours contraire à ce que vous en attendez, puisque la baisse est continuelle.....Que résulte-t-il
 “ de cette lutte entre l'opinion publique & le Gouvernement ;
 “ sinon la misère de tous ceux que l'Etat a payés avec ce
 “ papier, & de tous ceux qu'ont également payés des débiteurs
 “ de mauvaise foi ; sinon la ruine du Gouvernement, & la
 “ perte de la morale ? Car n'est-ce pas au papier-monnaie que nous devons la violation des transactions les plus sacrées ? N'est-ce pas lui qui a changé le commerce en un véritable brigandage ? & si l'agiotage & l'usure nous devorent, ces deux fléaux ne sont-ils pas encore son ouvrage ?
 “ & lorsqu'un papier s'avilit, vous consacreriez une mesure
 “ qui tendrait à le relever !”

Ici le Moniteur nous apprend qu'on murmura, & que Cornilleau cria à cet Orateur : *Tout cela n'est pas bon à dire à cette Tribune.*

loin ; on étendit cette mesure sur les contributions arriérées ; & il faut convenir qu'il était tems de mettre un terme à ces arrérages, puisque dès le 31 Janvier, Ramel avait calculé que pour les seules années 1791, 1792 & 1793, ils s'élevaient aux $\frac{1}{3}$ du montant des contributions. On ne doit pas s'étonner qu'en dénonçant un pareil fait, ce Député l'ait accompagné de la réflexion suivante : *Qu'ils ont été cruels dans leurs effets les ménagemens dont on a usé à cet égard !* (1) Encore moins peut-on s'étonner que, 5 mois après, le Directoire ait écrit à ce même Ramel, devenu Ministre des Finances, qu'une grande partie des maux de la République venait du défaut de contributions, & qu'il fallait attaquer le mal dans sa source. Mais ce dont il est permis de s'étonner, c'est des moyens à l'aide desquels on se flatta d'attaquer ce mal dans sa source, & de suppléer aux cruels ménagemens dont on se repochait d'avoir usé envers le peuple. J'ai exposé comment, au plus fort de son enthousiasme républicain, ce peuple s'était trouvé trop épuisé pour venir au secours de la Trésorerie Nationale ; & l'on se rappelle avec quelle obstination il avait refusé toutes espèces de tributs, quoiqu'à l'aide de l'assignat déprécié, il fût admis à les acquitter à raison de 1 liv. pour 100 liv. & même pour 300 liv. Nous venons de voir comment, pour le forcer à faire honneur à cette dette sacrée, on imagina de lui faire payer en nature, ou en espèces, non-seulement toutes les contributions de l'année présente, mais encore les immenses arrérages des années précédentes.

(1) Il ajouta à cet aveu une autre réflexion qui paraîtra assez naturelle. “ Le Gouvernement qui tirerait de ses mines de quoi fournir à toutes ses dépenses, serait bientôt écrasé sous le poids de ses propres richesses. Nous en avons PRESQUE fait la funeste expérience.”

Le mot *presque* est ici fort heureusement amené ; et je doute qu'on accuse cet Orateur d'exagération, pour avoir terminé par ce trait l'histoire des assignats. Reste à savoir, si c'était en faisant allusion à la mine du papier-monnaie, qu'il donnait à entendre que la France allait bientôt se trouver PRESQUE écrasée sous le poids de SES PROPRES RICHESSES.....

Une foule de Décrets préparatoires avait acheminé à celui-ci ; & je ne finirais point si je voulais rendre compte de toutes les différentes loix qui, dans le court intervalle des huit premiers mois de cette année, sont venues changer, rechanger & bouleverser le mode de paiement pour les impôts. L'année précédente, ils devaient s'acquitter en assignats, valeur nominale, puis moitié en assignats, moitié en denrées ; puis en assignats à 100 capitaux pour 1. Cette année va opérer précisément les mêmes métamorphoses, & toujours on les verra justifiées par l'urgente nécessité de rendre les contributions productives. Il fallait bien sans doute que le mode adopté l'année dernière fût absolument inadmissible, puisque Dubois-Crancé lui-même s'était élevé contre les exactions qui en résultaient. Il avait assuré le 29 Avril, que *dans son canton, tel propriétaire qui pouvait justifier n'avoir retiré de son fonds que 8,300 liv. de produit net, avait payé 30,000 liv. de contributions.*

Il est vrai qu'il n'avait cité cette extorsion que pour en proposer une d'un autre genre, celle de percevoir toute la contribution foncière *en nature*. On eut beau l'informer que tout ce qui avait été levé de cette manière s'était trouvé *gaspillé, avarié, & d'un produit presque nul* ; il apostropha ceux de ses Collègues qui osaient tenir un pareil langage (1) ; & lorsqu'on décréta, le 27 Mai, que tous les

(1) Il défendit avec opiniâtreté & avec succès cette grande mesure dont il avait été l'auteur, & qu'ils représentaient comme un fléau, " On oublie," leur dit-il, " le service important que ce mode de contribution a rendu, malgré ses vices & ses erreurs ; service tel, que sans son secours, la République eût peut-être été *renversée*, la France eût été *livrée au pillage*."

Pour juger à quel point ce mode avait préservé la France du pillage, il suffit de savoir que Louvet de la Somme répondit à Dubois Crancé, que la contribution de 600 millions qu'il proposait en nature, *entraînerait une levée de plus d'un milliard*. " D'ailleurs," ajouta-t-il, " l'expérience de l'année dernière a appris combien, sur ce point, la République avait été *trompée par la connivence & la friponnerie des gardes-magasins*."

Je vois, par les débats postérieurs, que l'expérience de cette même année avait appris un autre fait ; c'est que, indépendam-

impôts se payeraient en mandats valeur nominale, Dubois-Crancé réussit de nouveau à faire décerner à l'administration le droit si arbitraire de lever une partie de la taxe territoriale *en nature*, dans les départemens où *ce mode* serait jugé *nécessaire* ; ce qui signifie évidemment dans les provinces où il y aura suffisamment de troupes pour forcer les greniers des cultivateurs.

Bienôt la dépréciation des mandats rendant les contributions aussi nulles qu'elles l'avaient été sous le règne des assignats, on rapporta ce Décret pour en substituer un autre, qui exigeait qu'afin de s'acquitter de 1 liv. on délivrât 8 liv. en mandats ; mais à peine ce nouveau mode eut-il été sanctionné, qu'on fut encore obligé de le révoquer pour ordonner que toutes les contributions quelconques seraient payées en *mandats au cours* ou en numéraire. Ce Décret du 27 Août accorde une déduction aux contribuables qui payeront leurs arrérages dans l'espace d'un mois ; mais il statue que, *passé ce délai*, tous les arrérages seront exigés en numéraire, ou en mandats *au cours*. Certes, si jamais le Gouvernement Français réussit à recueillir la totalité de cette immense dette, il pourra se vanter d'être à lui seul plus riche que toutes les Puissances de l'Europe ensemble. (1) Il est vrai qu'il lui reste en-

ment de ce que la contribution en nature s'était trouvée si fort *gaspillée par la friponnerie des gardes-magasins*, les contribuables, de leur côté, n'en avaient pas fourni la 6^e partie : & ce fait est avéré, puisque l'un des Députés chargés de l'examen des rentrées, a déclaré, le 27 Mai, " Qu'il avait reconnu, ainsi que ses Collègues, que sur 6 millions de quintaux de bled imposés, A " PEINE 1 million avait été versé." Faut-il s'étonner, après cela, si Legrand est venu dire, le 26 Juin, " Qu'il était " démontré que la perception *en nature* ne pouvait avoir lieu en " France ; que les frais immenses de perception, ceux de " transport sur un territoire aussi étendu, & la détérioration " des grains, étaient autant d'obstacles qui s'opposeraient " toujours à ce que la contribution fût levée en nature ?"

(1) Si je me permets d'appeler cette dette *immense*, c'est parce qu'il m'est impossible d'en estimer le montant, vû l'inconcevable diversité des versions sur ce point. Le

core quelques difficultés à franchir pour faire cette conquête, du moins s'il faut en juger d'après ce que Himbert a dit à ses Collègues le 23 Août, sur le premier résultat des dernières dispositions qu'on vient de voir. " De-
 " mandez ce résultat ; ordonnez à la Trésorerie de vous
 " présenter, à la fin de ce mois, le tableau des rentrées, &
 " de les calculer en valeurs réelles ; vous serez effrayés
 " de la réduction, *pour ne pas dire de la NULLITÉ de ces*
 " *valeurs.*" On devait d'autant moins s'attendre à un
 pareil résultat, que deux mois auparavant, Barbé Marbois
 avait annoncé, que *si le peuple avait rejeté les contributions*
quand elles étaient inégales, IL LES DEMANDAIT LUI-
MÊME, depuis qu'il n'y avait plus de privilégiés. Au fait

Le 31 Janvier Ramel a évalué les arrérages à 13 milliards, 355 millions : il parlait d'assignats.

Le 28 Mai, la Commission des Finances ne les a plus estimés qu'à 7 milliards en assignats, soit 240 millions en mandats.

Le 29 Juillet, Thibaut les a portés à 600 millions, sans expliquer s'il était question d'assignats, de mandats, ou de pièces métalliques.

Le 21 Septembre, La Combe Saint Michel s'est appuyé dans le Conseil des Anciens sur l'autorité de ce même Thibaut, pour affirmer que les contributions arriérées s'élèvent à 11 cents millions.

Crétel lui répondit en ces termes :

" On a eu pendant trop long-tems la faculté de se libérer en
 " assignats pour espérer qu'il soit beaucoup dû à la Nation,
 " excepté sur les contributions de l'an 3 & l'an 4. Il y a
 " deux mois qu'il n'avait encore été payé que 26 millions
 " valeur fixe sur cette dernière année (l'année 1796), *la seule*
 " *sur laquelle nous puissions fonder des espérances.*"

Ce sont ces arrérages de l'année 1796, *la seule sur laquelle on puisse fonder des espérances*, qu'on verra bientôt figurer à la tête des ressources affectées aux dépenses extraordinaires de l'année 1797.—La PREMIERE DES RESSOURCES dans l'ordre de la résolution, a dit Le Brun le 7 Novembre, au nom de la Commission des Finances, *ce sont les contributions arriérées. La masse en est encore INCONNUE, ainsi que celle des produits des Domaines Nationaux.*

On a maintenant la preuve que la première des ressources extraordinaires est une ressource encore inconnue.

que lui a opposé Himbert, je n'en ajouterai qu'un autre non moins instructif, & que je crois pouvoir certifier : c'est que, depuis la fondation de la République, la totalité des impôts perçus, en y comprenant les produits de l'emprunt forcé, n'a pas même suffi à couvrir les frais de perception. Et qu'on n'imagine pas que les percepteurs soient restés oisifs, ou les mains vuides, là où ils ont pu appeler la force armée à leur secours. On peut juger de leur activité d'après un de leurs exploits qu'a certifié Le Cointe, le 12 Juillet, & qui est d'autant plus signalé, qu'il a eu lieu dans la province la plus dévastée de la France, dans ces malheureux Départemens de l'Ouest, que la Commission des Finances avait reconnu, il y a une année, *n'offrir que des ruines en agriculture*, & sur lesquels elle avait promis de verser incessamment deux milliards *en soins réparateurs*. (1). Le Cointe va nous donner un échantillon de ces *soins réparateurs*. " Dans les Départemens de l'Ouest, a-t-il dit, il n'est pas un cultivateur auquel on n'ait demandé 120,000 liv. d'emprunt forcé, en même temps qu'on lui prenait son bœuf, son bled, son fourage, son cheval." (2)

(1) Voyez mon premier Chapitre sur les *Assignats*, page 248 des *Révolutions de France & de Genève*, édition in-8°.

(2) Pour concevoir la misère affreuse des Départemens qu'on vient de livrer à de pareilles exactions, il n'y a qu'à lire le tableau qu'en a fait, le 6 Juin, Chapelain, l'un des Députés de la Vendée.

" C'est dans la Vendée sur-tout, que l'abominable Arimane a comblé ses souhaits dévastateurs ; c'est là qu'il remplit une horrible catacombe de 900 lieues quarrées ; c'est là qu'on voit confondus ensemble les cendres des maisons détruites, les cadavres des troupeaux assassinés, & les membres dépécés des hommes, des enfans, des vieillards, en tas amoncelés. Hommes ou femmes, actifs, neutres, ou passifs en révolution, patriotes ou rebelles, la Vendée ne fut pour ses habitans qu'un charnier commun. Les restes précieux de cette population nombreuse errent, depuis trois ans, dans les sépulchres, & se nourrissent d'un pain arrosé de larmes, paîtri avec les cendres de leurs maisons & les os de leurs amis."

La publicité que donna Le Cointe à cette exaction, dut d'autant plus embarrasser les Législateurs, que le Gouvernement, comme on l'a vu, ne tarda pas à leur annoncer qu'il avait épuisé jusqu'à cette ressource extraordinaire, & que le produit de l'emprunt & des impôts ne suffirait point aux dépenses indispensables. Que faire dans une pareille extrémité ? Il fallut bien, de toute nécessité, songer à établir de nouveaux impôts, & ce fut sans doute pour y préparer le Peuple par degrés, que pendant les trois mois précédens, on avait commencé à lui débiter un cours de morale publique, dont, pour l'instruction des autres peuples, il n'est peut-être pas inutile de donner ici l'extrait.

Macquaire, le 31 Mai. " Les finances ont toujours
 " été considérées comme le nerf des Etats, & le levier
 " puissant dans lequel réside *la force des Empires*. Le juste
 " emploi des tributs levés sur le Peuple annonce la sagesse
 " des Gouvernemens, présage leur prospérité, & assure
 " leur durée.... Des mains inhabiles ou mal-intentionnées
 " ont engagé le vaisseau de l'Etat dans des écueils. Le
 " moment est arrivé où tous les Membres du Corps Légis-
 " latif doivent se porter à la poupe, s'ils veulent le sauver
 " d'un *navfrage inévitable & prochain*.... Tous les efforts
 " que vous avez faits jusqu'à ce jour, sont perdus, si
 " l'ordre ne se rétablit pas dans vos dépenses ; tous les
 " sacrifices que vous avez exigés du Peuple vous aliènent
 " à jamais sa confiance, &c."

Crétel, le 18 Juin. " Lorsque les assignats vinrent
 " déplacer le numéraire, les impositions ne produisirent
 " que des assignats. A cette époque, les recettes du trésor
 " public commencèrent à s'affaiblir & tombèrent ensuite
 " dans la nullité. Plusieurs causes y concoururent ; la
 " suppression des contributions personnelles & indirectes, la
 " négligence du recouvrement de la contribution foncière,
 " & sur-tout la dépréciation des assignats. Cette déperdition
 " des revenus publics se trouva compensée par des émis-
 " sions d'assignats qui alimentèrent le Gouvernement aux
 " dépens de ses capitaux : mais les moyens de cette espèce
 " s'épuisent.... Il faut trouver un moyen convenable de
 " passer, par un mode intermédiaire, de l'état de désordre

“ où vous a plongés la dépréciation des assignats, à l'état
 “ habituel de toutes les nations.” &c. &c.

Il fallait que toutes ces vérités eussent enfin acquis un bien grand caractère d'évidence, puisque *Thibaut* lui-même, le grand admirateur des assignats, ne put s'empêcher d'y acquiescer. “ Que tous les citoyens sachent, dit-il, que
 “ ce n'est que par l'exactitude & la célérité dans le paiement
 “ des contributions, qu'ils *peuvent rendre à la République*
 “ *toute sa splendeur ; & qu'ils n'oublient pas qu'ils en doivent*
 “ *la TOTALITÉ pour l'an IV.*” (1)

La Combe Saint-Michel, le 26 Juin. “ Ne nous dissi-
 “ mulons point les vices & les erreurs de l'assiette actuelle
 “ de la contribution foncière. Ces vices ont excité peu
 “ de réclamations quand le paiement s'est fait en valeur
 “ nominale ; mais quand il faudra payer *au cours*, il y
 “ aura *impossibilité* pour une foule de Citoyens de s'acquitter.
 “ Il faudra donc employer encore toutes les rigueurs
 “ *fiscales.*”

Robert, le 21 Juillet, “ Un Etat policé ne saurait
 “ subsister sans finances ; & les contributions sont le seul
 “ moyen de faire face aux dépenses publiques. Une mal-
 “ heureuse expérience nous a démontré combien le retard
 “ dans la perception des contributions a été funeste à la
 “ chose publique ; vous ne favoriserez pas la continua-
 “ tion de ce désordre, qui est la *cause première* de la ruine
 “ de la fortune publique & particulière... Nous touchons à
 “ la fin de l'an IV, & la contribution foncière n'est pas en-
 “ core en recouvrement, & la contribution personnelle n'est
 “ pas encore décrétée : cependant le trésor public a fourni
 “ à toutes les dépenses de l'année, & vous savez par quels
 “ moyens une émission immodérée d'assignats est devenue
 “ nécessaire. *Les mandats qui les ont remplacés se sont*
 “ *écoulés comme l'eau.* Vous avez consommé vos capi-

(1) Il est vrai qu'en laissant échapper cet alarmant aveu, il eut grand soin de l'adoucir par le contraste suivant : “ Telle est
 “ notre position, que nos revenus sont arriérés d'un an, tandis
 “ que nos ennemis ont mangé deux ou trois années d'avance, &
 “ qu'ils ont accablé d'impôts les peuples qui sont les instrumens
 “ de leur orgueil, & les jouets de leurs caprices.”

“ taux, & cependant les contributions doivent seules
 “ fournir aux dépenses publiques ordinaires.—*L'adminis-*
 “ *tration intérieure de la République sera complètement*
 “ *désorganisée, si les administrateurs, les juges & les com-*
 “ *mis ne peuvent pas être payés.*”

Harmand a couronné tous ces aveux le 8 Août, en prophétisant que le dernier acte de la République arriverait par le refus de payer les impôts (1). “ Un des caractères
 “ malheureux de notre Révolution, a-t-il dit, a été l'*espé-*
 “ *rance trompeuse* donnée à la classe la plus nombreuse du
 “ peuple, de l'*affranchissement de toute imposition*. Il s'en
 “ est suivi une *désorganisation totale* des ressorts du trésor
 “ public. J'invite mes Collègues à attaquer avec force ces
 “ *funestes IMPOSTURES de la Démagogie à marcher de toutes*

(1) Ce Député porta également ses regards en arrière, & reprocha aux économistes d'avoir beaucoup écrit sans produire une seule vérité utile. Sans examiner ici si une sentence aussi sévère ne mériterait point certaines exceptions ; c'est, je crois, le lieu d'observer que la fameuse chimère des économistes, celle d'un *impôt unique*, est l'une des doctrines qui a le plus contribué à bouleverser la France. Ce sont les économistes de l'Assemblée Constituante qui, en s'opiniâtrant à supprimer les anciens impôts pour établir sur leur ruine la *taxe territoriale*, ont desséché tout-à-coup la source du revenu public. C'est à eux les premiers qu'il faut s'en prendre, si leurs successeurs ont été tentés d'y suppléer, d'abord en se livrant à l'illusion du papier-monnaie, puis à tous les brigandages qui semblaient réaliser cette chimère. Les déclamations des économistes contre l'*impôt indirect* n'ont peut-être pas moins contribué à désorganiser le Royaume, que la Déclaration des Droits à désorganiser les têtes. Voyez quels ont été les effets de la suppression des droits d'entrée sur les subsistances de la ville de Paris. Le trésor public en percevait 76 millions annuellement ; & depuis cette époque, il lui a fallu sacrifier, chaque année, près de 100 millions en subsistances gratuites pour les habitans de cette capitale. Est-il étonnant si, pour réparer cette perte énorme, il a fallu piller les provinces ? Dupont de Némours, dont je ne prétends point inculper les intentions, a reproché dernièrement à ses Collègues d'*administrer à coups de loix*. N'auraient-ils point pu à leur tour, & avec tout autant de justice, reprocher à sa secte d'avoir désorganisé la France à *coups de système* ?

“ leurs forces vers l'établissement des contributions, & à ne
 “ croire à L'EXISTENCE DE LA RÉPUBLIQUE, que quand
 “ le Gouvernement retirera de chacun un tribut juste
 “ & non contraire aux mœurs.”

Qu'on ne me reproche point de trop accumuler ici les citations : ce n'est qu'afin de les rassembler que j'ai pris la plume. Il y a à peine cinq années que j'ai entendu les propagandistes Français prêcher leur doctrine aux autres Nations en leur promettant, comme le dit Harmand, *l'affranchissement de toute imposition*. Ecoutons maintenant ces prédicateurs. Eux-mêmes ils appellent cette doctrine une *espérance trompeuse* ; ils la signalent à l'univers comme les *funestes impostures de la démagogie*. Ah ! rendons grâces à la Providence d'avoir si promptement placé l'antidote à côté du poison !

Les Membres du Conseil des Cinq Cents n'avaient point attendu l'invitation de Harmand, pour MARCHER DE TOUTES LEURS FORCES vers l'établissement de nouvelles contributions. Dès le jour où Pelet les avait conjurés de revenir aux notions du sens commun, & d'élever les revenus à la hauteur des besoins, ils avaient reconnu que, pour sortir du labyrinthe où ils se trouvaient, il s'agissait d'équilibrer les recettes & les dépenses. La résolution en fut prise, & ils se mirent sérieusement à l'œuvre ; car, quoiqu'ils eussent décrété auparavant certaines contributions somptuaires ; dès le 22 Juin, Echassériaux leur avait fait comprendre la nullité de cette ressource par l'observation suivante : “ Notre position & nos mœurs doivent
 “ repousser le luxe pour quelque tems encore ; il faut qu'il
 “ aille, en attendant, alimenter la curiosité & le goût des
 “ étrangers.”

On s'attend peut-être qu'ils vont commencer par former quelque apperçu des dépenses ordinaires, afin d'élever les contributions dans un rapport à-peu-près semblable. Rien de pareil ; cette vieille marche eût été trop indigne d'eux. Avant de se faire rendre un compte précis du montant des besoins, ils ont commencé par aller à la recherche de tous les objets qui étaient encore susceptibles d'être imposés directement ou indirectement.

La première idée qui se présenta fut l'expédient des

loteries. Mais à peine eut-on proféré ce mot, que Audoin s'écria avec indignation : *Il ne resterait plus qu'à l'ennoblir en alléguant que c'est un moyen de sauver la chose publique.* Il est vrai que cette boutade n'en imposa point à Thibaut. Ses liaisons avec le Directoire lui faisant mieux connaître l'étendue des besoins & l'importunité des réclamations des rentiers ; pour remettre les loteries sur le tapis, il n'hésita point à *alléguer* cette même nécessité de *sauver la chose publique.* " On a beaucoup parlé de *moralité* en repoussant " les loteries, dit-il, le 30 Août : Eh bien, moi, je crois " que s'il existe pour un Gouvernement une *immoralité*, " c'est celle qui *consiste à ne point payer ses dettes.*" Quoique plusieurs voix s'écrièrent, *Cela est vrai*, les loteries n'en ont pas moins été rejetées.

Il faut savoir que dans les séances où l'on discutait les nouveaux impôts, on se gardait par-dessus tout de parler de guerre, & d'avouer qu'ils étaient indispensables pour la soutenir : au contraire, on avait grand soin de ne mettre en avant que la nécessité de pourvoir aux *besoins des pauvres* ; ce qui ne laissait pas que d'être une amorce jetée au bas peuple pour le ranger du côté de ses Législateurs. Cependant, l'honnête Dumolard, dédaignant cet artifice, déclara ouvertement que c'était, non au trésor public, mais aux villes, à pourvoir aux besoins de leurs pauvres. Il eut même l'énergie de proposer la résurrection du plus productif des anciens impôts, celui des *droits d'entrée* aux portes des villes ; & il ne faut point s'étonner si, en le proposant, Dumolard préluda par dire *qu'il était tems, & qu'il fallait avoir le COURAGE* de l'indiquer ; car il y eut à l'instant contre lui un débordement d'indignation. " On " nous parle de *droits d'entrée*, s'écria Delecloy, je l'avoue- " rai, *j'ai frémi* en me figurant le rétablissement de cette " seconde armée, contre laquelle le peuple *s'est insurgé*, " contre laquelle il a fait la Révolution."

Si le rétablissement des anciens droits d'entrée aux portes des villes, excita un *frémissement* pareil, il n'en fut pas de même lorsqu'on proposa d'en établir de nouveaux à l'entrée des frontières. Cette idée fut même si vivement accueillie, que la Commission chargée de préparer le tarif de ces nouveaux droits d'entrée sur les importations, profita

de ses pleins pouvoirs pour travailler à un tarif très-étendu, & qui ne présente, pour ainsi dire, que des droits de sortie sur les exportations. Ce qui m'a paru le plus piquant dans ce tour d'adresse, c'est l'effronterie avec laquelle on livra ce tarif au peuple comme un *encouragement* infaillible pour toutes les denrées & manufactures françaises, qu'on imposait à leur sortie. Voici le préambule de cette loi du 23 Juin :

“ Le Conseil des Cinq Cents *considérant* que l'*encouragement*
 “ le plus utile pour l'industrie agricole & manufacturière,
 “ est de lui *assurer le débouché de ses productions* ; que la
 “ *faculté d'exporter* toutes celles dont la conservation n'est
 “ pas indispensable, peut seule vivifier l'agriculture, &
 “ faire rentrer dans la République du numéraire, &c. &c.”

Il est bon d'informer ici le lecteur que par forme d'*encouragement* à accorder à l'industrie agricole & manufacturière, pour *assurer le débouché des productions* françaises, pour ranimer la culture négligée des vins précieux, & afin d'en *faciliter l'exportation*, on les assujettissait à de gros droits de sortie. Et ce n'est pas tout encore ; car les législateurs ayant été informés que les papeteries françaises commençaient à se relever, ils s'empresèrent d'imposer un droit de 15 pour cent sur la sortie des papiers ; ce qui était donner réellement une *prime* de 15 pour cent aux papiers étrangers. On ne soupçonnerait guères qu'en décrétant cette espèce de *prime*, le Conseil des Cinq Cents avait cru marcher sur les traces de l'Angleterre (1) : c'est cependant ainsi qu'il interpréta l'avis suivant que lui avait donné Echauffériaux le 6 Juin : “ La *prime* est
 “ le *grand importateur & exportateur* d'une nation com-
 “ merçante & agricole. Le gouvernement Anglais, qu'il
 “ faut *détester* pour sa politique, mais dont il *faut imiter*
 “ la *sage économie*, ACCABLE son agriculture et son com-
 “ merce de *primes*, parce qu'il fait bien que tout ce qu'il

(1) Darracq, en s'élevant avec force contre la proposition de cette *prime*, s'écria : *Est-ce pour recevoir la loi de Pitt & le SINGER, que nous combattons les Anglais ? Est-ce pour en revenir aux abus de l'ancien régime, que nous nous sommes exposés à tous LES DÉSORDRES d'une Révolution ?*

“ prodigue ainsi, retombe en dernière analyse, par la circulation & l'impôt, en profit immense sur la nation & le gouvernement.”

Si tant est que le Conseil des 500 ait réellement confondu les droits de *sortie* que payeront les manufacturiers Français avec les *primes* que le Gouvernement Anglais paie aux siens (1), il faut convenir que cette méprise

(1) Je m'étonne fort qu'aucun des journalistes Parisiens qui s'amusaient à relever les bévues de leur Sénat, ne lui ait rappelé ces vers du Fabuliste Français.

Notre magot prit pour ce coup

Le nom d'un port pour un nom d'homme :

De telles gens il est beaucoup,

Qui prendraient Vaugirard pour Rome.

Encore moins puis-je comprendre comment ils ont pu passer sous silence le motif allégué dans ce même Sénat, pour disposer le peuple à se priver patriotiquement de toute espèce de marchandises Anglaises. “ *Tout le monde sait, dit l'un ces membres des Cinq Cents, le 21 Juillet, tout le monde sait que la spéculation de l'Angleterre, pour faire tomber nos manufactures, est de faire entrer chez nous des marchandises qu'elle donne à plus bas prix, pour opérer notre ruine. Elle fait quelques sacrifices ; tel est son système.*”

Jusqu'ici je n'avais entendu parler dans cette Isle d'aucun de ces *sacrifices* volontaires que *tout le monde sait* en France... Il n'est cependant pas permis de révoquer en doute cette grande découverte, puisque Blutel l'a certifiée de nouveau le 25 Octobre, au nom d'une Commission, & en ces termes : “ *Telle est la spéculation machiavélique du commerce de l'Angleterre, qu'il forme des associations à perte, pour verser à vil prix dans la France des objets manufacturés, à l'effet de paralyser & d'anéantir vos fabriques & votre industrie... Votre Commission, par une communication officielle avec le Directeur, s'est procuré la preuve littérale des faits que j'avance. J'ai sous les yeux les originaux qui les constatent.*”

Dès que les *preuves littérales* de cette conspiration eurent été mises sous les yeux des Cinq Cents, ils n'hésitèrent plus à lancer le Décret vengeur, & à porter le coup de mort au commerce Anglais, en fermant le riche marché de la France à ces suppôts de Mr. Pitt, qui ont eu le *machiavélisme* de former des *associations à perte*. On se trouva moins unanime dans

n'échappa point au Conseil des Anciens. Johannot démêla fort bien que ces prétendus *encouragemens* étaient des *entraves*; & il annonça même que les papétries de France *allaient être paralysées*. Quant à Dupont de Nemours; il s'écria avec l'accent de la douleur: *Notre commerce, je ne dis pas vit, je dirai meurt aujourd'hui.*

Mais c'est en vain qu'il représenta au Conseil des Sages, que ce tarif était une *prohibition presque absolue*; elle n'en fut pas moins sanctionnée le 5 Août; & cette conquête n'est pas la seule de ce genre que remportèrent les financiers Français; car ils réussirent en même tems à faire décréter un *droit de patente* sur tous les citoyens qui

le Conseil des Anciens, puisqu'on fut obligé d'aller aux voix, & que l'épreuve parut un moment douteuse: mais le Président ayant annoncé que la résolution était approuvée; Nous sommes sauvés, s'écria Clauzel, en l'interrompant par un transport de joie... C'est ce même Clauzel qui, le 25 Août, avait dit à ses Collègues: *Vous avez beau faire, la République vous avalera.*

Je ne fais si les financiers Français sont *sauvés* par ce Décret comme il le garantit: mais je vois que le Député Blutel, qui l'avait sollicité & obtenu, est venu solliciter, neuf jours après, un autre Décret indispensable pour en assurer l'exécution. " Dans l'état actuel des choses, a-t-il dit le 3 Novembre, peut-on se flatter que des hommes (les préposés des Douanes contre la contrebande) exténués par une longue privation, sans vêtemens, sans armes, sans moyens de s'en procurer, ne recevant qu'une solde nulle, ou à peine suffisante pour les soustraire à la faim, se livrent assez exclusivement à leur service pour former une barrière capable de résister à l'ardente cupidité du fraudeur, & à la *malveillance ingénieuse de l'ennemi de l'Etat*? Sur 12,000 Employés, 10,000 ne reçoivent qu'un traitement de 500 à 750 liv. par an."

Il recommanda en conséquence de payer aux Employés des Douanes, la totalité de leurs traitemens en *numéraire métallique*. Ce nouveau Décret a passé comme le précédent, sans qu'aucun des Législateurs se soit avisé de se rappeler ce que leur avait observé Bessroy le 24 Août, *Qu'il est plus aisé de rendre des Décrets, que de former des hommes.*

exercent *commerce, industrie, métiers ou professions* (1). Il y a plus : ces protecteurs éclairés des beaux arts ont assujetti dorénavant tout architecte, tout sculpteur, tout graveur, tout peintre, à un tribut particulier, & sans l'acquiescement duquel il ne leur sera pas permis de se servir ni de l'équerre, ni du ciseau, ni du burin, ni de la palette. (2) Il est vrai que le Corps Législatif en a fait grace au

(1) Voici les argumens que Thibaut mit en avant le 22 Juillet, pour faire passer ce Décret. C'est ce qu'on peut trouver de plus fidèle dans tous les discours de ce financier. “ Des hommes inconnus ont ouvert subitement des magasins, d'autres se sont faits colporteurs & courtiers. L'artisan a quitté ses outils, & s'est fait négociant. L'apprenti a défié le maître plus habile ; l'industrie s'est dégradée. On a trompé sur le titre & l'affinage des métaux les plus précieux, on a vendu de fausses pierres pour des diamans. Il y a eu dans toutes les professions des ignorans & des fraudes. Les marchandises ne se sont plus vendues sous cachet, sous corde, & sous bande. Des conducteurs infidèles ne rendent ni le poids, ni la qualité, ni la mesure. Je ne veux pas mettre des bornes à la liberté du commerce : mais je désirerai que ceux qui veulent se livrer à ces spéculations fussent tenus de présenter un *certificat de probité*, signé de quelques-uns de leurs concitoyens. C'est un *moyen sûr* de faire cesser les plaintes du peuple, & de renfermer les marchands dans les bornes d'un gain honnête & licite.”

Après les avoir ainsi menacés du *certificat de probité*, qu'on était en droit d'exiger d'eux, il consentit cependant à les en dispenser, pourvu qu'ils se soumissent à un *droit de patente* ; & voici comme il chercha à les familiariser avec cette idée. “ Quand il y a moins de vendeurs, ils se contentent d'un gain médiocre, parce qu'étant plus souvent répété, il donne un produit suffisant.... Il est juste que tout citoyen qui veut se livrer au commerce contribue aux charges de l'Etat. Ce tribut est plus *moral* que *fiscal*. Sans lui l'égalité serait rompue, & il y aurait véritablement *priviège*. Vous établirez donc un droit de patente auquel seront assujettis tous les négocians, banquiers, & commerçans.”

(2) Il est évident qu'on y a soumis jusqu'aux simples amateurs ; car dans les débats du 16 Octobre, je trouve que Mercier a proposé au nom d'une Commission “ d'excepter du droit

Poëte ; & je soupçonne que c'est à l'immortel Chénier que les Muses Françaises en ont l'obligation ; mais ses collègues ont été inexorables pour les quatre arts libéraux que je viens de citer ; & le décret fatal a été sanctionné par les Anciens, quoique Lafond Ladebat les assura que, s'ils *ouvriraient l'histoire des Beaux Arts, ils ne les verraient dans aucun tems chargés de chaînes.*

Camus n'attendit pas même l'adoption définitive de ces grandes mesures (1) pour monter à la Tribune, d'où il

“ de patente, les peintres, sculpteurs, graveurs, & architectes
 “ qui n'ont point de boutiques ni enseignes, qui ne distribuent
 “ aucune carte indicative, & qui ne font aucune entreprise, soit
 “ en peinture, soit en sculpture, soit en bâtimens.” Cette proposition a été *ajournée.*

(1) Pendant le cours des quatre derniers mois, chaque journal des débats a porté aux départemens l'annonce de quelque nouvelle taxe, accompagnée de plaintes amères sur ce qu'ils laissaient arriérer de plus en plus le paiement des anciennes. Il paraît même que les Législateurs Français ne font point encore au bout de leurs inventions fiscales ; car je vois que dans la séance du 11 Novembre, le Conseil des Cinq Cents a décidé qu'il serait établi un droit de *passé* sur les grandes routes ; & je ne doute point que le Conseil des Anciens n'y acquiesce avidement sans examiner si les droits qu'on exigera aux barrières, pourront suffire à la solde des percepteurs.

Je ne fais quel est le journaliste mauvais plaisant qui, au milieu de cet embarras des législateurs, s'est avisé de venir à leur aide, & leur a proposé de décréter *un impôt sur la misère*, en garantissant que personne ne serait dans le cas d'y échapper. Cette idée est si loin d'avoir fait fortune, que Darracq s'est adressé à eux le 14 Août en ces termes : — “ *Que par vous le plaisir soit tributaire de l'indigence.* Je crois que vous pourriez mettre à la disposition du Ministre de l'intérieur une somme destinée à secourir les indigens & ceux qui éprouvent, ou qui auraient éprouvé des pertes considérables ; & que vous pourriez trouver cette somme dans un impôt quotidien de 3, 4 & 5 liv. sur chaque fiacre, carrosse, & cabriolet, roulant en ville ; & de 5 ou 6 sous par livre sur chaque billet de bal ou de spectacle.”

Le Directoire a saisi cette idée, & l'a recommandée au Con-

annonça fièrement le 18 Septembre, au nom de la Commission des finances, que *l'état du produit de toutes les contributions A ÉTABLIR pour l'an 5 excéderait 500 millions.*

Trois semaines après, la Commission des finances a fourni une espèce de tableau détaillé de ce même revenu éventuel, sur lequel elle compte pour l'année prochaine : & quoiqu'il excède de 9 millions l'aperçu de Camus, cette Commission n'en a pas moins pris sur elle d'affurer au public, qu'elle ne portait les articles de ce revenu *qu'au minimum de l'aperçu de leur produit.*

	millions
Contribution foncière - - -	240
Contribution personnelle mobilière & somptuaire - - -	60
Enregistrement & timbre - - -	100
Douanes - - -	12
Postes & messageries - - -	12
Revenus des forêts & bois - -	25
Revenus des Domaines Nationaux -	20
Patentes - - -	40
Grand total - -	509(1)

feil des Cinq Cents, qui a arrêté en conséquence, le 3 Novembre, 1^o, qu'il sera perçu pendant six mois sur tous les spectacles, un droit de deux sous per franc, en sus du prix de chaque billet d'entre ; 2^o, que le produit de la recette sera employé à secourir les indigens qui ne sont pas dans les hospices.

(1) La Commission des Anciens, qui leur a fait, le 7 Novembre, un rapport sur le même objet, par l'organe de Le Brun, a trouvé le secret d'enfler encore considérablement ce tableau, en portant la contribution foncière à 250 millions, & en évaluant à 120 millions le produit éventuel des *patentes* ; encore a-t-il assuré que les bases en sont telles, *qu'il ne peut y avoir que des chances d'accroissement.*

Le motif de cette nouvelle imposture se devinera aisément d'après le préambule politico-financier de l'orateur. " Nos ennemis remuent tout ce que la propriété a de *réel*, tout ce que l'opinion a de force & de magie, pour se donner au moins un *simulacre* de puissance, & en imposer à notre cou-

Je n'ai garde d'entrer dans les détails de ce magnifique inventaire ; & si je me permets de n'y entrevoir jusqu'ici qu'un inventaire de décrets, je ne fais que me ranger à l'avis de Dubois Dubais, lequel n'a cessé de dire à ses Collègues : *Qui de nous ne sait combien il est facile d'imposer ?* Je soupçonne beaucoup qu'ils ne tarderont guères à en être convaincus, & à reconnaître l'absurdité d'avoir prétendu lever sur le peuple Français, dans l'épuisement où ils l'ont réduit, des tributs à-peu-près égaux à ceux qu'il fournissait à l'époque de sa plus éclatante prospérité : en effet, si même alors le poids lui en paraissait insupportable, que sera-ce aujourd'hui, depuis que ses revenus nets ont si prodigieusement diminué ? J'ai les plus fortes raisons de croire qu'ils se trouvent réduits de près des deux tiers ; mais en admettant que ce ne fût que de moitié, ce serait la plus grossière des erreurs d'imaginer que d'un contribuable qui a perdu la moitié de ses revenus, on puisse espérer la moitié des contributions qu'il payait avant cette perte. Quoique je connaisse fort peu de vérités absolues en finance, s'il en est une qui me semble démontrée, c'est qu'en dernière analyse, on ne peut compter que sur le superflu d'un peuple pour des impôts vraiment productifs ; qu'il est impossible de lui enlever le strict nécessaire ; & que si son superflu vient à se tarir, la source des taxes productives se trouvera tarie avec lui. D'où je conclus que, lorsque le revenu annuel de tous les Français s'élevait à 100 millions de louis, il était infiniment plus facile à leurs Administrateurs d'en prélever chaque année 26 millions, qu'il ne le sera aujourd'hui au Directoire d'en obtenir

“ rage & à notre crédulité. Nous devons opposer à ses efforts
 “ fantastiques, la réalité de nos moyens, des contributions as-
 “ sises sur un sol riche, fécond, que la Révolution a enrichi de
 “ tout ce qui augmentait autrefois le luxe & l'industrie.”

Observez qu'un mois avant ces nouvelles vanteries, Crassous avait donné lecture d'une lettre par laquelle les Commissaires de la Trésorerie annonçaient que *les recouvrements journaliers du trésor public étaient dans une telle disproportion avec les dépenses, qu'il était nécessaire de suspendre quelques paiemens.*

seulement 6, en supposant que le revenu collectif de tous les individus se trouve maintenant borné à 50. Ce n'est qu'à l'aide de cette règle que j'ai pu m'expliquer un fait bien extraordinaire, & que je crois vrai ; savoir, que le peuple Anglais est aujourd'hui moins grévé par ses impôts, qu'il ne l'était il y a un siècle, lorsqu'il en payait dix fois moins. Sans doute que son revenu net n'a pas décuplé depuis cette époque : j'estime cependant qu'il a à-peu-près triplé ; & si nous supposons qu'il n'était que de 40 millions sterling du tems de Guillaume III, & qu'il s'élève maintenant à 120, cette seule aggrégation de superflu m'explique comment ce peuple se trouve exposé à moins de privations, en payant un tribut de 20 millions sur un revenu de 120, que lorsqu'il payait un tribut de 2 millions sur un revenu de 40. C'est en mesurant les facultés du contribuable Français à cette espèce d'échelle comparative, que je suis conduit à croire que s'il a perdu la moitié de son revenu, il ne pourra point verser dans le trésor public le quart de ce qu'il y versait sous le règne de Louis XVI. Il est même évident que les plus éclairés de ses Chefs actuels en ont déjà le triste pressentiment ; car Dalphonse a annoncé le 17 Août, " que toutes ces impositions directes & indirectes lui paraissaient *beaucoup trop considérables pour être perçues dans une année sur le territoire Français.*" Et l'on a vu, page 134, que La Combe Saint-Michel a prophétisé *qu'il y aura IMPOSSIBILITÉ pour une FOULE de citoyens de s'acquitter, & qu'il faudra employer encore toutes les RIGUEURS FISCALES.*

Je ne conçois guères, je l'avoue, comment des *rigueurs fiscales* pourront arracher à la foule, les contributions qu'elle se trouvera dans l'*impossibilité d'acquitter* : c'est-là cependant ce dont elle vient d'être menacée par les fondateurs de ce Gouvernement démocratique, qui préparent en ce moment une violence inconnue sous l'ancien régime. Il n'est pas question de moins que d'envoyer aujourd'hui dans le domicile de tout contribuable en retard, des exacteurs nommés GARNISERS, auxquels le contribuable sera tenu de *fournir logement & subsistances, & de payer de plus un franc par jour.* Le Conseil des Cinq Cents a arrêté en outre qu'*après un délai de dix jours, le paiement sera poursuivi*

par la saisie & vente des meubles, & même des fruits pendans par racine. (1)

Que l'on se hasarde à exécuter cette menace dans l'intérieur de la France, je suis bien trompé si elle ne devient pas le signal d'une insurrection générale, & du renversement des usurpateurs : mais laissons jusqu'à cette grande

(1) Duprat s'est opposé, le 2 Novembre, à ce Décret insensé. " Les hommes qui se chargent de ce métier, dit-il, sont, pour la plupart, paresseux & ivrognes, & consomment chez le cultivateur ce qui pourrait suffire à celui-ci pour s'acquitter. Je demande, ajouta-t-il, qu'on se borne aux poursuites juridiques."

" Je suis certain, dit Rouhier en l'interrompant, que notre collègue eût eu une autre opinion s'il avait eu sous les yeux les états envoyés par le Ministre des Finances. La moitié de la contribution de l'an III n'est pas encore payée. Je demande si c'est-là le moment de rejeter des mesures sévères & efficaces ?"

Pour seconder cet orateur le Député Souhait eut recours au puissant argument que Dubois-Crancé avait puisé l'année précédente dans l'exemple de la Chine. " Le moyen coercitif qu'on propose est rigoureux sans doute ; mais il était employé chez les peuples anciens les plus libres : Il l'est à la Chine, dont le Gouvernement est paternel."

Sans s'attacher à répondre à ces absurdités, Réal combattit l'article en rappelant à ses Collègues, " Que le Gouvernement Républicain devait s'appliquer ce qu'il y avait de bon sous la Monarchie, & que le dernier Gouvernement qui avait élevé à sa perfection l'art de percevoir les contributions, envoyait des Garnisiers aux Communes, & avis aux particuliers."

La mesure sévère n'en a pas moins été adoptée. Pour juger jusqu'à quel point elle sera efficace, il faut se rappeler qu'on compte aujourd'hui sur ce moyen coercitif pour arracher au peuple Français, non-seulement la moitié de la contribution arriérée de l'an III, & la presque totalité de la contribution échue de l'an IV, mais encore une avance immédiate d'un cinquième sur les contributions directes de l'année qui s'ouvre ; car on a ordonné en même tems " d'ouvrir, dans chaque Commune, un rôle provisoire pour l'an V, sur lequel tous les contribuables seront portés pour le cinquième de leurs contributions directes, payables en numéraire, ou mandats au cours, dans le mois qui suivra la publication du rôle."

époque la question des recettes, pour nous occuper exclusivement de celle des dépenses.

C'est d'ailleurs la marche naturelle des faits dont j'ai entrepris l'historique ; car ce ne fut qu'après avoir si richement & si ingénieusement doté le trésor public, que la Législature Française se rappela qu'il était tems de fixer ses regards sur le tableau des dépenses.

Je trouve cependant que, dès le milieu de Février dernier, Bourdon avait insisté pour *en obtenir un état détaillé* ; & sa motion avait même donné lieu à une scène assez burlesque. *Il est envoyé ; je le tiens à la main*, s'écria Ramel : *il en résulte que la totalité des dépenses montera pour l'année, à 528 millions*. Puis tout-à-coup, en jetant les yeux sur l'état détaillé dont il s'était fait le porteur, il ajouta que, " sur les 528 millions, il y en avait 300 en assignats, qui " avaient mal-à-propos été portés en ligne de compte " comme numéraire. *Je viens de m'en appercevoir*," dit-il. Apparemment que ce fut pour le récompenser de cet heureux aperçu, qu'on lui offrit dès le lendemain la place de Ministre des Finances : toujours est-il certain qu'il se montra digne de ce choix ; car il écrivit à l'instant *qu'il acceptait, parce qu'il était plein de confiance dans les ressources de la République*.

On se reposa alors sur lui pour la reddition de ce compte tant désiré ; & quand on en remit la demande sur le tapis, Camus annonça le 10 Mars, au nom de la Commission des dépenses, qu'elle le *soumettrait au commencement du mois suivant*. Mais cette promesse étant restée, comme dit Madiet, *dans la région des vaines paroles* ; Treillard en sollicita l'accomplissement le 1 Juin ; & il ne se contenta pas de ramener la demande du tableau des dépenses ; il insista sur leur réduction, & prévint ses Collègues que *s'ils continuaient à vivre dans l'état de désordre qui les absorbait, leurs ressources seraient bientôt épuisées*.

La Commission n'en continua pas moins à éluder son engagement ; ou plutôt, elle essaya d'y satisfaire le 26 Août, en présentant, non point le tableau des dépenses ordinaires d'une année ; mais un aperçu des dépenses probables pour les quatre mois qui allaient s'écouler jusqu'à la fin de Décembre ; dépenses dont elle ne fournit aucun détail, & qu'elle estima vaguement à environ 3 millions par jour.

Cet échappatoire ne lui ayant point réussi, & se trouvant pressée de nouveau dix jours après, elle répondit que les états de dépenses des divers Ministres avaient été plusieurs fois demandés ; qu'elle les attendait encore ; & que dès qu'elle les aurait, elle *baserait* son travail sur le tableau auquel on avait *élevé les recettes ordinaires*, c'est-à-dire, sur environ 500 millions. Enfin, le 18 Septembre, Camus est venu annoncer à ses Collègues que le travail était en train ; & l'on se crut à la veille de le recevoir le 19 Octobre, lorsque Lafond Ladebat monta à la tribune comme Rapporteur de la Commission des Finances. Mais quelle ne dut pas être la surprise des assistans quand ils l'entendirent débiter par ces mots ! *Le Ministre ne présente aucunes vues sur les dépenses de l'année qui commence. Il pense qu'il est nécessaire d'attendre le travail de la Commission des dépenses. IL CROIT qu'elles ne s'élèveront pas à plus de 500 millions,* " & que les contributions ordinaires *suffiront* pour les " acquitter. Il évalue les biens nationaux qui restent à " aliéner, à 150 millions, outre le milliard réservé aux " défenseurs de la patrie. Il propose d'ouvrir les ventes, " d'en faire payer un 20^e sur-le-champ, un autre 20^e " dans 6 mois, & le surplus par obligations payables dans " 1 an & 2 ans. *C'est ainsi qu'il propose de fournir aux dépenses extraordinaires.....* Nous avons le moyen d'*assurer* " le service ordinaire par les contributions qui *s'élèveront* " à 500 millions. L'arriéré des sommes dues fournira " aux dépenses extraordinaires. *Enfin nous sommes ASSURÉS* " *de porter les fonds pour l'an V, à 1150 millions.* Les éco- " nomies les plus sévères sont *préparées* : les dépenses de " la guerre vont être *réduites presque de moitié, sans diminuer* " *le nombre & la solde de nos troupes.* La même réforme aura " lieu dans toutes les parties de l'administration publique," &c.

Si je ne daigne m'arrêter sur aucune des jongleries de ce rapport, c'est qu'on va les retrouver toutes, & avec amplification, dans un rapport bien autrement pompeux, qui fut présenté le lendemain par Cambacérès, & qui doit l'illustrer comme financier, comme homme d'Etat, & même comme diplomate ; car il trouva le double secret de tranquilliser le peuple Français en lui persuadant que ses

Députés avaient les intentions les plus pacifiques, & d'alarmer les peuples coalisés, en leur donnant à entendre que le Directoire se disposait à *continuer la guerre* : peut-être aussi espérait-il déconcerter l'Ambassadeur Anglais, qui était alors en route, en lui préparant, pour son arrivée, une pièce qui lui montrerait, jusqu'à l'évidence, combien la Grande-Bretagne se trompait en *croyant la France arrivée à l'épuisement*. Voici cette pièce.

“ Dans son message du 19 de ce mois (11 Octobre),
 “ le Directoire *vous a invité* à assurer le retour de la paix,
 “ par l'organisation vigoureuse des moyens propres à *con-*
 “ *tinuer la guerre* (1); à préparer des *ressources abondantes*
 “ pour tous les services, & à prévenir le besoin que doit
 “ faire naître le passage délicat de l'état de guerre à l'état
 “ de paix. La République triomphante, prête à voler à
 “ de nouveaux triomphes, veut la paix : elle la veut fin-
 “ cère, prompte, honorable, universelle, afin d'en assurer
 “ la durée, & de faire disparaître, sans retour, les calamités
 “ de la guerre. Les besoins sont *multipliés*, les ressources
 “ ne sont pas taries. L'ennemi croit que la France est
 “ arrivée à l'épuisement *absolu*. L'ennemi *se trompe*.
 “ De vastes domaines à aliéner ou à hypothéquer, un
 “ arriéré considérable à recouvrer, quelques impôts très-
 “ modérés à établir sur la circulation; voilà les moyens
 “ dont la disposition est encore entre vos mains, & *comme*
 “ *au seul pouvoir de votre volonté....* Les ressources se
 “ perdent lorsqu'on veut les porter au-delà de leurs justes
 “ bornes; elles sont inépuisables, si une sage économie
 “ en dirige l'emploi.... L'arriéré des contributions offre
 “ une ressource considérable. Jusqu'ici cette ressource

(1) Ce message est, si je ne me trompe, l'un de ceux dont le public n'a eu aucune connaissance; car depuis la consternation qu'avait répandu celui du 25 Août, la plupart des tableaux de détresse que le Directoire envoie aux Législateurs, ne sont plus lus que dans des Comités Secrets. Rien n'est si commun maintenant que de voir les séances commencer par ces mots : *Le Président. J'annonce au Conseil qu'en montant au fauteuil, j'ai trouvé sur le bureau des pièces qui ne doivent être lues qu'en Comité Secret.*

“ a été presque paralysée. Voici la *cause* de ce désordre.
 “ Il n’y a ni simplicité dans l’administration, ni célérité
 “ dans le recouvrement, ni *produit réel* dans les rentrées.”

Il me semble, que si ce logicien ne s’était pas amusé à présenter ainsi les effets pour les *causes*, il aurait dû indiquer les trois principales : savoir, 1^o, Que la Nation Française n’a presque plus de superflu avec lequel elle puisse fournir des tributs ; 2^o, Qu’elle déteste le Gouvernement spoliateur auquel il faudrait les livrer ; 3^o, Que les percepteurs subalternes frustreront l’avidité de ce Gouvernement, & s’empresrent de *gaspiller* les très-modiques impôts qu’ils réussissent à arracher au contribuable.

Cambacérès va cependant indiquer une autre cause qui ne laisse pas d’avoir son influence. “ Rien n’est plus com-
 “ pliqué que les loix qui régissent cette matière. Les
 “ contribuables ne peuvent point les connaître ; & le per-
 “ cepteur le plus exercé hésite à tout instant dans leur
 “ application. D’un autre côté, *les valeurs sont si fugi-*
 “ *tives, que le produit des contributions s’évanouit au mo-*
 “ *ment où la main de l’administration s’approche pour le*
 “ *saisir.* La Commission vous propose à cet égard des
 “ vues plus simples & des moyens plus actifs. Multi-
 “ plier les enchérisseurs, éteindre une grande masse de
 “ dettes nationales ; voilà le double but que nous avons
 “ voulu atteindre. Pourquoi ne pas donner une *impulsion*
 “ *rapide* à la vente des propriétés, qu’il est si intéressant
 “ de mettre dans la circulation ?”

On voit déjà que les ressources extraordinaires de la campagne prochaine consistent encore dans *l’impulsion rapide* qu’on se propose de donner à la vente des biens nationaux dont le Ministre des Finances évalue hardiment le capital à 150 millions. Ce n’est plus 30 milliards, comme autrefois ; & cependant l’exagération est encore énorme, car dans le rapport qu’avait fait la Commission des Finances six semaines auparavant, elle n’estimait le produit des domaines nationaux pour l’an V qu’à 20 millions de revenus : j’ignore à quel point cette évaluation est encore exagérée ; mais en l’admettant pour exacte, voilà 20 millions de revenus en terres confisquées, lesquelles, si l’on réussit à les vendre au denier 2, ne produiront qu’un capital de 40 millions. Or comme, afin de donner une *im-*

pulsion rapide à cette vente, Cambacérés a fait décréter qu'on ne demanderait aux acquéreurs qu'un dixième du paiement pendant la 1^{ere} année, il me paraît assez clair que cette ressource immense & *extraordinaire*, comme on l'appelle, produira à peine 4 millions pour les frais de la campagne prochaine. (1)

Il est vrai que les législateurs se flattent encore d'y ajouter ce qui reste à percevoir de l'emprunt forcé ; mais ils oublient que lorsque Boudin les pressa, il y a huit mois, de le faire exiger à la rigueur, ils lui fermèrent la bouche en lui criant de toutes parts, *cela est impossible*, c'est une *absurdité*. Ainsi, en dernier résultat, si l'on veut prolonger la guerre, il ne reste dans le fond du creuset que les contributions *arriérées* qui y figurent depuis six ans comme un *caput mortuum* : & observez, que tout en cher-

(1) Par les nouveaux arrangemens qu'on vient de décréter pour les nouvelles ventes, le prix en sera payable de la manière suivante :

1 10^e en numéraire, moitié dans les dix jours & avant la prise de possession, & moitié dans 6 mois.

4 10^{es} en 4 *obligations* ou *cédules*, payables 1 chaque année, dans les 4 suivantes, & produisant 5 pour cent d'intérêt.

Les 5 derniers 10^{es} pourront être acquittés, ou avec des *Ordonnances* des Ministres pour fournitures faites à la République, ou en *Bordereaux* de la dette publique, ou de la dette des émigrés, ou en *Bons de réquisitions*, & *Ordonnances* de restitution ou d'indemnités des pertes occasionnées par la guerre dans les départemens frontières, ou en *Inscriptions* sur le Grand Livre de la dette perpétuelle, calculées sur le pied de 20 fois la rente.

On voit au premier coup-d'œil, que pour la campagne prochaine il n'y a rien ici de productif que le 1^{er} 10^e, à moins que le Directoire ne se flatte de négocier les *cédules* à ses fournisseurs : mais je laisse à penser quel crédit son endossement donnera à ce papier, & à quel taux un fournisseur de l'armée des Alpes consentira à recevoir en paiement une *cédule*, soit lettre de change, payable par quelque paysan du district de Dunkerque, & dont l'échéance sera renvoyée à une époque où, si je ne me trompe, la restitution des terres confisquées sera déjà fort avancée.

chant à l'en extraire, il faudra lever en même tems les contributions de l'année échue, contributions dont on a invité tout récemment les Français à se rappeler *qu'ils doivent encore la totalité*. Ce n'est pas tout encore ; car tandis qu'on prétend faire face aux dépenses extraordinaires de la campagne prochaine, avec les contributions arriérées de l'année qui vient de s'écouler, on prétend aussi faire face aux dépenses ordinaires de l'année qui s'ouvre, avec les contributions de cette nouvelle année (1). Après ces observations préparatoires sur les ressources ordinaires & extraordinaires de la France, je reviens au tableau qu'en a présenté Cambacérès.

“ *Combien donc,*” ajouta-t-il, est grande la puissance de la Nation que nous sommes appelés à représenter, puisqu’après six ans de luttes, de désordres, de calamités de toute espèce, elle est encore en mesure de pourvoir, sans emprunts (2), sans subides extraordinaires, sans moyens

(1) Gibert Desmolières a essayé de présenter cette observation le 24 Octobre, & quoiqu'on ait affecté de ne pas la comprendre, elle me paraît très-claire. “ Les contributions arriérées consistent, dit-il, dans celles dues pour l'an III & l'an IV..... Celles pour l'an III se réduisent au plus à 20 ou 22 millions ; & encore est-il reconnu qu'ils sont dus par les départemens de l'Ouest, & qu'une grande partie entrera en décharge & en compensation. Le véritable arriéré est donc la contribution de l'an IV. Je suis étonné de voir affecter cette contribution aux dépenses extraordinaires de l'an V. En effet, c'est pendant l'an V que cette contribution sera reçue ; & si vous la destinez à l'extraordinaire, JE NE SAIS AVEC QUOI VOUS POURVOIREZ AUX DEPENSES ORDINAIRES DE L'AN V.”

Il est bon d'informer les lecteurs que l'an V a commencé le 23 Septembre 1796.

(2) Quoique T. Paine appelle le crédit une ressource désastreuse, je suis fort tenté de croire que le premier emprunt volontaire que la France aura le bonheur d'ouvrir & de remplir, sera pour elle le premier symptôme de sa guérison ; & j'ai encore la satisfaction de me rencontrer, sur ce point, avec Adrien Lezay, qui écrivait au commencement de cette année : “ Tant que le Gouvernement trouvera, dans la fabri-

“ *violens, & par sa seule richesse territoriale, à toutes*
 “ *les dépenses qui appartiennent à l'état habituel d'une*
 “ *société, & à celles que nécessitent les circonstances diffi-*
 “ *ciles*”

“ cation d'un papier-monnaie, le moyen de se passer de la
 “ propriété, il fera sans respect pour elle. De l'instant, au
 “ contraire, où il verra ses uniques ressources concentrées
 “ dans *l'impôt & dans les emprunts*, vous verrez la propriété
 “ & le crédit public devenir les premiers objets de sa solli-
 “ citude.”

Lafond Ladebat vient de reconnaître enfin cette vérité dans son discours du 18 Octobre.

“ *Le crédit est anéanti, a-t-il dit, parce que les con-*
 “ *trats publics & particuliers ont été violés, parce que les*
 “ *fonds publics ont été abandonnés à une dégradation déses-*
 “ *pérante pour les créanciers de l'Etat ; parce que la création*
 “ *immodérée du papier-monnaie a porté le coup le plus funeste*
 “ *à la morale publique, & a jeté dans le plus grand désordre*
 “ *toutes les relations particulières ; parce qu'entraînés par les*
 “ *événemens, NOUS N'AVONS RIEN PRÉPARÉ pour préve-*
 “ *nir les effets de la chute entière du papier-monnaie, pour sup-*
 “ *pléer aux moyens de circulation, & pour établir un système*
 “ *monétaire convenable aux circonstances, & d'accord avec*
 “ *les principes ; parce que l'homme fidèle à ses engage-*
 “ *mens & inhabile aux calculs de la fortune, a vu ses proprié-*
 “ *tés s'anéantir ; parce que le mouvement révolutionnaire, en*
 “ *agitant toutes les passions, a porté dans plusieurs parties de*
 “ *la République l'inquiétude & l'effroi.*”

“ Le discrédit est tel que le prix de l'intérêt a presque
 “ quintuplé ; c'est ainsi que la marche du Gouvernement a
 “ été incertaine & embarrassée, qu'il s'est vu forcé aux opé-
 “ rations les plus ruineuses, & que la rentrée des contributions
 “ est devenue plus lente, & le service du trésor public plus difficile.

“ Telles sont les causes de ce *discrédit funeste*. On pourrait
 “ les taire à cette Tribune ; mais l'opinion publique les *pro-*
 “ *clamerait* avec plus d'éclat, en vous accusant d'une coupable
 “ indifférence.”

C'est le lendemain du jour où Lafond Ladebat venait de proclamer avec éclat ces tristes conséquences du *discrédit funeste* du Gouvernement, que Cambacérès monte fièrement à la Tribune pour féliciter la nation de ce qu'elle est en mesure de pourvoir à toutes les dépenses SANS EMPRUNTS !

“ *ciles où nous sommes !.... Le vaisseau de la République*
 “ *tant de fois battu par la tempête, a touché le rivage.*”

Quiconque a suivi les débats des Législateurs Français comprendra que cette brillante métaphore ne signifiait autre chose, sinon que l'Orateur *touchait* à la péroraison de son discours. Je ne crois pas que, depuis trois ans, il y ait eu un seul pilote des finances Françaises, qui n'ait quitté périodiquement son poste, & la boussole, pour crier à l'équipage, qu'*il voyait la terre*. Il est vrai qu'afin de surpasser à son tour ses confrères, Cambacérès, en leur montrant le port, leur fit le tableau le plus riant des délices qui les y attendaient. “ Tout nous annonce enfin que nos
 “ *maux touchent à leur terme, & que chacun de nous, en*
 “ *terminant sa carrière politique, rentrera dans ses humbles*
 “ *foyers, pour y jouir de la félicité commune, au milieu d'un*
 “ *peuple libre & triomphant.*” (1)

(1) Il est bon de savoir que parmi les députés Français, il y a deux opinions sur la réception qui les attend à leur retour dans leurs *humbles foyers* ; car deux jours avant que Cambacérès eût affirmé qu'ils y seraient reçus au milieu des applaudissemens d'un *peuple libre & triomphant*, l'éloquent La Rivière venait de leur présenter une perspective bien différente, pour les engager à révoquer l'anathème qu'ils avaient lancé en masse sur les malheureux Prêtres. “ Je crains pour
 “ vous, avait-il dit, les suites funestes de votre délibération ;
 “ & que si vous punissez tous les Prêtres des crimes de quel-
 “ ques-uns, on ne vous reproche un jour, on ne *punisse*,
 “ *même en vous*, & la fureur de Robespierre, & les attentats
 “ de Carrier (DES MURMURES s'élèvent). *Je m'explique....*
 “ *Un jour vous rentrerez dans vos foyers ; vous serez entourés*
 “ *peut-être de familles mutilées, livrées à la misère & au déses-*
 “ *poir, pleurant un père, un appui, des amis : si ces Citoyens,*
 “ *aigris par le malheur & par le souvenir des maux qu'on*
 “ *leur a fait éprouver au nom de la Convention, en proie aux*
 “ *horreurs du besoin, aux angoisses du désespoir, vous repous-*
 “ *saient loin d'eux, & vous rejetaient avec horreur en vous*
 “ *disant, TU FUS L'AUTEUR DE NOS MAUX, TU FUS MEM-*
 “ *BRE DE LA CONVENTION NATIONALE ; s'ils vous disaient*
 “ *— Une caste entière a été prescrite par vous, dans un moment*
 “ *où la tyrannie n'existait pas, où vous étiez libres, mais li-*

Je me permettrai cependant d'inviter ces navigateurs à ne prendre la sonde & plier leurs voiles que lorsqu'ils auront réussi à découvrir les 1150 millions dont ils sont convenus qu'ils avaient besoin pour arriver au port de la campagne prochaine. Or, plus j'analyse leurs ressources, moins je puis m'empêcher de croire que tout leur revenu net, pendant l'année 1797, ne s'élèvera pas à la sixième partie de cette somme.

Mais, me dira-t-on peut-être, à quoi bon nous entretenir de tant de Décrets vraiment absurdes, & sur lesquels le Directoire fait semblant d'établir un revenu régulier ? Tous ces décrets ne sont destinés qu'à jeter de la poudre aux yeux des étrangers. Si le contribuable Français parvient à éluder le percepteur des impôts, il n'échappe pas de même aux soldats qui viennent le mettre en réquisition, lui, son cheval, son bœuf, & son bled. Les *Réquisitions* ! voilà le vrai trésor national des Régicides Français ; (1)

“ *bres de faire le bien ; cette caste a été proscrite en masse &*
 “ *sans jugement ; tu n'as pas écouté les réclamations, les jus-*
 “ *tifications, les plaintes individuelles ; tu ne peux être écouté ;*
 “ **TU AS PROSCRIT, SOIS-LE A TON TOUR. Ton titre**
 “ *de membre de la Convention est un ANATHEME comme tu*
 “ *rendis le nom de Prêtre un titre à la proscription—Je le*
 “ *demande, Membres de la Convention ! qu'auriez-vous à*
 “ *répondre ? Quelles plaintes pourriez-vous former ? Où*
 “ *trouveriez-vous des défenseurs ?*” Ici, dit le Moniteur, *une*
extrême agitation régna dans l'Assemblée.

(1) Au commencement de l'année, quelques personnes ajoutaient à ce trésor les *contributions* militaires que les phalanges républicaines leveraient sur les peuples vaincus pendant le cours de cette campagne ; contributions qui, à en croire Tronçon du Coudray, devaient être le *premier fonds du trésor public*. Il a fallu enfin décliner au peuple à quel point on l'avait trompé sur ce sujet comme sur tous les autres. Lisez l'aveu de la Commission des Finances, le 19 Octobre. *Dans les recettes faites pendant l'année qui vient de s'écouler, les contributions d'Italie sont portées pour 30 millions, & celles d'Allemagne ne sont portées que pour mémoire. Trente millions ! Voilà précisément pour le Directoire la dépense d'une décade !*

& tant que leurs fujets terrifiés se laisseront conduire & dépouiller comme un vil troupeau, il sera de toute impossibilité d'assigner un terme à la détresse des spoliateurs qui l'ont soumis au joug de ces *Réquisitions* périodiques, &c. &c."

Les *Réquisitions* ! Il me tardait d'arriver à l'examen de cette ressource désastreuse ; car c'est ici sur-tout qu'on va voir, dans tout son éclat, le triomphe des ressources régulières. Veut-on savoir ce qu'il en va coûter au Gouvernement Français, pour avoir osé se livrer à de pareilles extortions ? Cette ressource n'est pas moins tarie pour lui, que celle du papier-monnaie. Que dis-je, tarie ! depuis qu'il a été réduit à rétrograder vers les contributions régulières, il se voit forcé de rembourser aux contribuables spoliés, tout ce que, depuis l'existence de la Constitution actuelle, ils avaient été *requis* de lui fournir *en avance de leurs contributions*. Le Décret dont je vais parler, est à mes yeux l'un des plus instructifs de la Révolution Française : on peut bien croire qu'il n'a pas moins fallu qu'une nécessité absolue pour arracher aux Chêfs un sacrifice si coûteux ; & Kauffinan leur a présenté sans détour le défilé inextricable où ils allaient se jeter. " Com-
" ment voulez-vous," leur dit-il, " remplir votre pro-
" messe envers les rentiers, si vous employez au paiement
" des réquisitions les fonds provenant des contributions, &
" qui devaient vous servir à donner un à-compte aux
" rentiers ?..... *Vous êtes dans l'impossibilité de satisfaire à*
" *tous vos engagements à la fois ; & pour vouloir être justes*
" *envers tout le monde, vous ne pourrez l'être envers per-*
" *sonne.*"

Il faut convenir que l'écueil qu'il leur indiquait était fort périlleux ; & je suppose que rien n'aurait pu les engager à le braver, si Le Couteux ne leur avait montré du doigt un autre gouffre bien autrement difficile à éviter. " Prenez garde, leur dit-il le 25 Septembre, que nous ne
" sommes point encore dans une situation où nous puissions

Et encore pour obtenir ce faible subside, de combien de crimes n'a-t-il pas fallu couvrir l'Italie ! Quelle masse de haines & de vengeances le Directoire n'a-t-il pas accumulée sur la tête de la Nation Française !

“ répondre de ne plus faire de *réquisitions*. Si nous refusons
 “ de payer le prix de celles qui ont été exercées, nous
 “ excitions par cela même les citoyens à refuser de satis-
 “ faire à celles qui leur seraient adressées par la suite.”
 Quelque forte que soit cette considération, Johannot en
 ajouta une autre qui dut le paraître davantage encore. *Beau-*
coup de citoyens se sont vus privés de la totalité de leurs ré-
coltes, sans avoir reçu la moindre somme. Cependant, l'on
demande aujourd'hui à ces citoyens les contributions que doivent
ces récoltes. COMMENT VOULEZ-VOUS QU'ILS LES
PAIENT, PUISQU'ILS N'ONT RIEN REÇU ? (1)

Comme il eût été par trop difficile de résoudre une
 pareille question, on consentit au décret par lequel les *réqui-*

(1) Ce fut le 10 Septembre que la Commission des Fi-
 nances annonça au Conseil des 500, par l'organe de Défer-
 mont, qu'il fallait se résoudre à ce grand sacrifice. “ Pen-
 “ dant les troubles dont les contrées de l'Ouest ont été le
 “ théâtre, dit-il, les Généraux furent obligés d'exercer le
 “ droit de *réquisition* pour procurer aux troupes les fournitures
 “ de tout genre qui leur étaient nécessaire.” *La justice ordonne*
le remboursement de ces fournitures.

Le Couteux s'opposa fortement à cet acte de justice dans
 le Conseil des Anciens. “ *Je mets en fait*, leur dit-il le 15
 “ Septembre, que cette nouvelle dette dont vous allez gréver
 “ la République, dette dont la vérité ne sera constatée d'au-
 “ cune manière, s'élèvera à des milliards ; & si la résolu-
 “ tion est adoptée, JE RÉPONDS QUE LES CONTRIBUTIONS
 “ SONT SOLDÉES POUR DIX ANS.”

Cet avis était alarmant ; & pour diminuer le danger, on a
 arrêté que les *Bons de réquisition* ne pourront être employés
 qu'en paiement de la moitié des contributions directes de
 l'an IV. D'après ce dernier décret, il est évident que ces
 arrérages de l'an IV qui figurent pour 150 millions dans les
 ressources extraordinaires de l'année prochaine, ne produiront
 au plus que 75 millions. Encore, s'il est vrai, comme l'a
 affirmé Johannot, que beaucoup de citoyens aient vu mettre
 en réquisition la *totalité de leurs récoltes*, il est difficile de com-
 prendre comment ils pourront payer la moitié des contribu-
 tions que *doivent ces récoltes qu'ils n'ont pas reçues*, & dont le
 Directoire s'est emparé !

sitions de l'année écoulée seront défalquées des contributions qu'on espère pendant l'année qui s'ouvre; en sorte que ces *réquisitions* qu'on ne cesse de nous étaler comme une ressource inépuisable, ne présentent déjà en dernier résultat qu'un emprunt violent & inconstitutionnel, dont le Directoire Français se trouve forcé à offrir le remboursement, malgré lui, pendant la guerre, & à l'époque même où l'annihilation de tous ses papiers-monnaies vient de le réduire aux contributions régulières. Ce n'est pas tout encore; car comme ceux qui les doivent sont également autorisés à en déduire, dès cette année, la 10^e partie de l'emprunt forcé, il me semble que Lafond Ladebat aurait dû présenter un aperçu de toutes ces défalcati-
ons avant de s'écrier, comme il l'a fait, *Nous sommes ASSURÉS de porter les fonds pour l'an V, à 1150 millions.*

Son assertion sera bientôt démentie par l'expérience, & cette réunion si extraordinaire d'audace & d'inepties, de fraudes & de violences, ne fera pas, même pour notre âge, une inutile leçon: les peuples, comme les Administrateurs, y apprendront enfin que la finance est aujourd'hui le vrai régulateur de l'Europe, le thermomètre de la prospérité intérieure, celui de la force relative des Empires, & l'un des gardiens le plus intelligent & le plus sûr de la liberté publique & individuelle. Par-tout où il y a un bon système de finances, il faut nécessairement qu'il y ait un Gouvernement bien organisé, par cela seul qu'il est de son intérêt de régulariser toutes ses opérations. En un mot, par-tout où il y a ordre & économie, il y a sûreté & protection; là où il y a désordre & *déficit*, il y a nécessairement oppression, ou crainte d'oppression. Tout corps politique qui s'abandonne aux ressources irrégulières, tend nécessairement à sa dissolution. Aussi n'y a-t-il que des usurpateurs qui puissent en embrasser de semblables; & si elles diffèrent leur catastrophe, ce ne peut jamais être que pour la rendre tout à la fois plus instructive & plus éclatante. Quant à moi, je l'avouerai, je ne puis retenir ma surprise lorsque j'entends parler des *miracles* que les révolutionnaires Français ont opéré avec leurs *réquisitions* & leur papier-monnaie. Des *miracles*? Je n'en saurais voir aucun, car ce n'en est pas un que le plus crédule de tous les peuples ait pu croire à la soli-

dité d'un papier-monnaie hypothéqué sur des confiscations ; encore moins est-ce un miracle que le Gouvernement qui possédait cette mine, ait pu, tant que son papier-monnaie a conservé une valeur quelconque, suffire aux dépenses les plus extravagantes ; payer, au-dedans, les crimes de ses nombreux satellites ; & faire des conquêtes, au dehors, en soudoyant une armée plus nombreuse que toutes celles que pouvait lui opposer le reste de l'Europe. Mais ce qui serait vraiment miraculeux, aujourd'hui que cette mine est épuisée, ce serait de la remplacer par quelque illusion semblable, ou d'y suppléer par des contributions proportionnées à l'immense étendue des dépenses indispensables pour conserver ces conquêtes par la guerre. Je m'explique : quelque excès que soit l'épuisement actuel de la France, si ses habitans étaient unis & sincèrement attachés à leur régime républicain ; s'il était question pour eux de défendre leurs foyers envahis, une Constitution chérie & des Chefs vénérés, rien ne me paraîtrait plus illusoire que de fonder des espérances sur l'appauvrissement du trésor public. Je fais fort bien que, dans des tems de crise, la noble passion de la liberté, l'amour vertueux de la patrie, élèvent un peuple pur & magnanime à cette puissance de moyens, dont le développement échappe aux calculs ordinaires. Mais je le demande, est-ce pour ses foyers, est-ce pour la liberté que le peuple Français croit combattre aujourd'hui ? Quoi ! au plus fort de son enthousiasme passager, ses Chefs n'ont osé lui demander aucun sacrifice de fortune ; & aujourd'hui qu'ils lui reprochent sa *tiédeur* & son *insouciance*, il achèverait de se dépouillir volontairement, pour consolider leur empire qu'il abhorre, & pour conserver des conquêtes qui le condamneraient à de nouvelles guerres ! Voilà, je le répète, ce qui me paraîtrait un miracle. Tel est cependant le prodige indispensable pour déployer, pendant la campagne prochaine, les mêmes moyens de force qu'on a développés dans celle-ci, par le secours des rescptions & des mandats qui n'existent plus, & à l'aide des réquisitions ou des emprunts forcés, auxquels on est enfin contraint de renoncer.

Me dira-t-on que la Législature Française n'en a pas moins voté, depuis cette époque, cent millions pour le

département de la guerre, & le tiers de cette somme pour celui de la marine ? Je répondrai que ces *votes* si pompeux ne sont que les restes d'une ancienne habitude contractée pendant le règne du papier-monnaie, au moyen duquel rien n'était si facile que d'exécuter de semblables décrets ; mais depuis environ deux mois que *le règne du papier-monnaie est passé sans retour*, tout a changé pour les usurpateurs Français ; & , d'après leurs propres aveux, telle est aujourd'hui leur situation, qu'ils ne peuvent se soutenir à moins d'une dépense de plus de 3 millions par jour ; & que, malgré tous les expédiens, tous les vols auxquels ils ont recours, leurs recettes journalières ne s'élèvent qu'au tiers de cette somme (1). Je laisse aux hommes judicieux à calculer combien de tems un pareil état de choses peut encore se prolonger ; il me suffit d'observer ici qu'il n'a commencé que depuis l'annihilation du papier-monnaie.

Si des moyens de recette on passe aux objets de dépenses, on est toujours plus en droit de s'étonner qu'au milieu de tant de brigandages, de calamités & de misère,

(1) Pendant l'intervalle qui s'écoula entre la mort des assignats, & la naissance des mandats, plusieurs personnes s'étonnaient avec raison de ce que le Directoire suffisait à ses dépenses sans papier-monnaie. On ne tarda pas à avoir la clef de cette énigme, en apprenant qu'il avait contracté avec ses fournisseurs, une dette de 200 millions, payables en numéraire : ce fut, même en grande partie, pour le libérer de cette dette, qu'on décréta les mandats. Je ne fais s'il trouve encore quelques fournisseurs assez insensés pour lui faire des avances : mais où se trouvera cette fois le papier *rédempteur* avec lequel on essaiera de les acquitter ? où découvrira-t-on le nouveau papier qui donnera à l'Administration *un mouvement si prodigieux & si plein de vie* ? Je ne cite ici que les expressions dont s'est servi Le Couteux, le 31 Juillet, en faisant l'oraison funèbre des Mandats, & en reprochant à ceux qui se désolaient de leur chûte, *d'oublier, APRÈS LE DANGER, l'épouvantable urgence des besoins indispensables à l'action du Gouvernement*. Je dois ajouter que personne ne s'avisa d'observer qu'il *oubliait* lui-même d'expliquer ce qu'il entendait par ces mots, *APRÈS LE DANGER*.

le Gouvernement Français puisse se flatter de prolonger long-tems son existence. Cambacérès, qui paraît être un des Chefs les plus capables, prend encore aujourd'hui le ton & le style de Cambon, lorsqu'il s'agit de présenter un aperçu des dépenses. " En vous parlant de nos besoins
 " & de nos ressources, leur dit-il, *vous n'en attendez pas*
 " *de notre part le tableau circonstancié.* Il n'était pas dans
 " notre mission de calculer, *par décimes & par centimes,*
 " le produit des contributions, & celui des domaines nationaux; ni de déterminer quelle est la somme nécessaire à l'activité du service dans chacune des parties
 " de la dépense fixe, & de la dépense éventuelle. Ces
 " détails importans auraient exigé de longues recherches,
 " SANS VOUS ENTOURER DE NOUVELLES LUMIÈRES."

Il n'en fallut pas davantage à Cambacérès pour replonger la France dans toute l'obscurité où la Commission des Finances l'avait laissée le 18 Septembre, en annonçant vaguement que les dépenses fixes ne *s'élèveront pas à 250 millions*; & que la Trésorerie pourrait ainsi réserver la moitié de ses recettes ordinaires pour les rentiers, les pensionnaires, & les dépenses imprévues. Afin de suppléer au silence obstiné de cette Commission, je vais lui fournir quelques-uns des matériaux du compte qu'elle refuse; & je commence par l'informer que le seul entretien de l'armée & de la marine coûtera les 250 millions dont elle parle. Relativement aux dépenses de l'armée; je m'en réfère au Directoire lui-même, qui, dans son message du 24 Août, où il porte les dépenses militaires sur *le pied de la plus profonde paix*, en a évalué l'*extrême minimum* à 150 millions pour la première année qui suivra la guerre (1). Quant à la marine; j'en appelle à l'expérience. Si dans son ancienne tenue, ce département coûtait

(1) Il est vrai qu'il ne porte cet état militaire qu'à 100 millions par année, pour 170 mille hommes, *toutes armes comprises*; mais il demande pour la première année de paix un *supplément* de 50 millions; & il ajoute, qu'en réduisant ce *supplément* à cette somme, *c'est la moindre estimation qu'on puisse en faire.*

tait environ 70 millions par année, il est difficile d'imaginer qu'il coûte moins à l'avenir si l'on veut le relever de l'état de ruine où il se trouve ; car ce que les flottes Espagnoles ou Anglaises ont épargné au commencement de la guerre, n'a point échappé à la fureur aveugle & destructive des Jacobins. La plupart des ports de France n'offrent plus que des rades dénuées de vaisseaux, des chantiers détruits ou déserts, & des magasins dépourvus d'approvisionnement & de toute espèce de munitions navales. La plupart des officiers expérimentés ont été obligés de fuir pour *crime de noblesse* ; les boucheries de Vannes ont moissonné les plus distingués d'entr'eux ; les meilleurs matelots ont péri dans les armées où ils avaient été mis en réquisition, & toutes les écoles de marine sont maintenant détruites. J'ai déjà été dans le cas de citer la déplorable misère de ceux des fonctionnaires civils qui, attachés à ce service, ont échappé à cette destruction universelle. On a vu que tout est à recréer dans ce département, qui, comme l'a dit Perrée le 28 Juin, a *souffert plus qu'aucun autre du délire révolutionnaire*. Or, s'il est question de relever par degrés ce qu'on a détruit, je n'imagine pas qu'on m'accuse d'exagération, lorsque je réduis la dépense future de ce département à ce qu'elle était avant la guerre (1).

(1) L'Amiral Kerguelin, qui a été associé quelque tems au Ministère de la marine républicaine, vient de publier qu'elle est pour ainsi dire anéantie. " Tous les Français ne
 " pourront apprendre, dit-il, sans être pénétrés d'amertume,
 " que sur 80 vaisseaux de ligne, & autant de frégates ou cor-
 " vettes, environ 35 de ces vaisseaux sont pris ou ont péri ;
 " qu'une grande partie de nos frégates est aussi au pouvoir des
 " ennemis ; que *tous les magasins sont dénués* ; que les prises,
 " dont le nombre était de 700 bâtimens, ont été en partie
 " *dilapidées* ; que les marins ou matelots qui ont fait ces prises,
 " n'ont presque rien touché du fruit de leurs peines, de leurs
 " fatigues, de leur valeur ; que le désespoir en a fait désor-
 " ter un grand nombre," &c. &c.

Il me serait facile de prouver à l'Amiral Kerguelin, que son inventaire des pertes de la marine républicaine est à peine à moitié complet ; mais ce qui me paraît beaucoup plus cu-

Voilà donc déjà les 250 millions consommés par les armées de terre & de mer : je passe sous silence les 3 à 400 millions des intérêts annuels de la dette publique ; mais comme il faudra nécessairement acheter l'infamie de cette banqueroute en fournissant tout au moins du pain aux rentiers & aux pensionnaires de la capitale ; la dette & les pensions ne laisseront pas, de manière ou d'autre, que de coûter quelques sacrifices. Supposons maintenant, par impossible, que le trésor public recueille un revenu annuel de 500 millions, ainsi que ses directeurs s'en vantent : je demande s'il est permis de douter que la seconde moitié de ce revenu ne soit absorbée par les subsistances gratuites, par l'entretien des 12,000 préposés aux douanes, par le salaire des percepteurs des impôts, par le traitement des

rieux que les réticences, c'est que pendant qu'il imprimait ainsi à Paris cette espèce d'oraison funèbre de la Marine Française, le Directoire publiait de son côté le 27 Juin, que cette marine *entrevoyait avec orgueil qu'elle était destinée à compter à son tour le nombre des victoires qui illustraient les armées de terre.* En attendant cette illustration, le député Riou, organe d'une Commission chargée d'examiner le message du Directoire, a tancé vigoureusement le Ministre de la Marine, pour avoir osé se vanter des frégates qu'il avait mises en mer & des convois qu'il avait expédiés. “ Quoique ce Ministre atténue certains “ objets, & en exagère d'autres, dit Riou le 14 Juillet, nous “ reconnaissons beaucoup de choses vraies dans le message. “ Ah, sans doute beaucoup de frégates sont sorties de nos “ ports ; mais hélas, combien peu y sont rentrées ! Beaucoup de “ convois ont été expédiés pour les divers approvisionnemens “ de la République ; mais hélas, combien peu sont arrivés à “ leur destination ! ”

Il n'est peut-être pas hors de place d'ajouter ici, que ce même député, qui venait de relever d'une manière si piquante les exagérations du Ministre de la Marine, avait cru devoir commencer sa censure en certifiant à ses confrères, “ que ce “ serait par la marine qu'ils *perdraient* la perfidie Anglaise, “ & qu'ils *termineraient* la guerre sanglante que la République “ soutient depuis plusieurs années. *C'est par la marine,* leur “ dit-il, *que vous mettez un terme* GLORIEUX *à la grande ré-* “ *volution par laquelle vous ÉTONNEZ L'UNIVERS.* ”

Ambassadeurs, par la liste civile du Directoire, par les appointemens de ses Ministres & de leurs innombrables commis, par ce qu'on appelle les *indemnités* des 750 Législateurs ainsi que des officiers qui leur servent de cortège, & qui plus est, par les 50 mille Administrateurs, Juges, ou Grands Fonctionnaires que la Constitution de 1795 a disséminés sur toute la surface de la République ?

Les Français ne se figuraient guère, il y a quatre ans, ce que coûte un Gouvernement Républicain placé à la tête d'un grand empire. Je crois que c'est le poète Milton qui a assuré que rien n'était plus facile que de faire marcher une République avec le revenu qu'un Monarque dissipe en faste & en clincan seulement. A ce trait du chantre de la République Anglaise, je n'opposerai que l'histoire des finances de cette même République, qui ne put se soutenir momentanément qu'à l'aide de dépenses doubles de celles du Monarque qu'elle avait remplacé, & même de celui qui succéda au prétendu *Protecteur*. Mais sans me jeter ici dans une discussion qui m'écarterait trop de mon sujet, & pour revenir à la République Française: voyons si, avant de pourvoir aux salaires de ses innombrables fonctionnaires, elle ne sera pas appelée à d'autres dépenses non moins considérables, & auxquelles il est encore plus instant de pourvoir. (1) Si l'on veut connaître leur étendue &

(1) Peut-être, entre les départemens des dépenses, devrais-je mentionner celui de l'éloquence; car on ne se figure guère ce qu'il en coûte à la République pour décerner à quelques Législateurs la palme de l'*impression de leurs discours*. Je ne m'en ferais fait aucune idée, si je n'eusse trouvé dans le Moniteur du 3 Septembre les plaintes suivantes de Fabre de l'Aude.—
 “ Vous vous êtes livrés ces jours derniers à une discussion très-
 “ importante; celle de l'amnistie. Tous les discours ont été
 “ livrés à l'impression. Savez-vous à quelle somme les frais
 “ d'impression des discours sont montés? à 9 ou 10,000 liv. en
 “ numéraire. Il me paraît que l'on va décréter encore des im-
 “ pressions très-facilement. Or, si tous les *savans* du Conseil...
 “ (ON RIT, dit ici le Moniteur) *montent à la Tribune, & s'il faut*
 “ *livrer à l'impression tout ce qu'il leur passera par la tête de nous*
 “ *débiter, vous constituerez la République dans des frais énormes.*”

Je ne fais si le peuple Français, ruiné comme il l'est, aura été également disposé à *rire*, en apprenant ce qu'il lui en coûte

leur urgence, il importe de porter ses regards sur le dépérissement de la plupart des établissemens publics en

pour donner à ses Législateurs le menu plaisir d'avoir des éditions séparées de leurs harangues. En tout état de cause, il me semble que cette dépense devrait figurer dans l'aperçu des frais de l'année.

Une autre dépense qui devrait y figurer aussi, est celle des monnaies ; car il en est de ce département comme de la plupart des autres, où ce qui formait un revenu pour l'Etat s'est changé en frais pour lui. On voit dans l'ouvrage de Mr. Necker, que sous son administration, après avoir déduit les frais de fabrication & les déchets, le bénéfice net du Souverain était de 1 & $\frac{1}{3}$ pour cent sur les monnaies d'or, & de 2 & $\frac{1}{2}$ pour cent sur celles d'argent.

Ce n'est point ici le lieu d'examiner si ce bénéfice était bien ou mal entendu ; il suffit de savoir que l'Etat y trouvait un de ses revenus. Thibaut va nous apprendre ce que la République en tire aujourd'hui : c'est de la part de la Commission des Finances qu'il est venu faire le rapport suivant le 1 Octobre.—

“ L'intérêt public nous commande de mettre nos hôtels de
 “ monnaie dans la plus grande activité. Le besoin comme le
 “ vœu des Français appelle votre sollicitude sur cette partie
 “ intéressante de l'économie sociale. Dans les jours de destruction, on avait brisé les balanciers, démoli les fourneaux,
 “ volé les ustensiles, mis les fonctionnaires en prison ou en
 “ fuite. Il a fallu réparer ces désordres : *les dépenses ont été*
 “ *considérables & ne sont pas achevées.* Dans l'état où nous
 “ sommes, les frais de fabrication pour les monnaies sont considérables ; ils s'élèvent à un million pour Paris seulement.
 “ Ce serait un objet de plus de 10 millions pour toute la République. *Nous ne pouvons pas faire ce sacrifice.*”

Il faut bien s'y résoudre cependant, ou renoncer aux monnaies métalliques, comme on a déjà été forcé de renoncer aux monnaies de papier. Les financiers Français sont fort indignés de ce qu'à leurs nouvelles médailles qui portent l'empreinte de la Liberté, le peuple préfère les monnaies à l'effigie de Louis XVI. On va voir que ce peuple a plus d'un motif pour cette préférence, & que Villers l'a pleinement justifiée. “ Il fallait
 “ sans doute faire disparaître les signes de l'esclavage, & les remplacer par ceux de la liberté, a-t-il dit le 6 Octobre ; mais la
 “ politique exigeait PEUT-ETRE, ainsi que l'intérêt du commerce, qu'on en laissât le titre & le poids.”

Je vois par les derniers débats, qu'il est déjà question de *tuer*

France. Je vais passer en revue ceux de la police, des routes, des canaux, des forêts, des collèges, des prisons, des hôpitaux, & des maisons de réclusion.

P O L I C E.

Je ne traiterai ici que de la Police générale confiée à la *Gendarmerie*, connue autrefois sous le nom de *Maréchaussée*, laquelle, suivant les Décrets, devrait être aujourd'hui de 130 Cavaliers par Département, & coûter à l'État une somme annuelle de 28,700,000 liv. On verra bientôt que, depuis deux ou trois mois, le nombre de ces gardiens de la Police est considérablement réduit, par l'impossibilité où se trouve le Gouvernement de subvenir à leur entretien. Cependant, dès le 15 Juin, Jard-Panvilliers avait annoncé " Que toutes les autorités constituées réclamaient contre l'insuffisance de la Gendarmerie actuelle, & que l'augmentation devenait de plus en plus nécessaire, depuis que tous les Départemens étaient infestés de vagabonds, ou d'étrangers, qui ne respiraient que le meurtre & le pillage." (1)

les assignats de cuivre comme on avait tué ceux de papier. Il est vrai que comme les gros sols se trouvent dans les mains du bas peuple, & qu'il serait trop dangereux de l'irriter, le Gouvernement se voit forcé à les recevoir pour leur valeur nominale jusqu'à la fin de Décembre; il propose seulement *que passé ce terme, ils ne soient plus pris que pour la moitié de leur valeur actuelle.*

Si cette résolution est décrétée, comme le Gouvernement recevra pour quatre sous, les pièces qu'il ne pourra plus passer que pour deux sols, voilà encore une nouvelle déflation à faire sur ses revenus de cette année; & sa fausse monnaie n'aura donc été pour lui qu'un emprunt à 100 pour cent d'intérêts.

(1) Le début du discours de ce Député prouve qu'il envisageait cette désorganisation comme non moins incurable que la *pénurie épouvantable* de l'armée des Côtes de l'Océan qu'il dénonça en même tems. " J'en ai instruit les Ministres," dit-il, & je vois que leurs efforts ont été vains pour y remédier. " Alors, je ne crains pas de le dire publiquement à la Tribune: " il faut que la France entière, qui a déjà été instruite que plusieurs Bataillons ont été privés de leur solde, &c. &c. &c."

A la suite de ces aveux, les deux Conseils paraissaient disposés à porter la force de la Gendarmerie à 15,751 hommes, & je crois même que la résolution en fut prise ; mais si l'on veut en connaître les résultats, il faut lire l'exposé suivant qu'en a présenté Desmoulins, le 26 Septembre. " Pour nourrir leurs chevaux, pour les entre-
 " tenir, les Gendarmes de Lectoure ont vendu leurs
 " effets, & ils ont été réduits à faire pacager leurs che-
 " veaux dans les prés.... Toutes les ressources leur ayant
 " enfin manqué, ils ont été forcés de *vendre leurs che-*
 " *vaux*, en sorte que la Brigade de Lectoure est actuelle-
 " ment à *pied*. Que dis-je ! privés de toute ressource, ils
 " ont *abandonné le service*, & *se sont retirés*. Il ne reste
 " que le Brigadier, qui fait le service *seul & à pied*. (1)

Tel est l'état d'abandon où l'on a laissé tomber la Police de cette République, & sur lequel les Législateurs Français semblaient indifférens, lorsqu'ils ont été tout-à-coup tirés de leur léthargie, par une dépêche de l'Accusateur public du département du Pas de Calais. Cette dépêche, adressée au Président de Conseil des Cinq Cents, lui annonçait, " que 40 brigands armés se sont introduits
 " pendant la nuit (du 25 au 26 Octobre) dans la maison
 " du Représentant du Peuple Bollet, qu'ils l'ont pillée &
 " dévastée, & qu'ils ont blessé mortellement d'un coup de
 " poignard dans le sein *le Représentant lui-même*." L'Accusateur public ajoutait : *Voilà le dixième attentat de ce genre commis depuis peu dans ce département & sur la li-*
zière de celui du Nord. J'ignore où en sera le terme, n'ayant
aucun moyen de répression à opposer aux brigands. La Gen-
darmérie mal organisée, mal composée, manquant d'armes &
de chevaux, est incapable de faire le service. La loi du

(2) Desmoulins ne se contenta pas d'observer qu'il s'agissait de réprimer une foule de gens sans morale & sans patrie ; il eut le courage de porter les regards de ses collègues sur les tems antérieurs à la Révolution ; AVANT que la France eût été troublée par des dissensions civiles ; QUAND le ressort de la morale comprimait encore le vice dans le cœur d'un grand nombre d'hommes ; AVANT que la funeste habitude du pillage & de l'assassinat fût née du GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE, &c. &c.

10 *Vendemiaire, sur la police, n'est exécutée nulle part, & les officiers de sureté & les Tribunaux sont abandonnés à eux-mêmes.... Le découragement des fonctionnaires publics est à son comble ; & c'est le seul amour de la patrie qui les retient à leur poste.*

Après cette lecture Gossuin prit la parole en ces termes :
 “ Sans doute, vos cœurs sont navrés du récit qui vient
 “ de vous être fait. Prenez-y garde, Représentans, l'assassinat & le vol sont les ressorts des factions régnantes.
 “ La République oppose un rempart aux ennemis extérieurs ; & la Garde Nationale sédentaire qui devait, aux
 “ termes de la Constitution, assurer au dedans le maintien
 “ de l'ordre, & l'exécution des loix, n'est encore qu'un
 “ projet : sans une Gendarmerie montée & équipée convenablement, sans une Garde Nationale sédentaire en activité, sans moyens de répression enfin, qu'opposerez-vous à la malveillance ? RIEN.”

Le danger que couraient les Députés était trop grave pour qu'ils restassent sourds à de pareils avertissemens : dès le 3 Novembre, Bernard La Grave est revenu à la charge auprès d'eux, par le discours suivant. “ Citoyens Représentans : Vos ames & vos cœurs sont justement affectés
 “ de l'assassinat de notre collègue Bollet : mais malheureusement nous n'avons pas à gémir uniquement sur son
 “ sort. D'autres citoyens sont tombés, comme notre collègue, sous les poignards des brigands ; & les familles
 “ déplorées pleurent un père, un époux, un frère..... *Le vrai*, c'est que depuis plusieurs mois quelques Départemens sont en proie à une horde de 2 à 300 brigands,
 “ qui parcourent par bandes les campagnes, & commettent tous les crimes dont ils sont capables. Ces hommes,
 “ appelés CHAFFEURS, sont un composé d'individus qui
 “ n'ayant aucun frein, ont abandonné leurs travaux pour
 “ se livrer à tous les excès du brigandage : ils s'introduisent chez le paisible cultivateur, le lient lui & tous
 “ ceux qui composent la maison, *allument un grand feu,*
 “ *& leur font griller les pieds & les jambes, jusqu'à ce*
 “ *qu'ils aient déclaré le lieu où se trouvent renfermes leur*
 “ *argent & effets précieux.* Tels sont les actes de barbarie
 “ dont se rendent coupables ces brigands, fléaux de la so-

“ ciété. Leur audace s’accroît par l’impunité : ou les
 “ loix sont insuffisantes, ou les Tribunaux en font une ap-
 “ plication tellement faible que le crime reste impuni.”

Après un pareil tableau, on croirait qu’il n’y avait point de tems à perdre pour organiser une Gendarmerie capable d’arrêter de semblables brigandages : cependant le Conseil des Anciens s’est opposé aux dépenses qu’on lui proposait à cet effet. Je vois dans le *Moniteur* du 10 Novembre, que “ sur le rapport de La Combe Saint Michel, ce Con-
 “ seil a rejeté une résolution relative à la nouvelle orga-
 “ nisation de la Gendarmerie. Les motifs du réjet sont
 “ que la résolution est incomplète, très-vicieuse dans sa
 “ rédaction, & qu’elle donnerait lieu à des dépenses énormes
 “ qu’il est possible d’éviter.”

Ainsi ces Législateurs pensent qu’il est possible d’éviter les dépenses indispensables pour rétablir la police intérieure dans cette République, dont, s’il faut en croire Jard-Panvilliers, *tous les Départemens sont infestés de vagabonds, qui ne respirent que le meurtre & le pillage !* Ce n’est que pour soutenir la guerre au dehors, qu’ils prodiguent sans hésiter les dernières dépouilles de ce malheureux peuple, en proie à tant de fléaux qu’à déchaînés sur lui leur affreuse révolution. (1)

ROUTES ET CANAUX.

Celui de tous les établissemens publics par lesquels la Monarchie Française avait le plus devancé & surpassé les autres

(1) Le jour même où Bernard la Grave révéla les progrès de ces affreux brigands appelés *Chasseurs*, qui parcourent les campagnes où ils commettent ces *actes de barbarie* inouis, le Directoire adressa au Conseil des Cinq Cents un message contre le plus redoutable ennemi des campagnes, les loups, qui se sont multipliés depuis la guerre. Une funeste expérience nous apprend, ajoutait-il, que l’espèce humaine, & sur-tout les femmes & les enfans, sont aussi la proie de cet animal féroce, QUI AYANT UNE FOIS GÔTÉ LEUR CHAIR, SEMBLE LUI DONNER LA PRÉFÉRENCE.

autres États de l'Europe, était sans doute les 6000 lieues de routes de postes, qui coupent cette belle contrée dans tous les sens ; & quoique les Monarques Français y eussent déployé peut-être trop de faste, ce monument de leur puissance avait singulièrement contribué à animer l'agriculture & les communications commerciales de leurs sujets. Depuis la destruction de la Monarchie, ces routes, qui faisaient l'admiration des voyageurs, sont tombées dans une dégradation universelle. C'est sur-tout depuis le commencement de cette année, que ce superbe établissement, qu'on aurait pu maintenir avec des réparations peu coûteuses, réclame des frais immenses, & qui vont le devenir d'autant plus, à mesure qu'on laissera aggrandir la brèche. Le Directoire lui-même n'a point cherché à dissimuler cette triste vérité, puisque, dans sa lettre du 24 Juillet, au Ministre des Finances, il a publié que *l'état de délabrement des grandes routes, interrompt les communications commerciales, & tarit une des sources principales de la prospérité nationale.*

Ce qui n'est pas moins désastreux, c'est que ce délabrement des routes a tari en même tems une des sources du revenu public ; car la conséquence inévitable a été bientôt le ralentissement & la cherté du service des Postes & Messageries. Ce service produisait, en 1789, 12 millions de revenus à l'Etat ; & , loin de rien rapporter aujourd'hui, il lui coûte, depuis la Révolution, des *sommes énormes*. Aussi le Directoire, dans la même lettre que je viens de citer, s'est-il étendu avec douleur sur “ *l'état déplorable du service des Postes, sur les sommes énormes que le Gouvernement a dû* “ *dépenser & dépense encore pour le maintien de cet éta-* “ *blissement devenu très-onéreux, tandis que les bénéfices* “ *qui devraient en résulter, & qui en résultaient autrefois,* “ *eussent fourni les moyens, non-seulement de combler le* “ *déficit de cette administration, mais même de fournir,* “ *au moins en partie, à l'entretien des routes.*”

Ces lamentations du Directoire avaient été précédées par des faits très-précis, que Le Breton venait de dénoncer au Conseil des Cinq Cents le 24 Juin, en ces termes : “ En “ vain la poste aux lettres a réduit sa dépense de moitié sur “ les principales routes, en réduisant à deux jours l'un,

“ les départs journaliers ; en vain les Messageries ont mis
 “ leurs Diligences au pas ; la dépense excède considérable-
 “ ment la recette, & elle l'excède d'une manière effrayante....
 “ Les Maîtres des postes n'ont cessé de ruiner le trésor
 “ national en indemnités.”

Le croirait-on ? Ces aveux répétés de l'excès effrayant de la dépense sur la recette, n'ont point empêché la Commission des Finances de faire figurer le produit des postes pour 12 millions dans son inventaire des revenus de l'année prochaine. Il est vrai que le Directoire ayant trouvé l'artifice trop grossier, a cru devoir annoncer, le 15 Septembre, au Conseil des Cinq Cents, que la Commission s'était *trompée*, & que *les loix existantes n'assuraient pas un million au-delà des dépenses.*” (1)

Je soupçonne que le Directoire se *trompe* beaucoup lui-même, s'il attend cette année un revenu net d'un million sur le produit des postes & messageries. Certes, il ne suffit point de donner l'*existence* à des *loix*, pour se procurer un revenu ; encore moins y réussira-t-on en décrétant, comme on vient de le faire, un nouveau *Tarif en valeurs réelles*. Il ne suffit pas de taxer les lettres pour les multiplier, favoriser la circulation, & ranimer les communications intérieures. Si l'on veut obtenir de l'établissement des postes un revenu quelconque, il faut commencer par lui rendre le même degré de confiance dont il jouissait

(1) Le Brun a encore renchéri sur ce triste pronostic dans son discours du 7 Novembre : “ Les postes & messageries, “ a-t-il dit, n'atteindront pas de long-tems les 12 millions “ auxquels les élève la résolution : on ne peut faire renaître “ *par enchantement*, l'habitude & la nécessité des rapports com- “ merciaux, des relations d'affaires, des liaisons d'amitié. Il “ ne faut pas croire qu'en élevant la taxe on obtiendrait un “ accroissement important de revenu ; on ne ferait que rompre “ le dernier lien, & affaiblir les perceptions qui vont re- “ naître.”

Je doute fort, je l'avoue, que ces *relations* renaissent, tant qu'on violera le secret des correspondances, & que les agens du Gouvernement se permettront d'ouvrir les lettres en alléguant la sûreté publique, les droits de l'homme, la liberté conquise, &c. &c.

avant la révolution; il faut interdire au Gouvernement la puissance tyrannique d'intercepter les correspondances; il faut ensuite réparer les routes, (1) & mettre un terme aux vols & aux assassinats qui se commettent sur les malles des dépêches & qui se renouvellent d'une manière alarmante (2).

(1) Dans un pays comme la France, où l'on compte 12 mille lieues de grandes routes, & environ 6 mille lieues de routes de postes, les frais du département des ponts & chaussées doivent être considérables; & chacun sait qu'avant la révolution, la presque totalité de ces frais portait sur le peuple des campagnes, assujetti aux *corvées*. Avant qu'elles eussent été complètement abolies, M. Turgot évaluait à 20 millions Tournois la dépense annuelle qu'exigeait l'entretien des grandes routes: mais depuis la révolution, le Ministre Rolland, dans le compte qu'il rendit le 6 Janvier 1793, éleva cette dépense à près de 45 millions: il est vrai qu'il y comprenait la solde de 12 mille cantonniers à raison d'un cantonnier par lieue.

Le Conseil des Cinq Cents s'occupe dans ce moment à organiser quelque établissement semblable, c'est-à-dire, à lever une nouvelle armée de préposés du fisc, qui percevraient sur toutes espèces de marchandises un *droit de passe* pour chaque lieue de transport. Les Financiers Français se flattent que le produit de ce nouveau droit suffira pour l'entretien des chemins: mais je soupçonne qu'il faudra bien du tems avant qu'il suffise seulement à la solde des préposés aux barrières. D'ailleurs, quelque pressant qu'il soit de réparer les routes, il faudrait, avant tout, commencer par les rendre sûres, & pour cet effet folder une maréchaussée suffisamment nombreuse pour contenir les brigands qui les infestent.

(2) Ce sont les expressions dont le Directoire s'est servi dans son message du 14 Septembre; mais depuis cette époque, s'il faut en croire les députés les plus dignes de foi, ces brigandages, & la désorganisation des autorités, gagnent toute la France avec une rapidité toujours croissante.

Richard, le 8 Novembre: " Les vols, les brigandages & les assassinats se multiplient d'une manière effrayante dans tous les Départemens de la République. Les couriers sont arrêtés, les voyageurs sont dépouillés, les habitans des maisons isolées sont égorgés; toutes les routes sont interceptées par des hordes nombreuses de bandits. Il est plus que tems de mettre un terme à tant de désordres. Le premier de-

Il faut également mettre un terme à l'abus scandaleux qu'on fait en ce moment du *contre-séing* (1). Enfin, &

“ voir du Gouvernement, ainsi que son premier intérêt, c'est
 “ de veiller à la sûreté des citoyens, & à la conservation des
 “ propriétés publiques & particulières. Parmi les causes qui
 “ concourent à cet état affligeant de notre police intérieure,
 “ on ne peut se dissimuler que la cessation presque absolue du
 “ service de la Gendarmerie Nationale ne tiennne le premier
 “ rang.... Et dans quel tems un service actif a-t-il été plus
 “ nécessaire ? La fureur des partis a corrompu tant de cœurs,
 “ & dénaturé tant de principes ! Les uns se regardent comme
 “ en état de guerre avec la société, parce qu'elle est adminis-
 “ trée par des hommes & par des loix qui leur déplaisent : ils
 “ volent & assassinent au nom de la Religion, du Trône, & de
 “ la Constitution de 1793. *Ils couvrent la France de sang &
 “ de ruines ; ils commettent les crimes les plus épouvantables en
 “ invoquant l'honneur ou la vertu, la Royauté ou la Démo-
 “ cratie.*”

Tel est au-dedans l'épouvantable déchirement de cette République, que ses partisans représentent au-dehors comme triomphante & invincible ! Et c'est pour consolider ses funestes conquêtes que le Directoire pousse & retient au-delà des frontières, les hommes exercés aux armes, & à qui seuls il appartient de délivrer la France de l'ennemi le plus dangereux qui l'ait jamais menacée !

Boissy d'Anglas a essayé de nouveau, le 10 Novembre, de porter les regards de l'Administration sur les *brigandages & les meurtres qui se commettent sur tous les points de la République*. En retraçant tant d'*attendats exécrables*, ce député a pris enfin sur lui d'annoncer à la France qu'*ils précèdent & préparent toujours la dissolution des Empires*.

A la suite de ce discours on a décidé d'adresser un message au Directoire, pour lui demander *compte de la situation générale de la République sous le rapport moral & politique*. Osera-t-il satisfaire à cet ordre ? ou, essayera-t-il de l'éluder ?

(1) Bion a affirmé le 20 Septembre, que *ces abus étaient tels que les deux tiers des dépêches vont & reviennent en franchise...* Il est bien notoire, ajoute-t-il, que la majeure partie des maîtres de postes s'est ruinée, ou a perdu une portion de sa fortune. Le même député vient de révéler un autre fait qu'il se reprochait avec raison d'avoir tenu trop long-tems secret. Je ne dois

avant tout, il faut arracher cette administration aux mains criminelles à qui elle est livrée depuis quelques années. Lisez ce qu'en a dit Dubouloz, le 21 Septembre, dans le Conseil des Anciens. " Chargé, pendant plus d'un an,

point vous taire la vérité, a-t-il dit le 3 Novembre. Si vous la voulez savoir toute entière, vous saurez que les journaux ne couvrent pas les frais de port, parce que tous les jours le Directoire charge la poste de 1308 livres pesant des journaux qui ne paient pas un sol.

Ces journaux sont ceux de certains députés que le Directoire foudroie ainsi très-largement par les frais énormes dont il se charge pour eux. Cependant, malgré tous ses sacrifices pour donner la supériorité aux journalistes de son parti, il vient de s'adresser au Corps Législatif, en l'invitant à arrêter les progrès funestes des journalistes qui le décrient. *Ils se plaisent, dit-il, à rembrunir le tableau de la situation de la France, & prêchent plus ou moins ouvertement la révolte contre les lois & les autorités.....ils détruisent cette confiance si nécessaire à ceux sur les soins de qui repose l'espoir du bonheur public.*

" Eh quoi ! s'est écrié Boissy d'Anglas à la lecture de ce " Message ; le Gouvernement s'élève contre les journaux, " & lui-même a donné l'exemple de cet abus, en faisant " distribuer pendant six mois des journaux *détestables*, dans " lesquels chacune de nous était calomnié de la manière la " plus indécente." (Ici, plusieurs voix s'écrièrent, *cela est vrai.*)

Tout le fruit que le Directoire a tiré jusqu'ici de ses imprudentes récriminations, a été de se faire interdire le privilège d'accorder son contreseing aux folliculaires qu'il tient à ses gages. Quant à sa prétention d'arrêter ce qu'il appelle la *licence* des écrivains qui le censurent ; le député Couchery lui a répondu en ces termes : " On craint les " *vérités* courageuses qu'ils font circuler ; on craint leurs " *calomnies*.

" Leurs *vérités* : vous devez les entendre, si vous ne voulez " pas être des TYRANS.

" Leurs *calomnies* : vous devez y répondre par votre conduite.

" Je proclame une vérité dure, mais nécessaire. On " cherche à rétablir une nouvelle tyrannie. On veut l'amener " par le SILENCE DE LA TERREUR."

“ comme membre du Comité des Postes & Messageries, de
 “ la surveillance des services, je n’ai vu, dans cette ad-
 “ ministration, *qu’impéritie, que séductions, que désordres,*
 “ *que dilapidations, que cabales, qu’intrigues, &c., par des-*
 “ *fus tout, 480 millions DÉVORÉS DEPUIS UN AN SEULE-*
 “ *MENT.*”

Et qu’on ne croie point que ce soient seulement les routes de terre qui, depuis la Révolution, ont été exposées à un dépérissement universel ; celui des routes d’eau, des canaux de navigation, n’a été ni moins complet, ni moins rapide. Lisez encore ce qu’a dit Madier, le 20 Juillet, du plus important de tous, du magnifique & précieux Canal du Languedoc. “ Sous l’ancien régime, “ ce Canal était parfaitement entretenu par ses proprié- “ taires, auxquelles il produisait un gros revenu ; de- “ puis qu’il est *censé* appartenir à la Nation, & *qu’il est* “ *régi par elle, il ne rapporte RIEN, & coûte des sommes* “ *ÉNORMES.*” (1)

(1) Il ne faut pas croire qu’une pareille découverte ait disposé le Corps Législatif à restituer aux propriétaires, ou à leurs parens, ce vol qui le ruine. Je trouve au contraire un arrêté du Conseil des Cinq Cents, en date du 15 Août, dont voici le préambule : “ *Considérant* que le Canal du Midi (ci- “ devant du Languedoc) est *menacé d’un dépérissement progressif* “ *& rapide, s’il n’y est promptement pourvu* par une loi qui “ mette à la disposition du Directoire Exécutif, les moyens “ d’en assurer la réparation & l’entretien, sans surcharge pour “ le trésor public, &c. &c.”

Nous ne tarderons sûrement pas à apprendre comment une loi aura pourvu à tout cela ; ce ne sera cependant point encore une loi de restitution : car on l’a formellement écartée dans la séance du 13 Octobre. Afin de prouver aux Anciens qu’ils ne pouvaient pas envisager le Canal du Languedoc comme une propriété particulière : Marragon leur observa que *jamais le TIEN & le MIEN n’avaient paru applicables à des ondes fugitives* ; & c’est à l’aide de pareils argumens qu’il réussit à faire enlever à la famille de Riquet, cette riche propriété. Il est vrai qu’en insistant pour faire dépouiller les descendans de Riquet, l’orateur ne se fit aucun scrupule d’ac-

F O R Ê T S.

Quiconque a jeté un regard attentif sur les cartes géographiques de la France, aura observé que la 10^e partie de sa surface est couverte de forêts, qui forment par conséquent l'une des branches principales de la richesse publique. L'administration en avait été améliorée par degrés, d'abord par Sully, puis sous Colbert : & cependant, malgré les sages Ordonnances de Louis XIV, on s'est apperçu, sous le règne de son successeur, que la reproduction des bois cessait d'être proportionnée à la consommation. Rehaumur et Duhamel avaient instruit le Gouvernement des progrès de ce mal : depuis plusieurs années tous les bons esprits étaient d'accord sur la nécessité d'introduire sans délai un nouvel ordre pour la conservation & la coupe des forêts, tant publiques que particulières ; & si les Etats-Généraux eussent répondu à l'attente qu'on s'en était formée, l'entretien des bois aurait été sans doute l'un des premiers objets de leur sollicitude. Voyons ce que sont devenues les forêts, depuis que la Nation s'en est saisie pour les mettre en vente ; ce qui était, comme l'a enfin reconnu Besson, le 12 Septembre de cette année, *proposer la destruction totale des bois de construction en France* (1).

corder des éloges à ce grand homme, qu'il appela l'un des génies *les plus extraordinaires du dernier siècle*. “ Sans doute, “ ajouta-t-il, *Pierre-Paul Riquet rendit à sa patrie le service le “ plus signal ; il est digne du PANTHEON FRANÇAIS. Si “ nous avions l'initiative, je proposerais formellement au Conseil, “ de lui en accorder les honneurs, & ma proposition serait accueillie.*”

(1) A cette vérité incontestable, il en a ajouté une le 6 Octobre, qui me paraît tout aussi évidente qu'à lui. “ On peut “ conclure avec évidence,” dit-il, “ que si toutes les forêts nationales étaient aliénées, il n'y aurait pas sur pied, dans 20 “ ans, un seul arbre propre aux constructions.” Il ajouta encore, en parlant de la destruction universelle des futayes : *Personne n'ignore que cette ressource ne s'offre qu'une fois, & qu'il faut des siècles pour reproduire ce que le fer abat en un jour.*

Il est vrai que conformément aux Décrets, on n'aurait dû vendre jusqu'ici que des bois d'une contenance moindre de 300 arpens forestiers, soit 1500 acres ; mais pour juger à quel point ces vains décrets ont été éludés, on peut s'en rapporter à ce qu'a dit De la Haye le 11 Août. “ Je viens énoncer au Conseil, un abus des
 “ plus crians, dans l'exploitation des bois de la Répu-
 “ blique. Plusieurs loix défendent la vente des biens
 “ nationaux, dont l'étendue est de plus de 300 arpens.
 “ Eh bien ! au mépris de ces loix sages, & malgré
 “ les oppositions formées par les Ministres de Finances
 “ & de la Marine, plusieurs Administrations, & no-
 “ tamment celle de la Seine Inférieure, se permettent
 “ d'adjuger des bois de cette nature, & les acquéreurs
 “ les exploitent sans qu'il soit rentré un denier dans le
 “ trésor public. Je ne cite personne ; je ne parle que
 “ des faits.”

Quelqu'instructifs que soient ces faits, en voici d'autres qui ne le sont pas moins, puisqu'ils prouvent que le peuple des campagnes s'est jeté sur les grandes forêts, qui n'ont été ni aliénées, ni mises en vente. *On les dévaste, a annoncé Pastoret, dès le 2 Avril, on en déplace les bornes, on en enlève les clôtures : le brigandage y est universel....* Quelques-uns de ses Collègues, affectant de douter de ces détails, Bessroy se leva pour protester qu'ils contenaient l'exakte vérité, que les forêts nationales, & même les bois des particuliers, étaient en proie à la plus horrible dévastation. Comme on ne fit aucune attention à ces avis, Dumolard est revenu à la charge, & a annoncé, le 17 Juillet, que les forêts étaient perdues, si le Corps Législatif ne s'occupait des moyens d'en arrêter les dévastations. Enfin, il n'a plus été possible d'en douter, lorsque Besson, organe d'une Commission nommée à ce sujet, a présenté sur la destruction des bois, un rapport dans lequel il a énoncé un fait qui a paru étonner ses Collègues, quoiqu'il fût aisé de s'y attendre dans un pays où ils ont détruit de fond en comble le droit de propriété. C'est que “ beaucoup de Citoyens ont défriché même
 “ des bois taillis, & que personne ne s'occupe de repeuple-
 “ ment & de plantations.”

Quant

Quant aux forêts nationales ; voici l'exposé de Besson sur les dégâts auxquels elles sont en proie : “ Depuis la révolution, une licence criminelle a multiplié les dévastations dans les forêts. On a vu des at-troupemens s’y porter en force & en armes. Des Communes entières, rompant tout-à-coup les liens qui les tiennent unies aux autres parties de la République, ont de leur propre autorité coupé des quarts de réserve encore éloignés de l’âge où l’intérêt public attendait leurs produits. D’autres en ont obtenu la coupe des autorités supérieures, sur l’allégation de motifs supposés.” (1) Pour arrêter de pareilles invasions, Besson proposa, à la suite de ce rapport, de lever une armée de 4500 *Conservateurs, Inspecteurs, Sous-Inspecteurs & Gardes-forêts* : ce nombre eût été très-insuffisant sans doute, & cependant les salaires de ces Gardes se seraient élevés à environ 3 millions par année. On conçoit bien que la détresse des finances n’a pas permis de songer à un pareil sacrifice.(2) Ce n’est néanmoins qu’en s’y déterminant,

(1) Voici d’autres traits non moins instructifs de ce rapport. “ La consommation extraordinaire a exigé des anticipations de coupes. Il n’y a eu ni ordre ni ensemble. Dans beaucoup d’endroits, on a coupé ce qu’il fallait conserver ; & , dans d’autres, on a coupé quatre fois plus que les moyens de transport ne le pouvaient comporter. Je ne finirais pas le tableau affligeant des mauvaises opérations qui se sont faites dans les forêts, si je voulais vous retracer tout ce que l’ignorance & la cupidité y ont commis de bévues & de délits DEPUIS QUELQUES ANNÉES.”

(2) En repoussant le projet d’organisation forestière qu’il proposait, on fut forcé de convenir de la détresse du trésor public. Boudin déclara, “ que le travail était inexécutable, & que le capital des forêts ne suffirait pas pour le payer : puis, il ajouta : *Certes, cela est bientôt dit, le Directoire Exécutif FERA FAIRE, &c. &c.*”

On préféra donc s’occuper des moyens de *conquérir la paix par la guerre* ; & toutes les instances de la Commission ayant été rejetées, son rapporteur s’est écrié avec douleur, le 5 Octobre : “ La propensité à la destruction des forêts est telle de-

qu'on pourra mettre une digue à ce torrent dévastateur, qui gagne rapidement la France. Mais comment élever cette digue dans l'état actuel du revenu public, puisque c'est le déficit même de ce revenu qui a forcé le Gouvernement Républicain à laisser détruire cette branche des anciennes recettes du Royaume ? Voilà comment, depuis la désorganisation, tous les effets ont réagi sur les causes, & sont devenus causes à leur tour.

Avant d'élever des doutes sur la vérité de cette observation, qui peut s'appliquer à toute l'histoire des Finances de la République ; qu'on veuille s'arrêter sur le passage suivant du rapport de Besson. “ L'état d'existence présente dans lequel se trouvent, *depuis quatre ans*, les “ officiers forêtiens, a ralenti leur surveillance, dans un “ tems où elle devenait plus que jamais nécessaire. Les “ Gardes ne trouvant plus dans leurs salaires de quoi satisfaire à leurs premiers besoins, ont la plupart abandonné les forêts. *D'autres en sont devenus eux-mêmes “ les dévastateurs.* Ceux qui, ayant quelque autre ressource, “ sont restés attachés à leur état, ont éprouvé presque partout des tracasseries de la part des Municipalités de campagne, qui devaient les protéger, & qui, *au contraire, “ leur refusaient des certificats de civisme lorsqu'ils ne “ fermaient pas les yeux sur les délits.*”

Aurais-je besoin d'en dire davantage, afin de convaincre mes lecteurs que les forêts nationales qui figurent aujourd'hui pour un revenu net de 25 millions dans le bilan des recettes futures de la République Française, devraient figurer au contraire dans l'état des dépenses (1) ; que ce

“ puis quelque tems, que si les bras & les moyens de transports eussent été aussi communs qu'en tems ordinaires, les “ dégâts dans les forêts auraient été incalculables : & c'est “ à des administrateurs *qui viennent de donner une si belle “ preuve de leur SAVOIR-FAIRE*, qu'on se propose de confier “ aujourd'hui le soin de ménager à la postérité, par des privations raisonnées, des ressources aussi précieuses qu'indispensables !”

(1) Observons, qu'avant de rien toucher de ce revenu éventuel, il s'agit de fournir aux bois de construction pour la

sacrifice est un des plus urgens qu'exigent les besoins impérieux de la France, & qu'il lui faudra plus d'un demi-siècle de frais, de soins, & d'une surveillance redoublée, tant pour relever ce que la hâche révolutionnaire vient d'abattre dans ses forêts, que pour pourvoir à leur conservation & à leur repeuplement.

EDUCATION.—COLLÈGES.—RELIGION.

L'UN des plus grands bienfaits qu'avaient promis au peuple Français ses nouveaux Législateurs, était celui d'une éducation publique, qui devait être un présent de la patrie à ses enfans. Ils avaient même conçu l'idée de répandre également l'instruction sur toutes les classes en fondant des *Ecoles Primaires Normales & Centrales*.

C'eût été sans doute le plus sûr moyen de préparer le peuple à la liberté politique, qui n'a point de plus grand

marine ; car depuis que le Ministre de ce département n'a plus de fonds suffisans pour acheter ces bois dans le Nord, ce n'est que sur les forêts de la France qu'il compte pour approvisionner les chantiers ; & je trouve dans le rapport de Besson, que d'après les notes détaillées que ce Ministre a fournies à la Commission des Forêts, ses demandes s'élèveront annuellement à environ 7 millions de pieds cubes.

Ce n'est pas tout encore ; car ce même Rapporteur annonça à ses Collègues que la *navigation intérieure*, dont ils allaient s'occuper, *exigerait une grande quantité de bois de construction*, & que l'exploitation des mines auxquelles ils allaient donner de l'activité & de l'étendue *employerait beaucoup de bois*. Tel est l'état de choses au milieu duquel les financiers Français osent promettre sur les forêts, toutes dévastées qu'elles sont, un *revenu net de 25 millions*. J'ai lieu de croire que c'est environ le double ou le triple de ce que produisaient les forêts sous l'ancien régime, dans le tems où elles étaient défendues par les Gardes-chasses qu'on a supprimés au commencement de la Révolution. Je suis fort trompé si cette source de revenu n'est pas tarie pour bien des années. De tous les subsides que peut encore lever le Gouvernement Républicain, la vente des bois serait le plus ruineux ; & l'une de ses dépenses les plus indispensables est non-seulement de pourvoir au salaire des Gardes forêtiens, mais d'en doubler le nombre.

ennemi que l'ignorance : mais lorsqu'on cherche à connaître les résultats de toutes ces pompeuses promesses, on est frappé d'étonnement & de douleur en lisant ce qu'a révélé Dupuis le 26 Février de cette année. " Cette éducation, vous l'avez promise au peuple Français ; & si vous ne vous pressez pas de l'organiser enfin, la plus précieuse portion de votre jeunesse, celle sur qui doivent reposer les premières espérances du nouveau Gouvernement, arrivera à l'âge où l'on n'étudie plus, où les habitudes & les mœurs sont formées, sans avoir appris à connaître & ses devoirs & ses droits. Vous aurez confié à l'ignorance le soin de maintenir une révolution *née de la philosophie...* On aurait dû perfectionner l'éducation ancienne ; on l'a anéantie toute entière. Il reste dans cette partie, depuis six années, un vuide immense qui s'accroît chaque jour, & qui accuse la négligence de ceux qui, chargés de l'organisation, ne vous ont encore donné pour résultat *que des projets sans exécution, & des dépenses sans fruit & sans objet....* Paris n'a point encore d'Écoles Centrales, quoique, depuis un an que vous les avez décrétées, les maîtres soient nommés, & même payés, sans donner de leçons, faute de maisons propres à les recevoir ; tant il y a peu d'ordre jusqu'ici dans cette partie comme dans tant d'autres... Si l'on pense que tous ces frais doivent être à la charge de la République, je soutiens que ces établissemens ne se feront pas, & que vous resterez long-tems encore sans éducation, parce que la République sera dans l'impossibilité d'y suffire dans l'état actuel de ses finances (1). Vous aurez des Ecoles Centrales, mais en décrets," &c. &c.

(1) Le tems fuit, ajouta-t-il, & déjà une génération presque entière a été enlevée à l'instruction, & n'aura connu de la Révolution que les orages... LA PRINCIPALE CAUSE TIENT À L'ÉTAT DE VOS FINANCES, & à l'énormité des dépenses que vous avez à faire, pour organiser en même tems sur la surface de la France plus de cent Ecoles Centrales.

Elles ont été dernièrement organisées dans la Capitale : on verra ci-après l'énormité des dépenses qui en résultent.

La Commission chargée de vérifier ces tristes détails en a ajouté, le 29 Mars, de plus fâcheux encore, par l'organe de Barbé Marbois. " Les parens se hâtent, dit-il, de retirer leurs enfans de ces écoles *devenues celles de la licence*. Que dirait-on aujourd'hui si l'on eût incendié toutes les fermes, toutes les granges, brisé tous les instrumens aratoires, chassé & dispersé tous les laboureurs, sous prétexte que notre agriculture est vicieuse & routinière ? Eh bien ! ce que jamais on n'eût osé faire à l'égard de l'exploitation des terres, on se l'est permis relativement à la culture de l'esprit..... Le nombre des enfans qui sortent de ces écoles, instruits dans l'art d'écrire & de calculer, n'est pas aujourd'hui à la moitié de ce qu'il était autrefois.... Déjà le Gouvernement s'aperçoit du défaut général d'instruction ; il annonce au Corps Législatif, *qu'il est infiniment de Communes dans la République, où il ne se trouve pas un homme capable d'écrire lisiblement les actes essentiels qui constatent l'état civil des citoyens*..... Votre Commission ajoute, avec une véritable douleur, que les instituteurs & les institutrices éprouvent un dénuement, qui les met hors d'état de se livrer uniquement, & avec une grande utilité, à leurs pénibles fonctions.... Les Professeurs des Collèges se sont dépouillés, successivement pour vivre, du peu qu'ils possédaient, & même de leurs livres... Ils sont au moment d'abandonner un état qui ne leur donne pas le plus strict nécessaire.... Il a fallu, dans quelques Collèges, suspendre la distribution annuelle des prix décernés au talent & à la diligence. Ici les sujets manquaient à la récompense, & là les fonds nécessaires pour cette dépense exigue n'ont pu se trouver," &c. &c.

A la lecture de ce rapport, Drulhe s'écria : " *Que deviendra la République, si à ses fondateurs ÉCLAIRÉS & VERTUEUX il ne peut succéder QU'UNE PEUPLADE IGNORANTE & CORROMPUE ?*

Que l'impudeur de cette exclamation ne dispose personne à applaudir au juste ressentiment qu'éprouve déjà le peuple Français pour s'être livré aux hommes pervers qui ont renversé le Trône. Sur toutes choses, que les voisins de la France ne se dissimulent point que cette

nouvelle calamité qui l'a atteinte, les menace eux-mêmes d'une calamité non moins grande. Si malgré tous les moyens d'instruction que le peuple des villes avait en France, il s'est acharné à en détruire tous les séminaires, & à abattre ou à mutiler les monumens des arts ; si pendant deux ans entiers, il a mis sa gloire à faire promener le Vandalisme sur cette contrée jadis célèbre par ses lumières ; enfin, s'il a sacrifié des flots de sang pour replonger l'Europe dans la barbarie, à quoi doit-elle donc s'attendre de la *peuplade ignorante & corrompue* qui va lui succéder ? Si la génération présente a pu croire ses Chefs actuels, lorsque, pour l'engager à se piller elle-même, ils lui promettaient une *fortune colossale* ; s'ils ont réussi à la conduire à la guerre en lui indiquant les contributions des vaincus, comme le *premier fonds du trésor public* ; quels nouveaux attentats ne doit-on pas attendre de la jeunesse guerrière qui, depuis 6 ans, a été élevée au milieu des meurtres & du carnage ? Ah ! qu'on l'excite à la soif des conquêtes, en lui abandonnant les provinces qu'elle a envahies ; c'en est fait du repos de l'Europe, & de sa civilisation.

Pour que le lecteur soit à portée de juger si ces affreux pressentimens sont déplacés, il faut lui découvrir toute l'étendue de cette plaie qui ronge déjà la France, & qui menace ses voisins. Il verra au premier apperçu, que la cause du mal tient encore aux finances ; car, en annonçant, le 23 Mai, que les Instituteurs primaires *abandonnaient leur état*, & qu'un grand nombre d'entr'eux, sur-tout à la campagne, *donnaient leur démission*, Hermann ne dissimula point que cette désertion était due au défaut de salaires, ou *retard des paiemens* ; il déclara expressément qu'on ne pouvait l'arrêter qu'en *assurant le sort de ces Instituteurs*.

Mais les profusions du Directoire se tournaient vers des objets bien différens. Les conquêtes étrangères fixaient toutes ses pensées, tous ses regards, toutes ses espérances ; & si l'on veut se faire une idée de l'éducation qu'il procurait aux enfans, tandis qu'il envoyait les pères au carnage, il faut jeter les yeux sur ce qu'en a dit Barraillon, le 7 Juin, au Conseil des Cinq Cents. “ Ce
 “ Conseil sera, sans doute, étonné de m'entendre attester

“ que, dans des Communes de 50, 60, 80 mille âmes, il
 “ ne se trouve pas un seul homme propre à l’instruction
 “ publique (1). A Blois, à Tours, un seul Instituteur est
 “ établi, & celui qui prend ce titre ne sait pas l’orthographe.
 “ Que dirai-je des petites Communes ? Là, c’est à
 “ peine si les Instituteurs savent lire & écrire. Et c’est avec
 “ de pareils hommes que vous prétendez organiser l’ins-
 “ truction publique ! Et l’on vous propose de les charger
 “ de donner à leurs élèves des leçons de Mathématique &
 “ de Physique ! ”

On est resté jusqu’ici sourd à ces plaintes ; car je
 vois que dans la séance du 8 Octobre, Girod a con-
 juré ses Collègues de se rappeler que depuis plusieurs an-
 nées la France est sans écoles. Je ne fais combien de
 tems ceux qui la gouvernent resteront indifférens sur

(1) Baraillon, qui a articulé ce fait le 7 Juin, en a certifié
 un autre non moins incroyable le 2 Octobre. Ce n’est qu’en
 me permettant ces rapprochemens, que je peux indiquer les
 principaux désastres de la Révolution Française.

“ Vous dénoncer des abus, c’est les réformer. Vous dénoncer
 “ un mauvais emploi des deniers publics, c’est déjà y avoir
 “ remédié. Il suffira pour vous démontrer le vice de l’Ecole
 “ POLYTECHNIQUE, de dire qu’elle emploie sous le nom
 “ de Directeurs, d’Administrateurs, de Commis, beaucoup plus
 “ d’individus, que plusieurs Cours d’Allemagne n’emploient de
 “ Ministres, d’Agens, & de Secrétaires. Je dois ajouter qu’elle
 “ a dix Professeurs de Chymie.... On reconnaît par-tout la
 “ même superfluité de personnes & de choses. Pour le seul
 “ dessin, six instituteurs sont chargés de son enseignement.
 “ D’après cet exposé, il est facile de concevoir, combien
 “ un pareil établissement, si monstrueusement organisé, doit
 “ coûter à la République.”

Le même Camus qui s’était montré si long-temps inflexi-
 ble sur ce qu’il appelait les prétentions des fonctionnaires
 publics, s’opposa à la réforme que demandait Baraillon ; &
 sa réponse mérite place ici, ne fût-ce que parce qu’on y
 trouvera l’application la plus extravagante d’un principe très-
 vrai. “ C’est en changeant tout chaque jour qu’on ne fait rien
 “ de bon. L’Ecole Polytechnique a coûté beaucoup à fonder.
 “ Maintenant que les frais sont faits, on propose de la dé-

cette calamité. Jusqu'ici ce n'est que pour la guerre qu'ils demandent des fonds ; mais malheur au peuple Français, s'il ne s'élève pas bientôt un cri général qui leur rappelle que le rétablissement des Ecoles & des Collèges, dont la destruction est leur ouvrage, réclame aujourd'hui la plus urgente des dépenses. Je me trompe ; il en est une qui l'est davantage encore ; c'est celle des salaires qu'il faudra payer aux Ministres du culte divin ; car jamais on ne pourra ramener ce peuple *démoralisé* à l'idée des devoirs sociaux, que par celle d'un Dieu vengeur du crime, & rémunérateur des vertus. Le rétablissement de l'éducation doit commencer par celui de la religion ; & il est déjà quelques députés qui cherchent à éveiller les remords de leurs Collègues sur la suppression des ministres des autels. “ *Legislateurs modernes ! Philosophes prétendus esprits forts !* ”

“ a

“ *truire : sa destruction même coûtera de nouveaux frais ; &*
 “ *comme il ne suffit pas de détruire, mais qu'il faut ensuite*
 “ *édifier ; ce que l'on substituera à l'Ecole Polytechnique*
 “ *achevera d'absorber ce qui reste dans le trésor public.* ”

Ainsi les Révolutionnaires Français reconnaissent enfin que *la destruction coûte de nouveaux frais !* Ils publient *qu'il ne suffit pas de détruire, qu'il faut ensuite édifier !* mais lorsqu'ils rendent pour la première fois hommage à cette grande vérité, c'est pour maintenir un établissement *monstrueux*, qu'on leur dénonce comme ayant plus de luxe que *plusieurs Cours d'Allemagne !* Ils sonnent enfin le tocsin contre les INNOVATIONS ; mais c'est pour défendre en faveur de la Métropole, un séminaire ruineux, qui ne fait que de naître, & où l'Etat entretient à ses frais dix Professeurs de Chymie, tandis qu'on leur certifie qu'il y a dans la République des Communes de 80 mille âmes, où *il ne se trouve pas UN SEUL HOMME propre à l'instruction publique !*

Je ne fais ce qu'auront pensé les habitans de ces Communes en apprenant les prodigalités qu'on se permet à leurs dépens en faveur du peuple de Paris : mais je ne suis plus étonné que Lacombe Saint Michel se soit écrié dans la séance du 26 Juin : *Oh Législateurs ! quand cesserons-nous de voir la France dans Paris ; & quand verrons-nous enfin Paris dans la France ?*

“ a dit Mercier, le 7 Mai, dans le Conseil des Cinq
 “ Cents, vous avez enfanté tous les crimes en détrui-
 “ fant les idées religieuses, *sans lesquelles aucun bien ne*
 “ *peut s’opérer.* Vous avez renversé toutes les notions
 “ de la morale. Vous avez ravalé l’homme au niveau
 “ de l’être qui n’obéit qu’à l’instinct. Oui, FUNESTE
 “ PHILOSOPHIE ! *c’est toi qui as formé le calus dont le*
 “ *cœur de nos égorgeurs était revêtu.* Tu leur appris à
 “ méconnaître qu’ils avaient une ame & un Créateur ;
 “ comment auraient-ils pu respecter l’humanité & les
 “ devoirs imposés à l’homme en société ?” On l’écoula
 dans un morne silence ; & personne n’a osé répliquer
 ensuite à Dumolard, lorsque, dans la séance du 22
 Septembre, il a déclaré que *la République Française,*
comme les Républiques anciennes, ne pouvait s’asseoir que sur
deux bases, les mœurs & la Religion.

Que ce Député, que j’estime d’après ses discours,
 me permette de lui rappeler que pour qu’un peuple ait
 une religion, il faut que cette religion ait des Ministres ;
 & que dans toutes les Républiques anciennes, les Mi-
 nistres des autels ont été placés à la tête des fonction-
 naires publics. Si la France a plus besoin que jamais
 de directeurs & de consolateurs des âmes, ceux-ci ont
 droit à l’une des premières offrandes du peuple ; &
 j’invite Dumolard à déployer son éloquence pour obte-
 nir le paiement de cette dette sacrée. J’invite sur-tout
 les Français à se bien pénétrer d’une grande vérité qu’a
 proclamée Bontoux le 12 Juillet, au nom d’une Com-
 mission, & en ces termes : *Représentans du Peuple ! C’est*
à l’ATHEISME que nous devons une partie de nos maux.
C’est lui qui dessèche les cœurs, qui invite à tous les crimes,
qui inspire cette insensibilité cruelle qui a triomphé parmi nous de
toutes les affections de la nature.

HÔPITAUX.

J’ignore pour quelle somme on portera l’entretien
 des Hôpitaux, dans l’inventaire des dépenses de la Ré-
 publique : mais il me suffit de savoir que dès le 12
 Avril de cette année, Bernard a déclaré qu’ils cou-
 taient à l’Etat, une dépense annuelle de 50 millions

valeur métallique, (1) & que Girod a ajouté que cette assistance, toute ruineuse qu'elle est pour le trésor public, se trouve insuffisante pour les Hôpitaux. C'est encore ici l'une des plaies que le papier-monnaie a fait à la France ; car il ne faut jamais perdre de vue que ce fut sous le prétexte spécieux d'augmenter l'hypothèque des assignats, qu'on mit en vente, avec les biens des collèges, tous ceux des maisons de charité, & cela après avoir supprimé préalablement les dixmes, droits, & octrois dont elles jouissaient de tems immémorial. Voyons ce qui en est résulté.

Commençons par les hôpitaux militaires. Pour concevoir la désorganisation à laquelle ils sont en proie depuis une année ; il suffit de se rappeler l'aveu échappé au Ministre de la guerre il y a huit mois, lorsqu'il reconnut *qu'il en existait en assez grand nombre, où les officiers de santé, employés, & sous-employés, étaient plus nombreux que les malades* : puis il faut rapprocher cet aveu de celui que les circonstances ont arraché dernièrement au Directoire, dans le fameux message où il a révélé, *qu'on a été forcé de refuser au soldat malade,*

(1) Il est essentiel d'observer, qu'il ne comprenait dans cette dépense que celle des secours administrés aux pauvres entretenus dans les hôpitaux : j'ai lieu de croire, que depuis la Révolution il en a coûté à l'Etat des sommes immenses pour pourvoir aux besoins des indigens qui n'ont pas pu être admis dans les hospices. Et ce n'est point seulement à Paris, où le trésor public y a pourvu en distribuant gratuitement des subsistances au peuple des faubourgs : on a eu recours à une mesure à-peu-près semblable dans les provinces, en autorisant la plupart des grandes villes à faire des emprunts pour y pourvoir. La facilité avec laquelle on a accordé de pareils décrets a même été telle, que Dupont de Nemours se trouva obligé de rappeler à ses Collègues, *Qu'aucune société policée ne peut lever sur son peuple un impôt suffisant pour nourrir son peuple.*

C'est maintenant sur les billets de spectacle qu'on essaie de lever cet impôt. On a décrété que le produit de cette nouvelle taxe sera employé à secourir les indigens qui ne sont pas dans les hospices.

les alimens nécessaires au rétablissement de sa santé. Mais ce qui n'est pas moins important à connaître, c'est ce qui se passe à Paris, tandis que les soldats malades sont privés d'alimens dans les hôpitaux des provinces. Croirait-on que l'Hôtel des Invalides, le seul établissement de ce genre, dont les biens aient échappé aux confiscations nationales, est devenu la proie d'une foule de Jacobins & d'intrigans, qui s'y sont introduits par pure faveur, & par des titres forgés ? “ Portez-vos regards jusques
 “ dans cet asile respectable, a dit Dubois Dubais, le 27
 “ Août. A côté des militaires mutilés, infirmes, ou
 “ courbés sous le poids de longs services, vous trouve-
 “ rez des hommes qui n'ont d'autres titres aux soins &
 “ aux secours qui y sont administrés, que ceux que l'on
 “ a FABRIQUÉS. L'administration de cette maison ne
 “ renferme pas moins d'abus, & n'offre pas moins de
 “ dilapidations que les autres. Il est urgent de les faire
 “ cesser.” (1)

Quelque scandaleuses que paraissent ces *dilapidations*, & le dénuement des hôpitaux militaires des provinces ; ce n'est rien encore en comparaison du spectacle hideux que présentent aujourd'hui dans toute la France, les hôpitaux civils, & les établissemens de *charité*. Lisez

(1) Rien n'est plus *urgent* sans doute, & l'on en peut juger par le fait suivant qu'a articulé Desmolins dans la séance du 15 Novembre.

“ Il est une autre espèce de mal que vous ne connaissez pas
 “ encore, & dont j'ai été instruit par des relations exactes.
 “ C'est la mendicité qu'exercent des essaims de militaires tous
 “ plus ou moins estropiés ou invalides. Ils vont quelquefois
 “ deux à deux, quelquefois ils se divisent à une certaine
 “ distance près des maisons d'habitation. Là ils exposent
 “ leurs corps mutilés, racontent les maux qu'ils ont soufferts,
 “ les dangers qu'ils ont courus ; ils disent qu'ils ont été chassés
 “ de plusieurs hôpitaux où ils ont cherché des secours ; ils
 “ ajoutent des hittoires vraisemblablement controuvées, mais
 “ dont le but est de faire détester la République & le Gou-
 “ vernement, & que je me dispense de vous détailler, pour ne
 “ pas navrer vos ames sensibles.”

ce qu'en a révélé le 30 Mai, Saint Martin, membre du Comité des secours. " J'invoque le témoignage de tous mes collègues. Les établissemens de charité ont été *expropriés* de leurs biens. L'assistance publique est devenue une charge nationale. Qu'en est-il résulté ? Qu'a-t-on vu ? Tous les asiles du malheur détruits, toutes les institutions de bienfaisance désorganisées, anéanties, l'homme avide s'enrichir des dépouilles de l'indigent, l'oisiveté encouragée, le vrai pauvre mollement ou très-incomplètement secouru ; & cependant *le trésor public s'épuise par des versements de fonds, qui, mal répartis, & mal distribués, semblent accroître la misère au lieu de la soulager.* Voilà où nous a conduits cette belle théorie de nivellement & de parfaite égalité dans les secours publics. D'un côté, elle a tari les sources de la bienfaisance particulière ; de l'autre, elle a produit la fainéantise, le désespoir, les crimes, en donnant toujours trop ou trop peu, en laissant sans subsistances, le malheureux infirme ou vieillard, tandis qu'elle gratifiait d'un salaire sans travail, le pauvre sain & robuste." &c.

Ces horribles abus n'ayant fait que s'étendre & grossir pendant les trois mois suivans, Delleville est revenu à la charge le 31 Août, en ces termes : " Ce sont les besoins des pauvres de toute la République, qu'il faut envisager. Tous sont dans un état de souffrances inexprimables. Pendant le règne de la terreur, on a trouvé *fort commode de vendre les biens des hôpitaux.* Il suffisait d'ailleurs que la mesure fût *ATROCE*, pour qu'elle fût adoptée. Qu'en est-il arrivé ? Les malheureux sont restés sans ressources, sans consolations. Ils trouvaient autrefois des secours assurés, dans ces maisons hospitalières ; elles sont aujourd'hui dénuées de revenus, elles ont été dépouillées, & les pauvres meurent de besoin."

Personne ne soupçonnerait, je pense, ce que Baraillon va opposer à ce tableau : Il s'est engagé à prouver que les hôpitaux sont le fléau & le poison de la société. Je dois convenir que ses collègues ne daignèrent pas même lui ré-

pôndre (1) : mais les moyens qu'ils ont adoptés, pour venir au secours des maisons de charité, vont mettre le comble au bouleversement auquel ils ont condamné la France. Au lieu de chercher quelques arrangemens, pour rendre à ces maisons les mêmes domaines qu'elles avaient si bien soignés, quand elles en étaient propriétaires, ils ont *arrêté en principe*, que les hôpitaux, dont les biens auraient été vendus, *seront dotés de nouveau avec les biens des émigrés*. (2) C'est-à-dire, qu'on a pris pour *principe* ; 1^o, de laisser ces biens aux détenteurs actuels, qui se hâtent de les dilapider, dans la persuasion où ils sont que le jour de la révendication approche ; 2^o, de condamner les hôpitaux à n'avoir pour patrimoine que des domaines volés, & auxquels ils se garderont bien de faire les réparations les plus urgentes. Un pareil *principe* paraîtra étrange peut-être : je n'y vois cependant que la conséquence immédiate d'un autre *principe*, posé par Robespierre, & adopté par ses successeurs comme un dogme ; j'entends *le besoin de lier les citoyens à la Révolution, en les faisant devenir propriétaires*. Principe désastreux, excès

(1) Ce grand défenseur de l'éducation publique apostropha les défenseurs des hôpitaux, précisément comme on l'avait apostrophé lui-même, le 3 Septembre, lorsqu'il avait péroré en faveur de l'enseignement national. *Voulez-vous qu'il y ait réellement en France de l'enseignement ?* lui avait répliqué gravement l'un de ses confrères, *chassez tous les professeurs publics*.

En voyant les applaudissemens que reçoivent presque toujours ces extravagances dans le Sénat Français, il est difficile de ne pas se rappeler ce que dit Tacite, de l'ascendant que prennent chez les nations barbares, certains chefs auxquels elles accordent toujours d'autant plus de confiance, qu'ils leur annoncent plus d'audace. *Nam Barbaris, quanto quis audacia promptus, tanto magis fidus, reb...sque motis potior habetur.* Ann. Lib. 1.

(2) Rallier essaya de s'opposer à cette restitution, par un argument auquel on ne s'attendrait guère. "Rendre aux hôpitaux leurs propriétés," dit-il, le 8 Octobre, ne serait-ce pas proclamer au sein du Corps législatif, qu'on a eu tort de leur prendre celles qu'ils possédaient ? Cet aveu ne ferait-il point une *censure* des opérations consommées ?"

de déraison, qu'il n'appartenait qu'aux Législateurs Français de prêcher en doctrine, & d'ériger en loi. Hommes pervers ou stupides ! Sachez donc une fois, que le moyen d'attacher les hommes à un gouvernement quelconque, n'est point, ne fut jamais, de donner les propriétés de ceux qui en ont à ceux qui n'en ont pas, mais uniquement d'assurer l'inviolabilité des propriétés à quiconque en possède. Suivons ces spoliateurs dans leur marche. Pour rédiger en loix tant de brigandages, il leur a fallu inventer un nouveau terme, celui d'*expropriation* ; & lorsqu'après avoir inventé le mot & exécuté le crime, ils se trouvent dans l'absolue nécessité de restituer ce qu'ils ont volé, ils implorent le secours du peuple, en lui rappelant que les *hospitaux, dans leur administration moderne, étaient de tous les établissemens publics, ceux qui faisaient le plus d'honneur à l'ancien régime*. C'est à ce peuple qu'ils s'en prennent maintenant de ce que sous leur nouveau régime, " où l'on parle tant de *patrie* & de *fraternité*, disent-ils, " on ne voit guères d'exemples de générosité ou d'abandon " philanthropique & gratuit dans aucun service de la République ! " (1)

PRISONS.

Chez un peuple dont les administrateurs s'écrient de toutes parts que le pays est *infesté de vagabonds, qui ne respirent que le meurtre & le pillage*, l'une des dépenses les plus indispensables est celle de l'entretien des prisons destinées à enchaîner les grands coupables, & à réprimer les petits délits par la réclusion correctionnelle.

On se rappelle que l'Assemblée Constituante avait décrété pour les prisons plusieurs réformes dictées par l'humanité la plus éclairée ; & qu'entr'autres, elle avait promis de les diviser dans chaque département en maisons de *détention*, en maisons d'*arrêts*, & en maisons de *justice* ou de *correction*. L'éloquent Pastoret va nous apprendre ce qui est résulté de ces magnifiques projets. Pour forcer ses Collègues à l'écouter il a débuté, le 9 Août, en leur annonçant que *les évasions se multipliaient par l'état actuel des prisons de la République*. " Dans la plupart des dé-

(1) Durand Maillane le 8 Octobre.

partemens, ajouta-t-il, ces prisons ne sont encore que les restes d'une tour gothique, où l'air circule avec peine, où les détenus sont entassés, où l'épidémie les menace sans que la pitié publique y ait même placé pour les malades une chambre solitaire. Une paille vieillie leur sert de lit. A peine une faible & dégoûtante nourriture les enlève-t-elle à la mort. Dans la plupart des maisons de détention, la nourriture des prisonniers n'est pas même assurée... De quelle horreur n'est-on pas saisi en lisant par exemple cette lettre de l'Accusateur public de Saone & Loire, au Ministre de la Justice!"...

Le dénuement y produit le désespoir & la fureur : depuis plus d'un mois, on n'y a pas changé la paille des détenus. Sauf le pain & l'eau, ils manquent absolument de toute autre chose, & n'ont pour couche que le pavé. Les gardiens ont donné leur démission dans la crainte d'être un jour immolés à la rage des malheureux qui éprouvent toutes ces privations. Ce serait pourtant mieux que jamais le cas d'y préposer des gardiens sûrs, car LE CRIME SE PROPAGE A FAIRE FRÉMIR.

Pastoret continue.—“ Un agent municipal écrit au Ministre de l'Intérieur : *Nuds, pour la plupart, couverts de galle & de vermine, suite inévitable de la malpropreté dans laquelle les prisonniers sont forcés de croupir, exhalant tous une odeur infecte & pestilentielle, leur aspect fait horreur, & leurs cris plaintifs perceraient l'ame la plus dure. . . . L'Infirmerie n'a ni bois, ni viande, ni médicamens. Il y a plus d'un mois que les malheureux couchent sur la terre nue, faute de paille.*”

Tel est le tableau de misère qu'offre l'intérieur de cette République qui ose se vanter de ses triomphes au-dehors. *Le crime s'y propage à faire frémir (1) ; & elle*

(1) Cette propagation prend de jour en jour, un degré d'activité plus effrayant, puisque les bandes d'assassins qui ont déjà infestés tant de départemens osent maintenant menacer celui de la Capitale, où il y a néanmoins une force armée pour les combattre. Le Moniteur du 17 Novembre contient une Proclamation qui commence par ces mots :

n'a ni maréchaussée pour arrêter les brigands, ni prisons pour les contenir, ni gardiens sûrs pour les empêcher de briser leurs fers. Avant de savoir si les détenus sont innocens ou coupables, le Gouvernement les laisse coucher sur la terre nue, *faute de paille* ; & au milieu des besoins qui l'assiègent de toutes parts, c'est la guerre qui occupe toutes ses pensées ; c'est pour conserver ses conquêtes passagères qu'il s'obstine à épuiser encore, & le sang des peuples, & les dernières ressources du trésor public.

MAISONS DE RÉCLUSION DES PRÊTRES.

Le tableau dégoûtant qu'on vient de voir, n'a rapport qu'aux prisons du crime : voyons ce qui se passe dans celles de la vertu, dans ces réceptacles de misère, où l'on tient ensevelis vivans vingt mille Prêtres pour avoir refusé le serment qu'on exigeait d'eux à la nouvelle Constitution civile du clergé. Pourra-t-on le croire ! Cette Constitution n'existe plus ; & le parti même qui l'a détruit après lui avoir juré fidélité, s'acharne avec fureur sur les Ecclésiastiques qui s'étaient refusés à ce serment ! depuis trois ans ils subissent avec une résignation vraiment chrétienne, le plus cruel & le plus lent des supplices.

“ Savez-vous ce qui est arrivé ? ” a dit Duprat au Conseil des Cinq Cents, le 25 Juin : “ c'est que ces maisons de réclusion sont devenues l'asile de la misère ; “ c'est que les infirmes, les vieillards que vous avez cru “ prudent d'y réunir jusqu'à la paix, non pas pour les y “ *enterrer vivans*, mais pour préserver les hommes faibles & faciles de leur influence *soupçonnée dangereuse*, languissent

“ L'Administration Centrale du Département de la Seine, in-
 “ formée que des brigands armés parcourent les campagnes
 “ de son arrondissement, s'introduisent avec audace jusques
 “ dans l'asile des citoyens, pillent les propriétés, & com-
 “ mettent journellement d'horribles assassinats,” &c. &c.

« languissent dans la plus affreuse détresse, & n'ont pas
 « même le pain nécessaire à leur débile existence.... Presque
 « tous accablés d'années & d'infirmités, & quelques-uns
 « couverts d'ulcères, non-seulement ils sont hors d'état
 « de faire servir, mais ils manquent même des objets de
 « première nécessité. . . . Faites cesser l'état d'abandon
 « & de détresse dans lequel languissent tant de vieillards,
 « tant d'infirmes réunis dans les de maisons réclusion,” &c.
 Le tableau de ces persécutions est affreux sans doute ;
 mais ce qui ne l'est pas moins, c'est le développement du
 système qui y a exposé ces ecclésiastiques, *accablés d'an-*
nées & couverts d'ulcères.

« Les auteurs de ce système, poursuit Duprat, étaient
 « eux-mêmes les premiers en ligne pour recueillir les
 « successions de ces prêtres. Ils n'ont pas manqué de
 « mettre leur système en pratique, en s'emparant des
 « biens de leurs parens. Ils ont fait plus ; foulant aux
 « pieds la voix de la nature, comme celle de la justice,
 « plusieurs d'entr'eux ont poussé leur insatiable avarice
 « jusqu'à refuser des alimens aux malheureux dont ils ve-
 « naient de s'approprier les dépouilles. Oui, Citoyens
 « Collègues ; je le dis avec un sentiment mêlé de douleur
 « & d'indignation, on a vu, on voit des hommes qui se
 « sont arrogés le titre modeste de *patriotes par excellence*,
 « souffrir que leur frère, leur oncle, leur cousin, éprou-
 « vent toutes les horreurs du besoin, tandis qu'ils nagent
 « eux-mêmes dans l'abondance avec la fortune de leurs
 « malheureux parens dont ils se sont emparés. Ils re-
 « fusent de leur rendre leurs biens, *de crainte*, disent-ils,
 « *qu'ils n'en fissent un mauvais usage, qu'ils ne s'en ser-*
 « *vissent pour nourrir de criminelles espérances, & donner*
 « *des secours aux ennemis de la patrie.* Et avec ce lan-
 « gage, d'autant plus perfide, qu'il en impose au peuple,
 « tandis qu'ils n'y ajoutent eux-mêmes aucune foi, ils lais-
 « sent périr de faim leur bienfaiteur, & creusent eux-
 « mêmes son tombeau,” &c. &c.

Il fallut au Conseil des Cinq Cents, deux mois entiers
 pour méditer sur cet épouvantable tableau, avant de son-
 ger à faire restituer à ces Prêtres les propriétés dont s'é-

taient emparés leurs héritiers présomptifs, & qui furent pour la plupart dissipées pendant cet intervalle. Beffroy profita de cette circonstance pour sommer le Directoire de pourvoir aux besoins de tant de malheureux qu'il retenait en arrestation. (1) Un autre député, Dumolard, eut le courage de demander la libération *en masse* de ceux qu'on avait incarcérés *en masse*; & pour dévoiler à ses collègues toute l'hypocrisie de ce qu'ils appellent leur régime *Constitutionnel*, il révéla à l'Europe entière, que *sous un Gouvernement où la déclaration des droits avait été solennellement proclamée, on condamnait à une réclusion indéfinie, des hommes, des Français, sous prétexte du refus de serment de fidélité à une loi qui n'existe plus.*

Peu s'en est fallu que la détresse des finances n'ait produit en leur faveur ce que ni la voix de l'humanité ni la déclaration des droits de l'homme n'avaient pu obtenir. Ces malheureux demandaient qu'on rompît leurs fers, pour pouvoir gagner par le travail de leurs mains, la subsistance que l'Etat s'était engagé à leur fournir : un si grand moyen d'économie détermina Camus lui-même à plaider.

(1) “ Je connais, dit-il, des Prêtres, citoyens très-respectables, qui, à la vérité, n'ont point prêté serment à la Constitution civile du Clergé, mais qui se sont empressés de prêter celui de fidélité aux loix de la République. Malgré cet acte d'obéissance, ils gémissent dans les fers, dénués de tout, obligés de vendre jusqu'à leur chemise pour subsister. Malheureusement ces faits ne sont point exagérés, ils sont réels.”

Ils étaient si peu exagérés, que Guynot Boismenu en a ajouté de plus déchirans encore le 17 Octobre. “ De toutes les parties de la République, dit-il, il vous est parvenu des pétitions de la part des Prêtres reclus. Toutes ces pétitions vous peignent de la manière la plus affligeante, l'état de détresse & de souffrance où sont ces infortunés.... Par-tout ce sont des malheureux qui vous instruisent que le Gouvernement ne fournit même pas à leurs plus pressans besoins, & que *la faim & la misère les minent & les consomment....* Il est tems que le cri de l'humanité souffrante se fasse entendre dans cette enceinte.”

leur cause.. *Qu'il soit permis, a-t-il dit le 15 Août, qu'il soit permis à des hommes qui meurent de faim, de gagner leur subsistance par le travail, & ne les retenez pas davantage dans des maisons de réclusion où VOUS N'AVEZ PAS DE QUOI LES FAIRE SUBSISTER.*

Il a été puissamment secondé par la Commission chargée de faire un rapport à ce sujet : Celle-ci a publié le 18 Octobre, par l'organe de Dubruel, des faits qui appartiennent essentiellement à l'histoire des finances de la République Française.

“ Sans moyens de subsistance, privés absolument (les
 “ Prêtres reclus) des secours que le gouvernement accorde aux criminels, il ne leur reste de la loi qui les
 “ frappe que la rigueur. La simple présomption de
 “ malveillance ne peut pas même obtenir ce qu'on ne
 “ refuse point à la conviction du crime....La loi n'a
 “ pas entendu les précipiter dans des fosses, comme le
 “ Sénat Romain y fit précipiter Jugurtha, pour le laisser
 “ mourir de faim. Entendez les plaintes de ces malheureux,
 “ éloignés des secours de leurs parens, sans pain,
 “ sans linge, entassés dans des maisons mal-saines : Ils
 “ vous disent, *qu'ils éprouvent dans leur affreuse captivité les tourmens qu'on ne réserve point aux plus grands scélérats* : ils vous disent, *qu'ils n'éprouvent d'autre consolation que l'espoir d'une mort prochaine, pour mettre fin à tant de maux.* En vain le Gouvernement voudrait
 “ alléger leurs souffrances : LA VOLONTÉ DEVIENT
 “ INUTILE LA OU LES MOYENS N'EXISTENT PAS.
 “ Comment d'ailleurs pourrait-il fournir à l'entretien
 “ des Prêtres reclus, lorsqu'il éprouve les plus grandes
 “ difficultés pour fournir aux besoins les plus pressans
 “ des Hospices ; lorsqu'il est obligé, par la force des
 “ circonstances, de laisser crier en vain tant de malheureux
 “ qui ont des droits sacrés à la justice nationale ?
 “ Tout permet d'espérer que le Gouvernement pourra
 “ être juste envers tous ; mais en attendant il ne faut
 “ pas que des citoyens qui ne sont pas même accusés,
 “ & qu'on a cru devoir reclure, seulement par mesure
 “ de sûreté, *meurent de faim.* Alors vous n'avez pas
 “ même à délibérer. *Lorsque le Gouvernement ne peut*

“ pas fournir à leur entretien, vous devez leur laisser
 “ les moyens suffisans pour y pourvoir eux-mêmes, &
 “ pour cela il n’y a pas d’autre parti à prendre que de
 “ leur accorder *provisoirement* (1) la liberté sous la sur-
 “ veillance des administrations municipales. Comment
 “ pourraient-ils être dangereux ? La plupart, accablés
 “ d’infirmités, gémissent sous le poids de la vieillesse &
 “ de longues souffrances. Pourraient-ils conspirer,
 “ lorsqu’un sang, presque glacé dans les veines, leur
 “ laisse à peine le sentiment d’une pénible existence ?....
 “ Pour moi, je pense qu’on ne peut point refuser
 “ quelque confiance aux promesses de ceux à qui la per-
 “ spective de l’avenir le plus affreux n’a pu, dans les
 “ premiers tems de Révolution, arracher un serment
 “ qui n’étaient point dans leurs cœurs.— Vous conciliez
 “ en même tems les intérêts de la République avec les
 “ principes de l’humanité ; vous *retranchez des dépenses*
 “ *de l’Etat les FRAIS ÉNORMES qu’entraînent les gardiens de*
 “ *ces maisons, & l’entretien des bâtimens.* Cette dernière con-
 “ *sidération ne peut pas être indifférente, dans l’état où se*
 “ *trouvent vos finances.*”

Ainsi le motif le plus impérieux que puisse découvrir
 cet homme compatissant pour plaider avec quelque espoir
 de succès la cause de tant d’innocentes victimes, c’est
l’état où se trouvent les finances républicaines ! Il se garde
 bien d’insister auprès du Sénat Français, sur ce que ces
 vingt mille Prêtres ont été jetés dans les fers, unique-
 ment pour n’avoir point voulu se familiariser avec le
 parjure ; (2) il insiste sur la désorganisation des finances,

(1) Guynot Boismenu s’opposa fortement à ce que cette
 libération ne fût décrétée que d’une manière provisoire.
 “ Ce *provisoire* est injuste, s’écria-t-il, puisque la réclusion
 “ est sans motif légal ; & *provisoire* semble dire, *Nous vous*
 “ *ouvrons les portes de vos prisons parce qu’il nous est impossible*
 “ *de vous y nourrir : mais le retour de l’abondance sera pour*
 “ *vous celui d’une nouvelle réclusion.*”

(2) Cette considération n’échappa point à quelques
 députés ; mais elle éveilla leurs fureurs, & non leurs
 remords ; aussi la séance fut-elle des plus agitées ; & ce

il déclare à ses collègues qu'il ne leur est plus permis d'y être indifférens. *Le retranchement des FRAIS ÉNORMES qu'entraînent les gardiens des Prêtres incarcérés ; voilà la dernière considération* que cet Orateur avait tenue en réserve pour arracher ce grand acte de justice. Mais pourra-t-on me croire ? bientôt le Directoire apprenant que cette considération ébranle les Législateurs, il se hâte de les rappeler à eux-mêmes par un message vraiment digne de Robespierre ; il leur mande que les prêtres dont ils voudraient ouvrir les cachots ont une *conduite ténébreuse* ; (1) & à ce seul mot le Corps Législatif n'hésite plus à river de nouveau leurs fers.

fut dans cette occasion que l'éloquent La Rivière lança sur des Législateurs Français l'anathème de proscription que j'ai cité p. 160.

Ceux des députés qui repoussaient le projet de la Commission ne sachant que répliquer à son rapport, demandaient qu'on *ajournât* cette grande question jusqu'à ce qu'on fût ce que le Gouvernement avait à dire à ce sujet. " On " parle d'un message envoyé au Directoire, leur répliqua De la Haye, & de la nécessité d'attendre une réponse. Que voulez-vous savoir ? " Le Gouvernement ne vous a-t-il pas " officiellement annoncé *qu'il ne pouvait ni nourrir ni entre-* " *tenir les Prêtres détenus, qu'il n'avait aucun fonds qui puisse* " *leur être destiné ?* Si la Corporation n'existe plus, de quel " droit retenez-vous dans les fers vingt mille Français qui " n'ont aucun rapport entr'eux, & qui ne sont point solidaires " les uns des autres ?.... Enfin, ces malheureux que vous " retenez arbitrairement manquent de tout, éprouvent tous " les besoins. Et vous pourriez *ajourner ! Ajourne-t-on la* " *faim, la misère, le désespoir ?* "

Le Cointe lui imposa silence en appelant tout Prêtre réfractaire, *l'auteur de tous les maux, un rebelle aux loix de son pays.* L'ajournement fut prononcé, & quatre jours après, le Directoire vint protester solennellement contre le projet de la Commission.

(1) Le Ministre de la justice a écrit au Corps législatif, " que la grande majorité des administrations se plaint en " général de leur conduite *TÉNÉBREUSE*, & que les " *administrés dans beaucoup d'endroits les soutiennent ouverte-* " *ment.* On peut dire en général, ajouta-t-il, que par-tout

La voilà donc dévoilée dans toutes ses turpitudes, cette Révolution infernale, née du sein de la philosophie, ainsi que ses auteurs osent encore s'en vanter. Que Rousseau les connaissait bien les philosophes Français ! Comme il avait pénétré à fond & leur conspiration & leur caractère, lorsqu'il prophétisa que *s'ils avaient jamais l'empire, ils seraient plus intolérans que les prêtres !*

Et ces atroces conspirateurs oseraient accuser d'*apostasie*, l'homme qui, après avoir souffert pour la cause de la vraie liberté, essaie de lui rendre un dernier hommage, en tenant les autres nations en garde contre les mots de *philosophie*, & de *liberté*, qu'ils ont inscrits sur leurs sanglans étendarts ! Ah ! j'invoque ici à mon aide tous les hommes qui rendent à la liberté un culte éclairé, & le seul qu'elle reconnaisse, celui qui est fondé sur l'amour de l'humanité, sur l'obéissance aux loix, & sur le respect pour les propriétés. C'est en son nom que je les adjure tous de se joindre à moi, & d'employer, dès à présent, leurs veilles, pour vouer à l'exécration des siècles futurs l'abominable système, que les prétendus philosophes Français osent encore prêcher à l'espèce humaine, comme devant lui ramener l'âge d'or.

*Nona ætas agitur, pejoraque sæcula ferri
Temporibus : quorum scelerei non invenit ipsa
Nomen, et a nulla posuit natura metallo.*

Nos hominum divûmque fidem clamore ciemus. (1)

J'ai besoin de reposer mon ame, & celle de mes lecteurs, sur un tableau bien différent. Qu'ils sachent que ceux de ces malheureux prêtres qui ont réussi à échapper

“ ils fanatisent le peuple.”

On voit du moins, que ce Ministre convient sans détour, que les *administrés* sont dans beaucoup d'endroits en opposition ouverte avec les *administrateurs* de cette constitution si populaire.

(1) Juv. Sat. 13.

*Un nouvel âge règne, âge issu de l'enfer,
Plus corrompu cent fois que le siècle de fer.
Le nom d'aucun métal n'a pu rendre ses crimes.
Terre ! Cieux, armez-vous ; vengez-en les victimes !*

aux fureurs de leurs compatriotes, ont reçu dans un pays protestant, tous les secours & tout l'accueil que mérite la vertu persécutée. Ces martyrs de la religion ont trouvé en Angleterre, d'abord auprès des particuliers, ensuite auprès de l'Administration, les secours les plus étendus & les plus généreux (1). Le Roi de la Grande Bretagne a demandé à son Parlement un subside en leur faveur, & ce subside a été accordé, sans qu'il se soit élevé une seule voix d'opposition : il se répète encore ; & ce beau monument du respect pour le malheur & pour la vertu opprimé, fournira un jour l'une des plus belles pages de l'histoire du peuple Anglais. Long-tems après qu'on aura oublié les nouveaux & brillans exploits de ses flottes, on se rappellera avec admiration, qu'au milieu d'une guerre ruineuse, l'Angleterre Protestante tendit une main secourable à cinq mille prêtres Catholiques Romains, chassés de leur patrie, par la plus horrible persécution dont l'histoire moderne ait conservé le souvenir, par la persécution des *philosophes Français*.

Je touche enfin au terme du travail que je m'étais imposé ; & les circonstances politiques qui me déterminent à en hâter la publication, me font regretter vivement d'avoir trop long-tems balancé à l'entreprendre. J'avais les plus grandes répugnances à rentrer dans cette arène,

(1) Je n'ignore pas que quelques autres Etats Protestans se sont distingués dans cette occasion, & que le Roi de Prusse entre autres a placé dans les monastères de la Silésie plusieurs religieux & religieuses : mais c'est sur-tout comme trait national que je cite ici les secours que le peuple Anglais a tendus à ces infortunés prêtres Catholiques. Dès la première année de leur déportation dans cette Isle, il y a eu en leur faveur deux contributions volontaires d'environ 40,000 sterl. chacune. Le Clergé Anglican a prêché & collecté en leur faveur ; & il n'y a pas une seule église paroissiale qui n'ait contribué à cette collecte. Le Gouvernement est ensuite venu à leur secours ; il leur distribue environ 100,000 sterl. par année ; & le parti de l'Opposition s'est honoré en n'élevant aucune objection contre cette partie des dépenses publiques.

& je doute même que je les eusse surmontées, si un ami ne m'eût adressé à cet effet, quelques pages d'un ouvrage Allemand, qui m'ont tout-à-coup arraché à mon irrésolution. Puissé-je, en les publiant ici, produire la même impression sur ceux qui se sentiront le courage d'écrire l'Histoire de la Révolution Française !

“ Depuis quelque tems, dit cet Ecrivain (1) on ré-
 “ pète en Allemagne, que les hommes de lettres feraient
 “ bien d'abandonner entièrement les affaires de France ;
 “ que le public est suffisamment instruit de la nature de
 “ cette Révolution, qu'on pourrait aisément l'en trop ins-
 “ truire, &c. &c.—Je ne suis point de cet avis ; & com-
 “ ment en ferais-je ? lorsque parmi la grande majorité
 “ des classes cultivées, dans la plupart des sociétés, &
 “ même jusques dans les livres, on continue à présenter
 “ cette Révolution comme une crise politique ordinaire,
 “ lorsqu'on la compare encore à des commotions insigni-
 “ifiantes des tems passés, & qu'on s'attache à y voir
 “ plutôt un spectacle amusant, qu'un exemple terrible
 “ & une leçon salutaire.

“ Quoi ! après tout ce qui s'est passé en France, après
 “ des scènes capables de dissiper les plus épais nuages de
 “ l'illusion, il se trouve encore dans tous les rangs de la
 “ société, & sur-tout parmi les gens de lettres, des par-
 “ tisans de cette République ! Comment se peut-il
 “ que ce soit du sein de l'ordre, du bien-être, & de la
 “ paix, qu'il s'élève encore des vœux en faveur d'une
 “ entreprise qui menacerait de faire périr par un seul
 “ ouragan les fruits de trois siècles, & d'ensevelir dans
 “ une barbarie soudaine une civilisation conquise par
 “ tant d'efforts ?

“ Non, la Révolution Française n'est point assez con-
 “ nue, puisque avec des déclamations insensées on réussit
 “ encore à rendre indifférens à d'affreuses calamités des
 “ cœurs d'ailleurs sensibles, & à les priver ainsi du plus
 “ beau de leurs privilèges, celui de verser une larme dés-
 “ intéressée sur les souffrances de la vertu persécutée.

On

(1) M. F. Gentz, Conseiller de guerre à Berlin pour le département des finances.

“ On condamne, il est vrai, les forfaits des Jacobins,
 “ les exécutions quotidiennes, les fêtes de sang, les ban-
 “ quets de cannibales, l’assassinat de la famille Royale,
 “ les temples de l’athéisme, & le culte de Marat : mais
 “ aussi long-tems qu’on n’envisagera pas la Révolution
 “ comme nécessairement liée avec toutes ces horreurs ;
 “ aussi long-tems qu’elle paraîtra sans tache, malgré les
 “ flots de sang dont elle est couverte ; tant qu’on ne rou-
 “ gira pas d’avancer qu’elle a été acquise à bon marché,
 “ malgré les sacrifices humains & la dégradation morale
 “ qui en ont été le prix ; je répéterai sans cesse que cette
 “ Révolution n’est point suffisamment connue. Oui,
 “ elle le sera trop peu, tant que des imposteurs oseront
 “ soutenir, & que des fots pourront croire, que la des-
 “ truction de la République Française aurait des suites
 “ funestes pour les intérêts de la raison & de l’humanité,
 “ qu’elle rendrait à jamais toute réforme politique im-
 “ possible, & livrerait l’Europe à un despotisme sans
 “ bornes & sans fin. Incurable aveuglement ! Comme
 “ si c’était à la cause de la liberté que la victoire fût
 “ restée dans les solitudes de la Vendée, sous les ruines
 “ de Lyon, ou à Paris, sur la place funèbre de la Révo-
 “ lution !

“ Le vrai caractère de la Révolution Française ne sera
 “ point démasqué, tant qu’on s’imaginera que la philoso-
 “ phie qui a produit cette anarchie tyrannique puisse
 “ jamais porter autre chose que des fruits empoisonnés :
 “ qu’on peut commencer par des spéculations superfi-
 “ cielles, les poursuivre avec une profonde indifférence
 “ sur tous les désordres & tous les forfaits qu’elles en-
 “ traînent, & finir néanmoins par un Gouvernement
 “ libre & heureux ; en un mot, tant que les petits pour-
 “ ront se réjouir de l’abaissement des grands, les pauvres
 “ du dépouillement des riches ; sans examiner les moyens,
 “ les instrumens, la fin, & les derniers résultats d’une
 “ opération si violente ; mais sur-tout sans puiser dans cet
 “ examen la certitude du NÉANT d’un pareil triomphe.”

Que de vérités contiennent ces deux pages ! Com-
 bien je m’applaudirai de pouvoir contribuer à les répand-
 dre ! & combien il importait de les appuyer sur

les confessions postérieurs des imposteurs dont cet écrivain avoit annoncé avec tant d'énergie, les forfaits passés, les crimes présens, & le néant prochain ! C'est dans les registres même de leurs conventicules que j'ai été puiser cette longue chaîne d'aveux. C'est avec toutes ces pièces de conviction que je les traîne aujourd'hui devant le tribunal de l'opinion publique. Il est maintenant à portée d'en faire justice ; & quelque sévère que soit leur sentence, ce juge éclairé pourra y ajouter, *Ex ore tuo te judicavi.*

Et qu'on n'imagine pas que j'aie réussi à resserrer dans ce cadre tous les principaux reproches que se soient adressés les Législateurs Français. Qu'on ne me dise point qu'il faut en retrancher les exagérations ordinaires auxquels ils se livrent, & ce qu'ont dû y ajouter l'esprit de faction, & l'éloquence boursoufflée qui leur est naturelle. Tous les discours que je viens d'extraire ont été prononcés dans l'espace des dix derniers mois ; mais je dois prévenir que pendant cet intervalle, les deux Conseils se sont attachés avec un soin particulier à cacher au public leurs principaux aveux, & à tenir secrètes les délibérations qui étaient de nature à en provoquer de semblables. Presque toutes les séances où ils ont agité la question des finances ont été des débats secrets dont rien n'a transpiré ; & le plus souvent lorsque cette question a été mise à l'ordre du jour, on n'a pu le savoir que parce qu'on rencontre alors dans les registres ces paroles du Président : *La Commission des finances demande la parole ; j'ordonne aux spectateurs de se retirer.* Quand ensuite, dans les séances publiques, quelque orateur inconsidéré s'est hasardé à soulever le voile, il a été immédiatement rappelé à l'ordre, ou interrompu par des murmures. C'est ainsi que le 16 Juillet, Bourdon réussit à imposer silence à Dupuis, en s'écriant ; *Pourquoi n'a-t-il pas fait ces objections pendant six jours qu'a duré le Comité Général ? Pourquoi choisit-il le moment où le Conseil a rendu sa séance publique ?* C'est ainsi encore que la Commission qui avait fait sur la marine le rapport que j'ai cité p. 171, fut sévèrement tancé quelques jours après par Delecloy. *Je suis bien étonné,* dit-il, *qu'on ait à cette Tribune fait l'inventaire de notre marine, de nos pertes*

Et de nos succès, dans un instant où l'Angleterre nous écoute Et nous guète. Enfin, c'est ainsi que lorsque Himbert s'éleva contre les *inutiles mesures* qu'on proposait encore pour rendre la vie au papier-monnaie, qu'il dénonçait comme ayant *changé le commerce en un véritable brigandage*, comme ayant *amené la ruine du gouvernement, la perte de la morale, Et la violation des transactions les plus sacrées*, une foule de voix couvrirent la sienne, & Cornilleau s'écria : TOUT CELA N'EST PAS BON A DIRE A CETTE TRIBUNE. (1)

Il est donc évident que dans ce recueil de confessions, je n'ai pu citer que ce que les Législateurs Français ont jugé *bon à dire* dans leurs séances publiques, & même ce que les rédacteurs du Moniteur ont jugé bon d'insérer dans ce registre des débats : encore ai-je des preuves que ceux qui le rédigent, s'attachent par dessus tout à adoucir les aveux, & à supprimer les extravagances des orateurs. Tout partial & mutilé que soit ce registre, c'est cependant à ce seul document que je me trouve réduit en entreprenant de débrouiller le cahos des finances républicaines. Par le dégoût que m'a causé ce dépouillement, je prévois qu'il n'aura que fort peu d'intérêt pour la grande masse des lecteurs. En rassemblant ainsi des matériaux pour l'un des principaux chapitres de la Révolution Française, je n'ignorai point que je me chargeais du plus ingrat ; mais il m'a suffi de penser qu'il ne serait peut-être pas le moins instructif pour mes contemporains.

C'est par ce journal, quelque incomplet qu'il soit, que je réponds enfin à tous ceux qui n'ont cessé de me dire depuis une année—Que l'énergie des moyens révolutionnaires déjouerait, jusqu'au bout, les conjectures en apparence les mieux fondées.—Que les ressources réelles de la

(1 Voyez p. 123, & le Moniteur du 29 Août 1796. On peut voir de même dans celui du 20 Septembre, que lorsque Pelet proposa un message au Directoire pour recommander la paix, Mathieu se leva pour dire qu'il eût été plus sage au préopinant de s'enoncer en Comité Général.

France étaient inépuisables ; & que si elle avait besoin de ressources artificielles, rien ne lui ferait plus facile que de substituer, d'un mot, aux assignats, d'autres créations semblables.—Que tant qu'il restera un écu dans une bourse & une botte de paille dans un grenier, cet écu & cette botte seront le domaine du Gouvernement révolutionnaire.—Que la guerre, loin de l'épuiser, lui fournit le seul prétexte à l'aide duquel il puisse avoir des troupes ; & que ces troupes levées en apparence pour défendre le peuple, servent à le contenir, & à lui arracher tous les subsides dont ses chefs ont besoin.---Que l'excessive misère de ces troupes, loin d'être pour elle une germe de dissolution, les forcerait au contraire à marcher de victoires en victoires.---Qu'avec du fer elles se procureraient de l'or, & s'empareraient des finances de leurs ennemis pour les tourner contre eux.---Qu'ainsi les contributions des vaincus suppléeraient aux réquisitions des vainqueurs ; que ceux-ci entretiendraient la guerre par la guerre ; & qu'en roulant autour de ce cercle, ils feraient le tour de l'Europe.---Que les efforts gigantesques de la République Française pourraient se prolonger beaucoup plus long-tems que les subsides réguliers des peuples coalisés ; & qu'enfin, s'il était possible qu'elle vînt à succomber, ce ne serait jamais qu'à l'exemple de Samson, en ensevelissant avec elle tous ses ennemis sous les ruines du temple social, &c. &c.

Quel serait donc aujourd'hui le sort de l'Allemagne, si son auguste Chef, qu'elle proclame à si juste titre *Libérateur* de l'Empire, n'avait pas écarté de ses Conseils, quiconque aurait tenté d'y propager ainsi le découragement ? En moins de deux mois, le jeune Héros auquel il a confié le soin de sauver ses peuples, a repoussé vers le Rhin les phalanges républicaines ; & néanmoins on trouve encore des gens qui donnent à entendre qu'il ne reste d'autre parti que celui de l'infamie, & qui répètent avec effroi, *Les Français vont...* Sans doute ils vont, & sans doute ils iront encore quelque tems au milieu du dénuement qui les presse de toutes parts. Certes, ce serait bien peu connaître l'histoire, de se figurer que la détresse des finances d'un Empire si vaste, puisse l'arrêter d'un jour à l'autre dans sa marche, comme une maison de commerce est forcée de suspendre toutes ses entreprises

au premier moment où elle laisse protester un billet exigible. Lorsque j'ai annoncé pour la fin de cette année, la catastrophe des finances Françaises, j'entendais qu'à cette époque l'obligation de renoncer à toute espèce de papier-monnaie serait solennellement avouée ; que les biens nationaux se trouveraient aliénés & leur produit dissipé ; qu'en même tems que ceux qui les ont dilapidés se verraient forcés de renoncer à la ressource des réquisitions, on connaîtrait tout à la fois & l'exiguité des contributions arrachés aux peuples vaincus, & la nullité des impôts payés par le peuple Français : j'entendais que, si après avoir révélé lui-même le secret de sa détresse, le Directoire s'obstinait à garder ses conquêtes, il serait évidemment appelé à poursuivre la guerre sans confiscations, sans papier-monnaie, sans réquisitions, sans impôts productifs, sans emprunts forcés : j'entendais enfin que l'impossibilité de soudoyer & d'approvisionner des armées si nombreuses, amènerait bientôt l'impossibilité de les recruter, & que leurs chefs seraient réduits à les licencier par degrés & à conniver eux-mêmes à l'abandon graduel des conquêtes qu'elles défendent encore. Je demande maintenant si le Directoire Français n'approche pas chaque jour de cet état de crise ; & si l'épuisement constaté de toutes ces anciennes ressources n'est pas un symptôme précurseur de sa chute prochaine.

Je ne prétends point affirmer cependant que, dans les convulsions de son agonie, il ne puisse encore porter aux Alliés des coups sensibles ; mais qu'ils prennent exemple de l'Empereur ; qu'ils imitent la magnanime persévérance dont ils l'ont vu redoubler au milieu des plus grands revers ; & si les peuples coalisés ne se relâchent ni dans leur union, ni dans leurs efforts, s'ils restent fidèles à la cause de l'équilibre de l'Europe, le Continent est sauvé.

Que si l'on essayait encore de révoquer en doute cette conséquence inévitable de l'épuisement actuel des usurpateurs Français, je ne cesserai de reporter l'attention publique sur les aveux suivans, que la misère leur a arrachés au milieu des premiers succès de la campagne actuelle.

Une GRANDE EPOQUE approche, puisqu'il est vrai que le sort des Empires est lié à la situation de leurs finances. Ramel.

Les assignats ont fait la Révolution..... ils ont renversé le Trône, & fondé la République. Ramel.

Il n'est que trop vrai que nous ne pouvons pas nous passer de l'assignat..... que si nous le laissons tout-à-fait avilir, il ne restera plus au Gouvernement aucun moyen d'effectuer le service, & de terminer glorieusement la Révolution en conquérant la paix. Isnard.

Si vous ne relevez le crédit de l'assignat, vous terminerez, à votre honte, la plus belle Révolution. Montmayou.

Vous avez toléré les Rescriptions ; on vous a assuré qu'elles seraient au pair.... Erreur funeste ! Bientôt elles ont perdu la moitié de leur valeur. Pelet.

L'édifice constitutionnel repose aujourd'hui sur le succès des mandats. Le Directoire.

Ceux qui refusent les mandats territoriaux, veulent l'impossibilité de la Révolution. Cresnières.

Les mandats une fois décriés, les mandats échappés de nos mains, que nous resterait-il ? l'opprobre, la honte, & la mort. Bessroy.

Les mandats qui ont remplacé les assignats, se sont écoulés comme l'eau. Robert.

Il ne faut plus se le dissimuler, le règne du papier-monnaie est passé. Barbé-Marbois.

Nous sommes sortis sans retour du régime du papier-monnaie. Le Brun.

La solde, cette dette sacrée de la République envers les Citoyens qui se dévouent pour elle, n'a pas été acquittée depuis plusieurs mois. Le Directoire.

Tous les marchés sont suspendus par l'impossibilité où se trouve le Trésor public de remplir les engagements pris avec les entrepreneurs, & il ne reste aucun espoir de les renouveler. Le Directoire.

La mesure des réquisitions, dont l'emploi est toujours funeste, n'a fourni que des ressources insuffisantes..... Le Directoire.

Il est des hôpitaux où l'on a été obligé de refuser au soldat malade les alimens nécessaires au rétablissement de sa santé. Le Directoire.

Il est possible que les biens nationaux aient été délivrés pour la valeur d'une année de leurs revenus.... Lafond-Ladebat.

Le mode actuel de vente des biens nationaux accomplit sans retour la ruine de la République, & épuise nos dernières ressources. Barbé-Marbois.

Dans les recettes faites pendant l'année qui vient de s'écouler, les contributions d'Italie sont portées pour trente millions, & celles d'Allemagne ne sont portées que pour mémoire. Lafond-Ladebat.

Un des caractères malheureux de notre Révolution, a été l'espérance trompeuse donnée à la classe la plus nombreuse du peuple, de l'affranchissement de toute imposition : j'invite mes Collègues à attaquer avec force ces funestes impostures de la Démagogie, à marcher de toutes leurs forces vers l'établissement des contributions, & à ne croire à L'EXISTENCE de la République que quand le Gouvernement retirera de chacun un tribut juste & non contraire aux mœurs.—Harmand.

Ordonnez à la Trésorerie de vous présenter à la fin de ce mois, le tableau des rentrées, & de les calculer en valeur réelle, vous serez effrayés de la réduction, pour ne pas dire de la nullité de ces valeurs. Himbert.

Toutes les impositions directes & indirectes paraissent beaucoup trop considérables pour être perçues dans une année sur le territoire Français. Dalphonse.

Il y aura impossibilité pour une foule de Citoyens de s'acquitter, & il faudra employer encore toutes les rigueurs fiscales. La Combe Saint-Michel.

Que tous les Citoyens sachent que ce n'est que par l'exactitude & la célérité dans le paiement des contributions, qu'ils peuvent rendre à la République toute sa splendeur, & qu'ils n'oublient pas qu'ils en doivent la totalité pour l'An IV. Thibaut.

Il n'y a ni simplicité dans l'administration, ni célérité dans le recouvrement, ni produit réel dans les rentrées. Le produit des contributions s'évanouit au moment où la main de l'Administration s'approche pour le saisir. Cambacerès.

Il existe en ce moment une disproportion entre le recouvrement journalier du trésor public & les dépenses urgentes du service, Les Commissaires de la Trésorerie.

Le Gouvernement qui a le plus de droits aux hommages de la terre, est celui qui tient le plus inviolablement sa parole ; & L'ON PEUT, SANS RISQUE DE SE TROMPER, PRÉDIRE LA CHUTE PROCHAINE DE CELUI QUI SE JOUE DE SES SERMENS, ET DE LA FOI PUBLIQUE, AU GRÉ DE SON CAPRICE, OU DE SES INTÉRÊTS. —Pères.

Tel est le sommaire des aveux qui depuis dix mois ont échappé aux dilapidateurs Français : ils confessent eux-mêmes qu'ils sont au comble de l'épuisement, que leur administration se trouve à la veille d'être complètement paralysée : & néanmoins celle-ci, après avoir prodigué d'une main ce qu'elle pillait de l'autre, essaie encore de couvrir par ses vaines bravades, tant d'aveux que vient de lui arracher, dirai-je le regret tardif d'avoir dissipé le fruit de ses immenses confiscations, ou le désespoir de ne pouvoir plus s'y livrer ?

La restitution de tous ces vols est inévitable ; mais ce qui me paraît également prochain, c'est l'époque où le peuple qu'on croit terrifié, sortira de sa stupeur pour détrôner les Régicides qui osent lui dire, que *c'est par la Guerre qu'il faut conquérir la Paix....* PAR LA GUERRE ! —Hommes de sang ! Voyez ce qu'elle a déjà coûté à vos esclaves. Contemplez votre ouvrage ; calculez leur misère ; comptez leurs plaies : mais, sur toutes choses, voyez-les se réveiller par degrés de leur rêve de République triomphante, & de conquêtes indivisibles. Le roman sanglant de votre ambition touche à son terme. Vos armées rétrogradent enfin vers leurs foyers ; vos soldats se rapprochent de leurs familles décimées. Ils vont porter leurs regards consternés sur ce Royaume jadis si florissant, dont vous avez fait, pendant leur absence, une place sépulchrable. Au milieu des décombres de leur malheureuse patrie, ils se rappelleront peut-être ces paroles du Pline Français : *Après ces jours de sang & de carnage, lorsque la fumée de la gloire s'est dissipée, l'homme voit d'un œil triste la terre dévastée, les arts ensevelis, les nations dispersées, les peuples affaiblis, son propre bonheur ruiné, & SA PUISSANCE RÉELLE ANÉANTIE.* (1)

(1) Bouffon, Tom. XII. de la Nature, 1^{re} Vue.

OBSERVATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES
VENTES DES BIENS CONFISQUÉS.

DANS mes trois précédens écrits j'ai représenté la restitution des terres confisquées aux Emigrés comme inévitable : je crois pouvoir annoncer aujourd'hui qu'elle s'approche rapidement. J'en juge sur-tout par les discours que tiennent certains Législateurs Français, pour calmer ce qu'ils appellent eux-mêmes *les inquiétudes & les alarmes des acquéreurs*, & pour leur persuader que la France entière les maintiendra inviolablement dans leurs nouvelles propriétés.

Je n'ignore pas que quelques-uns des détenteurs affectent de regarder comme impossible l'expropriation dont le cri public les menace chaque jour davantage. Mais avant de s'endormir dans cette sécurité, je les invite à jeter les yeux sur les pièces suivantes du grand procès que le nouveau Corps Législatif leur a lui-même intenté depuis le commencement de cette année.

A la tête de toutes ces pièces se trouve le témoignage que Portalis a eu l'énergie de rendre à la vérité, en reconnaissant, le 23 Janvier, QU'IL EST DE NOTORIÉTÉ QUE LA PLUPART DES EMIGRÉS ONT FUI L'OPPRESSION ; témoignage précieux, & qui a été mis dans un nouveau jour par deux autres Députés.

Voici un fait à ma connaissance, a dit Delleville le 7 Août : " Un citoyen parfaitement honnête voit ses biens sequestrés par un Comité Révolutionnaire. Il se présente : Je n'ai point émigré, dit-il.—N'es-tu-pas noble ? réplique un brigand ; eh bien, noble ou émigré, n'est-ce-pas la même chose ? "

Ce trait n'a rapport qu'aux émigrations individuelles ; Jourdan va nous dévoiler comment s'y sont pris les spoliateurs Français pour obtenir des émigrations EN MASSE. En vain, leur a-t-il dit, *neuf mille mandats d'arrêts ont été lancés contre les Toulonnais ; ils aiment mieux mourir que d'émigrer*. S'il faut en croire ce qu'a certifié ce même député le 20 Mars, " Les biens des fugitifs du 31 Mai 1793 ont été vendus avec tant de précipitation que les procès-

“ verbaux de délivrance & d’adjudication ne sont signés
 “ de personne.”

Du Bruel, le 20 Mai. “ Quelques acquéreurs frau-
 “ duleux ont abusé du sens de la loi pour se faire adjuger des
 “ objets que la loi n’entendait point comprendre dans le
 “ prix indiqué. Par exemple ; la loi ordonnait que le
 “ prix serait acquitté d’après le bail de 1792. Il est arrivé
 “ qu’une partie de quelques maisons n’étant point louée à
 “ cette époque, le prix du bail n’a été fixé que sur la partie
 “ occupée par les locataires. Néanmoins l’acquéreur a obtenu
 “ l’adjudication du tout, quoique le prix n’ait été déterminé
 “ sur une partie.”

Le 29 Juin, plusieurs pétitions ayant dénoncé *les abus scan-*
daleux introduits dans la vente des biens nationaux, abus à la fa-
veur desquels, disaient les pétitionnaires, *des compagnies de spécul-*
ateurs, avec quelques pièces de monnaie métallique, s’emparent
de domaines considérables ; Défermont écarta ces pétitions de la
 manière suivante. “ N’écoutons pas les clameurs de ceux
 “ qui s’appitoient sur le peu de valeur qu’on vous donne en
 “ paiement.”—CONSIDÉRONS qu’il n’y a pas de propriétés
 dont le dépérissement soit plus grand que celles qui sont entre les
 mains de la nation.

Les dilapidations, qu’on prétendait justifier par un pareil
 sophisme, furent mises dans un nouveau jour par Her-
 mann. Dans le Cantal, répliqua-t-il, il y avait à vendre
 beaucoup de bestiaux appartenant à des émigrés : on les a vendus
 en même tems, de sorte que le prix qu’on en a retiré valait à peine
 celui du cuir. Je suis bien aise de dénoncer au Corps Législatif
 ce fait qui m’a été dénoncé. Un pareil fait n’est pas une des
 pièces les moins instructives de ce grand procès ; il fera
 époque dans l’histoire des confiscations ; il constate que tan-
 dis que la République Française aliénait les terres confis-
 quées pour une année de leur revenu, elle en vendait les bes-
 tiaux pour la valeur du cuir.

Régnier a cité le 12 Juillet un autre fait non moins instructif
 sur la dilapidation du revenu de celles des terres qui n’ont point
 encore trouvé d’acheteurs. “ Les revenus des biens sequef-
 “ trés, a-t-il dit, n’ont pas été versés au trésor public :
 “ ils ont été la proie de cette foule exécrable de bandits,
 “ de larrons révolutionnaires, qui couvraient toute la sur-
 “ face de la France. Ces rapines sont un des mille maux
 “ que notre patrie a éprouvés pendant la crise politique
 “ qu’elle a supportée. Il faut que les citoyens se résignent,

“ qu'ils fassent des sacrifices, & qu'ils croient que dans
 “ bien des cas ils ne pourront être *complètement indem-*
 “ *nisés.*”

Il serait absurde sans doute de parler d'*indemnités com-*
plettes, & je ne puis croire qu'il y ait des familles spoliées
 qui s'en flattent. La seule espèce d'indemnité à laquelle
 elles puissent prétendre, c'est à rentrer en possession de leurs
 domaines dévastés. Et j'aime à supposer que Ferrand avait
 conçu l'espoir d'amener par degrés ses Collègues à ce grand
 acte de justice, lorsqu'il les a invités, le 21 Juillet, à revenir
 en arrière sur les ventes déjà consommées, & à *ne point fermer*
leurs yeux sur la vileté du prix de ces ventes. “ Je sens, dit-il,
 “ que cette matière est *DE'licate*, qu'on ne peut revenir
 “ sur des engagemens contractés, sur des démarches faites
 “ & autorisées, qu'avec une extrême circonspection & que
 “ par des raisons puissantes & fondées. Mais ne peut-on
 “ point allier les principes & la justice avec l'intérêt na-
 “ tional ?”

Assurément, rien ne fera plus conforme à la *justice*, &
 à l'*intérêt national*, que de reprendre tous les domaines
 que la République a volés aux émigrés, & que les révo-
 lutionnaires ont ensuite volés à la République. Ecoutez ce
 qu'a dit Le Brun de ces derniers vols, le 30 Juillet. “ Sans
 “ doute si l'on entrait dans les détails, on trouverait des
 “ évaluations infidelles; on trouverait que, dans quelques
 “ départemens, des manœuvres coupables ont trompé la sur-
 “ veillance des administrateurs; que dans d'autres, ceux qui
 “ étaient appelés à surveiller ont été les auteurs ou les
 “ complices de la fraude.—*Leur conscience, la conscience pu-*
blique, la voix de l'intérêt général, leur crient qu'ils ne font que
les spoliateurs de la propriété commune.”

On a vu, p. 83, que Durand Maillane *sonna le tocsin contre*
les auteurs & les complices de tant de fraudes; mais c'est sur-
 tout dans la séance du 31 Juillet, que Barbé Marbois a
 soulevé le voile qui couvrait encore cette scène de brigand-
 ages révolutionnaires. “ *On signale des prévaricateurs dans*
 “ *Tous les rangs*, s'est-il écrié; car n'est-il pas un pré-
 “ varicateur, celui qui tenant le registre des soumissions, y
 “ place exclusivement son nom & celui de ses amis, procède
 “ aux estimations, nomme en même tems & l'expert de
 “ la République, & le sien; se dispense des paiemens,
 “ parce que le receveur est dans sa dépendance & qu'ils font
 “ peut-être complices; repousse, effraie les compétiteurs par

“ son influence; & bientôt honteux de son opulence criminelle, la déguise par des rétrocessions qui lui sont payées au poids de l’or ! ”

Veut-on connaître maintenant la partie du tableau que cet Orateur, par ménagement, n’avait pas jugé à-propos de découvrir toute entière ? Veut-on savoir ce qu’il entendait, *en signalant des prévaricateurs dans TOUS LES RANGS ?* Nous allons apprendre que ces prévaricateurs ne sont rien moins que le Directoire & ses Ministres. J’ai déjà eu occasion de dire, qu’il y a environ 60 à 70 mille demandes en radiation; & je dois ajouter, que tout Citoyen Français qui offre de prouver qu’il a été porté injustement sur la liste des Emigrés, est obligé de soumettre ses réclamations au Directoire. Quel Tribunal ! Arrêtons-nous sur ce qu’en a dit Boissy d’Anglas, le 23 Août. “ Il faut un arrêté du Directoire pour chaque radiation. Or, de deux choses l’une, ou le Directoire signe de confiance, & alors le pauvre n’obtient rien, & l’homme qui a de l’or peut seul obtenir que sa réclamation soit mise sous les yeux du Directoire. — (Ici, dit le Moniteur, des murmures s’élevèrent). — Citez des faits, s’écria Boudin. — Le fait est qu’on vole, répliqua De la Haye. — “ A Dieu ne plaise,” poursuivit Boissy d’Anglas, “ que je croie que sur les 70 mille inscrits, la majorité soit véritablement émigrés ! Nous savons tous combien de citoyens ont été injustement inscrits . . . Ceux qui parlent pour les émigrés, sont ceux qui soutiennent excellent, un mode tel, que le riche seul peut obtenir sa radiation en l’achetant au poids de l’or. Voyez l’étendue funeste que reçoit une profcription qui ne devrait frapper que les coupables, & qui enveloppe peut-être un million de Français innocens.”

Ce sont cependant ces mêmes Français proclamés innocens dans le Corps Législatif, dont on continue à vendre provisoirement les biens à moins qu’ils n’achètent du Directoire leur radiation au poids de l’or ! Et il se trouve en France des hommes tout à la fois assez pervers & assez aveugles, pour se figurer que le peuple les laissera jouir long-tems en paix de pareils vols ; & qu’ils resteront tranquilles dans ces possessions que les uns, ainsi que l’a dit Durand Maillane, se sont procuré presque pour rien, les autres par des moyens violens & criminels !

Déjà Génisseux a demandé, le 28 Octobre, “ Que pour atteindre tous les dilapidateurs des biens nationaux, toutes ventes sur estimations d’experts fussent annulées, & qu’on

“ revît les décrets qui en avaient autorisé la vente à un prix 30 fois inférieur à la valeur actuelle de ces biens.”

Cette motion a été jusqu'ici écartée, quoique La Fond Ladebat ait cherché à l'élever dans l'autre Conseil, en déclarant, QU'IL ÉTAIT POSSIBLE *que des biens nationaux aient été délivrés pour la valeur d'une année de leurs revenus.*

IL EST POSSIBLE. Quelle expression ! Au moment où l'on va livrer aux fournisseurs du Havre & de Gènes pour 200 millions de biens nationaux, en compensation des 11 cents mille livres qui leur étaient dues ! Qu'on calcule pour quelle valeur ils vont être aliénés, & l'on verra qu'il est non-seulement possible, mais certain, qu'ils vont leur être délivrés pour la valeur d'environ sept semaines de leur ancien revenu. Le Directoire oserait-il nier qu'en les forçant à recevoir ce funeste présent, ce ne soit avec l'intention formelle de le leur arracher avant peu ?

Mais l'un des traits les plus instructifs de cette histoire de spoliations, c'est le motif qu'allèguent aujourd'hui les Législateurs Français, pour se débarrasser à tout prix de ces mêmes confiscations par l'appât desquelles ils avaient mené le peuple au crime, en lui promettant une *fortune colossale*. Ecoutez-les maintenant. *Il est de votre justice de vendre les domaines nationaux ; c'est le Député Perrin qui parlait ainsi, le 4 Septembre :—Il est de votre justice de débarrasser la nation des frais de régie, & d'attacher à la République par la propriété une foule de citoyens.—Songez, a ajouté Pères quelques jours après, songez, que vous avez une quantité prodigieuse de biens d'émigrés, qui ne sont ni vendus ni soumissionnés ; que ces biens se dégradent par l'effet d'une mauvaise régie ; & que leur produit est pour ainsi dire nul pour le trésor public.*

Ainsi, après avoir proclamé la guerre des pauvres contre le riche ; après les avoir conduits à l'assaut des propriétés, on leur annonce déjà qu'il faut à tout prix renoncer à cette funeste conquête, que les terres confisquées *se dégradent*, & qu'elles sont d'un produit nul, pour le trésor national, qu'on avait cru enrichir à jamais !

Je suis bien convaincu qu'on n'attend plus que l'entière aliénation de ces terres, pour signifier aux acquéreurs qu'ils doivent se résigner à un nouveau supplément de prix ; & que la demande des restitutions compètes suivra bientôt après. Pour peu que les successeurs de Robespierre réussissent à prolonger leur règne, l'épuisement de leurs finances les forcera inévitablement à établir eux-mêmes une Chambre ardente, pour procéder à ces resti-

tutions, & cette Chambre ne tardera guère à prendre pour exemple ce qui se passa à Rome, lorsqu'après la mort de Néron, on s'occupa du délabrement des finances. “ Tout considéré, “ dit Tacite, on ne trouva rien de plus juste que de chercher “ les ressources dans la cause de l'épuisement. Néron avait “ dissipé, en dons, 22 milliards de sesterces : on les réclama tous, “ à l'exception du dixième, qu'on laissa à chacun ; mais ce “ dixième leur restait à peine. Ils avaient été prodigues du “ bien d'autrui comme du leur ; & les plus débauchés, qui “ avaient été les plus avides, n'avaient plus ni terres ni revenus ; “ ils conservaient pour tout bien les instrumens de leurs vices.”

—*Proximo pecuniæ cura. Et cuncta scrutantibus justissimum visum est inde repeti ubi inopiæ causa erat. Bis et vicies mille sestertiûm donationibus Nero effuderat. Appellari singulos jussit, decuma parte liberalitatis apud quemque eorum relicta. At illis vix decumæ super portiones erant : iisdem ergo aliena sumptibus, quibus sua prodegerant, cum rapacissimo cuique ac perditissimo, non agri, aut scænus, sed sola instrumenta viticrum manerent.*

Tac. Hist. Lib. I.

F I N.

